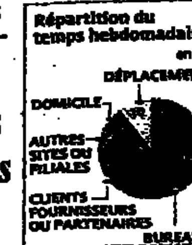
Le Monde

LE MONDE INITIATIVES

■ Les 35 heures et le travail des cadres
■ Emploi : 24 pages d'annonces classées



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16599 – 7,50 F - 1,13 EURO

MERCREDI 10 JUIN 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La France accueille trente et une nations pour la Coupe du monde de football 1998

Diverses catégories de salariés font valoir leurs revendications à l'occasion du Mondial

LA CÉRÉMONIE d'ouverture de la XVIe Coupe du monde de football a lieu, mardi 9 juin, à partir de 18 heures dans les rues de Paris. Quatre cortèges, symbolisant les continents européen, américain, africain et asiatique, convergeront vers la place de la Concorde depuis la place de l'Opéra, l'Arc de Triomphe, le Champ-de-Mars et la place du Pont-Neuf.

Le match d'ouverture du Mondial opposera, mercredi, à partir de 17 h 30 au Stade de France, le Brésil, tenant du titre, à l'équipe d'Ecosse. L'autre rencontre de la journée se tiendra à Montpellier et opposera le Maroc à la Norvège.

Pour la première fois depuis que le Mondial existe, trente-deux équipes sont en compétition qui disputeront, du 10 juin au 12 juillet, soixante-quatre matches dans dix stades français. En audience cumulée, trente-sept milliards de personnes suivront l'événement à la télévision.



Alors que le conflit entre la direction d'Air France et ses pilotes de ligne entrait, mardi, dans son neuvième jour, qu'aucun rendez-vous n'avait été officiellement pris et que la direction de la compagnie s'apprêtait à proposer aux pilotes un « moratoire », consistant à suspendre la grève jusqu'à la fin juillet, la tentation est grande, parmi des catégories de salariés dont les problèmes restent pendants, de se manifester au cours de la grande fête du football.

Cheminots, traminots, internes, enseignants, ouvriers des arsenaux ou employés des grands magasins entendent se rappeler au bon souvenir de leur direction ou du gouvernement. Toutes ces protestations sectorielles ou catégorielles s'inscrivent dans un mouvement plus général, où les conflits de métiers prennent le pas sur les luttes d'ensemble.

Lire notre cahier « Le Mondial » et nos informations pages 6 et 7

Le Mondial

JOËL SAGET/AFP

Pendant la Coupe du monde de football, « Le Monde » publie un deuxième cahier quotidien : « Le Mondial »

■ Huit pages de reportages

■ Les nouveaux maîtres de la FIFA

■ Le Mondial a la cote chez les cambistes



STEVE PYKE/NETWORK

■ Rencontre avec Salman Rushdie

Depuis neuf ans qu'il vit sous la menace d'une fatwah, Salman Rushdie résiste par l'écriture à sa mort annoncée. A Londres, Bernard-Henri Lévy a recueilli les confidences tantôt légères, souvent graves, de l'auteur des *Versets sataniques*. Homme traqué, il parle de littérature, de son existence clandestine, de sa nausée de la politique. Portrait exclusif d'un homme trop seul pour être libre. p. 12 et 13

■ Nigeria : l'après-Abacha

Le général-président Sani Abacha est décédé, lundi. Abdulsalam Abubakar, jusqu'alors chef d'état-major des armées, lui succède. p. 2

■ Rhône-Alpes : résister au FN

Les aides à la culture pâtissent de la situation créée par l'élection de Charles Millon à la présidence de région avec les voix du FN. Les artistes tentent de trouver une parade. p. 27

■ Intel : procédure antitrust

Les autorités américaines engagent des poursuites contre le premier fabricant de microprocesseurs, accusé d'étouffer la concurrence. p. 16

Libérations en Indonésie

Une vingtaine de prisonniers politiques vont être prochainement relâchés. p. 3

France 2 : examen [d]e conscience

[Gr]and déballage au sein de la rédac[tio]n après le départ d'Albert du Roy et [de]s critiques peu amènes. p. 19

Le textile innove

[M]atériaux de construction, pivots dentaires... Les industriels mettent au point des matériaux composites aux applications multiples. p. 24

Russie : scandales orthodoxes

Olivier Clément, professeur à l'Institut orthodoxe Saint-Serge à Paris, s'inquiète de l'évolution du patriarcat de Moscou. p. 14.

Face aux paramilitaires colombiens, les larmes de Barrancabermerja

BOGOTA
de notre correspondante

Au pays du réalisme magique, cher au prix Nobel de littérature Gabriel Garcia Marquez, le symbolisme est parfois l'unique moyen qui reste aux Colombiens pour supporter leur peine. Aussi, tout au long du week-end des 6 et 7 juin, la petite ville pétrolière de Barrancabermerja, au nord-est de la Colombie, a-t-elle veillé « symboliquement » vingt-cinq cercueils vides. Ils étaient censés « représenter » les personnes enlevées, assassinées et incinérées par un groupe de paramilitaires, le 16 mai. Dans chaque cercueil, une photo du défunt avait été placée à la place du cadavre introuvable.

Dès la journée du vendredi 5 juin, la population a escorté le cortège funèbre dans toutes les rues de Barrancabermerja. Puis les vingt-cinq caisses blanches – toutes fabriquées à la hâte le matin même par le charpentier de la ville – ont été placées sur le trottoir face au siège du puissant syndicat pétrolier USO (Union Syndicado Obrero). La veillée a duré toute la nuit et une première cérémonie a été célébrée avec la participation du père Francisco de Roux, prêtre jésuite. « *Ce n'est pas une messe*, dit-il, *mais une cérémonie œcuménique, avec les paroles des écritures et des prières mais aussi des chansons, des poèmes, afin de retrouver nos forces.* » Un second rituel était célébré samedi soir.

Le drame a commencé le 16 mai lorsqu'un groupe de paramilitaires est entré dans les quartiers sud et nord-ouest du port pétrolier. Munis de listes, les hommes, cagoulés de noir, ont fait monter dans des camions plusieurs dizaines de personnes. Ceux qui refusaient étaient assassinés sur le champ. Le lendemain, sept cadavres étaient retrouvés et une liste de vingt-cinq disparus était remise aux autorités. Pendant presque trois semaines, les familles, l'Eglise et une commission du gouvernement ont tenté de prendre contact avec le groupe de paramilitaires pour obtenir des informations.

Jeudi 4 juin, le voile a été levé tragiquement. José Noé Rios, conseiller pour la paix du président Ernesto Samper, a lu publiquement un communiqué du groupe des paramilitaires, « Autodéfenses de Santander », qui annonçait « *le jugement, l'exécution et l'incinération* » des disparus accusés d'être des collaborateurs de la guérilla. Une liste de vingt-cinq noms (dont deux ne correspondent pas à la liste de disparus fournis par les familles) accompagnait la déclaration. Personne n'a mis en doute la véracité du communiqué. L'ELN (Armée de libération nationale, guérilla guevariste) qui compte un front urbain dans Barrancabermerja, a affirmé qu'aucune des victimes n'appartenait à ses rangs et a accusé plusieurs membres des forces publiques d'avoir participé au massacre. La plupart des victimes – vendeurs ambulants, menuisiers, mécaniciens – étaient âgés d'une vingtaine d'années.

La nouvelle a bouleversé le pays. Les massacres deviennent une triste banalité en Colombie, mais c'est la première fois qu'une tuerie de cette ampleur a lieu dans une ville importante et que les auteurs du crime collectif font disparaître les cadavres de cette manière. L'attente et les promesses du gouvernement avaient donné un certain espoir aux familles. Les larmes sont venues l'effacer, ce week-end, devant les cercueils vides.

Anne Proenza

En mémoire d'Ibrahim Ali

PLAQUE commémorative, débats publics, projections de films : Marseille s'apprête à vivre à l'heure du procès du meurtre d'Ibrahim Ali, le 21 février 1995. Ce jeune Français d'origine comorienne avait été tué, pendant la campagne présidentielle, par trois colleurs d'affiches du Front national, dont le procès commence, mardi, à Aix-en-Provence. « *Ibrahim est dans les mémoires, il appartient à l'histoire de Marseille* », résume André Bigo, de la Ligue des droits de l'homme. Quelques heures après le meurtre, Bruno Mégret avait affirmé que ses militants avaient été « *violemment agressés par une quinzaine de Comoriens* », ce que l'instruction a clairement démenti.

Lire page 9

Une politique budgétaire sans cap

MÊME SI Lionel Jospin fait mine, modestement, de ne pas aimer les anniversaires ni les exercices d'autocongratulation, les hasards du calendrier ont heureusement bien fait les choses. L'Assemblée nationale devait mener, mardi 9 juin, le désormais traditionnel débat d'orientation budgétaire, en vue de la préparation de la prochaine loi de finances ; et, un an, ou presque, après son accession à Matignon, le rendez-vous invite forcément à la comparaison : dans ce domaine budgétaire, le premier ministre est en passe de réussir magnifiquement, là où son prédécesseur, Alain Juppé, avait pitoyablement échoué.

D'une année sur l'autre, le contraste est, de fait, saisissant. Pris d'affolement à l'idée que les déficits publics puissent dépasser, et de très loin, la barre des 3 % du PIB édicté par le traité de Maastricht et que la France puisse donc rater le rendez-vous de l'euro, M. Juppé a fortement pesé auprès de Jacques Chirac pour qu'il prenne la décision de dissolution. Or, un an plus tard, le danger budgétaire, que la droite redoutait tant et qui lui a coûté si cher, semble s'être évanoui, comme par miracle. Mieux que cela ! M. Jospin parvient – prouesse en apparence remarquable – à satisfaire aux exigences du pacte de stabilité européen sans susciter dans sa majorité « plurielle » le moindre état d'âme.

Quel est donc le secret de ce talent budgétaire que manifeste M. Jospin et qui faisait si cruellement défaut à M. Juppé ? Une première réponse ne fait guère de doute. D'une époque à l'autre, le contexte politique a fortement changé et les marges de manœuvre ne sont donc plus les mêmes. Pour financer quelque 50 milliards de francs de dépenses budgétaires nouvelles et inéluctables (dont 12,5 milliards au titre de la baisse promise de l'impôt sur le revenu et 37,5 milliards de francs découlant de la « soulte » de France Télécom), M. Juppé ne pouvait songer à relever la pression fiscale. Après la hausse fantastique des impôts en 1995, cette marge-là lui était interdite. M. Jospin, lui, n'était pas prisonnier de cette contrainte. Relevant dès son arrivée à l'hôtel Matignon l'impôt sur les sociétés, à titre provisoire, il a pu éviter les écueils budgétaires sur lesquels son prédécesseur craignait de venir buter.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 15

Francs-tireurs parisiens



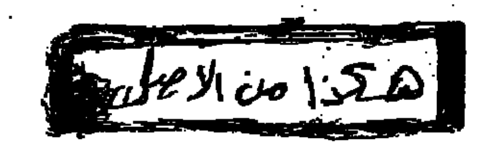
MICHEL CHARZAT

ILS AVAIENT créé la surprise lors des municipales à Paris en 1995. Depuis, des maires de gauche gèrent six arrondissements de la capitale, avec des moyens réduits, mais une volonté de faire vivre une politique différente. Il s'agit, selon Michel Charzat, maire du XXe arrondissement, d'« *activer les initiatives de citoyens* ». Notre enquête et un entretien avec le maire de la capitale, Jean Tiberi.

Lire page 11

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 18 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 610 - 7,50 F



AFRIQUE Le général Sani Abacha, chef de la junte militaire au pouvoir, est mort lundi 8 juin à l'aube, des suites d'une crise cardiaque, a officiellement annoncé son successeur, Abdulsalam Abubakar, un autre général, jusqu'alors chef d'état-major des armées. ● INVESTI chef de l'Etat dans la nuit de mardi, le général Abubakar n'a pas encore indiqué quelle suite il comptait donner au processus engagé par son prédécesseur en 1995 et qui prévoyait le transfert du pouvoir à un président civil élu démocratiquement cette année. ● L'OPPOSITION nigériane en exil, qui s'est réjouie de la disparition du dictateur, considère qu'il s'agit d'une *« incroyable opportunité »* pour le pays de renouer avec des pratiques démocratiques. Elle a appelé la communauté internationale à faire pression en ce sens sur les nouvelles autorités d'Abuja.

La mort du président Abacha donne une chance à la démocratie au Nigeria

Le général Abdulsalam Abubakar devient chef de l'Etat. Neuvième militaire à diriger le pays depuis l'indépendance, il hérite d'un pays en pleine crise économique et politique, qui était engagé dans un processus peu convaincant de retour à un régime civil

LE GÉNÉRAL Abdulsalam Abubakar, chef de l'état-Major des armées, a été investi chef de l'Etat au milieu de la nuit de lundi 8 à mardi 9 juin, à Abuja, par le président de la Cour suprême du Nigeria, le juge Mohammadu Lawal Uweis. Le nouveau chef de l'Etat nigérian, désigné peu auparavant dans ses fonctions par le Conseil provisoire de gouvernement (PRC), instance suprême du régime militaire, a prêté serment sur le Coran et annoncé qu'il s'adresserait, sous peu, à la nation. La date de cette intervention n'a pas été précisée.

Le général Abubakar qui, lundi, dans un bref communiqué, avait annoncé au pays la mort du général Abacha, décédé – officiellement – à l'aube d'une crise cardiaque, a déclaré qu'une semaine de deuil national serait observée à compter de mardi et que les drapeaux seraient mis en berne sur les édifices publics. Le général Abubakar était intervenu publiquement à l'issue d'une réunion du PRC, instance exclusivement militaire, qui s'était réunie à Abuja aussitôt connu le décès du général Abacha. Les membres du PRC avaient interrompu leurs délibérations pour se rendre aux funérailles du chef de l'Etat dans sa ville natale de Kano (nord) où il a été inhumé, en présence de ses proches, selon les rites musulmans.

Le général Abubakar, militaire de carrière, qui assuma, ces dernières années, les fonctions de chef de l'état-Major des armées, est originaire du nord, comme son prédécesseur. C'est lui qui annonça au pays, en mars 1995 puis en décembre 1997, les deux tentatives de coup d'Etat fomentées, selon les autorités, contre la junte militaire.

Il succède à Sani Abacha, neuvième général à présider aux destinées du pays le plus peuplé d'Afrique noire, à un moment crucial du programme de transition vers la démocratie mis en route par la junte en octobre 1995.

Conformément à ce programme – dont l'armée nigériane et le général Abubakar s'étaient déclarés les garants – les militaires devraient transmettre le pouvoir le 1er octobre à un président civil élu démocratiquement lors d'un scrutin fixé au 1er août. Le général Abubakar devra, en premier lieu, annoncer au pays et à la communauté internationale s'il entend ou non respecter ce calendrier.

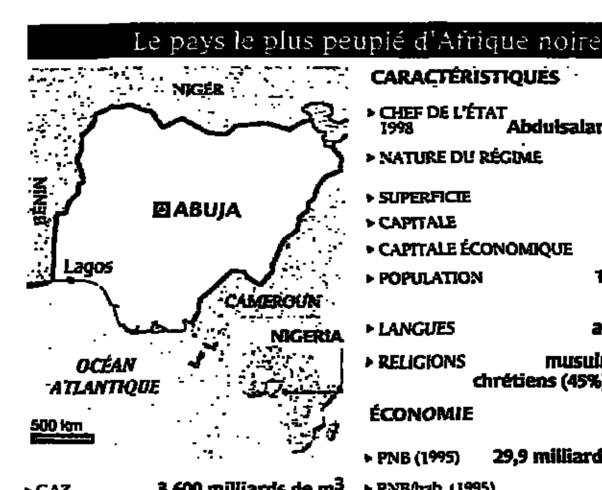
La récente décision des cinq formations politiques légales du Nigeria de désigner le général Abacha comme leur candidat unique à l'élection présidentielle d'août avait pratiquement conduit à l'impasse le programme de transition. Dénoncée comme anti-démocratique par l'opposition et une partie de la communauté internationale, cette décision avait fait apparaître comme une *« farce »* aux yeux de l'opinion l'ensemble du processus de transition vers la démocratie. La mort brutale du général Abacha pourrait servir d'issue à cette crise de confiance qui avait placé le régime militaire dans l'embarras et pousser le général Abubakar à envisager un report, voire un gel momentané, des échéances du calendrier politique.

L'opposition nigériane en exil estime que la mort du *« dictateur »* représente *« une incroyable opportunité de changements pour le pays »*. Zulicar Wutuola Abiola, la fille de Moshood Abiola, l'opposant emprisonné, vainqueur présumé de l'élection présidentielle de juin 1993 annulée par les militaires, pense qu'il s'agit de *« la chance la plus significative pour le Nigeria de tourner la page et de laisser la raison et l'ordre social être restaurés dans le pays »*. Ken Wiwa, le fils de l'écrivain et opposant de la minorité ogonie, Ken Saro Wiwa, exécuté par la junte militaire en 1995, considère que *« la mort d'Abacha ne ramènera pas* [son] *père, mais peut favoriser le, retour à la démocratie »*.

De Jérusalem, où il se trouve actuellement, le prix Nobel de littérature nigérian, Wole Soyinka, a appelé lundi la communauté internationale à faire pression sur la junte militaire pour qu'elle restaure la démocratie. *« Ces pressions doivent s'exercer jusqu'à ce que le président démocratiquement élu, qui croupit en prison, prenne la tête d'un gouvernement de transition nationale »*, a-t-il dit, faisant implicitement allusion à Moshood Abiola et se réjouissant de la disparition du général Abacha.

Le porte-parole de la Maison Blanche a rappelé, lundi soir, que les Etats-Unis souhaitent depuis longtemps la restauration au Nigeria d'*« un gouvernement civil responsable »*, qualifiant le régime de M. Abacha d'*« épisode absolument horrible »* de l'histoire nigériane. Le secrétaire général des Nations unies, le Ghanéen Kofi Annan, a déclaré qu'il espérait *« un avenir pacifique et démocratique »*, pour le peuple nigérian, rappelant toutefois la *« contribution décisive du général Abacha et du Nigeria pour mettre fin à la guerre civile au Liberia et restaurer le gouvernment démocratiquement élu de la Sierra Leone »*. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Le pays le plus peuplé d'Afrique noire



CARACTÉRISTIQUES	
CHEF DE L'ÉTAT 1998	Abdulsalam Abubakar
NATURE DU RÉGIME	Militaire
SUPERFICIE	923 773 km²
CAPITALE	ABUJA
CAPITALE ÉCONOMIQUE	LAGOS
POPULATION	115 millions, 250 ethnies
LANGUES	anglais (off.)
RELIGIONS	musulmans (45%), chrétiens (45%), animistes
ÉCONOMIE	
PNB (1995)	29,9 milliards de dollars
PNB/hab. (1995)	260 dollars
DETTE EXT. (1997)	27,08 milliards de dollars
GAZ	3 600 milliards de m³
PÉTROLE (1995)	2 millions de barils (5e pays producteur de l'OPEP)

Un dollar = 5,95 francs au 08/06/98

Source : AFP

Un dictateur fruste, qui laisse un pays en triste état

PORTRAIT

Cinq années d'un régime répressif et corrompu ont provoqué le désespoir croissant de la population

DANS L'HISTOIRE tourmentée du Nigeria, qui a vu se succéder tant d'officiers au gouvernail, Sani Abacha restera le *« général à lunettes noires »* : un homme mal à l'aise en public, qui dissimulait son regard et attendait longtemps avant d'abattre ses cartes. Avait-il finalement décidé d'être candidat à l'élection présidentielle du 1er août pour se succéder à lui-même sous le couvert d'un semblant de légalité ? Sa mort brutale, dans la nuit du 8 juin, au coeur de la forteresse présidentielle d'Abuja où il vivait une sorte de réalité virtuelle « arrangée » par ses conseillers et ses laudateurs, règle définitivement la question.

Si l'on en croit ceux qui ont pu l'approcher ces dernières semaines, le général Abacha s'était convaincu qu'il devait *« poursuivre sa mission dans l'intérêt du peuple nigérian »*. Pourtant, il laisse derrière lui un pays plus pauvre, plus divisé, plus corrompu, plus malade que lorsqu'il en prit les rênes, en novembre 1993, lors d'une révolution de palais soigneusement préparée.

Personne alors ne pensait qu'il pourrait se maintenir quatre ans et demi au sommet de l'Etat. N'était-il pas l'éternel second, un militaire fruste que rien, apparemment, ne destinait à jouer les premiers rôles ? Il a, certes, appris la patience et la ruse à l'école du Machiavel nigérian, le général Ibrahim Babangida, son ami et son complice. Ensemble, ils se sont « fait la main », en collaborant au putsch des généraux Buhari et Idiagbon contre le président Shagari, en 1983, puis en les renversant à leur tour, en 1985... toujours dans l'intérêt bien compris du peuple nigérian. Pendant huit ans, à Abuja, Sani Abacha se tient fidèlement aux côtés de Babangida, dans l'ombre, plus attaché à profiter des plaisirs de la vie et des confortables commissions que lui réserve son poste de chef d'état-major qu'à poursuivre de hautes ambitions.

Il se retrouve en pleine lumière après l'annulation controversée de l'élection présidentielle du 12 juin 1993, remportée par le milliardaire yoruba Moshood Abiola, dont la victoire dérange une large coalition conservatrice. C'est lui qui fait tirer depuis des hélicoptères, à Lagos, sur la foule de manifestants qui proteste contre l'annulation. Lui encore qui pousse son ami Babangida vers la sortie, avant de cueillir le pouvoir que lui abandonne un gouvernement civil trop faible et que lui offrent même les plus ardents démocrates : seule l'armée, pense-t-on alors, est capable de trancher dans la crise nigériane.

Le nouvel homme fort fait table rase de toutes les institutions démocratiques (Parlement, Sénat, partis) et forme un cabinet où il réussit à intégrer des politiciens yorubas réputés, un patron de la presse libérale, un avocat des droits de l'homme et l'ancien colistier d'Abiola. Mais, très vite, le régime dévoile son véritable visage : celui d'un pouvoir militaire prêt à user de tous les moyens – intimidation, répression féroce, manipulation, corruption – pour se maintenir aussi longtemps que possible.

PENDAISONS

L'emprisonnement sans jugement de nombreux opposants (parmi lesquels Abiola et le syndicaliste Franck Kokori, qui a osé lancer en 1994 une longue grève dans le secteur pétrolier), la chasse aux journalistes mal-pensants, la mort violente de plusieurs figures de l'opposition, enfin le traitement infligé à la minorité ogonie – dont le principal dirigeant, l'écrivain Ken Saro-Wiwa, est pendu, en novembre 1995, avec huit de ses compagnons – contraignent la communauté internationale à adopter des sanctions.

Le régime a accouché d'un *« programme de transition »*, en prenant soin de le vider de tout contenu crédible. Lorsque les partis sont à nouveau autorisés, il met d'emblée hors jeu les politiciens du Nord comme du Sud pour favoriser des débutants aux dents longues et à la conscience très élastique : les cinq partis finiront, en avril, par « adopter » Abacha comme l'unique candidat susceptible de sauver le pays. Le gouvernement laisse défiler dans la capitale fédérale des « supporters » d'Abacha, généreusement rémunérés, mais mitraille sans pitié les protestataires à Lagos, à Kaduna ou à Ibadan.

La lassitude des Nigérians se traduit par leur très faible participation aux élections législatives, à la fin du mois d'avril, alors que les résultats définitifs des élections municipales de mars 1997 n'ont toujours pas été rendus publics. Sur le plan économique, le bilan n'est guère brillant. Le régime peut se féliciter d'avoir contenu l'inflation et stabilisé la monnaie. Les quelques réformes bienvenues (l'ouverture du marché des télécommunications) ne réussissent pas à masquer le délabrement des infrastructures, la régression de la santé et de l'éducation, le désespoir croissant d'une population qui ne trouve plus de secours qu'auprès des mouvements religieux. La pénurie de carburants – un scandale chez l'un des plus grands producteurs de pétrole du continent – illustre l'incapacité des militaires à relancer la machine.

Cet échec économique, qui comporte un risque majeur d'instabilité, préoccupe depuis longtemps les milieux d'affaires. Les incidents qui ont opposé les compagnies pétrolières et les communautés locales, avec ou sans prises d'otages, se sont multipliés tandis que l'assise du régime se réduisait comme une peau de chagrin. Avec la condamnation à mort, à la fin du mois d'avril, du général Oladipo Diya, l'ex-« numéro deux » du régime, et de quatre officiers supérieurs accusés de complot (seize personnes ont été condamnées, dont un journaliste), le général Abacha a perdu le peu de soutien qui lui restait dans l'Ouest, à dominante yoruba, et miné davantage le moral d'une armée déjà fortement éprouvée en 1995 par une première « chasse aux sorcières ».

Cependant, la résistance la plus inquiétante pour le régime d'Abuja est venue du Nord. A la fin du mois de février, dix-huit personnalités majoritairement musulmanes et conservatrices – parmi lesquelles cinq anciens ministres d'Abacha – ont adressé une lettre au chef de l'Etat pour le dissuader de se présenter à l'élection présidentielle. Cette lettre n'était que la partie visible d'une campagne de pressions allant dans le même sens, mais menée avec la discrétion qui caractérise le nord du pays.

Le général Abacha, que l'on disait gravement atteint d'une cirrhose du foie, a-t-il succombé à la maladie, à une crise cardiaque, comme on le dit officiellement, ou quelqu'un a-t-il *« hâté sa mort »* ?, comme cela se murmure dans la rue nigériane et dans certaines capitales africaines. Sa soudaine disparition, dans le huis clos impénétrable d'Aso Rock, sa demeure, laisse l'impression d'un train qu'on a stoppé net avant le déraillement.

Michèle Maringues

Mélange d'inquiétude et d'espoir dans les pays voisins

OUAGADOUGOU
de notre envoyé spécial

La limousine blindée du président nigérian était arrivée dès dimanche par avion dans la capitale du Burkina Faso, où son propriétaire devait participer au 34e sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui s'est ouvert lundi 8 juin. L'annonce de la mort du président Abacha a relégué un moment au second plan les grands sujets du jour : la situation entre l'Erythrée et l'Ethiopie ; la nécessaire réforme de la gestion des conflits à laquelle les présidents burkinais, Blaise Compaoré, et sud-africain, Nelson Mandela, avaient appelé dans leurs discours d'ouverture.

Après avoir observé une minute de silence en mémoire de Sani Abacha, les vingt-neuf chefs d'Etat participant au sommet ont repris leurs travaux. A l'issue d'une séance à huis clos, le secrétaire général de l'OUA, le Tanzanien Salim Ahmed Salim, a brièvement rendu hommage au défunt, et plus particulièrement à son rôle dans le maintien de la paix au Liberia et en Sierra Leone. Il a ensuite estimé que la *« stabilité et l'unité du Nigeria »* étaient primordiales pour tout le continent.

LA SIERRA LEONE AFFECTÉE

A part Yasser Arafat, qui avait été reçu la veille par le général Abacha lors d'une escale sur la route de Ouagadougou et a exprimé son émotion, les participants au sommet se sont abstenus de tout commentaire. Mais tous – et plus particulièrement les présidents ouest-africains – partagent les préoccupations de Salim Ahmed Salim. Plusieurs pays risquent d'être affectés directement par le processus de succession, au premier rang desquels la Sierra Leone. Le président Ahmad Tejan Kabbah a d'ailleurs quitté Ouagadougou dans l'avion de la délégation nigériane, dirigée par le ministre des affaires étrangères, Chief Tom Ikimi.

M. Kabbah doit son retour au pouvoir à l'intervention militaire du Nigeria, qui a chassé la junte qui l'avait renversé. Aujourd'hui, la guerre qui continue de faire rage dans plusieurs régions de Sierra Leone oppose les partisans des militaires et leurs alliés de la rébellion du Front révolutionnaire uni (RUF) aux troupes nigérianes. Si le nouveau maître d'Abuja décidait d'alléger ce dispositif militaire, la situation du président Kabbah pourrait rapidement devenir très inconfortable.

Parmi les voisins immédiats du Nigeria, le Bénin et le Niger – dont les économies dépendent en grande partie du commerce avec leur grand voisin – pourraient être affectés directement si la succession du général Abacha ouvrait une période de troubles. Mais en Afrique de l'Ouest on espère également un déblocage du processus d'intégration régionale. L'intransigeance nationaliste du Nigeria et son peu de goût pour la concertation ont affecté le règlement de nombreux dossiers. Récemment, Abuja s'était opposé à l'augmentation des parts des pays occidentaux et du Japon dans le capital de la Banque africaine de développement. Un proche conseiller du général Abacha avait cherché querelle au Ghana, accusé d'abriter des groupes d'opposition. Comme l'expliquait récemment un diplomate lors d'une réunion régionale : *« On ne peut rien faire sans eux, mais rien non plus avec eux. »*

Thomas Sotinel

هكذا من الأصل

Jacques Chirac réaffirme la coresponsabilité des Etats face à la drogue

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

A l'ONU, la guerre contre la drogue est officiellement déclarée. Pourtant, la session extraordinaire des Nations unies, consacrée à la lutte contre ce fléau, qui s'est ouverte lundi 8 juin, est caractérisée par des approches divergentes. La première, exprimée par les chefs d'Etat et de gouvernement, insiste sur l'ordre public et la lutte contre *les circuits de blanchiment de* l'argent sale ; elle s'oppose à celle des ministres de la santé et des organisations non gouvernementales qui accordent plus d'importance à la prévention et à l'éducation.

En se disant résolu à réduire de moitié la consommation de drogue en dix ans, Bill Clinton, qui a inauguré la session extraordinaire de l'ONU, a écarté tout débat polémique entre pays producteurs et consommateurs. « *Aucun pays n'est suffisamment important et puissant pour faire face à cette menace mondiale qu'est la drogue* », a déclaré le président américain. Il a plaidé en faveur de la solidarité mondiale pour « *la lutte qui est celle de la liberté humaine* ».

« CROISADE »

Le président français, Jacques Chirac, a appelé à « *une grande croisade des Nations unies contre la drogue* ». La stratégie antidrogue, a affirmé le président Chirac, doit être fondée sur « *trois principes clairs : fermeté, solidarité et coresponsabilité des pays consommateurs et pays producteurs* ». La fermeté, estime-t-il, doit se traduire par une coopération policière et judiciaire accrue et par un contrôle renforcé des institutions financières et des paradis fiscaux pour lutter contre le blanchiment de l'argent sale. Dans son discours, le président français a pris soin d'ajouter que les toxicomanes « *ont besoin d'entendre un langage qui ne soit pas seulement celui de la répression mais un langage d'attention humaine* ».

Parmi les vingt-quatre chefs d'Etats qui ont pris la parole lors de cette première journée, le président mexicain, Ernesto Zedillo, a exigé « *une stratégie globale, équilibrée et équitable* » entre pays producteurs et consommateurs. Il s'en est pris directement à l'attitude des Etats-Unis en déclarant qu'il importe que « *personne ne puisse s'ériger en juge des autres, ni ne se sente autorisé à violer les lois des autres pays* ». Il a insisté sur la nécessité que « *chaque pays comprenne que dans la lutte contre le narcotrafic nous sommes tous coresponsables avec des devoirs et des droits égaux* ». Mexico estime que l'opération Casablanca, effectuée sur son territoire et à son insu par des fonctionnaires de l'Agence américaine de lutte contre la drogue (DEA), a violé sa souveraineté. Les révélations autour de cette affaire ont sérieusement détérioré les relations entre les deux pays.

Dans son intervention, Ernesto Zedillo qui, avec son homologue colombien, a lancé l'initiative de cette session spéciale, était aussi le seul à faire remarquer que les stratégies internationales mises en place depuis dix ans, à Vienne, « *ont été nettement insuffisantes* ». Selon lui, il faut s'appuyer « *sur une stratégie nouvelle par le biais de programmes médicaux, d'éducation, de formation et de culture* ».

La tonalité générale des interventions de cette première journée a été celle d'un appel à la guerre totale contre la drogue. Cette approche a été jugée « *absolument irréaliste* » par plusieurs ministres de la santé. Le secrétaire d'Etat français à la santé, Bernard Kouchner, faisait remarquer qu'appeler « *un monde sans drogue dans dix ans est un vœux pieux, tout aussi irréaliste que la santé pour tous en l'an 2000* ». Il a déploré le fait que les problèmes du tabac et de l'alcool ne soient pas abordés, alors qu'« *ils sont la cause directe de cent vingt millions de morts par an* ».

Afsané Bassir Pour

« Libérations sélectives » de prisonniers politiques en Indonésie

Vingt personnes devraient être relâchées. Ils seraient encore près de huit cents détenus, selon les organisations humanitaires. Sur fond de crise économique, la pression s'accentue sur les nouvelles autorités pour une plus grande libéralisation politique

Depuis la démission du président Suharto, quatre prisonniers politiques ont été libérés et seize devraient l'être prochainement. Parmi les prisonniers politiques récemment libérés, le syndicaliste Muchtar Pakpahan estime que l'aide internationale à l'Indonésie doit « *servir en priorité à ceux qui sont le plus touchés par l'inflation galopante et la suppression des subventions aux denrées de première nécessité* ». Trente personnes ont été blessées, lundi 8 juin à Surabaya, seconde ville d'Indonésie, lors d'affrontements avec la police anti-émeutes. Et près de 25 000 ouvriers sont en grève pour protester contre les augmentations de prix. Le Fonds monétaire international a annoncé, lundi, qu'il pourrait reprendre ses prêts à l'Indonésie début juillet et a promis que les subventions seraient maintenues pour aider les pauvres à faire face à la hausse des prix.

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

« *Extraordinaire* », s'est simplement exclamé, selon des témoins, l'ancien lieutenant-colonel Latief, soixante-douze ans dont trente-deux en prison pour son rôle présumé dans le coup avorté de 1965. En effet, le 24 mai, jour de visite bihebdomadaire, les portes de la prison Cipinang de Djakarta se sont subitement ouvertes sur une foule non seulement de parents et d'amis mais aussi de journalistes, d'équipes de télévision, de militants des droits de l'homme et de quelques curieux. Le président Suharto n'avait démissionné que quatre jours auparavant.

Depuis, quatre prisonniers ont retrouvé la liberté et le terrain de la politique. Et seize autres doivent en *faire autant dans les jours qui* viennent, a annoncé lundi 8 juin, Muladi, ministre de la justice, sans préciser lesquels. Muchtar Pakpahan, hospitalisé pendant près de trois mois pour soigner une tumeur, n'est revenu entre les murs de 6 mètres de haut de Cipinang que pour y passer trois nuits. De son lit d'hôpital, il accordait des entretiens sur portable. Président du SBSI, syndicat indépendant et interdit sous Suharto, il a repris immédiatement ses activités. Muchtar avait été condamné à quatre ans de prison en 1994 pour « incitation à émeute ».

Sri Bintang Pamungkas, ancien *député condamné* à trente-quatre mois de prison en mai 1996 pour avoir traité Suharto de « *plus grand dictateur de la planète* » et publié un livre intitulé *Mon ennemi est Suharto*, n'a pas attendu de quitter Cipinang, dans la nuit du 25 au 26 mai, pour reprendre ses harangues sur mégaphone. « *Nous rejetons avec force le recours au terme amnistie* », avait-il notamment déclaré à Cipinang, au nom de dizaines d'autres prisonniers, lors d'une conférence de presse tenue avant sa libération. « *La liberté est notre droit*, avait-il poursuivi, *et la terminologie correcte doit être "libération sans condition".* »

Dans le cadre de « *libérations sélectives* », le président B. J. Habibie a également accordé son pardon au dirigeant d'une organisation des droits de l'homme, Nuku Suleiman, et à un journaliste, Andi Syahputra, tous deux emprisonnés pour avoir « insulté» Suharto. On est, cependant, loin du compte : selon des organisations humanitaires, cent *quatre-vingt condamnés politiques* sont répertoriés et six cents autres attendent, en détention, de passer en jugement. En outre, deux cents activistes en exil sont bannis.

L'un des plus connus parmi les prisonniers est Budiman Sudjatmiko, président du Parti démocratique du peuple (interdit), qui purge une peine de treize ans de prison pour « *subversion* ». Mais les geôles abritent également des mollahs, qui ont incité à la révolte, des séparatistes de la province d'Atjeh (Sumatra occidental) ou encore une dernière poignée de gens condamnés en 1965. Le gouvernement a fait savoir qu'il comptait revoir la loi sur la « *subversion* », délit passible de la peine de mort, mais qu'il ne libérerait pas « *les marxistes, les communistes, ceux qui s'opposent à la Constitution et les criminels* ». Ce qui peut faire beaucoup de monde, puisque la plupart des prisonniers politiques sont considérés comme des droits communs.

Le plus célèbre d'entre eux à l'étranger ne devrait pas sortir de si tôt : le chef timorais Xanana Gusmao. « *C'est un cas à part, un criminel condamné à vingt ans de prison pour meurtre et autres actes criminels* », a déclaré, fin mai, Ali Alatas, chef de la diplomatie indonésienne depuis dix ans.



L'appel de l'Union européenne

L'Union européenne (UE) a appelé lundi à « *la libération immédiate de tous les prisonniers politiques* » en Indonésie, y compris ceux du Timor-Oriental. Réunis à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont déclaré qu'ils allaient continuer « *à faire pression pour la libération rapide* » du leader est-timorais Xanana Gusmao. Ils ont réitéré leur appel « *sur la nécessité de réformes politiques et d'élections rapides en Indonésie et de progrès vers un processus de réforme économique qui satisfasse les institutions financières internationales* ».

De son côté, le président français, Jacques Chirac, a adressé une lettre à son homologue indonésien, Jusuf Habibie, pour lui demander la libération des prisonniers politiques du Timor-Oriental, une ancienne colonie portugaise, a annoncé lundi 8 juin à Lisbonne le premier ministre Lionel Jospin. La France veut que les prisonniers politiques timorais soient d'abord libérés puis que Djakarta « *engage des discussions avec le secrétaire général des Nations unies* » Kofi Annan sur la question du Timor, annexé en 1976 par l'Indonésie, a indiqué M. Jospin.

Le chef timorais Xanana Gusmao restera en prison. Son élargissement ne serait envisagé que dans le cadre d'un accord global sur la question du Timor

En dépit d'une requête en ce sens adressée au président Habibie, début juin, par Kofi Annan, la libération de Xanana Gusmao ne peut intervenir, aux yeux de Djakarta, que dans le cadre d'un accord global, dont la négociation n'est même pas amorcée, sur Timor oriental, territoire unilatéralement annexé par Djakarta en 1976. Il a toutefois reçu la visite, tour à tour, d'un représentant américain et de Derek Fatchett, en charge de l'Asie au Foreign Office.

Latief, le doyen de Cipinang, ne devrait pas davantage faire partie des élus : le pardon présidentiel ne s'applique pas aux détenus impliqués dans les événements de 1965 et accusés de complot communiste. Bon nombre ont été exécutés entretemps, parfois après dix ou vingt ans passés en prison ou en camp de concentration. Ces derniers peuvent toutefois se raccrocher à l'espoir que l'Histoire s'est franchement accélérée en Indonésie, surtout depuis deux mois.

Jean-Claude Pomonti

Le leader du premier syndicat libre appellera à des manifestations si des réformes ne sont pas annoncées

GENÈVE
de notre envoyé spécial

« *Si le président Habibie ne convoque pas dans les meilleurs délais une réunion extraordinaire de l'Assemblée afin d'élire un gouvernement intérimaire à même de commencer les réformes réclamées par la majorité des Indonésiens, dans une quinzaine de jours nous appellerons la population à manifester dans la rue pour obtenir le retrait immédiat du successeur de Suharto.* » Libéré le 25 mai de la prison de Cipinang à Djakarta, où il a passé près de trois ans pour avoir formé le premier syndicat libre d'Indonésie, Muchtar Pakpahan n'a pas mâché ses mots lors de son passage, lundi 8 juin, à Genève. Venu pour une brève visite à l'assemblée annuelle de l'Organisation internationale du travail, il a livré au *Monde* ses impressions sur la situation en Indonésie.

Le calendrier des changements présenté par le président Habibie, qui envisage de passer officiellement la main le 1er janvier de l'an 2000, ne trouve pas grâce aux yeux du syndicaliste. Président de la Confédération indonésienne des syndicats indépendants (SBSI), M. Pakpahan estime ce délai « *beaucoup trop long* », d'autant qu'il perçoit, sur le cabinet du nouveau chef de l'Etat, l'ombre très présente de son prédécesseur, le général Suharto. Il rappelle que si les proches les plus voyants de l'autocrate déchu ont été mis sur la touche, M. Habibie lui-même a été choisi pour dauphin par le général Suharto et que, par conséquent, « *il n'est guère crédible* ».

Le regard de Muchtar Pakpahan est tout aussi acéré à l'égard des militaires. « *En Indonésie*, affirme-t-il avec un sourire, *chaque général se voit très bien chef de l'Etat, ce qui n'est pas le cas des dirigeants syndicaux.* » Il craint aussi le pouvoir, à peine occulte, qu'aurait gardé le général Prabowo, gendre de Suharto, écarté du premier cercle de décision au sein de l'armée par le général Wiranto, actuel ministre de la défense et commandant en chef des forces armées. « *Plus de vingt ans au service de Suharto laissent des traces et soudent des complicités, d'autant que les liens de Prabowo avec les associations musulmanes de base ne sont un secret pour personne dans le pays.* »

Tout en réclamant des élections au plus tôt, le syndicaliste indonésien est néanmoins conscient que trente-deux ans de régime autoritaire n'ont guère favorisé une vie politique normale et qu'il est nécessaire maintenant de mettre sur pied des structures permettant l'expression de la volonté populaire et des divers secteurs d'une société civile à la recherche de ses marques. Et de préciser : « *Une douzaine de partis politiques sont actuellement en gestation dont les fondateurs attendent la publication des nouvelles lois pour être dûment enregistrés. Cela implique l'annulation des dispositions précédentes prévues sur mesure pour le régime de Suharto, qui s'appuyait sur le Golkar et deux autres formations mineures autorisées. Cela implique aussi la liberté pour chacun de faire son propre choix sans être obligé, comme c'était le cas jusqu'à présent pour les fonctionnaires, d'adhérer au parti officiel.* »

DES FONDS DILAPIDÉS

En tant que syndicaliste ayant connu les geôles de la dictature, Muchtar Pakpahan ne fait pas confiance au groupe de néo-réformistes animé par l'ancien ministre de l'environnement, Emil Salim, et le dirigeant musulman Amien Rais. A son avis, la plupart de ces personnalités *ont pris le* train en marche et sont encore très proches de Jusuf Habibie. Lui-même Batak chrétien de l'île de Samosir, dans le lac Toba de Sumatra, Muchtar Pakpahan estime que « *les formations politiques ne devraient pas se baser sur la religion, mais sur des objectifs précis permettant de préserver l'unité du pays. D'ailleurs*, ajoute-t-il, *les principes du* Pancasila [croyance en un seul dieu, humanisme, unité nationale, démocratie et justice sociale] *tels que définis avant la libération du joug colonial néerlandais, et qui ont fondé l'indépendance nationale indonésienne, demeurent des valeurs sûres à portée universelle assurant la stabilité de l'archipel* ».

Muchtar Pakpahan revient inlassablement sur l'urgence de mettre un terme à la corruption et au népotisme qui ont grangrené depuis des années la vie politique. Il dénonce les complicités liant entre eux les cercles proches de la famille présidentielle, expliquant du même coup le peu de crédit qu'il accorde à l'équipe gouvernementale en place. Il s'élève aussi avec véhémence contre la dilapidation des fonds octroyés par le FMI, citant l'exemple d'un prêt de *4 milliards de dollars consenti en* décembre pour secourir l'économie chancelante et qui se serait irrémédiablement perdu. Quant à l'aide internationale, il est catégorique : « *Elle doit servir en priorité à ceux qui sont les plus touchés par l'inflation galopante et à l'annulation des subventions aux denrées de première nécessité. C'est d'ailleurs le seul moyen d'éviter des manifestations violentes comme celles qui ont déjà eu lieu et d'atténuer les effets dévastateurs pour la population de la détérioration accélérée de ses conditions de vie.* »

Si Muchtar Pakpahan ne fait pas confiance au président Habibie, c'est aussi qu'une divergence capitale les oppose. En effet, le syndicaliste réclame, à l'instar de nombre de ses compatriotes, que l'ancien président Suharto soit traduit en justice pour enrichissement illicite et qu'il rende des comptes sur sa fortune personnelle amassée pendant ses *années au pouvoir*. Mieux encore, il estime que les biens accaparés par sa famille et ses amis doivent être restitués au peuple indonésien. Autre pierre d'achoppement, le leader syndical demande la libération de tous les prisonniers politiques et l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Timor-Oriental. De quoi alimenter encore bien des polémiques et exacerber les tensions entre la nouvelle équipe gouvernementale de Djakarta et les représentants de toutes les tendances réformistes en Indonésie.

Jean-Claude Buhrer

Des milliers de Kosovars fuient les combats et quittent la province serbe pour l'Albanie

Selon les réfugiés, leurs fermes ont été incendiées et leur bétail tué

Parmi les quelque 10 000 personnes qui ont fui le Kosovo vers l'Albanie, près de 500 sont arrivés dans la ville de Durrës, sur la côte adriatique. Accueillis par la population locale, ils racontent les attaques des forces de l'ordre serbes et l'incendie de leurs maisons, dans leur région d'origine, située en bordure de la frontière entre l'Albanie et la province serbe à majorité albanaise.

DURRES
de notre envoyé spécial

« Famille Himaj : 42 personnes âgées de 7 mois à 82 ans, dont 28 femmes et enfants ; Famille Beqiraj, 46 membres ; Sallaj, 21... » Attablé sur sa terrasse, Shefqet Sheremeti compulse méthodiquement les feuilles d'un cahier d'écolier où il a consigné le nom des réfugiés du Kosovo qui, ces derniers jours, ont sonné à la porte de sa villa, non loin du port de Durrës. *« Famille Hajdergjanaj, les derniers arrivés, hier, 87 personnes ; Loqaj, 19... Je note et j'écris à la Croix-Rouge pour obtenir une aide. Ils ont besoin de tout. »*

REPORTAGE
« Ils sont serbes, cagoulés et habillés d'uniformes noirs »

L'œil noir et le regard méfiant, Shefqet assume son nouveau rôle de protecteur. Né au Kosovo il y a une cinquantaine d'années, il y officia comme *« contrôleur dans l'administration »* jusqu'à la reprise en main musclée, en 1989, par Belgrade, de cette ancienne région autonome de Serbie. Il ne précisera pas plus le terme vague, aux accents policiers, de son ancienne fonction. *« C'était avant, une autre vie. »* Depuis 1990, il est installé en Albanie, sur le littoral adriatique, où il a monté une petite entreprise de tourisme et de transport.

SOLIDARITÉ VILLAGEOISE

Depuis quelques jours, Shefqet a hérité d'une autre charge : aider ses compatriotes qui, chaque jour plus nombreux, viennent le trouver. Parce qu'un lointain cousin resté au Kosovo, le frère d'un ami, une connaissance ou le bouche à oreille ont fait circuler son nom et son sens de l'hospitalité parmi les réfugiés, ils sont à peu près 500 à avoir fait le voyage jusqu'à Durrës. Soit, environ, 300 kilomètres de mauvaises routes parcourus avec les moyens du bord.

La plupart des quelque 10 000 réfugiés du Kosovo – dont 7 500 enregistrés selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) – sont restés dans le nord montagneux de l'Albanie, tout près de la frontière avec la Serbie. « C'est, selon le CICR, *la seule voie par laquelle Belgrade laisse encore partir les Kosovars en grand nombre* » depuis le début de l'exode, fin mai. Un exode consécutif à l'offensive serbe destinée, d'après Belgrade, à couper la source d'approvisionnement des combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et à instaurer une zone tampon, dépeuplée, avec l'Albanie voisine.

Shefqet Sheremeti héberge une quarantaine de personnes dans une partie de la maison qu'il destinait à son activité touristique. Pour loger les autres, il fait appel à la solidarité des habitants de son petit village de Shkallnur. Certains en accueillent chez eux, d'autres offrent un morceau de terrain ou tout simplement quelques kilos de fruits, de l'huile, une couverture. *« Pendant plusieurs jours, j'ai nourri 88 personnes midi et soir mais je ne pourrais pas tenir longtemps »*, explique-t-il humblement. Il compte plus sur le soutien du CICR qui lui a rendu visite, dimanche 7 juin, que sur celui d'un Etat moribond, depuis les émeutes de l'année dernière, et le plus pauvre d'Europe depuis des décennies.

Derrière les persiennes de la maison, quelques têtes adolescentes glissent un regard triste et furtif. Une vieille femme, un fichu sur la tête, se protégeant du soleil de plomb sous les feuilles d'un grenadier en fleurs, fixe obstinément les petites montagnes couvertes d'oliviers qui pointent à l'horizon. Du second étage, encore en construction, des pleurs de bébé filtrent entre les planches fixées à la hâte aux fenêtres. Les hommes sont plus diserts et reviennent sur le calvaire de ces derniers jours.

FUITE PRÉCIPITÉE

Ils racontent tous à peu près la même histoire. Seuls les noms des villages changent, tous situés sur une bande de terre d'une dizaine de kilomètres de profondeur, délimitée à l'ouest par la frontière albanaise et un arc de cercle reliant les villes kosovars de Pec, Decani et Djakovica. Les traits burinés par les jours passés au travail dans ses champs, Asim Himaj a hésité un instant avant de donner le signal du départ, sous les tirs de l'artillerie serbe. Il a eu plus de chance que ses voisins. *« Dès les premiers obus, ils ont voulu partir. Des policiers les ont bloqués à la sortie du village, leur ont dit de faire demi-tour, qu'ils ne craignaient rien. A peine revenus chez eux, leur ferme a été la cible des canons serbes. C'est à ce moment-là que nous nous sommes enfuis en courant, sans pratiquement aucun bagage. »*

Cachés quelques instants dans les bois surplombant le village, ils ont vu leurs maisons partir en fumée, leur bétail abattu systématiquement. *« Ils tuent les gens qui restent, ils pillent les habitations puis ils les incendient »*, affirme Asim. Quant à savoir si ce sont des soldats de l'armée yougoslave, des policiers ou bien des paramilitaires, l'homme ne se prononce pas : *« Ils sont serbes, cagoulés et habillés d'uniformes noirs. »* Pour lui et sa famille, s'en est alors suivie une longue et périlleuse marche de près d'une journée dans les montagnes. Ils ont gagné par des sentiers escarpés le village frontalier de Tropoja, en Albanie, avant de rejoindre Durrës à bord de divers véhicules.

« CEUX QUI RESTENT »

Originaire d'un village voisin de celui d'Asim, Isuf Hajdergjonaj a vécu la même épreuve. Comme lui, il est parti en laissant ses vieux parents, qui n'auraient pas pu surmonter l'épreuve. *« Nous devons rentrer le plus tôt possible pour aller chercher ceux qui restent*, lancent-ils en chœur. *Mais nous ne savons même pas s'ils sont encore en vie. »* Que feront-ils, alors, si les affrontements perdurent ? Reviendront-ils retrouver leur famille en Albanie ou ailleurs ? *« Nous devons défendre notre terre,* répond simplement Isuf. *Jusqu'à présent, l'Armée de libération du Kosovo n'était pas présente dans nos villages. Maintenant, sa lutte est légitime. Nous ne demandons pas aux Européens ou aux Américains de venir mourir pour nous, sur notre terre. Nous ne voulons pas d'avantage que l'OTAN se déploie sur les frontières pour nous enfermer au Kosovo et laisser les Serbes agir. S'ils ne veulent pas venir au Kosovo, alors qu'ils nous laissent prendre les armes. La guerre se rapproche. Dites à l'Occident que ce sera une guerre de libération et que nous la gagnerons. »*

Christophe Châtelot

Les Occidentaux sanctionnent Belgrade

L'Union européenne et les Etats-Unis ont instauré, lundi 8 juin, des sanctions économiques contre la Serbie, pour protester contre la politique de violence du président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), Slobodan Milosevic, dans la province serbe du Kosovo.

Les Quinze, réunis à Luxembourg,* ont approuvé l'interdiction de nouveaux investissements en Serbie et le gel des avoirs du gouvernement de Belgrade dans l'UE. Quelques heures plus tard, les Etats-Unis annonçaient qu'ils avaient décidé de rétablir ces mêmes sanctions, qui avaient été levées à la suite de l'engagement au dialogue du président Milosevic avec les représentants des Albanais du Kosovo. Le porte-parole du département d'Etat américain, James Rubin, a affirmé que Washington *« n'excluait pas une option militaire et travaillait activement avec ses alliés de l'OTAN »* pour sortir de la crise. *Jacques Chirac* a pour sa part demandé que la communauté internationale soit *« très ferme »* à l'égard de la Serbie, allant jusqu'à envisager une action militaire de l'OTAN qui serait *« décidée par le Conseil de sécurité des Nations unies »*. – *(AFP.)

Paris et Bonn plaident pour une Europe plus décentralisée

LUXEMBOURG
(Union européenne)
de notre correspondant

L'avenir politique de l'Europe sera au menu du déjeuner des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, lundi 15 juin, à Cardiff. Pour préparer ce rendez-vous, ils disposent d'une lettre que viennent de leur adresser Jacques Chirac et Helmut Kohl : ce document insiste sur la nécessité de mettre en œuvre avec plus de détermination le principe de subsidiarité, autrement dit de davantage décentraliser la prise de décision. On prête également à la présidence britannique l'intention de prendre des initiatives sur ce terrain politico-institutionnel, à l'issue du tour des capitales qu'entreprend actuellement Tony Blair.

Depuis l'échec de la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de revoir le traité de Maastricht, qui a été consommé à Amsterdam voici un an, l'Europe progresse de façon bancale. Elle se félicite de son Union économique et monétaire (UEM), se montre ouverte à la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale, mais n'en est pas moins consciente de piétiner au niveau politique. C'est ce déséquilibre, source d'incertitude, que plusieurs Etats membres voudraient tenter de corriger.

REVIREMENT ALLEMAND

Lors de la signature du traité d'Amsterdam, en octobre 1997, la Belgique, suivie par la France et l'Italie, avait fait annexer une déclaration indiquant que la réforme des institutions devrait impérativement précéder l'élargissement. *« Nous devons réfléchir aux réformes institutionnelles envisagées à Amsterdam et qui doivent faire l'objet d'un accord avant le prochain élargissement »*, lit-on maintenant dans la missive franco-allemande. Bref, Bonn s'est rallié à la position belgo-italo-française, ce qui n'allait pas de soit quand on se souvient de l'attitude restrictive prise par Helmut Kohl à Amsterdam sous la pression des Länder.

Les deux pays croient apparemment possible de relancer les objectifs politiques du traité de Maastricht : *« Il va de soi que nous devons avoir plus d'intégration dans certains domaines et en particulier dans celui de la PESC* [politique étrangère et de sécurité commune]. *S'agissant de la sécurité intérieure et de la justice, le traité d'Amsterdam permet de réelles avancées et ouvre de nouvelles perspectives. Nous suggérons que les ministres de l'intérieur et de la justice soient priés de présenter lors du Conseil européen de Vienne un plan d'action pour assurer au mieux la mise en œuvre des nouvelles dispositions. »*

MARGE DE MANŒUVRE

Les préoccupations électorales de Helmut Kohl ne sont pas oubliées. Le président de la République et le chancelier affirment que leur objectif *« n'a jamais été et ne peut pas être d'édifier un Etat central européen »*, mais que leur souci est, au contraire, *« d'agir tout en préservant la diversité des traditions politiques, culturelles et régionales »*. Les décisions, proclament-ils, doivent être prises *« le plus près possible du citoyen »*. D'où la nécessité d'appliquer plus strictement que dans le passé le principe de subsidiarité, *« en corrigeant certains développements contestables et en tenant compte des structures constitutionnelles et administratives nationales »*.

Les deux dirigeants plaident pour une application décentralisée des directives européennes, avec une marge de manœuvre accrue pour les autorités nationales. Mais ils ne précisent pas davantage quel type d'aménagements ils voudraient voir adopter. Alors que le traité d'Amsterdam n'est pas encore ratifié, leur ambition ne peut être que limitée : elle est *« d'amorcer au Conseil européen de Cardiff un débat ouvert sur l'état actuel du processus d'intégration européenne et sur ses perspectives : il s'agit en effet, à partir de l'acquis communautaire, de développer l'Union politique en harmonie avec l'Union économique et monétaire dans la perspective du prochain élargissement »*.

Philippe Lemaître

Pêche : l'Europe interdit les filets maillants dérivants

LUXEMBOURG. Au grand dam des Français, les ministres de la pêche des Quinze ont décidé, lundi 8 juin, que la pêche au thon « germon » à l'aide de filets maillants dérivants serait complètement interdite à compter du 31 décembre 2001. Cependant, les « germoniers » de l'île d'Yeu et des autres ports de la côte atlantique devront réduire leur effort de pêche dès 1998. Cette année, ainsi que les trois années suivantes, quarante-six bateaux seront autorisés à participer à la campagne germonière. Des aides communautaires et nationales seront accordées afin d'indemniser les pêcheurs pour les pertes de revenus subies.
L'objectif des pouvoirs publics est d'inciter les armements concernés à poursuivre la pêche au thon et à ne pas s'orienter vers d'autres espèces déjà surexploitées. Pour ce faire, des aides à l'adaptation des bateaux sont prévues. L'Espagne, qui pêche le thon à la « traîne » et à la « canne », réclame depuis 1994 l'interdiction des filets maillants dérivants, accusés de dévaster l'océan et de provoquer en particulier la capture de dauphins et autres mamifères marins. – *(Corresp.)*

Le Parti libéral paraît prêt à abandonner le chancelier Kohl

BONN. Le secrétaire général du Parti libéral (FDP, membre de la coalition gouvernementale), Guido Westerwelle, a pris spectaculairement ses distances avec le chancelier allemand Helmut Kohl en estimant lundi 8 juin que *« la fin de l'ère Kohl a déjà commencé »*. Si Helmut Kohl est réélu pour un cinquième mandat aux élections générales du 27 septembre, il devrait céder rapidement la place à son dauphin désigné, Wolfgang Schäuble, a dit M. Westerwelle dans un entretien à l'hebdomadaire *Stern*, à paraître jeudi 11 juin.
Tout en affirmant ne pas voir d'autre partenaire possible pour mener la campagne électorale, le secrétaire général du FDP a reconnu *« que cela ne sera pas facile »* avec la CDU. Il a refusé d'exclure une coalition avec les sociaux-démocrates : *« Si le SPD empruntait la voie tracée par Tony Blair* [le premier ministre britannique], *nous pourrions en discuter »*, a-t-il dit. Les sondages font actuellement tourner le score du FDP autour de 5 % des voix, barre fatidique pour être représenté au Parlement. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **RUSSIE : Boris Eltsine et le patriarche Alexis II** ont décidé de ne pas assister aux obsèques de la famille impériale, prévues le 17 juillet à Saint-Pétersbourg, a affirmé mardi 9 juin le quotidien *Kommersant*. La décision, prise définitivement lors d'une rencontre vendredi entre le président et le patriarche de toutes les Russies, devait être entérinée par le Saint Synode réuni mardi à Moscou. Le conseil suprême de l'église orthodoxe russe devait aussi décider qui représentera cette dernière aux obsèques. – *(Corresp.)*

■ **ERYTHRÉE/ÉTHIOPIE : l'armée éthiopienne** a lancé une nouvelle attaque contre les positions érythréennes dans la région de Zala Anbesa, à la frontière entre les deux pays, a annoncé mardi 9 juin le ministère érythréen des affaires étrangères. Lundi, une source diplomatique occidentale à Addis Abeba avait indiqué que la population de la ville éthiopienne de Burié, située à 75 kilomètres au sud-ouest du port érythréen d'Assab, sur la mer Rouge, avait été évacuée sur ordre de l'armée éthiopienne et que les armées des deux pays massaient des troupes et des matériels de part et d'autre de la frontière. – *(AFP.)*

■ **GUINÉE-BISSAU : un important incendie,** suivi d'une forte explosion, s'est déclaré mardi 9 juin dans l'enceinte de deux casernes tenues par les mutins, partisans de l'ancien chef d'état-major limogé, Ansumane Mané, à Bissau, a annoncé l'agence de presse portugaise Lusa. Une relative accalmie régnait auparavant dans la capitale, où les forces loyalistes tentent depuis dimanche de déloger les mutins de ce complexe. – *(Reuters.)*

■ **OUGANDA : cinquante civils,** dont de nombreux écoliers, ont été tués lundi 8 juin par des rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF), dans deux attaques distinctes menées dans le district de Kabarole (Ouest), selon une source militaire à Kampala. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : des colons israéliens** ont occupé quatre logements d'un quartier arabe de Jérusalem, lundi 8 juin, faisant monter la tension avec les Palestiniens. Des échauffourées ont opposé colons et Palestiniens, épaulés par des militants pacifistes israéliens du mouvement La Paix maintenant. Pour l'Autorité palestinienne, les colons cherchent à torpiller les efforts déployés par les Etats-Unis pour sortir le processus de paix de l'impasse. – *(AFP.)*

■ **LIBAN : les listes favorables** au président du conseil des ministres, Rafic Hariri, et au président de la Chambre des députés, Nabih Berri, ont remporté la troisième phase des élections municipales organisées dimanche à Beyrouth et dans le sud du Liban, selon les résultats officiels rendus publics lundi 8 juin. – *(Reuters.)*

Boris Eltsine estime que la presse occidentale exagère le problème russe

BONN. En visite officielle lundi 8 juin à Bonn, Boris Eltsine a affirmé que Moscou disposait de réserves suffisantes pour soutenir le rouble, suggérant clairement qu'il excluait toute aggravation de la crise financière en Russie. *« La presse occidentale est déjà en train d'exagérer le problème,* [suggérant] *qu'un krach frappe déjà la Russie. (...) Cela ne s'est pas produit et ne se produira pas »*, a dit le président. *« Nous avons pris des mesures pour préserver le rouble et sa stabilité et nous avons assez de réserves* (14,6 milliards de dollars) *pour être sûrs de pouvoir soutenir le rouble si nécessaire. »* A Washington, le vice-président du FMI, Stanley Fischer, a estimé que la situation russe ne justifiait pas d'aide d'urgence. *« Si cela changeait, nous y ferions face »*, a-t-il ajouté. – *(Reuters.)*

هكذا من الأصل

Qu'est-ce que la BIOTECHNOLOGIE VEGETALE ?

Si vous avez répondu A, vous faites partie de la minorité des Français qui connaissent les nouveaux développements de la biotechnologie végétale.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, nous vous proposons de mieux comprendre ce que cela recouvre exactement.

Les biotechnologies ont connu un développement spectaculaire grâce à l'amélioration de nos connaissances sur l'ADN, qui est la "mémoire génétique" de tous les êtres vivants. Grâce aux biotechnologies, on peut améliorer les espèces végétales en enrichissant leur patrimoine génétique.

En quoi cela consiste t-il exactement ? L'objectif est d'apporter un ou plusieurs nouveaux gènes dans une plante, pour que celle-ci acquiert une nouvelle propriété. Ce ou ces gènes peuvent provenir d'une autre plante, mais également de tout autre organisme vivant - le plus souvent de micro-organismes - car l'ADN est un langage universel.

Une plante génétiquement modifiée (appelée plus généralement OGM - organisme génétiquement modifié) est donc une plante, un fruit ou un légume auquel on a donné une nouvelle propriété, comme par exemple la résistance aux insectes, une meilleure composition nutritionnelle, la capacité de mûrir plus lentement et de se conserver plus longtemps...

Les recherches et les applications des biotechnologies sont vastes et constituent un formidable espoir : on étudie déjà comment faire pousser des fruits et des légumes dans des conditions difficiles, comment se passer complètement d'insecticides, comment faire pousser naturellement des fruits et des légumes capables de nous protéger des maladies. Bref, la première vertu des biotechnologies est de contribuer à l'amélioration de l'alimentation et de la santé.

A. La science qui améliore les végétaux en apportant à leur patrimoine génétique de nouvelles propriétés.

B. La production d'oranges bleues.

C. L'étude des plantes qui dansent sur de la musique techno.

A DEMAIN, POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES BIOTECHNOLOGIES.
POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION SUR LES BIOTECHNOLOGIES,
N°Vert APPEL GRATUIT 0 800 041 051
OU CONSULTER NOTRE SITE WEB : www.monsanto.fr

ET LES BIOTECHNOLOGIES ? LES BIOTECHNOLOGIES PERMETTENT D'UTILISER LES DÉCOUVERTES DE LA GÉNÉTIQUE POUR FABRIQUER DES PRODUITS UTILES À L'HOMME (ALIMENTS, MÉDICAMENTS...). LES BIOTECHNOLOGIES VÉGÉTALES AMÉLIORENT LES CARACTÉRISTIQUES DES VÉGÉTAUX EN APPORTANT À LEUR PATRIMOINE GÉNÉTIQUE DE NOUVELLES PROPRIÉTÉS, COMME PAR EXEMPLE LA RÉSISTANCE AUX INSECTES NUISIBLES, UNE MEILLEURE COMPOSITION NUTRITIONNELLE OU LA CAPACITÉ DE SE CONSERVER PLUS LONGTEMPS.

MONSANTO EST UNE SOCIETE QUI SE CONSACRE AUX SCIENCES DE LA VIE EN DÉVELOPPANT DES COMPÉTENCES DANS LES DOMAINES DE L'AGRICULTURE, DE LA NUTRITION ET DE LA SANTÉ. À L'ORIGINE, MONSANTO ÉTAIT UNE ENTREPRISE SPÉCIALISÉE DANS LA CHIMIE. EN 1974, MONSANTO A DÉCOUVERT ROUNDUP®, L'HERBICIDE CONSIDÉRÉ COMME LE PLUS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT. ROUNDUP® EST AUJOURD'HUI L'HERBICIDE LE PLUS VENDU AU MONDE. EN 1976, MONSANTO A CRÉÉ LE PREMIER LABORATOIRE DE BIOTECHNOLOGIES VÉGÉTALES. EN 1997, MONSANTO S'EST SÉPARÉ DE SA DIVISION CHIMIE POUR SE CONSACRER EXCLUSIVEMENT AUX SCIENCES DE LA VIE.



MONSANTO
Nutrition · Santé · Avenir™

SOCIAL L'ouverture de la Coupe du monde de football, mercredi 10 juin, s'accompagne de la persistance ou de la relance de conflits sociaux catégoriels. Sans que les pilotes d'Air France puissent considérer qu'ils font école, la trêve décrétée par les grandes confédérations syndicales n'est pas respectée partout, certains syndicats minoritaires y voyant plutôt l'occasion de se mettre en valeur. ● A AIR FRANCE, dont les pilotes ont abordé, mardi, leur neuvième jour de grève, personne ne peut prévoir la sortie du conflit après la rupture des négociations, au cours du week-end, sans qu'aucun nouveau rendez-vous entre les deux parties n'ait officiellement été pris. ● A LA SNCF, les conducteurs de trains autonomes, appuyés par le petit syndicat SUD-Rail, appellent à la grève mercredi et jeudi. Ce mot d'ordre est élargi à l'ensemble des agents et appuyé par la CGT en région parisienne (lire page 7).

Un chapelet de conflits sociaux accompagne l'ouverture du Mondial

Alors que la grève des pilotes d'Air France atteint son neuvième jour, des revendications apparaissent ou refont surface dans plusieurs secteurs, des transports aux internes de médecine. La Coupe du monde offre une occasion tentante de faire pression sur le gouvernement

LOIN de faire école, les pilotes de ligne d'Air France, qui clouent leur entreprise au sol depuis neuf jours, ne sont pas cependant isolés dans leur mouvement de protestation, à un jour de l'ouverture du Mondial. Certes, leur action, contrairement aux précédents mouvements sociaux, des chômeurs aux routiers, sans oublier le conflit de la fin 1995, n'est pas populaire. Mais, dans le même temps, on voit poindre, parmi plusieurs catégories de personnels et dans différents secteurs de l'économie, la tentation de se rappeler au bon souvenir du gouvernement au cours de la fête mondiale du football.

Dès le 5 juin, les contrôleurs de la SNCF ont ouvert la voie. A Lyon et à Bordeaux, les salariés des transports urbains de province, qui avaient réclamé le retraite à cinquante-cinq ans en janvier 1997, débrayent mercredi 10 et jeudi 11 juin. Depuis lundi, c'est au tour des internes de médecine qui, après le conflit de près de six semaines du printemps 1997, menacent de faire la grève des gardes de nuit. Les sans-papiers, dont le sort est réglé depuis le 31 mai, tout comme les sans-emploi, qui ont occupé le devant de la scène cet hiver, sont prêts, eux aussi, à reprendre du service. Des chômeurs ont occupé, lundi, une annexe du ministère de l'emploi à Paris et une société de recouvrement des impayés de la RATP.

Et puis, il y a les conducteurs de trains. Là, la trêve des actions souhaitée par la direction de la SNCF et acceptée par les deux grandes fédérations CGT (largement majoritaire à la SNCF) et CFDT, ne résiste pas forcément aux mécontentements de terrain ou de métier. Au contraire, elle jouerait plutôt le rôle de catalyseur : d'une part, parce qu'elle permet aux autres organisations de se démarquer et de prendre l'initiative ; d'autre part, parce qu'elle exaspère certaines revendications récurrentes. *« Ce sont les cheminots qui sont pris en otage par le Mondial »*, estime-t-on ainsi chez SUD-Rail. *« Les restructurations locales continuent, les salaires sont bloqués depuis septembre 1997, on ne règle rien, on ne négocie plus rien et, en plus, on nous demande de ne pas faire grève »*, estime ainsi Henri Célié, dirigeant de ce syndicat.

SOUBRESAUTS DANS LE PRIVÉ

A l'initiative du SNES, des enseignants de Rouen ont annoncé des actions, après que Monique Vuaillat, secrétaire générale du syndicat, eut exprimé les *« plus vives inquiétudes »* quant aux propositions du gouvernement sur les zones d'éducation prioritaires. Les assistants universitaires, en grève administrative depuis le 4 juin, appellent de leur côté à manifester, le 15 juin, devant le ministère de l'éducation nationale pour obtenir une revalorisation de leurs salaires. Dans les arsenaux, la grève dure depuis six semaines à Toulon.

Ponctuellement, le secteur privé connaît des soubresauts. La direction du Virgin Mégastore vient de renoncer à ouvrir ses magasins vingt-quatre heures sur vingt-quatre face à l'hostilité des salariés du commerce. Un millier de salariés du champagne ont défilé, lundi, dans les rues de Reims. Trois dirigeants des collants Well sont séquestrés par leurs salariés, après l'annonce d'un plan social, tandis que la grève illimitée des convoyeurs de fonds, à l'appel de la CFDT, a été suivie, lundi, à 45 %.

Face à ces turbulences sporadiques, l'attitude des grandes confédérations varie. Interrogée lundi, sur Europe 1, Nicole Notat a déclaré qu'avec le conflit à Air France *« nous touchons les limites d'une défense d'une catégorie de personnels qui a choisi une défense très catégorielle »*. La secrétaire générale de la CFDT estime qu'il n'y a *« plus de sortie négociée possible »*, ajoutant qu'il est *« de la responsabilité de l'entreprise »* de *« permettre à la compagnie »* de *« continuer à vivre »*.

Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière joue sur un autre registre, invitant la direction à négocier et soulignant qu'aucun sacrifice supplémentaire ne doit être demandé aux autres catégories de personnels. A FO, on observe que le conflit d'Air France, qui a renoué avec les bénéfices, préfigure l'éclosion de conflits dits de reprise. A la CGT, on constate que *« les luttes ne respectent plus rien »*. Dans son dernier éditorial, la rédactrice en chef de l'hebdo de la CGT remarque que *« pas plus la couleur du gouvernement que les échéances électorales ne paralysent l'action revendicative »* et que *« la CGT épouse cet état d'esprit des salariés »*.

Toutes ces petites poussées de fièvre s'inscrivent dans un mouvement plus général, ces dernières années, où les luttes d'ensemble cèdent le pas aux conflits de métier, à la fois plus éclatés et plus radicaux. Jacques Capdevielle et Sophie Béroud, deux chercheurs en sciences sociales qui ont analysé ce phénomène, mettent l'accent, dans une communication récente, sur *« la place centrale dévolue au métier dans les mouvements sociaux de ces dernières années »*. « [Les] *savoir-faire collectifs liés au métier sont souvent opposés aux savoir-faire abstraits de ceux qui commandent. Ils sont au fondement d'une identité collective basée sur le refus des logiques de production imposées par les directions »*, écrivent les deux chercheurs. Le Mondial ne met-il pas les « identités collectives » à la mode ?

Alain Beuve-Méry et Caroline Monnot

Aucun rendez-vous n'est encore fixé entre les pilotes et la direction d'Air France

*« **ILS PEUVENT** tenir une grève deux ou trois semaines »*, estime un cadre d'Air France, alors que les pilotes de la compagnie publique ont entamé, mardi 9 juin, leur neuvième jour d'arrêt de travail. Personne ne peut aujourd'hui prévoir quelle sera la sortie du conflit. La situation est bloquée : les négociations ont été interrompues ce week-end et aucun nouveau rendez-vous entre les deux parties n'a officiellement été pris. Des contacts téléphoniques entre le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire au sein des trois mille quatre cents pilotes de la compagnie, ont bien eu lieu, mais il n'en est pour l'instant rien sorti. Les autres syndicats de pilotes, minoritaires, se montrent plus ouverts à la discussion mais ils peuvent difficilement se désolidariser du SNPL. Deux scénarios sont désormais possibles pour sortir de cette impasse.

Le premier est la mise en place d'un moratoire. Pendant cette période de trêve, les deux parties se donneraient un certain temps pour négocier des points précis. Plusieurs syndicats ont proposé, dimanche, lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire, l'adoption d'une telle solution. Proposition dont Jean-Cyril Spinetta, le président d'Air France, a accepté le principe : un projet devrait être présenté aux syndicats de pilotes mercredi 10 juin. *« La durée du conflit opposant syndicats de pilotes et direction d'Air France hypothèque le développement de la compagnie, compromet les projets d'embauche et fait peser une menace sur l'emploi de tous les personnels »*, a estimé, lundi, le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), première organisation auprès des hôtesses et stewards du groupe public. *« En conséquence, le SNPNC réitère sa demande d'un moratoire afin que les parties en présence puissent trouver les solutions adaptées au conflit en cours. »* Chez les pilotes, le SPAC, la seule organisation de pilotes représentée au CCE avec le SNPL, s'est prononcé pour un moratoire, mais le SNPL a pour l'instant rejeté cette proposition, estimant qu'elle ne *« réglerait rien »* et reporterait les problèmes *« aux calendes grecques »*.

Le SNPL a déclaré, en revanche, revenant ainsi sur ses positions antérieures, qu'il pourrait accepter une *« médiation externe »* : *« Nous sommes devant une direction qui ne sait pas, ne veut pas et sans doute ne peut pas aboutir à un accord acceptable »*, a lancé, en guise d'explication, le syndicat. Mais la nomination d'un médiateur serait un désaveu pour la direction d'Air France et il semble que cette solution, si elle a pu être un moment envisagée par le gouvernement, n'est aujourd'hui plus d'actualité.

Le second scénario de sortie de crise est celui de la reddition . M. Spinetta, qui a convoqué un conseil d'administration extraordinaire samedi, pourrait imposer aux pilotes un gel de leurs salaires, qui permettrait, au bout de quelques années, la construction d'une nouvelle grille de rémunération (*Le Monde* du 9 juin). Calquée sur le modèle Lufthansa, celle-ci suivrait une évolution linéaire, en fonction de l'ancienneté, et ne présenterait pas les décrochages de salaires importants qu'offre la grille actuelle de rémunération des pilotes d'Air France (lors du passage au poste de copilote long-courrier, au poste de commandant de bord long-courrier sur Boeing 747-200 puis au poste de commandant de bord long-courrier sur de plus gros avions comme les Boeing 747-400). A la clef, les 500 millions de francs d'économies annuelles que veut réaliser M. Spinetta sur le coût des pilotes (3,4 milliards de francs de masse salariale annuelle), plus chers de 40 % que leurs homologues de Lufthansa et de 19 % que ceux de British Airways : pour le PDG, Air France doit à tout prix faire cette économie pour financer son plan de développement (40 milliards de francs d'investissement sur cinq ans, achat de 75 nouveaux avions) sans retomber dans le surendettement qui a failli la tuer en 1993.

Si M. Spinetta passait ainsi en force, a prévenu le SNPL, la *« fracture sera irréversible »* entre la direction et les pilotes, *« nous resterons hors de nos avions »*. Mais si au bout de quelques semaines de grève infructueuses, les pilotes retournent à leur poste, certains craignent qu'ils n'utilisent alors l'arme de la grève du zèle, mettant les avions en retard, faisant rater aux passagers leurs correspondances, etc. *« Une telle issue au conflit ne manquerait pas de créer un climat intere détestable »*, considère un cadre d'Air France.

Le représentant FO au conseil d'administration, Daniel Mackay, pense comme beaucoup que la direction d'Air France va tenter *« sans doute une dernière négociation avec les pilotes avant le conseil d'administration »*, afin d'éviter ce scénario catastrophe.

Virginie Malingre

100 millions de francs de pertes nettes par jour

La grève des pilotes coûte très cher à Air France : 100 millions de francs de pertes nettes par jour. D'un côté, 160 millions de francs de recettes, chaque jour, ne rentrent pas dans les caisses de la compagnie ; de l'autre, *« nous avons des dépenses en moins, du fait de la grève : nous ne payons ni kérosène ni taxes d'aéroport, mais nos coûts fixes sont très élevés »*, développe-t-on à Air France. La compagnie doit également affronter de nouvelles charges : les dépenses pour replacer les passagers sur d'autres compagnies aériennes et les dédommagements divers.

Même si la grève s'arrête rapidement, il faudra plus de deux jours à Air France pour que son trafic reprenne normalement. C'est donc, d'ores et déjà, plus d'un milliard de francs de pertes qui viendront s'imputer sur les comptes d'Air France pour l'exercice en cours. La compagnie, après six ans de pertes, avait renoué avec les bénéfices en 1997 (1,87 milliard de francs de bénéfice pour l'exercice clos au 31 mars 1998).

Un quart des vols assurés, mais peu font le plein de passagers

MALGRÉ la grève, Air France parvient à assurer le quart de ses vols. Le taux de remplissage moyen s'est un peu redressé par rapport aux premiers jours du conflit, où il plafonnait à 40 %, mais la situation est très différente d'une destination à l'autre.

Les vols domestiques ne sont remplis, en moyenne, qu'aux deux tiers. Habitués à la concurrence d'Air Liberté et d'AOM, les voyageurs se sont spontanément détournés d'Air France. D'autant que les deux compagnies privées ont affrété des avions plus gros pour répondre à l'afflux de demandes. *« Il y a des moments très creux pendant la semaine. Les avions sont davantage remplis le week-end »*, reconnaît la direction d'Air France.

Sur le réseau européen, la situation est à peine meilleure. Des liaisons sont assurées quotidiennement avec Lisbonne, Londres, Vienne, Genève, Birmingham, Glasgow, Newcastle, Southampton, Edimbourg, Cologne, Bruxelles, Florence, Stuttgart, Amsterdam et Helsinki, notamment grâce au programme habituel des compagnies franchisées ou affrétées. Mais le taux de remplissage est d'à peine 70 %. Seul le Portugal, où se déroule l'Exposition universelle, et la Hongrie, où la concurrence est faible, font avion comble.

Sur les vols long-courriers, la situation est différente. *« Sur Paris-New York, un de nos deux vols de samedi a fait 93 % de taux de remplissage »*, se réjouit la direction du planning à Air France. Les deux vols quotidiens assurés par Air France, dont un sur Concorde, ne suffisent pas à satisfaire la demande, qui se répartit habituellement sur six vols quotidiens entre Paris et New York. Et les places disponibles sont limitées sur les compagnies américaines. De même, sur les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Réunion) et l'île Maurice, ainsi que sur l'Amérique du Sud, il ne reste plus de place.

Il n'est pas toujours possible de profiter des disponibilités sur Air France. Les vols sont plus souvent pleins dans le sens du retour vers Paris, grâce aux efforts déployés dans les escales auprès de la clientèle locale pour remplir les avions. Cette dissymétrie explique que le taux moyen de remplissage s'élève aujourd'hui, selon la direction, à 75 %. Si trouver une place au départ de Paris est relativement facile, encore faut-il pouvoir rentrer.

C. J.

★ Renseignements : 08-00-05-11-55 (Paris-Province), 08-00-05-15-55 (Province-Paris), 08-00-24-02-60 (International).

Quand l'opposition en appelle au Conseil constitutionnel

BATTRE LE FER tant qu'il est chaud : telle semble être la principale raison qui a incité près de quatre-vingt-dix députés des trois groupes de l'opposition (RPR, UDF, DL) à contester devant le Conseil constitutionnel l'article 36 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, relatif à l'ouverture du capital d'Air France.

Lors de l'examen du texte, définitivement adopté le 3 juin, l'opposition avait certes regretté que l'Etat ait refusé de privatiser Air France, mais n'avait guère trouvé à redire au mécanisme de l'article 36. Celui-ci prévoit une cession d'actions de l'entreprise, à hauteur de 12 % de son capital, aux salariés qui auront consenti à des réductions de salaire. Aujourd'hui, les quatre-vingt-dix signataires de la saisine estiment *« qu'il appartenait au législateur de fixer un plafond maximum de réduction de salaire »*, en vertu de l'article 34 de la Constitution, qui lui impose de *« fixer les principes fondamentaux du droit du travail »*. Les députés jugent même qu'*« en refusant de fixer ce montant »*, le législateur a *« par voie de conséquence* [admis] *la possibilité d'une disparition pure et simple du salaire comme contrepartie d'un travail fourni »*.

Au ministère des transports, on ne s'inquiète guère d'une possible sanction du Conseil constitutionnel sur ce point. *« Il s'agit d'une saisine à caractère plus politique que technique ou juridique »*, estime un conseiller du ministre, Jean-Claude Gayssot. De même source, on fait valoir que le Conseil d'Etat n'a rien trouvé à redire au dispositif proposé par le gouvernement.

Quant à la perspective d'une *« disparition pure et simple du salaire »*, elle suscite quelques sourires ironiques. La droite sénatoriale, qui a également déposé un recours devant le Conseil constitutionnel, n'évoque pas, dans le texte de sa saisine, l'article 36 du projet de loi.

Jean-Baptiste de Montvalon

Le mouvement des internes semble peu suivi

LE MOUVEMENT de grève des gardes de nuit lancé, lundi 8 juin, par l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux (ISNIH), qui assure regrouper les trois quarts des cent mille internes, semble avoir été peu suivi. Selon les éléments recueillis dans la matinée du mardi 9 juin par le secrétariat d'Etat à la santé, seuls les centres hospitaliers universitaires (CHU) de trois villes (Paris, Toulon et Nice) auraient été touchés à des degrés divers. Des CHU aussi importants que ceux des Hospices civils de Lyon n'ont comptabilisé aucun gréviste. Avec ce mouvement, que l'ISNIH avait annoncé reconductible, les internes souhaitent obtenir le doublement de la tarification des gardes de nuit (*Le Monde* du 9 juin).

Si Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, juge irréaliste le doublement de la tarification des nuits de garde – cette mesure coûterait entre 700 et 800 millions de francs par an –, il a rappelé, dimanche 7 juin, qu'une réforme du statut des internes est en discussion depuis plusieurs mois avec les responsables de l'ISNIH. La grève n'a toutefois pas suspendu les négociations : lundi 8 juin, représentants du secrétariat d'Etat et internes se sont de nouveau rencontrés et trois prochains rendez-vous ont été fixés au mois de juin.

UN NOUVEAU STATUT

Il s'agit de préparer le nouveau statut des internes que M. Kouchner doit présenter le 1er juillet au conseil des ministres. Ce projet vise à réduire le nombre de gardes imposées aux internes, mais prévoit aussi une réforme des études médicales et du cursus des carrières hospitalières. L'objectif est de tenter de trouver des réponses à la grave pénurie que connaissent certaines spécialités dans les hôpitaux.

L'Intersyndicat national des chefs de clinique assistants (ISNCCA) a apporté son *« soutien total »* au mouvement des internes. *« On ne construira pas l'hôpital du futur en sacrifiant les jeunes générations »*, prévient l'ISNCCA, qui revendique 30 à 40 % des 3 700 chefs de clinique, dans une déclaration faite, lundi 8 juin, à l'issue d'une assemblée générale. *« Les conditions de travail et les rémunérations actuelles des internes ne sont pas compatibles avec un service public hospitalier de qualité »*, fait valoir l'ISNCCA. Les chefs de clinique, qui ont, contrairement aux internes, achevé leur thèse de médecine, s'étaient ralliés au mouvement du printemps 1997.

Bruno Caussé

هكذا من الأصل

Des revendications catégorielles perturbent la SNCF

Les syndicats corporatistes ou contestataires n'entendent pas s'imposer une « trêve »

JUSQU'ICI, tout va bien. Les principaux syndicats de la SNCF ont l'intention d'aller jusqu'au bout de leur logique de « *responsabilité* » adoptée pendant la période du Mondial. CGT et CFDT, qui représentent 70 % des cheminots à eux deux, veulent faire rouler les trains normalement et assurer le « service public » du transport des supporters. *Le secrétaire général de la CGT* cheminots, Bernard Thibault, appelé à succéder à Louis Viannet, a fait savoir que la CGT ne plaçait pas ses « *revendications en termes de chantage* », tout en déclarant qu'on ne peut « *pas prétendre que, parce qu'il y a la Coupe du monde, il n'y a plus d'objet de conflit social dans les entreprises* ».

C'est sans compter sur les syndicats corporatistes ou contestataires qui voient, au contraire, dans le Mondial l'opportunité de faire avancer leurs revendications. Les tensions se multiplient à l'échelon local et les grandes centrales syndicales sont, la plupart du temps, obligées de suivre le mouvement. Le syndicat SUD-Rail (6,5 % des voix aux dernières élections professionnelles), rattaché au Groupe des dix, a ainsi joué, pendant le week-end, les prolongations de la grève des contrôleurs, qui devait être initialement limitée à vendredi. Des perturbations ont touché le trafic ferroviaire *jusqu'à lundi 8 juin, dans les* régions de Lyon, Toulouse, Marseille, Dijon, Bordeaux et Clermont-Ferrand.

GRÈVE DU NETTOYAGE

Dans le RER, SUD-Rail soutient, aux côtés de la CFDT, depuis trois *semaines, la grève du nettoyage sur* la ligne C, qui pose d'importants problèmes de propreté dans quatre gares parisiennes. Les grévistes des firmes privées demandent l'abandon de procédures de licenciement engagées à l'encontre d'une « *vingtaine* » d'entre eux, le paiement de certaines primes et de la Carte orange ainsi que le paiement des *jours de grève*.

A la SNCF, mardi, la CGT, SUD-Rail et la fédération autonome des agents de conduite (FGAAC) de Paris Sud-Est (gare de Lyon) appelaient l'ensemble des agents de la région à une grève de vingt-quatre heures renouvelable pour deman*der une augmentation des effectifs*. Paris Sud-Est est une place forte du nouveau syndicat SUD. L'ensemble du trafic devrait être normal à l'exception de quelques liaisons comme Paris-Sens ou Paris-Montargis-Nevers, où deux trains sur trois sont attendus, tandis que sur la partie sud de la ligne D du RER, entre un et deux trains sur trois sont prévus (interconnexion suspendue).

Mercredi, les conducteurs autonomes et leur syndicat catégoriel FGAAC s'apprêtent à entrer sur le terrain du Mondial, le jour d'ouverture de la Coupe du monde, en appelant à une grève nationale. Les autonomes (30 % des agents de conduite aux dernières élections professionnelles, 3 % toutes catégories confondues), réclament des augmentations mensuelles allant de 500 francs à 1 500 francs. Le précédent mouvement, le 24 avril, avait été suivi par 13 % des agents de conduite et avait entraîné des perturbations limitées. Localement, toutefois, comme à Marseille, des préavis de grève unitaires (FGAAC, CGT et SUD-Rail) ont été déposés pour mercredi, sur des revendications plus larges.

« *Le Mondial n'est pas notre préoccupation* », déclare Rémi de Bouteiller, secrétaire général de la FGAAC. « *Nous avons des considérations plus graves* », continue-t-il, mettant en cause « *l'irresponsabilité du gouvernement vis-à-vis de la SNCF et l'irresponsabilité de la SNCF vis-à-vis des agents de conduite* ».

Christophe Jakubyszyn

Menace sur les bus à Lyon et à Bordeaux

Sur le plan local, dans les transports publics, certains syndicats veulent aussi tirer parti du Mondial. A Bordeaux, la CGT, FO et les autonomes de la compagnie des autobus urbains ont déposé un préavis de grève pour jeudi 11 juin, le jour où se jouera le premier match bordelais de la Coupe du monde, entre l'Italie et le Chili. Les organisations demandent une augmentation des salaires.

A Lyon, le trafic des métros et bus de Lyon était déjà largement perturbé, mardi, en raison d'une grève des Transports en commun de Lyon (TCL) qui coïncide avec une journée d'examens pour des milliers d'élèves. Selon la direction des TCL, 40 % des rames de métro et 65 % des autobus ne fonctionnaient pas, mardi matin, dans l'agglomération lyonnaise. Les grévistes réclament la retraite à 55 ans et une revalorisation de leur prime de vacances.



Les salariés de l'arsenal de Toulon rejettent le protocole d'accord

L'ARSENAL de Toulon est entré dans son troisième mois de grève après la décision des personnels, lundi 8 juin, de ne pas reprendre le travail à l'issue des négociations qui avaient eu lieu en fin de semaine entre les six syndicats des salariés concernés et le préfet du Var, Hubert Fournier, mandaté par le ministère de la défense pour débloquer le conflit. Un relevé de conclusions des discussions avait été établi, garantissant, selon le préfet, le statut des personnels et *de l'arsenal ; mais, selon le repré*sentant FO, qui s'est exprimé au nom de l'intersyndicale, les salariés, malgré « *un espoir d'apaisement* », se sont sentis « *floués* » et ont décidé de refuser « *un marché de dupes* ».

Durant la semaine écoulée, les discussions avaient paru prendre bonne forme avec la signature d'un protocole concernant les réparations du pétrolier-ravitailleur *Var*, qui étaient confiées à un chantier naval privé, à Marseille, sous la maîtrise d'œuvre de l'arsenal de Toulon et avec le concours d'une filiale du bureau Veritas. C'est ce protocole qui devait être soumis, dans la matinée du 9 juin, aux personnels de l'arsenal.

Selon le préfet, ce document, qui a été refusé par les salariés, évoquait « *une augmentation* » des activités de l'arsenal dans les trois prochaines années, des départs anticipés, des mesures de formation et « *dix-huit embauches directes* ». Cependant, un courrier du directeur de l'établissement, adressé aux personnels, annonçait que les salaires de juin et de juillet seraient amputés des retenues des mois d'avril et mai pour faits de grève. Cette lettre a de nouveau irrité les ouvriers de l'arsenal, qui estiment que « *la direction joue le pourrissement* ».

L'intersyndicale estime aujourd'hui que le conflit doit se résoudre au niveau national entre *les services du premier ministre*, ceux du ministère de la défense et tous les syndicats de l'arsenal de Toulon. A Paris, le délégué général pour l'armement, Jean-Yves Helmer, de qui dépend la construction navale militaire, considère que la mise en concurrence des arsenaux avec des chantiers civils ne doit pas être généralisée, car la direction des constructions navales est « *handicapée* » par l'existence « *de contraintes spécifiques qui lui sont imposées* ». Dans un entretien au quotidien *Les Echos*, M. Helmer se demande, en effet, « *qui d'autre pourrait construire les sous-marins nucléaires et qui pourrait assurer les grands carénages des bâtiments spécifiquement militaires* ». On estime à 600 000 le nombre d'heures de travail perdues et à une centaine de millions de francs les pertes depuis le début du conflit.

Jacques Isnard

Mme Notat et M. Seillière rapprochent leurs points de vue sur les 35 heures

AVANT de recevoir Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, le 24 juin, pour clore sa série d'entretiens avec les dirigeants des confédérations syndicales, Ernest-Antoine Seillière a rencontré, lundi 8 juin, la numéro un de la CFDT, Nicole Notat, accompagnée de ses principaux collaborateurs. Le passage aux 35 heures s'est naturellement taillé une place de choix lors de cette entrevue. Le CNPF y reste fondamentalement hostile quand la CFDT est, de toutes les confédérations syndicales, celle qui s'est le plus engagée en faveur de la réduction du temps de travail. « *Nous avons mis pas mal de temps à nous expliquer sur les 35 heures, qui, pour nous, restent un sujet majeur* », a indiqué M. Seillière au terme de l'entretien.

Mme Notat a constaté, pour sa part, que la réduction du temps de travail « *constitue encore, aux yeux du CNPF, un point difficile à admettre et à traiter* », mais elle a observé « *une évolution* », « *le CNPF étant passé d'une logique d'opposition, de résistance à la négociation, à une attitude d'observation attentive des conditions dans lesquelles elle se déroulera* ». Selon M. Seillière, le CNPF et la CFDT se sont, en tout cas, retrouvés sur « *une approche assez semblable* », qui consiste à « *juger que c'est à la réalité de dire dans quelle mesure, au niveau des entrepreneurs et des salariés, elle peut absorber* » les 35 heures. Le président du CNPF a également senti une « *inquiétude commune* » sur la question des délais. Il a indiqué qu'un premier bilan de l'application de la loi d'orientation sur les 35 heures dès l'automne 1999 lui semble « *très précipité* ». Cela « *ne va pas favoriser la négociation* », estime-t-il.

La secrétaire générale de la CFDT s'est assurée, de son côté, que « *le CNPF ne s'est pas engagé dans une politique systématique de dénonciation des conventions collectives* ». En revanche, elle a affirmé que, dans le cadre des négociations qui s'ouvrent, « *les conventions collectives ne sont ni figées ni gravées dans le marbre, et qu'elles peuvent être modernisées et adaptées aux besoins d'aujourd'hui* ». Les deux délégations n'ont pas évoqué les négociations de branche et, plus particulièrement, les discussions entamées, le 2 juin, par l'UIMM, la fédération patronale de la métallurgie.

RESPECT DES ENGAGEMENTS

Mme Notat a obtenu l'assurance que « *les engagements de négociations pris avant le 10 octobre [1997]* », date du sommet sur l'emploi de Matignon, restent d'actualité, que ce soit sur l'accord interprofessionnel du 31 octobre 1995, qui permet à des entreprises sans représentants syndicaux de signer des accords d'entreprise avec des salariés désignés par une organisation syndicale, ou bien l'accord sur l'ARPE (retraite anticipée contre emploi), qui doit être renégocié avant décembre.

Evoquant la réforme du paritarisme, le président du CNPF s'est félicité d'avoir obtenu l'accord de Mme Notat sur la mise en place d'un groupe de travail rassemblant les partenaires sociaux. M. Seillière a plaidé, à cette occasion, pour une « *rénovation* » du paritarisme, « *non pas dans son essence, mais dans ses modalités* ». La secrétaire générale de la CFDT souhaite des « *précisions sur la finalité de ce groupe de travail* ».

A. B.-M. et C. M.

La majorité municipale parisienne se divise sur la concession du Parc des Princes au PSG

Jacques Dominati et l'UDF ont voté contre la proposition de Jean Tiberi

Alors que Jacques Toubon et ses partisans du groupe PARIS ont, pour la plupart, voté pour la délibération proposée par le maire de Paris, Jean Tiberi, lundi 8 juin, sur la concession du Parc des Princes au club de football *Paris-Saint-Germain*, la majorité s'est divisée, au Conseil de Paris, selon une autre ligne de fracture, opposant l'UDF au RPR. *La concession a été adoptée sans les voix des socialistes, qui y étaient, au départ, favorables.*

LA MAJORITÉ municipale de Paris est victime de fractures multiples, que l'arbitrage rendu par la direction du RPR n'a pas réduites, bien au contraire. Certes, Jacques Toubon et Jean Tiberi se sont apparemment « réconciliés », lundi 8 juin, en votant ensemble une délibération visant à permettre le maintien du PSG au Parc des Princes. Mais ils se sont retrouvés seuls contre tous, au terme d'une séance cacophonique, qui n'a fait que confirmer la fragilité du maire de Paris, l'impuissance de M. Toubon à maintenir la cohésion de son groupe et le rôle déterminant, désormais, de Jacques Dominati et de l'UDF, qui s'est offert le luxe de voter contre le maire.

« Nous avons réussi ce que Séguin, Pasqua et Sarkozy n'avaient pas fait en quatre réunions et dix-sept heures de négociations », a ironisé Philippe Dominati (UDF) lors de l'interruption de séance, demandée par M. Toubon, qui a précédé le vote. Voulu par M. Tiberi, le maintien du PSG au Parc des Princes avait été voté unanimement, dans son principe, par les conseillers de Paris. M. Tiberi espérait bénéficier de nouveau d'un vote massif. C'était compter sans son premier adjoint, Jacques Dominati, devenu président de l'intergroupe de la majorité instauré par le fameux « arbitrage » rendu par le RPR et bien décidé à tirer parti de cette position d'arbitre pour infléchir une gestion municipale qui l'a si souvent fait piaffer d'impatience.

L'UDF réclame une stabilisation de la fiscalité. C'est donc sur ce terrain qu'elle a argumenté contre les délibérations relatives au Parc des Princes, calculant que la municipalité s'engageait *« de manière irréversible, dans une dépense de 512 millions de francs en douze ans, payable uniquement par le contribuable parisien »*, somme à laquelle s'ajoutera l'aide annuelle de 45 millions de francs de la Ville au PSG, aide portée à 56 millions par an pour les quatre prochaines années, compte tenu des travaux à réaliser au Parc des Princes. *« Soit un demi-point de fiscalité et 6 millions de plus que la contribution de l'Etat pour avoir un club résident au Stade de France »*, estime M. Dominati fils, chargé par son père de mener le combat en séance. Alors que le PSG songe à rentrer en Bourse et affiche un bénéfice de 25 à 50 millions de francs par an, l'UDF assimile les conditions qui lui sont faites par la Ville à une rente de situation, *« démonstration de la municipalisation des pertes et de la privatisation des profits »*.

« Si j'avais tenu les mêmes propos, que n'aurais-je pas entendu ! », s'est indigné Yves Galland (UDF), vice-président du groupe Paris, audace, rénovation, initiatives, solidarité (PARIS) présidé par M. Toubon, en annonçant son soutien à la délibération sous réserves de l'adoption d'amendements limitant le nombre de manifestations extra-sportives et les nuisances sonores pour les riverains du Parc. La droite s'est alors engagée dans un débat si confus, à coups d'amendements et de contre-amendements sous-amendés, que le groupe socialiste, qui avait annoncé son accord – sous réserve d'une transparence des comptes et des financements, acceptée avec enthousiasme par M. Tiberi –, a décidé de battre en retraite.

Improvisant une réunion à la buvette de l'Hôtel de Ville, Bertrand Delanoë a déclaré que les conditions posées au futur concessionnaire du Parc au fil des débats entre « tibéristes » et « toubonistes » aboutissaient à *« une usine à gaz ingérable »*. *« Vous allez dans le mur du point de vue financier. La majorité municipale, quand elle essaie de se replâtrer, fait beaucoup de mal à Paris »*, a dit le président du groupe socialiste, en annonçant qu'il ne prendrait pas part au vote, laissant la droite *« se débrouiller »*.

Résultat : l'unanimité de principe affichée par les élus en début d'année en faveur du maintien du PSG dans la capitale s'est transformée en une majorité de 72 voix (seulement 114 élus sur 163 ont pris part au vote), apportées par le groupe RPR, une partie du groupe PARIS – exception faite du député Claude Goasguen (UDF) et de sa suppléante Danièle Giazzi (RPR) – et le MDC. UDF et indépendants et écologistes ont voté contre (32 voix) ; le PC s'est abstenu, de même que deux membres du groupe PARIS proche de M. Goasguen.

M. Tiberi s'est *« réjoui du résultat »*, mais son agacement à l'annonce de la position finale des socialistes l'a privé d'un consensus dont il attendait beaucoup pour amorcer la deuxième mi-temps de son mandat de maire de la capitale.

Pascale Sauvage

Le PS organise des « états généraux pour Paris »

La gauche parisienne a bien compris que, dans la perspective des élections municipales de 2001, le danger venait surtout d'elle-même. Une majorité déchirée, un maire paralysé, une gauche en constante progression électorale... Le véritable « boulevard » qui s'ouvre au PS *à Paris* aiguise les appétits. L'annonce, jeudi 4 juin, d'un plan de bataille de la gauche pour conquérir Paris devait surtout geler les positions et neutraliser les prétentions. *La désignation d'un candidat à* la mairie n'est pas à l'ordre du jour : *« Nous construisons un mouvement de fond. C'est par un vote des militants, dans le courant de l'an 2000, que sera résolue la question de cette candidature »*, a déclaré à cette occasion Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération. Des « états généraux pour Paris » ont été lancés, samedi 6 juin, sous la forme d'une série de rencontres thématiques sur la santé, la sécurité, l'environnement, etc., destinées à faire de *« la participation des citoyens le cœur de leur projet »*.

Les sénateurs abordent avec bienveillance le texte sur l'exclusion

La taxe sur les logements vacants en débat

LE PROJET de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 20 mai, ne devrait pas subir les foudres des sénateurs, qui examinent le texte de Martine Aubry à partir du mardi 9 juin. La commission des affaires sociales, dont Bernard Seillier (Républicains et indépendants, Aveyron) est le rapporteur, salue même certains amendements adoptés par les députés, comme l'accompagnement personnalisé des chômeurs de longue durée, le cumul d'une allocation avec les revenus d'une activité professionnelle, pendant une période transitoire, les comités de liaison de chômeurs, au niveau local, auprès de l'ANPE et de l'AFPA...

La majorité sénatoriale de droite n'entend donc pas proposer de texte *« alternatif »*, mais seulement de *« gommer »* certains *« excès »*. Même si M. Seillier, comme l'ont fait les députés de droite, dénonce ici et là un texte *« éloigné de l'esprit de la décentralisation »*, un financement *« complexe »*, ou encore des mesures qui dénotent une *« défiance »* à l'égard des acteurs de l'économie.

La principale critique vise la taxe sur les logements vacants depuis plus de deux ans, qui *« est susceptible d'affaiblir les investissements locatifs »*, selon le rapporteur, sans être *« réellement efficace »* pour remettre sur le marché des logements vacants. La commission a voté un amendement de suppression de cette mesure. Comme alternative, elle propose notamment d'*« améliorer »* le régime fiscal des primes d'assurance pour risque de loyers impayés : pour l'instant, le montant de ces primes est déductible du revenu net foncier au titre de l'impôt sur le revenu ; il s'agirait de transformer ce dispositif en un *« crédit d'impôt »*. La commission a aussi voté la suppression de l'article additionnel, introduit par l'Assemblée nationale, qui dissocie la location d'un logement de celle d'une aire de stationnement.

Les sénateurs souhaitent aussi favoriser *« l'activation des dépenses passives du RMI »* : un amendement *de la commission prévoit que tout* bénéficiaire du revenu minimum d'insertion depuis deux ans ait la possibilité de signer un contrat initiative-emploi à mi-temps avec une *entreprise, en conservant environ la* moitié du RMI pendant la durée du contrat, en plus de sa rémunération. Dans le même esprit, le rapporteur proposera que les embauches effectuées à partir du 1er août, de titulaires depuis deux ans du RMI, de l'allocation spécifique de solidarité ou de l'allocation parent isolé, soient exonérées du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale, pendant cinq ans.

Le volet « accès aux soins », *dont* certaines mesures sont jugées seulement « symboliques », devrait être complété : la commission propose ainsi l'institution d'une *« couverture maladie universelle »* au 1er janvier 1999 et d'une *« visite médicale gratuite »* pour les élèves des écoles, des collèges et des lycées dans les cas où le manque de recours aux soins est *« manifeste »*.

Clarisse Fabre

Charles Pasqua envisage de présenter sa liste aux européennes

LE RPR a repoussé, jusqu'ici, un débat qui le divise profondément, mais Charles Pasqua a décidé d'appuyer là où cela fait mal. Il a donc annoncé, lundi 7 juin, la transformation en mouvement politique de son association Demain la France, autrefois créée avec Philippe Séguin pour engranger les bénéfices politiques de leur campagne commune contre le traité de Maastricht. Pour autant, le but de Demain la France, qui tiendra son premier congrès constitutif le 20 juin, est à peine modifié puisqu'il s'agit de militer, après Maastricht, contre la ratification du traité d'Amsterdam. Et pourtant, plus rien n'est comme avant dans le duo Pasqua-Séguin, qui avait porté la campagne du « non » en 1992.

Ce traité qui, selon M. Pasqua, impose des abandons de souveraineté, peut être ratifié soit par le Parlement réuni en Congrès, soit par le peuple consulté par référendum. Or le RPR, présidé par M. Séguin et dont M. Pasqua assure qu'il reste le conseiller politique, a toujours déclaré que le choix entre référendum et Congrès relève d'une décision exclusive du président de la République. Evitant ainsi de poser trop tôt un sujet qui mettra en évidence les divergences au cœur même de la direction du RPR, entre les plus libéraux favorables à Amsterdam, et les nationaux-républicains dont M. Séguin a longtemps fait partie.

EN POUSSANT SES FEUX

Sur le fond, Charles Pasqua sait bien que le président de la République n'est pas favorable à un référendum sur le sujet, mais, en poussant ses feux, il se garde la possibilité de mener ou de soutenir une liste aux européennes, parallèlement à celle que L'Alliance s'apprête à conduire. *« Si les Français n'étaient pas consultés*, a expliqué ainsi M. Pasqua lors de sa conférence de presse, *il restera au peuple à faire entendre sa voix aux élections européennes, qui se transformeront, n'en doutons pas, en référendum. »* Dans l'esprit de M. Pasqua, *« on ne peut laisser la défense de la souveraineté de la France aux mains des seuls communistes et du Front national »*, et *« il faudra que les patriotes se retrouvent sur une liste qui défende notre vision de la nation »*.

Les « patriotes » que M. Pasqua réunit sont encore peu nombreux. Un millier de signatures aurait été recueilli au bas de la pétition lancée par Demain la France. Lors de la conférence de presse de lundi, on comptait, parmi les fidèles, Marie-France Garaud, les députés (RPR) des Hauts-de-Seine Jacques Baumel et Jean-Jacques Guillet, le député (UDF) du Loir-et-Cher Maurice Leroy. Si l'entourage de M. Pasqua assure qu'il peut regrouper une mouvance plus large, comprenant notamment Philippe de Villiers, il compte surtout sur son pouvoir d'influence.

L'Europe reste un sujet de clivage à gauche comme à droite, mais particulièrement au sein du RPR, et M. Pasqua croit pouvoir emmener derrière lui plusieurs dizaines de députés et de sénateurs, même s'il leur faut pour cela s'opposer au président de la République. Lundi, il a d'ailleurs redit sa conception d'une opposition indépendante : *« Dire « oui » à certains projets de loi du gouvernement, sous le prétexte que le président de la République doit cohabiter avec le premier ministre, ce serait garantir l'éternité du pourvoir à la gauche, ce serait pour nous un suicide. »*

Raphaëlle Bacqué

Assurance-maladie : bras de fer entre le gouvernement et la CNAM

***DEPUIS LA DÉMISSION** du directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés* (*Le Monde* du 4 juin), la tension est vive entre son président, Jean-Marie Spaeth (CFDT), et le gouvernement. M. Spaeth a jugé *« souhaitable »*, samedi 6 juin, sur Radio Classique, *« l'élection du directeur de la CNAM par le conseil d'administration »*. Le ministère de l'emploi et de la solidarité a immédiatement rejeté cette idée. Dès lundi 8 juin, Mme Aubry a fait savoir que *« le directeur de la CNAMTS est nommé par le conseil des ministres »* et que *« le changement de* [son] *statut n'est pas d'actualité »*. La CFDT et le CNPF, qui forment la majorité de gestion à la CNAMTS depuis l'adoption du plan Juppé, réclament plus d'autonomie dans le pilotage de la première caisse de Sécurité sociale (500 milliards de francs de prestations). Le remplacement du directeur démissionnaire, Bertrand Fragonard, doit intervenir dans le courant du mois.

DÉPÊCHES

■ **CONJONCTURE : le moral des ménages** s'est fortement redressé en mai. Selon l'enquête publiée mardi 9 juin par l'Insee, l'« indicateur résumé », qui présente le solde des opinions favorables et défavorables des Français sur leur situation financière, est tombé à – 16 points en mai contre – 19 en avril et – 23 en janvier.

■ **CORSE : la ministre de la justice, Elisabeth Guigou,** a présidé, lundi 8 juin à Bastia, l'audience d'installation du nouveau procureur général près la cour d'appel, Bernard Legras, ainsi que du nouvel avocat général, Pierre-Yves Radiguet. *« Je suis là pour exprimer la volonté du gouvernement de voir l'Etat de droit restauré en Corse parce qu'il n'a pas été suffisamment assuré »*, a déclaré Me Guigou.

■ **DROITE : les cinq députés et les trois sénateurs RPR, UDF et DL** du Loiret *« ont décidé de créer une structure Alliance 45, qui sera dotée de son propre siège et d'une représentation autonome »*, ont-ils indiqué, lundi 8 juin, dans un communiqué. Le Loiret est le second département, après l'Aisne, à se doter d'une structure qui se veut l'émanation de L'Alliance, créée par le RPR, l'UDF et Démocratie libérale.

■ ***DILEMME : le président de Démocratie libérale,*** Alain Madelin, a écrit, mercredi 3 juin, à ses présidents de fédération départementale pour leur préciser que leurs responsabilités au sein de DL sont *« exclusives de toute autre dans l'ex-UDF »*. Cette mise en demeure leur a été adressée à la veille du bureau politique élargi de l'UDF, qui se réunissait samedi 6 juin pour réfléchir à l'avenir de la confédération.

■ **GAUCHE : près de mille deux cents personnes ont manifesté,** lundi 8 juin à Voiron (Isère), pour protester contre l'agression commise vendredi 5 juin par une dizaine d'hommes cagoulés, lors d'une réunion de Ras'le Front. La manifestation, à laquelle appelaient associations, syndicats et partis de gauche, entendait dénoncer cette agression et le saccage récent de plusieurs locaux syndicaux ou permanences d'accueil d'étrangers dans la région Rhône-Alpes. – *(Corresp.)*

■ **ÉCHANGES EXTÉRIEURS : la France a enregistré en 1997** un excédent record de 256 milliards de francs pour l'ensemble des échanges extérieurs. Selon la dernière livraison du bulletin *Insee Première*, mardi 9 juin, le solde des échanges de biens a été en forte hausse, avec un excédent de 150 milliards de francs. Hors tourisme, les échanges de services ont progressé fortement, avec un excédent de 104,7 milliards de francs. Après deux années de repli, l'excédent touristique a recommencé à croître (+ 66,2 milliards de francs).

■ **GUYANE : le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Jean-Jack Queyranne,** a reconnu, lundi 8 juin, lors de son déplacement en Guyane, qu'il y a *« une aspiration à la propriété »* et qu'*« il faut la favoriser »*. *« On ne peut pas faire du développement sans qu'il y ait propriété de la terre »*, a-t-il ajouté, en réponse aux revendications d'une association de Montsinéry-Tonnegrande, près de Cayenne, où une centaine de familles ont occupé et commencé de mettre en valeur des terres sans aucun droit ni titre de propriété.

La Cour des comptes critique l'exécution du budget de 1997

A L'OCCASION du débat d'orientation budgétaire, prévu mardi 9 juin à l'Assemblée nationale, la Cour des comptes a adressé aux députés, pour éclairer leurs travaux, un rapport préliminaire sur l'exécution des lois de finances pour 1997. Le diagnostic est globalement satisfaisant, mais comporte, néanmoins, quelques piques.

La Cour observe, d'abord, que *« les résultats d'exécution du budget de l'Etat pour 1997 sont meilleurs que ceux de 1996 »*. Et cela, dit-elle, pour plusieurs raisons : parce que *« la situation économique s'est redressée par rapport à 1996 »*, parce que *« les recettes fiscales ont une nouvelle fois progressé »* plus vite que la richesse nationale, ou encore parce que les dépenses du budget diminuent *« pour la première fois »* en volume.

Ce coup de chapeau donné, les magistrats énumèrent cependant une série de critiques. D'abord, ils relèvent que, si les déficits publics ont été abaissés à 3 % du produit intérieur brut (PIB), conformément aux critères de Maastricht, il subsiste un déficit primaire de l'Etat, c'est-à-dire un déficit hors charges de la dette. Ce déficit primaire, qui était de 114,3 milliards de francs en 1995, a été abaissé à 75,2 milliards de francs en 1996, puis 44,9 milliards de francs en 1997, et devrait atteindre 23 milliards de francs en 1998. Or, note la Cour, *« la stabilisation et*, a fortiori, *la réduction de la dette de l'Etat, souhaitable quand la croissance est plus soutenue, pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour les périodes de ralentissement de l'activité économique, impliquent un excédent primaire »*.

Evoquant non plus seulement les finances de l'Etat, mais celles des administrations publiques, la Cour observe que les déficits publics auraient dû, en 1997, être abaissés à 1,7 % du PIB, au lieu de 3 %, pour que la charge de la dette soit stabilisée.

Surtout, comme à son habitude, la Cour relève *« la persistance de pratiques comptables ou de présentation qui ont pour effet de donner de la situation des finances publiques une image meilleure que la réalité »*. Ces tours de passe-passe concernent différentes opérations sur la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), sur Charbonnages de France, sur le Crédit lyonnais ou encore le Comptoir des entrepreneurs. *« Ces opérations*, soulignent les magistrats, *rendent moins lisibles les comptes de l'Etat et correspondent, pour une part importante, à des reports de charges qui pèseront sur les exercices à venir. »* Dans le cas des deux dernières opérations, les magistrats critiquent le recours à des structures de défaisance qui affecte *« la lisibilité des comptes de l'Etat »* et permet de minorer les déficits publics réels.

Laurent Mauduit

7 milliards de francs pour les trente-cinq heures

Outre celui de la Cour des comptes, la préparation du débat d'orientation budgétaire a donné lieu à un second rapport, réalisé par la commission des finances de l'Assemblée. Ce document, signé par le rapporteur général du budget, Didier Migaud (PS), dévoile plusieurs indications qu'il a recueillies auprès de Bercy. D'abord, cette étude fournit une évaluation du coût des trente-cinq heures. Si un million et demi de salariés sont concernés d'ici à la fin 1999 par le projet, *« le coût du dispositif »*, selon le ministère des finances, *« peut être évalué à ce stade à près de 7 milliards de francs en 1999, dont 6,5 milliards de francs au titre de l'aide de base et 0,7 milliard de francs au titre des différentes majorations »*, le coût maximal de l'aide devant intervenir en 2000, *« lorsque les entrées observées en 1998 et 1999 seront prises en charge en année pleine »*.

Le ministère des finances annonce, par ailleurs, qu'un *« réexamen des exonérations spécifiques de cotisations sociales sera engagé dans le prolongement des réformes introduites l'an dernier, afin d'unifier le dispositif d'allègement du coût du travail »*.

هكذا من الأصل

PROCÈS Trois colleurs d'affiches du Front national comparaissent, mardi 9 juin, devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, à la suite du meurtre d'Ibrahim Ali. ● CE JEUNE FRANÇAIS D'ORIGINE COMORIENNE avait été tué en 1995, en pleine campagne pour l'élection présidentielle, alors qu'il rentrait d'une répétition de musique dans les quartiers nord de Marseille. ● AU MOMENT DES FAITS, les dirigeants du Front national avaient fourni des explications à géométrie variable pour commenter le drame. En montant au créneau pour défendre les colleurs d'affiches de son parti, Bruno Mégret avait alors conquis ses galons de chef de guerre. ● PLUS DE TROIS ANNÉES APRÈS, plusieurs associations organisent des débats, des défilés et des concerts afin que s'exprime un large débat public en dehors du prétoire.

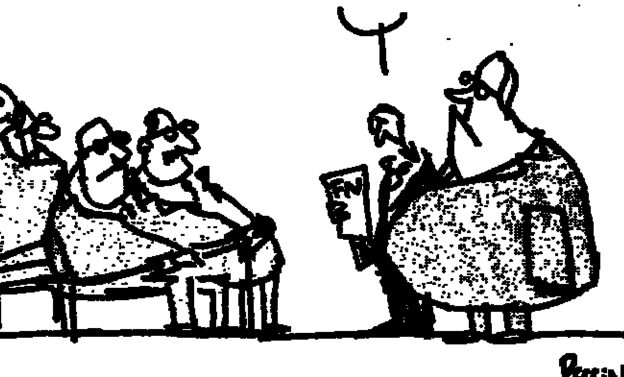
Trois militants du FN comparaissent à la suite du meurtre d'Ibrahim Ali

Le 21 février 1995, ce jeune Français d'origine comorienne était tué d'une balle dans le dos par des colleurs d'affiches du Front national dans une rue de Marseille. Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret sont cités à comparaître devant la cour d'assises d'Aix-en-Provence

IBRAHIM ALI aimait la musique, singulièrement le rap. Lorsqu'il n'était pas au lycée pour préparer son CAP de menuiserie, il rejoignait ses copains du groupe B. Vice pour assouvir sa passion. Le soir du 21 février 1995, Ibrahim, dix-sept ans, revient, avec neuf camarades, d'une répétition au centre culturel Mirabeau, à Marseille, où le groupe prépare un concert de solidarité avec les enfants victimes du sida. Alors qu'il court en direction d'un arrêt de bus, il est mortellement blessé d'une balle tirée dans le dos.

Le meurtrier présumé, Robert Lagier, un maçon au chômage âgé de soixante-trois ans à l'époque des faits, est militant du Front national. A partir du mardi 9 juin, il comparaît devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, à Aix-en-Provence, pour *« homicide volontaire, tentatives d'homicides volontaires et port illégal d'arme »*. Mario d'Ambrosio et Pierre Giglio, deux autres militants frontistes impliqués dans le drame, sont poursuivis respectivement pour *« tentatives d'homicides volontaires et port illégal d'arme »* et *« transport d'arme »*.

Ce soir du 21 février, les trois hommes se sont donné rendez-vous à 23 heures pour une tournée d'affichage, au carrefour des Aygalades, dans les quartiers nord de Marseille. La campagne pour l'élection présidentielle bat son plein. Mario d'Ambrosio et Pierre Giglio se chargent du collage. Les affiches présentant le portrait du leader du FN sont barrées d'un slogan : *« Avec Le Pen, trois millions d'immigrés rapatriés »*. Assis dans sa Peugeot 205, Robert Lagier assure la surveillance.



PANOPLIE D'ARMES

Avant de quitter son domicile, le principal accusé s'est armé d'un pistolet automatique de calibre 22 long rifle approvisionné d'une demi-douzaine de cartouches à balles expansives qu'il fixe au moyen d'un holster à sa cheville gauche. Affilié à un club de tir depuis 1988, Robert Lagier est un bon connaisseur des armes à feu. Mario d'Ambrosio a, lui, accroché à sa ceinture un calibre 7,65. Une arme achetée à un inconnu trois ans plus tôt et qu'il a jetée dans un caniveau le lendemain du drame.

Curieuse panoplie pour de simples colleurs d'affiches. Après les faits, les dirigeants du Front national affirmeront que des consignes très strictes avaient été données à leurs militants. Jean-Marie Le Pen, interrogé à la télévision le 26 février 1995, les résumera d'une phrase : *« Jamais d'arme, jamais dans la nuit, jamais en petit groupe. »*

Il est 23 h 15 lorsque Ibrahim Ali tombe sous la balle de son meurtrier. Avec ses copains, il est en train de courir en direction de l'arrêt du bus qui doit le ramener à son domicile de la cité de la Savine. A cette heure de la nuit, les passages de bus sont rares et la bande d'amis ne tient pas à rater le prochain. Au niveau du carrefour des Aygalades, les jeunes gens se retrouvent face aux trois militants frontistes. La 205 de Robert Lagier s'arrête à la hauteur de deux jeunes qui sont en tête du groupe. Tout se passe très vite.

Selon les amis d'Ibrahim Ali, le conducteur sort de son véhicule et ouvre le feu à trois reprises tandis que, de l'autre côté de la chaussée, Mario d'Ambrosio tire lui aussi en direction du groupe. Quand il entend des coups de feu, Soulé Ibrahima, qui chemine aux côtés d'Ibrahim Ali, se jette au sol et fait le mort avant de se relever et de s'enfuir. Saïd Ahamada, lui aussi proche de la future victime, se souvient l'avoir entendue dire à plusieurs reprises : *« Ils m'ont eu. »* Ibrahim rejoint Saïd près d'un mur mais, arrivé à sa hauteur, s'affaisse et tombe sur le dos. La balle qui vient de le toucher a transpercé l'aorte et traversé le coeur. A leur arrivée, les secours ne peuvent plus rien pour lui.

Le lendemain des faits, Robert Lagier et Pierre Giglio se présentent, accompagnés de leurs avocats, à la brigade criminelle. Dans l'après-midi, Mario d'Ambrosio est interpellé. Dans leurs premières déclarations aux enquêteurs, les trois hommes affirment avoir été victimes d'une agression de la part du groupe de jeunes, dont certains auraient été porteurs de bâtons. Robert Lagier affirme même que la 205 a essuyé des jets de pierres. *« Ils poussaient des cris hostiles qui m'ont convaincu de leur mauvaise intention »*, soutient-il alors devant les enquêteurs. Des propos démentis par les amis d'Ibrahim Ali qui transportaient du matériel de sono.

« Je n'ai visé personne, j'ai tiré largement au-dessus », poursuit Robert Lagier, avant de préciser : *« Je me suis peut-être déconcentré entre le tir de la deuxième et de la troisième balle, c'est-à-dire que ma main s'est peut-être abaissée. Je n'exclus pas non plus un ricochet. »* Une thèse reprise à l'époque par Jean-Marie Le Pen, mais contredite par les premières constatations et les conclusions d'expertises. Aucun impact n'a été relevé, ni sur le sol, ni sur le mur qui borde la chaussée. La balle meurtrière ne présente aucune déformation typique d'un tir par ricochet.

A en croire la version de Robert Lagier, le jeune lycéen serait mort par accident. Se sentant agressé, il aurait agi dans la panique. Aux policiers, il avoue avoir été *« impressionné par une publication du Front national qui énumérait une longue liste de militants blessés ou tués lors d'activités militantes »*. Les déclarations aux enquêteurs de Pierre Giglio expliquant l'attitude du principal accusé au moment des faits montrent pourtant un homme sûr de lui.

« J'ai vu qu'il tenait une arme de poing à bout de bras, les deux mains réunies sur l'arme, puis je l'ai vu tirer plusieurs coups de feu en direction du groupe de jeunes. »

71 TÉMOINS

Les amis d'Ibrahim Ali et les cinq associations antiracistes qui se sont portés parties civiles aux côtés de la famille ne croient pas à la thèse de l'accident et dénoncent un crime raciste. La cour d'assises des Bouches-du-Rhône se donne jusqu'au 19 juin pour faire la lumière sur les circonstances de la mort du jeune Français d'origine comorienne. Elle entendra, d'ici là, 71 témoins. Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret sont cités à comparaître.

Acacio Pereira

Une affaire qui marque le début de l'ascension politique de Bruno Mégret

MARSEILLE,
de nos correspondants

Dans les heures qui suivent le meurtre d'Ibrahim Ali, les militants du Front national et les dirigeants locaux, qui apprennent que trois d'entre eux sont impliqués dans le drame, s'affolent. Jouant la prudence, et, selon plusieurs témoins, très affecté par l'affaire, Ronald Perdomo, conseiller municipal de Marseille, conseiller régional et figure historique du parti, déclare : *« En théorie, aucun endroit de Marseille n'est interdit à l'affichage pour le FN, mais, en pratique, on ne va pas coller dans les quartiers où nous avons peu d'électeurs. »* Il souligne que *« des consignes absolues données aux colleurs d'affiches du FN »* leur interdisent de porter une arme. *« Nous les engageons à ne pas répondre aux provocations »*, conclut-il.

Quelques heures plus tard, Bruno Mégret adopte une position nettement plus radicale. *« L'un des colleurs d'affiches a été violemment agressé par une quinzaine de Comoriens, et ses deux compagnons, qui se trouvaient 300 mètres plus loin, sont venus à son secours en état de légitime défense. Pour se dégager, les colleurs d'affiches, se sentant menacés de mort, ont tiré en l'air en direction de leurs agresseurs et, pour leur échapper, ont quitté rapidement les lieux à l'intérieur de leur véhicule gravement endommagé par ces derniers. »* Cette analyse est immédiatement reprise par la fédération des Bouches-du-Rhône du FN, qui, dans l'après-midi, parle d'*« altercation tragique »* et utilise les mêmes mots que le délégué général. Pour compléter le tableau, Maurice Gros, secrétaire départemental, affirme que *« ce drame est révélateur de la profonde dégradation de la situation dans de nombreux quartiers de nos villes »*.

Probablement gêné par l'incongruité de sa première déclaration, Bruno Mégret tente d'en limiter les effets deux jours plus tard lors d'un meeting à Rennes. *« Ou bien j'ai été trompé, ou bien je maintiens qu'il s'agit d'une légitime défense dans l'esprit »*, déclare-t-il. Le FN cale alors sa position nationale sur cette présentation des faits. Bruno Gollnish déclare sur FR3, le 25 mai 1995, que ce drame *« risque de se reproduire »* et ajoute que les véritables criminels sont ceux qui ont laissé entrer *« 48 000 Comoriens à Marseille »*.

« RICOCHET »

Jean-Marie Le Pen tente un discours un peu plus nuancé qui, pour la première fois, évoque la victime : *« L'enquête préliminaire (autopsie et enquête balistique) tend à prouver que le malheureux a été tué par un ricochet : ce serait donc la preuve que la mort de ce jeune Comorien viendrait d'un homicide par imprudence, d'un accident. »* Le parquet de Marseille dément immédiatement : *« En l'état actuel du dossier*, explique-t-il, *rien ne permet de penser à un tir par ricochet. »*

Après avoir avancé cette version très clairement contredite par l'instruction, le FN explique ensuite qu'il n'est pour rien, ès qualités, dans l'affaire. Jean-Marie Le Pen fixe le cap à « 7 sur 7 », le 26 février 1995. *« Le Front national n'est pas impliqué. Si son nom est associé à la violence, c'est plus par la violence faite au FN que par le FN lui-même. »* On sait depuis par une sympathisante du FN interrogée dans la procédure que les colleurs impliqués avaient *« exhibé des armes »* au siège de la permanence et qu'à leur vue Jean-Pierre Baumann, responsable du FN du 8e secteur de Marseille, où se sont déroulés les faits, *« avait demandé de les ranger et de ne pas jouer avec »*. Au sein du FN, le meurtre d'Ibrahim Ali marque la prise en main, par Bruno Mégret, d'un parti profondément inquiet composé pour l'essentiel de militants qui sentent que l'accident n'est pas fortuit. En montant au créneau le premier pour défendre des militants indéfendables, celui que ses adversaires méprisent un peu, l'accusant parfois de *« manquer de viande »*, gagne ses galons de chef de guerre, conquérant une autorité morale qui lui manquait. Quelques mois après, la bataille municipale de Vitrolles, perdue de justesse, confirme son ascension. Il pourra dès lors imposer tous ses affidés, jeunes ou ralliés, à la direction du parti, importer ses candidats pour les législatives de 1997 et bâtir des listes régionale et cantonales à sa main.

Que cette prise de pouvoir se soit en partie réalisée sur un tel événement a eu des conséquences durables : malgré les propositions d'accord faites à la droite classique, c'est le souvenir de cet épisode – et celui de la manifestation organisée au lendemain du meurtre de Nicolas Bourgat, tué en septembre 1996 par un autre adolescent, – qu'utilise régulièrement la droite locale pour refuser les offres du FN.

ATTENTAT

La mise à l'écart de Ronald Perdomo a d'ailleurs été lue, dans la région, comme une conséquence directe de ses positions relativement modérées au lendemain du meurtre et a servi d'argument au refus d'alliance avec le FN, inauguré aux régionales de 1992, et confirmé depuis.

Lors de la manifestation du FN, à Marseille, en mars, des militants antiracistes embusqués sur des toits avaient laissé tomber sur le cortège des petits papillons indiquant : *« Ibrahim Ali avait 17 ans. »* Les manifestants les avaient froissés avec rage et avaient lancé des imprécations contre ceux qui leur rappelaient ce forfait perpétré par trois d'entre eux.

Un local du Front national à Marseille, situé rue Sainte-Cécile, dans le centre de la ville, a été fortement endommagé dans la nuit de lundi 8 à mardi 9 par un attentat qui a fait deux blessés légers. L'enquête a été confiée à la brigade criminelle du SRPJ de Marseille, qui n'écarte aucune hypothèse dont le rapprochement avec l'ouverture, mardi devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, du procès des colleurs d'affiches.

Deux permanences du FN avaient déjà été les cibles d'attentats en février et mai à Marseille. Fin février, un groupe clandestin avait revendiqué l'attentat destiné à marquer, selon lui, le troisième anniversaire de la mort d'Ibrahim Ali.

Luc Leroux et Michel Samson

« Ibrahim appartient à l'histoire de Marseille »

MARSEILLE
de nos correspondants

Plus de trois ans après le meurtre d'Ibrahim Ali, le procès des trois militants du FN ravive une exigence de justice qui s'était déjà exprimée en 1995. *« Ibrahim est dans la mémoire, il appartient à l'histoire de Marseille »*, affirme André Bigo, de la Ligue des droits de l'homme (LDH), qui souhaite que *« les jeunes Marseillais se saisissent de ce procès pour que plus jamais cela n'arrive »*. La petite association Tous différents, tous égaux, émanation du Comité de liaison pour l'alphabétisation à Marseille, projette de mettre en place un service de navettes entre la Porte d'Aix et le palais de justice d'Aix-en-Provence. Mercredi 10 juin, les jeunes de la Savine, la cité où vivait Ibrahim, se rendront à la cour d'assises.

Pour parvenir à sortir le procès des murs du prétoire, le collectif Tous ensemble contre l'exclusion, qui rassemble les partis politiques de gauche, les organisations syndicales et le mouvement associatif marseillais va, tout au long des deux semaines d'audience, proposer un programme d'activités. *« Non pour se substituer à la justice*, précise Patrick Lacoste, de la LDH, *mais pour montrer le fil rouge du discours de la haine, qui va des chefs du Front national jusqu'au meurtre. »* Défilés, débats, concerts, projections de films, lectures composent l'affiche de ce large débat public autour du procès.

Mardi 9 juin, au soir de la première journée d'audience, une plaque à la mémoire d'Ibrahim Ali sera officiellement apposée au carrefour des Quatre-Chemins, là où l'adolescent a été tué : *« Ici est mort Ibrahim Ali, à l'âge de dix-sept ans, victime de l'intolérance et de la haine, en rentrant d'une répétition de théâtre et de musique, le 21 février 1995. »* Chaque soir, à la guinguette de la Friche de la Belle-de-Mai, un point de l'audience sera fait de 18 à 22 heures par les avocats des nombreuses associations antiracistes, parties civiles au procès. Un site Internet a été ouvert et le collectif a inséré un supplément de quatre pages consacré à l'affaire dans le dernier numéro de *Taktik*, un hebdomadaire culturel.

« UNE JUSTICE IMPARTIALE »

La personnalité de la victime occupe une large place dans l'argumentation des associations. *« Ibrahim était un garçon ordinaire et exemplaire*, explique Patrick Lacoste. *C'était un jeune qui avait tout pour ne pas réussir, qui vivait dans une cité-ghetto à 10 kilomètres du centre-ville. Or il était déjà intégré, il réussissait à l'école, il avait une bande de potes, il s'exprimait sur la scène marseillaise en faisant du rap. Ça, c'est Marseille, ville d'intégration comme on le sait, ville pacifique et forte et c'est ça que l'acte de Lagier* [auteur du coup de feu mortel] *a interrompu brutalement. »*

Depuis plusieurs semaines, Saïd Idrisso, un jeune Comorien membre des Jeunesses communistes, se rend dans les lycées de Marseille et de Vitrolles pour faire signer une pétition. *« Les lycéens*, explique-t-il, *se souviennent d'Ibrahim. »* La communauté comorienne de Marseille – plus de 40 000 personnes – n'est pas directement partie prenante de ces manifestations mais elle les soutient. La communauté, qui insiste sur le modèle d'intégration que représentait Ibrahim Ali, revendique *« une justice impartiale »*.

L. L. et M. Sa.



Un tribunal reconnaît la responsabilité du vaccin anti-hépatite B dans la sclérose en plaques

Pour les juges, la vaccination « a été l'élément déclencheur de la maladie »

Le tribunal de Nanterre a reconnu, vendredi 5 juin, la responsabilité d'un fabricant de vaccins contre l'hépatite B dans la survenue d'une sclérose en plaques. « *Il existe, note-t-il, un faisceau d'éléments permettant de conclure avec suffisamment de certitude que la vaccination par le vaccin Engerix B a été l'élément déclencheur de la maladie* ». La firme devra verser 50 000 et 80 000 francs aux patients.

LE DOSSIER des risques potentiels inhérents à la vaccination contre l'hépatite virale de type B a connu, vendredi 5 juin, un épisode judiciaire important. Le tribunal de grande instance de Nanterre, présidé par Yves Garcin, a condamné la multinationale pharmaceutique SmithKline Beecham à verser respectivement 50 000 et 80 000 francs à deux personnes atteintes des premiers symptômes d'une sclérose en plaques dans les semaines ou dans les mois qui ont suivi des injections d'Engerix B, un vaccin protecteur contre l'hépatite B produit par cette firme. Ces vaccinations avaient été pratiquées l'une durant l'été 1994, l'autre à la fin de l'année 1995. Le tribunal estime, dans les deux cas, qu'« *il existe un faisceau d'éléments permettant de conclure, avec suffisamment de certitude, que la vaccination par le vaccin Engerix B a été l'élément déclencheur de la maladie* ». Cette conclusion permet au tribunal de débouter la firme fabricante de sa demande d'expertise médicale.

RAPPORT RISQUE-BÉNÉFICE

Les juges fondent pour partie leur décision sur le fait que depuis 1994, les différentes éditions du dictionnaire Vidal des médicaments mentionnent les symptômes de la sclérose en plaques parmi les effets indésirables pouvant « *exceptionnellement* » apparaître au lendemain d'une telle vaccination. Ils retiennent en outre que l'Agence du médicament avait, en août 1995, décidé de modifier l'autorisation de mise sur le marché des vaccins contre l'hépatite B en expliquant au corps médical que ces vaccins pouvaient augmenter le risque d'aggravation de l'état de santé des personnes souffrant déjà de cette maladie neurologique et qu'il convenait dès lors de mesurer le rapport risque-bénéfice du geste vaccinal.

Pour les juges, la responsabilité du fabricant peut être recherchée en vertu d'un article du Code de la consommation qui dispose que « *les produits et services doivent, dans les conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par le professionnel, présenter la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la santé des personnes* ». Selon le tribunal, ce texte impose à la firme une « *obligation de résultat à laquelle tout utilisateur du produit peut légitimement s'attendre* ».

La multinationale SmithKline Beecham a déploré cette décision en soulignant que les juges n'avaient « *pas tenu compte de l'absence de données épidémiologiques, cliniques ou expérimentales établissant une relation de cause à effet entre la vaccination contre l'hépatite B et la sclérose en plaques ou d'autres affections auto-immunes* ». La firme, qui a fait appel, ajoute que les juges ne se sont pas entourés « *des avis les plus récents des autorités médicales.* » Le tribunal, qui n'a pas commis de collège d'experts, a conclu, contre l'avis des autorités sanitaires, à une relation de cause à effet entre la vaccination et l'apparition des symptômes de la sclérose en plaques.

Dans l'attente des études épidémiologiques actuellement menées sous l'égide de l'Agence du médicament et au vu des données disponibles de la pharmacovigilance, Bernard Kouchner a récemment décidé de maintenir l'actuelle campagne de vaccination qui concerne notamment les adultes les plus exposés à cette infection et les enfants des classes de sixième (*le Monde* du 17 avril). Un document de l'Agence du médicament fait aujourd'hui état de 191 « *poussées* » de scléroses en plaques et de 11 observations évoquant cette maladie survenant dans les semaines ou dans les mois suivant une vaccination.

« FAISCEAU D'ÉLÉMENTS »

Gisèle Mor, l'avocate des deux personnes qui ont obtenu la condamnation de SmithKline Beecham à Nanterre, annonce « *une cinquantaine de dossiers* » visant à la fois ce fabricant et la firme Pasteur-Mérieux MSD. « *Le droit ne s'arrête pas à la science et il peut avoir une conception des faits plus large que celle de la médecine*, souligne Me Mor. *C'est le sens de la notion de* "faisceau d'éléments" *qui permet aujourd'hui au tribunal de conclure. Je ne partage nullement les thèses des ligues antivaccinales mais j'estime qu'il faut avoir le courage de regarder les choses en face.* »

Jean-Yves Nau

Une plainte confiée à Marie-Odile Bertella-Geffroy

Une plainte avec constitution de partie civile pour homicide involontaire a été déposée auprès du doyen des juges d'instruction de Paris à la *suite du décès, en juillet 1997, d'une enfant* vaccinée à la fin de l'année 1996 contre l'hépatite B. Le dossier a été confié, le 29 mai, à Marie-Odile Bertella-Geffroy, qui instruit également l'affaire du sang contaminé et celle de l'hormone de croissance contaminée.

L'enfant est décédée d'une aplasie médullaire. Cette affection cancéreuse caractérisée par la disparition de certaines catégories de cellules sanguines issues de la moelle osseuse est différente des maladies démyélinisantes, comme la sclérose en plaques. Selon les chiffres de l'Agence du médicament, sur 107 atteintes hématologiques observées après vaccination contre l'hépatite B, 10 concernent des aplasies médullaires. *Deux enfants sont aujourd'hui décédés.*

Premier bilan du plan nouvelles technologies de Claude Allègre

Deux fois plus d'établissements reliés à Internet

SIX MOIS après l'annonce du plan sur le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans l'enseignement (*Le Monde* du 19 novembre), Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, affirme que « *la France a cessé de perdre du terrain* » par rapport à ses homologues européens ou nord-américains. Aujourd'hui, tous les établissements d'enseignement supérieur, 80 % des lycées, 40 % des collèges et 5 % des écoles sont raccordés au réseau Internet. « *En six mois, nous avons doublé le nombre de raccordements* », souligne-t-on au cabinet du ministre, qui devait présenter, mardi 9 juin, un premier bilan du plan.

Pour faire face aux besoins, un fonds de soutien de 500 millions de francs sera mis à la disposition des collectivités locales, qui seront appelées à financer le matériel informatique sous la forme de prêts à taux zéro sur dix ans. Ce fonds a notamment pour objectif d'aider « *les petites communes rurales et les collectivités où sont situés des établissements difficiles* » à boucler leur budget.

Au-delà de ces problèmes « *de tuyaux et de quincaillerie* », selon l'expression de Claude Allègre, le ministre entend développer le volet pédagogique de ces nouvelles technologies. « *Ce sont les objectifs pédagogiques qui doivent guider les choix des équipements* », martèle-t-il. Le ministère a d'ores et déjà accordé un label à 300 produits multimédias – sur 1 500 étudiés – auxquels il reconnaît une « *utilité pédagogique* ». Les plans académiques commandés aux recteurs ont fait apparaître une multitude d'expérimentations. « *Environ soixante mille enseignants se sont déjà investis dans ce domaine*, estime le ministère. *Il s'agit désormais de repérer les projets reproductibles dans d'autres établissements.* » Le Comité national de coordination de la recherche en éducation sera chargé d'évaluer l'apport pédagogique des nouvelles technologies.

« PRATIQUE QUOTIDIENNE »

La seconde priorité concerne la formation des enseignants. Dans le cadre du plan d'urgence en faveur des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), 60 millions de francs ont été débloqués pour l'installation de salles multimédias et mille jeunes titulaires d'un doctorat, ayant pour mission de former les futurs professeurs aux NTIC, vont être recrutés. Plus de 30 % de la formation continue proposée aux enseignants seront consacrés aux NTIC, contre 4 % en 1996. Sur les 33 000 emplois-jeunes embauchés par l'éducation nationale, plus de 8 000 l'ont été sur « profil informatique ».

Afin d'inciter les professeurs à « *une pratique quotidienne* » des nouvelles technologies, le ministère a choisi d'utiliser largement Internet pour communiquer avec son personnel. Cent dix mille enseignants peuvent déjà recevoir des informations en provenance du ministère et le *Bulletin officiel* vient d'être mis en ligne gratuitement. Enfin, sept formulaires administratifs – demande de subvention de recherches, de bourse d'études du second degré, de première inscription en premier cycle, etc. – sont disponibles sur Internet et le ministère entend, dans le cadre de la future déconcentration de la gestion des personnels, instituer un service réservé aux demandes de mutation.

Sandrine Blanchard

Lutte contre la délinquance des mineurs : des moyens seront débloqués

LE GOUVERNEMENT a arrêté, lundi 8 juin, à l'issue d'un Conseil de sécurité intérieure (CSI), une série de mesures destinées à renforcer le dispositif de prise en charge des mineurs délinquants. Ecartant une remise en cause de l'ordonnance de 1945, le gouvernement estime nécessaire « *de mettre en œuvre toutes les possibilités offertes par la législation en vigueur, tant en ce qui concerne les mesures éducatives que les sanctions pénales* ». Affirmant le principe de « *responsabilité pénale* » des mineurs, qui « *doit être mis en œuvre de manière systématique, rapide et lisible dans chaque acte de délinquance* », le gouvernement s'engage à débloquer des moyens pour assurer l'exécution des mesures qu'il préconise.

Afin de pallier les carences du système de prévention de la délinquance, une évaluation des moyens consacrés à l'aide sociale à l'enfance par les conseils généraux sera effectuée. Outre le lancement d'une campagne nationale sur le rôle éducatif des parents, le gouvernement a décidé de convoquer systématiquement les parents d'enfants délinquants à toutes les stades des procédures judiciaires afin de leur rappeller leurs responsabilités éducatives. Les parents défaillants seront poursuivis pour « *abandon moral ou matériel de l'enfant* », ainsi que ceux qui encouragent la délinquance de leurs enfants. L'utilisation des prestations familiales au profit de l'enfant sera systématiquement vérifiée lorsqu'un mineur aura commis un acte de délinquance, les mesures de suspension ou de mise sous tutelle des allocations devant être prises « *chaque fois que cela est justifié* ».

Afin de mieux répondre aux incivilités, « *les mineurs feront, dès la première infraction, l'objet d'un avertissement en présence de leurs parents par les services de police ou de gendarmerie* ». La compétence des brigades des mineurs sera étendue aux faits commis dans le milieu scolaire et le nombre des brigades de prévention de la délinquance juvénile de la gendarmerie sera porté de 10 à 20, dès 1998.

« TABLEAU DE BORD »

« *Un effort massif de formation* » des policiers sera effectué, et des postes de « *correspondant local police-jeunes* » chargé de tenir le « *tableau de bord* » de la délinquance des jeunes seront créés. Un « *plan d'action gouvernemental territorialisé* », engagé prioritairement sur 26 départements sera mené, fondé sur une coordination plus étroite entre préfets, procureurs et autorités académiques, dans le cadre des Contrats locaux de sécurité.

Cherchant à généraliser l'organisation des parquets en traitement en temps réel, le ministère de la justice recrutera et formera 200 délégués du procureur avant la fin de l'année et 300 en 1999. « *La réparation* [étant] *la première sanction qui doit être appliqué aux mineurs* », plusieurs milliers de mesures supplémentaires devraient être développées dès 1999, en association avec les collectivités locales. Les moyens permettant la mise en œuvre des travaux d'intérêt général seront également accrus. Pour permettre l'exercice effectif des mesures de liberté surveillée ou de contrôle judiciaire, les capacités d'accueil des centres de jour seront augmentés « *de plusieurs centaines* » de places en 1999 et des réseaux de volontaires et de bénévoles seront constitués.

Un dispositif diversifié d'hébergement sera monté « *permettant d'accueillir des mineurs 24 heures sur 24* ». Un ou plusieurs foyers réservés au moins de seize ans seront spécialisés dans les 26 départements prioritaires tandis de nouveaux foyers seront ouverts afin de permettre l'accueil de 120 mineurs supplémentaires en 1999. Les placements familiaux seront augmentés de 150 places et le nombre des Unités à encadrement éducatif renforcé (UEER), qui accueilleront des jeunes pendant trois à six mois, sera porté de 13 à 20 avant l'an 2000. Enfin, le gouvernement s'engage à améliorer les conditions d'incarcération des mineurs en créant des petits quartiers de 20 à 25 places en Ile-de-France et en instaurant un tutorat éducatif assuré par des éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse.

Cécile Prieur

(Lire aussi notre éditorial page 15.)

Les parties civiles dénoncent la « lâcheté » des assassins de Yann Piat

PROCÈS

DRAGUIGNAN

de notre envoyé spécial

« *Elle était jeune, elle aimait la vie, elle aimait ses filles, son pays, cette région de France où elle avait été élue sous différentes étiquettes, en 1986, 1988 et 1993.* » Devant la cour d'assises du Var, François Gibault, l'avocat de la seconde fille de la députée (UDF-PR), affirme plaider comme s'il était « *l'avocat de Yann Piat* ». Sa plaidoirie, lundi 8 juin, est structurée comme un réquisitoire et le ton n'est jamais emporté.

Evoquant la parlementaire, l'avocat loue son « *courage* » – « *courage politique de quitter, en 1988, le Front national, courage pour dénoncer ce qui se passait dans le Var* » – qu'il oppose à la « *lâcheté* » des assassins, qui ont tiré les premières balles dans son dos.

« *En tuant Yann Piat, c'est la République et le peuple qu'on a assassinés. Or en démocratie, le peuple est souverain.* [Ce meurtre] *est donc un crime de lèse-majesté.* »

« ZONES D'OMBRE »

Revenant sur les « *zones d'ombre* » sur lesquelles ont planché des « *journalistes en mal de sensation* », Me Gibault considère que « *la piste d'un commanditaire politique doit être écartée* ». Quand bien même celle-ci existerait, « *cela ne changerait rien à la culpabilité et à la responsabilité pénale* » des accusés.

Comme son confrère Me Bonetti, l'avocat de la première fille de Yann Piat, Me Gibault estime avoir vécu à l'audience « *la reconstitution de la bande du Macoma* », une poignée d'« *hommes qui n'ont cessé de mentir pour couvrir leurs chefs* ».

Et de distribuer les rôles : Lucien Ferri est un « *tueur professionnel* », Marco Di Caro, le pilote de la moto, un « *co-auteur sans lequel le crime n'est pas possible* », Gérard Finale, un « *commanditaire sans envergure* », « *remarquable et détestable comédien* ».

L'avocat s'inscrit pleinement dans la thèse de l'accusation et s'appuie sur les multiples aveux passés par les accusés lors de l'instruction. Gérard Finale voulait « *élargir son empire* » sur le monde de la nuit hyérois. Yann Piat, favorite aux élections municipales et donc possible futur maître de la police municipale et des autorisations saisonnières d'ouverture tardive des établissements de nuit, se trouvait sur son chemin. D'où la logique, selon lui, des exactions reprochées à plusieurs membres de la « bande », ponctuées de l'assassinat du député.

TROIS SOUTIENS

Parallèlement, Me Gibault évoque, au lendemain de l'assassinat, les marques d'attention de l'Assemblée nationale envers les filles de Yann Piat, puis l'abandon et la « *sécheresse de cœur* » qui s'ensuivirent.

Il indique que seuls trois soutiens dans la classe politique demeurèrent : celui de Gérard Longuet et celui de Philippe de Villiers. Du troisième homme, il lit une lettre manuscrite adressée à Angélique Piat en mai 1994. Elle est signée François Mitterrand.

Jean-Michel Dumay

DÉPÊCHES

■ **CORSE : le secrétaire général de la préfecture de Haute-Corse, Christian Rock, a été nommé sous-préfet de Contances** (Manche) par décret du président de la République. Ce mouvement annoncé dans le *Journal officiel* du 9 juin intervient dans le cadre d'un vaste renouvellement du personnel préfectoral et administratif en poste sur l'île.

■ **IMMIGRATION : une délégation des sans-papiers** qui occupent le temple protestant de Béthanie à Paris (20e) a été reçue, lundi 8 juin, à l'hôtel Matignon par un conseiller du premier ministre qui leur a proposé de transmettre leurs demandes de régularisation à M. Jospin. Un nouveau contact est prévu mercredi entre le gouvernement et ces étrangers, Turcs et Chinois, qui menacent de commencer une grève de la faim.

■ **VIOLENCES : un jeune homme a été sérieusement blessé** par un coup de fusil de chasse tiré, lundi 8 juin, lors d'une rixe entre bandes rivales dans la cité des Raguenets à Saint-Gratien (Val-d'Oise). La victime, qui a été blessée au thorax par une volée de plombs, mais dont les jours ne sont pas en danger, fait partie d'une bande de jeunes d'Epinay-sur-Seine, rivale d'une bande de Saint-Gratien.

■ **HUMANITAIRE : l'organisation humanitaire Equilibre, qui avait fait état récemment de graves difficultés financières**, a annoncé, lundi 8 juin, dans un communiqué, qu'elle avait déposé son bilan. Le 18 mai, son président, Alain Michel, avait indiqué que l'association, fondée en 1984 et spécialisée dans le transport humanitaire, avait besoin de 25 millions de francs pour se redresser et éviter le dépôt de bilan.

■ **ÉDUCATION : l'épreuve d'anatomie des examens de première année de médecine à Strasbourg**, qui concerne près de 850 étudiants, a été annulée à deux reprises et doit être organisée une troisième fois, jeudi 11 juin. Une succession d'erreurs a obligé le président du jury, le professeur Pierre Gerlinger, à prendre cette décision. Lors de la première session, des questionnaires manquaient dans certaines salles ; lors de la deuxième, des étudiants ont bénéficié de dix minutes d'épreuve en sus – (*Corresp.*).

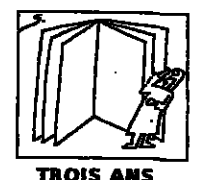
■ **JUSTICE : Michel Saleck, candidat du Front national depuis plusieurs années dans l'Aisne**, a été condamné à une peine de six mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Laon, jeudi 4 juin, pour agression sexuelle sur mineur de moins de quinze ans par ascendant ou personne ayant autorité. Les faits reprochés à Michel Saleck se sont déroulés en 1992, dans le cadre de son activité professionnelle d'enseignant d'arts plastiques au collège Le Nain de Laon. – (*Corresp.*)

هكذا من الأصل

Paris : les maires de gauche expérimentent la démocratie locale

Les nouvelles municipalités à mi-mandat. Le basculement à gauche de six arrondissements de la capitale a entraîné la mise en œuvre d'une politique différente en matière de concertation. Un banc d'essai qui pourrait constituer, pour les socialistes, le tremplin d'une conquête de la capitale

OÙ SE JOUE la bataille de Paris ? Dans les couloirs de l'Hôtel de Ville avec la guerre picrocholine entre Jean Tiberi et Jacques Toubon ? Ou dans les six arrondissements conquis par la gauche en juin 1995 ? Tous les protagonistes de la future superproduction municipale de 2001 semblent aujourd'hui d'accord sur un point : après des décennies de tutelle préfectorale, dix-huit ans sous l'autorité de Jacques Chirac et quelques mois d'« affaires Tiberi », les Parisiens ont soif de démocratie.



TROIS ANS APRÈS

La preuve en a été paradoxalement apportée, ces dernières semaines, par Jacques Toubon. Dans le programme de son groupe PARIS, lancé à l'assaut de Jean Tiberi, l'ancien conseiller de Jacques Chirac demande à la droite municipale de *« se tourner vers les Parisiens, pour les écouter, les comprendre et mieux répondre à leurs aspirations »*.

Le chapitre sur la démocratie n'avait été que discrètement placé en conclusion du programme « *Paris s'éveille* » de la gauche plurielle en juin 1995. Trois ans après, la thématique démocratique est devenue l'atout majeur des maires d'opposition dans la capitale. Bertrand Delanoë, le président du groupe socialiste au Conseil de Paris, annonce, d'ores et déjà, que le projet de la gauche aux élections de 2001 *« fera une grande place à la démocratie locale »*.

Toute la difficulté pour la gauche sera de faire entrer ces propositions dans le cadre contraignant de la loi Paris-Marseille-Lyon (PML). Celle-là limite les pouvoirs et les moyens des maires d'arrondissement dans les trois plus grandes villes de France. A Paris, pour 190 000 habitants, le maire du 20e arrondissement ne dispose que d'un budget d'investissement de 1,3 million de francs et de 340 000 francs pour l'animation de sa mairie (les dépenses d'investissement de la Ville atteignent au total plus de 6 milliards de francs). Comme à Marseille et à Lyon, c'est le maire de la ville qui détient presque tous les pouvoirs. Et, dans la capitale, la sécurité et la circulation restent du ressort du préfet de police.

CONSEIL DE QUARTIER

Trois années d'expérimentation d'une nouvelle pratique démocratique montrent cependant que si le besoin des Parisiens de participer à la vie de leur quartier existe, les réponses apportées par les maires de gauche ne sont pas uniformes. Michel Charzat est un peu le théoricien de la démocratie locale au PS. Dans les quartiers populaires du nord-est de Paris, le maire du 20e arrondissement a *« activé les initiatives des citoyens »*. Il a doté chaque conseil de quartier d'une commission culturelle, en lui fixant un objectif : organiser une fête à la fin du printemps, le 20e en cultures. *« Ainsi les gens cessent de s'ignorer,* explique Michel Charzat. *Ils prennent l'habitude de faire des projets ensemble. »*

Cette mobilisation festive et culturelle peut déboucher sur une autre forme d'action. Dans la zone du Bas-Belleville, la pression des associations, relayée par la mairie d'arrondissement, avait permis la remise à plat d'un projet d'aménagement (*Le Monde* du 1er avril). Le virage à 180 degrés de la Mairie de Paris sur ce dossier a suscité des vocations dans le secteur des Amandiers, où la première régie de quartier s'est mobilisée autour des problèmes d'urbanisme.

Roger Madec, maire (PS) du 19e arrondissement, a mis en place les mêmes outils que son voisin du 20e : cela fait partie de l'accord passé avec la liste des écologistes entre les deux tours en juin 1995. Les dix conseils de quartier se réunissent une fois par trimestre. Le droit de pétition permet aux habitants de faire inscrire un débat à l'ordre du jour du conseil d'arrondissement. Malgré l'hostilité de la Mairie de Paris, des référendums sont organisés sur les dossiers chauds. Un vote va être organisé, le 13 juin, pour demander l'abandon de l'axe rouge de l'avenue Jean-Jaurès.

Malgré les succès enregistrés dans les négociations avec la Ville de Paris, Roger Madec s'interroge. *« Les conseils de quartier permettent de renouer le dialogue social,* dit-il. *Mais il nous faut de plus en plus concilier les demandes contradictoires des uns et des autres. La démocratie locale peut se révéler être un outil de gestion à double tranchant : nous faisons naître des aspirations que nous ne pouvons pas forcément satisfaire. »*

Ces doutes n'ont pas échappé aux battus de 1995 dans ces deux arrondissements. Dans le 20e, Didier Bariani (RPR) admet bien volontiers qu'il a fait les frais d'un urbanisme *« trop lourd »*, et que sa présence sur le terrain n'aurait pas dû faire l'économie de véritables structures de concertation.

Devenu adjoint au maire de Paris depuis sa défaite dans le 19e, Michel Bulté (RPR) estime, lui-aussi, que *« le système mis en place par la gauche s'essouffle »*. En se réclamant des résultats obtenus à Belleville, le successeur d'Anne-Marie Couderc à l'urbanisme, prône la concertation à tous les niveaux, y compris pour la ZAC Paris-Rive-Gauche, « domaine réservé » de Jacques Toubon. *« On a tout à y gagner,* dit-il. *Les habitants des arrondissements de gauche sont souvent déçus parce qu'ils n'ont pas de réponses aux questions qu'ils posent. Sur la sécurité en particulier. »*

Ainsi pour Tony Dreyfus, le maire socialiste du 10e arrondissement, la démocratie locale peut présenter des accrocs inattendus. Devant l'hostilité bruyante de nombreux habitants à l'ouverture d'un centre pour toxicomanes, le maire a fait appel, mardi 26 mai, aux CRS afin de faire évacuer la salle du conseil municipal, et le gouvernement a dû nommer un médiateur.

« LE DROIT À LA PAROLE »

Tony Dreyfus s'enorgueillit cependant d'avoir renoué le dialogue avec les communautés étrangères, très nombreuses dans cet arrondissement du centre de Paris : *« Il fallait intégrer à la vie démocratique ceux qui n'avaient pas le droit à la parole »* ; pour éviter l'apparition de ghettos, la mairie d'arrondissement appuie les associations d'accueil, d'alphabétisation et de soutien scolaire. *« Ce rôle de médiateur est essentiel »*, explique Tony Dreyfus.

Dans le 3e arrondissement, Pierre Aidenbaum (PS) tente de concilier les intérêts des habitants du quartier et de ceux qui n'y viennent que pour travailler : les propositions du futur Plan de déplacement urbain (PDU) ont été discutées rue par rue, puis présentées en public au Théâtre Déjazet, avant d'être transmises au maire de Paris. Avec Michel Charzat et Roger Madec, Pierre Aidenbaum préside le club de réflexion « Le Paris des citoyens » qui souhaite étendre à l'ensemble de la capitale les pratiques d'innovation démocratique et demander pour cela la modification de la loi PML.

Daniel Vaillant, maire (PS) du 18e et ministre des relations avec le Parlement, ainsi que Georges Sarre, maire (Mouvement des citoyens) du 11e, restent prudents devant cette initiative. Pour le premier, les « forums associatifs et citoyens » organisés après les élections de 1995 ont simplement permis de mettre au point un contrat pour le 18e arrondissement. *« La municipalité a pris ses responsabilités et a préparé un programme jusqu'en 2001,* explique Daniel Vaillant. *Mais cette démarche a ses limites : la bonne volonté du maire de Paris et les antagonismes locaux. »*

Georges Sarre avoue ses réticences, faute de réels pouvoirs au maire d'arrondissement : *« Il ne faut pas faire croire aux Parisiens que nous pourrons résoudre tous leurs problèmes. »* Il n'y a pas de comités de quartiers dans le 11e arrondissement, mais des conseils des enfants et des anciens. Le maire cherche avant tout à y faire appliquer la loi PML en récupérant la gestion des équipements de proximité.

La démocratie locale n'est-elle pour autant qu'un « *habillage politique* » comme le prétend Jacques Dominati, premier adjoint (UDF) au maire de Paris malgré sa défaite dans le 3e arrondissement ? Pour Richard Vitte, qui préside deux associations dans le 20e, *« le climat a manifestement changé dans les mairies de gauche, mais l'attente des Parisiens est maintenant très forte dans ces arrondissements. Faute de résultats, comme sur la sécurité et l'immigration, ils pourraient être tentés de s'adresser à nouveau à la droite pour obtenir satisfaction. »*

C. de C.

Prochain article : Le Havre

36 600 fonctionnaires

- **Population :** 2 157 000 habitants
- **Taux de chômage :** 12,3 % (décembre 1997)
- **Taux des impôts locaux :**
  - taxe d'habitation (ville et département) : 11,43 %
  - foncier bâti : 7,39 %
  - foncier non bâti : 14,05 %
  - taxe professionnelle : 12,85 %
- **Fonctionnaires :**
  - Ville : 34 817
  - département : 1 783
- **Budget 1998 :**
  - recettes de fonctionnement : 27,103 milliards
  - dépenses de fonctionnement : 24,971 milliards
  - recettes d'investissement : 4,158 milliards
  - dépenses d'investissement : 6,290 milliards

TROIS QUESTIONS À...

JEAN TIBERI

1 Que pensez-vous des expériences de démocratie locale que tentent de mettre en place les maires d'arrondissement de gauche ?

Il appartient bien aux maires d'arrondissement d'animer la vie locale, mais il ne faut pas singer abusivement la démocratie représentative par des votes qui n'ont aucune valeur légale et qui ne s'adressent qu'à un nombre très limité de citoyens. Il faut ensuite éviter l'appropriation d'un certain nombre de structures locales par des minorités. Il ne faut pas non plus accroître la complexité des institutions locales au détriment de la seule instance locale élue qui compte véritablement : celle du conseil d'arrondissement qui est consulté par la Ville sur tout projet touchant son territoire. Certains maires d'arrondissement ont voulu structurer les comités d'initiative et de consultation : je n'y vois pas d'inconvénient dès lors qu'il s'agit de la volonté unanime de tous les participants et que la loi est respectée, qui suppose la stricte égalité de droits de chaque association.

2 Souhaitez-vous développer la participation des Parisiens à la vie locale ?

La Mairie de Paris, seul niveau de compétence de plein exercice, anime des commissions extra-municipales et des structures de concertation avec les forces vives parisiennes. Elle conduit sur le terrain des actions de participation à l'occasion, notamment, d'opérations d'urbanisme. J'en ai administré la preuve à Belleville, au faubourg Saint-Antoine, à Alésia-Montsouris. J'envisage de tenir prochainement une grande réunion avec l'ensemble de nos partenaires pour tirer le bilan de l'ensemble de ces expériences et pour les développer au cours de la deuxième partie de ce mandat.

3 La loi doit-elle évoluer pour augmenter les pouvoirs et les moyens accordés aux maires d'arrondissement ?

Elle doit d'abord être appliquée à la lettre. Une réforme de la loi qui irait dans le sens de l'institution de 20 mairies dotées de compétences élargies, avec leurs budgets et leurs personnels propres, gérant des équipements placés sous des régimes différents, et des services offrant des prestations variables, irait à l'encontre de la nécessaire unité parisienne. En revanche, je suis favorable à tout ce qui peut accentuer la concertation, le dialogue, et l'expression des aspirations des habitants de nos quartiers.

Propos recueillis par Christophe de Chenay

HORIZONS

DOCUMENT

La liberté en trompe-l'œil de Salman Rushdie

Bernard-Henri Lévy a accompagné l'auteur des « Versets sataniques » dans les rues de Londres. Homme traqué, homme de l'ombre, il parle de littérature, de son fils, de la mort de Lady Di, de sa nausée de la politique. Portrait d'un homme trop seul pour être libre

DEUX ans que je ne l'avais pas revu. Je le trouve rajeuni. Aminci. Une allégresse nouvelle dans le visage, et dans la voix.

« Comment ça va ?

– Ça va. J'irais mieux sans ce foutu problème. Mais enfin je vais bien. Comme toujours, quand je suis dans les dernières pages d'un roman. C'est un moment très excitant. »

Les deux gardes du corps sont restés sur le palier, au deuxième étage de cet hôtel du centre de Londres où Scotland Yard, comme chaque fois, a fixé notre rendez-vous. Oreillettes. Têtes de héros de John Le Carré. Je n'ai pas eu droit, avant son arrivée, au manège habituel : flicage du hall, interception discrète de mes coups de téléphone, fouille de la chambre. Signe que la surveillance se relâche ? Et, donc, la pression ?

« Oui et non. Ne vous y fiez pas. Les Iraniens, s'ils savaient comment me tuer, me tueraient. Savez-vous qu'ils ont arrêté, en quelques années, une trentaine de faux diplomates liés à la fatwa et que, récemment encore... »

Il s'arrête. Le regard désarmé tout à coup. Quelque chose de méfiant, mais aussi de fragile, dans le sourire. Je pense à ce que j'ai appris, le matin même, de la bouche d'un responsable de la police : qu'on a, récemment encore, arrêté et expulsé trois présumés tueurs ; que son contact avec Interpol, plus espacé depuis un an, est redevenu hebdomadaire ; bref que le temps passe mais qu'il demeure le même terrible condamné-traqué, poursuivi sans répit, à cause de quelques pages d'un livre magnifique paru voici neuf ans.

« Une chose, peut-être, a changé, poursuit-il, tassé dans son fauteuil – les mains fourrées, comme s'il avait froid, dans les poches de sa veste de tweed, puis dans la laine du gilet, boutonné bas, qui lui donne l'air d'un médecin en visite. *J'ai comme un sixième sens, maintenant, qui me permet de savoir, à chaque instant, instinctivement, ce que je peux faire et ne pas faire. J'y pense constamment. Il n'y a pas une seconde de la vie où je n'aie la menace présente à l'esprit. Mais j'ai cette perception automatique de ce qui est OK ou pas OK. Et puis j'écris. Je suis dans ce nouveau roman. Et quand je suis dans un roman, la vie a une autre saveur. Qu'est-ce que vous buvez ? Du thé ? Pourquoi ne demandez-vous pas un peu de café ? »*

Le visage lumineux de nouveau. Une moue complice, à l'évocation du roman en cours. Il n'a jamais cessé de le répéter : on l'a condamné à mort pour l'empêcher d'écrire ; écrire est, par conséquent, la seule façon de résister à la mort annoncée.

« Vous savez ce qui m'a le plus fait souffrir au moment de la fatwa ? C'est que les gens n'avaient pas l'air de comprendre ce que c'était qu'écrire un livre. "Il aurait dû savoir les risques qu'il prenait", disaient-ils. Ou bien : "Ces Versets étaient une provocation, pour offenser les musulmans." Inutile de vous dire que l'idée même d'écrire un livre pour offenser les musulmans ne m'a jamais traversé l'esprit : si je veux insulter quelqu'un je le fais en deux phrases ; pourquoi irais-je dépenser, pour cela, cinq ans de ma vie et un quart de millions de mots ? »

Est-ce qu'il lui est arrivé de douter, lui aussi ? de désespérer ? Est-ce qu'il n'a jamais regretté, par exemple, la publication des *Versets* ? Le regard sombre, de nouveau. Un hochement de tête qui veut dire : « Ne parlons plus de ça, c'est de l'histoire ancienne. » C'est son air d'il y a huit ans, lors de notre première rencontre, à Helsinki, à l'époque où François Mitterrand et Roland Dumas lui refusaient son visa d'entrée en France – banni, pestiféré, presque coupable d'exister.

« Regretter le livre, non. Mais douter de mon métier, douter que tout cela ait un sens, oui, peut-être. Car mettez-vous à ma place. Pour la première fois de ma vie, je me suis dit : "Si c'est ça mon salaire, si c'est ça que je récolte pour avoir fait une œuvre d'art, alors à quoi bon ? Autant faire autre chose, de la polémique, de la politique, n'importe quoi, mais plus de littérature". »

Cette barbe couleur de plomb, dans la lumière trop tamisée de la lampe... Ce visage de Christ byzantin... Les célèbres yeux en demi-lune, qui lui font un regard embusqué... Homme de l'ombre. Voué à l'ombre et au secret. Il est la personne au monde qui connaît peut-être le mieux l'univers de la clandestinité. Il pourrait, s'il le voulait, écrire des romans policiers, créer un groupe terroriste ou un réseau d'espions, fomenter une conspiration. Que fait-il de cette prodigieuse expérience accumulée ? Sait-il qu'il a là une matière littéraire extraordinaire et qu'en fait-il ?

« Ça finira par sortir, bien sûr. Plus vite, même, que vous ne le pensez. Mais... »

On frappe à la porte. C'est le café. Il fait mine d'aller ouvrir, puis se ravise avec une grimace : *« Où ai-je la tête ! J'oublie toujours ces fichus gardes du corps ! »*

« La seule question c'est la forme, poursuit-il après qu'est reparti le garçon d'étage (flegmatique – pas plus surpris que ça de tomber sur Salman Rushdie...). *Une autobiographie ? Un journal ? Une œuvre d'imagination ? Jusqu'ici je n'ai pas eu la tentation de l'autobiographie. Mais aujourd'hui, je ne sais plus. Car ce qui m'arrive est tellement extraordinaire, tellement unique, que peut-être la meilleure chose à faire est de coucher les choses sur le papier. Juste comme ça, sur le papier. Je ne sais pas. »*

Le ton, cette fois, me surprend. Cette nuance, que je ne lui connaissais pas, d'autosatisfaction, presque de fierté.

« Fier n'est pas le mot. Mais c'est vrai que peu d'écrivains se sont trouvés au centre d'un événement historico-mondial de cette importance. Ce genre de choc ne concerne jamais un écrivain, n'est-ce pas ? Ça concerne des groupes, des peuples, des grandes masses. Or la mécanique, là, s'est inversée. Toute la pyramide du monde s'est mise à reposer sur la pointe d'un seul homme. Quelle position extraordinaire ! En un sens, quel privilège. »

J'insiste. Est-ce qu'il continue, comme les premières années, de vivre tout cela comme un drame, une catastrophe absolue – ou est-ce qu'une part de lui-même se satisfait, s'honore même, de ce « privilège » – élection noire, palme du martyre et du blasphème ?

« Oh ! le privilège... Je renoncerais bien au privilège... »

Il a pris, pour le dire, un ton très « Woody Allen » – plaintif, faussement modeste.

« J'aimais bien ma vie d'avant. Je ne l'aurais échangée pour rien au monde. Mais bon. Qu'est-ce que je peux faire ? Quand le destin vous rattrape, quand vous devenez une cible de l'Histoire, quand vous éprouvez dans votre chair cette expérience de l'exil intérieur, de la précarité absolue, qui est l'expérience fondamentale du XXe siècle, vous ne pouvez pas faire comme si ça n'avait pas eu lieu. Il faut assumer. Sans pour autant, bien sûr, devenir l'otage de son propre sort. Sans devenir un symbole, une fatwa vivante et montée sur pattes... »

Autre question, alors : croit-il qu'il redeviendra jamais un écrivain comme les autres ? Ou est-il voué, jusqu'à la fin, à ce statut d'écrivain des limbes, adresse inconnue, enfants sans visage, etc. ? Il réfléchit. Il hésite. Un coup de téléphone de la sécurité – routine, sans doute – lui laisse quelques secondes.

« L'aspect policier peut s'arranger. Il s'est déjà arrangé, il n'y a donc pas de raison qu'il ne s'arrange pas encore. Peut-être pourrai-je, un jour, voyager normalement. Peut-être n'aurai-je plus ces gardes du corps derrière la porte. Mais revenir à la case départ, non, c'est impossible. C'est ma vie, maintenant. C'est mon destin. »

Autre question encore – autre manière, plutôt, de poser la même question : est-il toujours lu comme un écrivain ? S'il ratait un livre, par exemple, s'il écrivait un mauvais livre, les gens oseraient-ils le dire ?

« Oh ! Rassurez-vous ! Ils n'attendent que ça ! Je les voyais venir au moment du dernier roman, Le Dernier soupir du Maure. *Ils rêvaient de pouvoir dire : "Ça y est ! ce pauvre Rushdie est fini, les ayatollahs ont eu sa peau." Manque de chance, le livre était bon... »*

Rire canaille, style : *« quel bon tour je leur ai joué. »* L'espace d'un instant, j'imagine le Salman d'avant : rigolard, facétieux, peut-être un peu voyou. Mais il se lève. Il fait un petit geste : *« allons ! tout ça n'a pas d'importance. »* Et, à brûle-pourpoint, enchaîne.

« Vous avez vu l'exposition Cartier-Bresson ?

– Non, je n'ai pas vu l'exposition Cartier-Bresson. » Qu'à cela ne tienne ! Nous voici partis, bras dessus bras dessous, suivis par les gardes du corps ahuris, sur le chemin de la Portrait Gallery qui expose, en effet, une série de « portraits d'écrivains » d'Henri Cartier-Bresson.

J'AI souvent vu Salman Rushdie. Je l'ai vu à Londres, à Paris, à Helsinki, à Paris encore. Nous nous sommes retrouvés dans des restaurants, chez des amis communs, dans des colloques. Mais c'est la première fois que je me trouve ainsi, avec lui, dans la rue, sans dispositif de sécurité particulier – un écrivain normal se baladant presque normalement avec un vieux camarade qu'il emmène voir une expo. Eh bien, deux informations. La première : il semble coutumier du fait ; ce proscrit, ce damné, cet homme que l'on imagine enfermé dans sa prison sans murs, se promène, en homme apparemment libre, dans les rues de Londres, la nuit. Et la seconde : tout le monde, bien sûr, le reconnaît ; il est aussi populaire, ici, que Paul MacCartney ou le prince Charles ; mais, comme le garçon d'étage de tout à l'heure, les gens, sur son passage, font comme si de rien n'était ; ils voient l'un des hommes les plus menacés du monde, ils croisent et identifient une cible dont la tête vaut deux millions et demi de dollars – et tout se passe comme s'ils n'avaient qu'une idée, un réflexe : lui foutre la paix.

Je pense au déploiement sécuritaire qui accompagne chacune de ses visites à Paris : flics, voitures blindées, tireurs d'élite sur les toits.

Je pense à l'histoire si drôle – et si terrible – du vol Air Inter Strasbourg-Paris : tout le monde a embarqué ; le gros avion, au milieu de la piste, dans la nuit, moteurs déjà vrombissant, n'en finit plus d'attendre son mystérieux dernier passager ; et le voici qui surgit enfin, au bout d'une heure, dans un désordre de sirènes, gyrophares, gendarmes au pied de la passerelle – la tension est si forte qu'il y a une vieille dame qui, lorsqu'elle le voit apparaître à l'avant de l'appareil, pousse un cri, s'évanouit et doit être, d'urgence, évacuée.

Je pense à notre visite à Douste-Blazy, alors ministre de la culture : il n'avait rien à lui demander, ce jour-là, *ni geste politique spécial ni* prise de position publique ; il voulait juste un visa qui lui permette de passer des vacances en France, de vraies vacances, sans interviews, sans rodéo, sans ce cirque médiatique qui fait de lui une bête de foire autant qu'un écrivain ; il voulait juste le droit de venir marcher dans Paris comme il le fait dans Londres, ce soir, avec moi.

« Vous vous déguisez, parfois ?

– Jamais.

– Une casquette, des lunettes de soleil ?

– Quand il y a du soleil je mets des lunettes de soleil.

– C'est quoi ? De l'orgueil ?

– Non. De l'efficacité. Ce genre de truc ne marche pas. Les gens se disent : "Qu'est-ce que ce type qui a l'air déguisé, qui se cache ?" Et ça attire encore plus l'attention. »

> « L'idée même d'écrire un livre pour offenser les musulmans ne m'a jamais traversé l'esprit : si je veux insulter quelqu'un, je le fais en deux phrases ; pourquoi irais-je dépenser, pour cela, cinq ans de ma vie et un quart de million de mots ? »

J'essaie de le faire parler de son existence de tous les jours. Sa femme, que j'avais rencontrée à Helsinki. Sa maison, sorte de *« safe house »* dont seul Scotland Yard connaît l'adresse – comment est-ce possible ? n'a-t-il pas des voisins ? Son premier fils : il était enfant quand nous nous sommes connus – est-il vrai que c'est, maintenant, un adolescent parti faire ses études dans une université lointaine ? Nous parlons de lui, Salman, des petits riens de sa vie et de ce que ces neuf années de traque ont changé dans son caractère : une patience qu'il n'avait pas ; une indulgence ; le fait, aussi, qu'il rit moins ; oui, c'est le principal changement ; il a toujours, bien sûr, ses « copains de rire » : Martin Amis, d'autres ; mais il y a de plus en plus de moments où il se sent triste, mélancolique.

Nous parlons, encore, cinéma. Son projet de film en Inde, auquel il tenait tant et qui vient de tomber à l'eau. Les films récents qu'il a aimés : *Titanic*, comme tout le monde ; *L.A. Confidential* à cause de Kim Basinger. Il va moins au cinéma, d'accord : mais c'est, comme tous les pères de famille, à cause du nouveau bébé.

« Comment s'appelle-t-il ?

– Milan.

– A cause de... ? »

Sourire faussement ingénu. Air de jubilation contenue. Je sais qu'il a un mot – un bon mot ? – au bout de la langue, mais qu'il se retient.

« J'aime beaucoup Milan Kundera. Mais Milan ça veut aussi dire, en hindi : mélangé, métissé. Voilà. Une maman anglaise. Un papa qui vient de l'Inde et qui ne s'occupe que de métissage. C'est un hommage à ce métissage indien, que j'ai tellement aimé... »

Malaise. Silence. Le bruit de nos pas, seulement, sur le macadam de Kensington Street. Un couple d'excentriques – cheveux mauves pour lui, anneaux dans le nez et la lèvre pour elle – lui adressent un regard un peu plus appuyé : mais peut-être le voient-ils juste comme un des leurs, un autre excentrique anglais.

« Cette mélancolie nouvelle... Ce n'est pas seulement la fatwa. C'est aussi l'Inde. La perte de l'Inde. Le fait de savoir, tout à coup, que je n'y retournerai sans doute jamais. C'est le sujet, en un sens, du livre sur lequel je travaille. J'ai, en écrivant ce livre, le sentiment presque physique que mon style, mon art, sont en train de quitter l'Inde. »

Nous sommes arrivés à la hauteur de Picadilly. Un autre passant s'approche. Imperceptible mouvement des *bodyguards*. Lui, rien. Toujours cette souveraineté, ce sang-froid du type qui sait, et qui s'en accommode, que la mort peut le cueillir là, n'importe où, à tout instant.

« Vous êtes Salman Rushdie ?

– I hope so... I do my best... » Le passant rit. Salman rit. Les deux flics se détendent et rient aussi.

« Occupez-vous bien de lui, dit l'homme en s'éloignant. *Hein, on compte sur vous : il faut bien s'occuper de lui, bien le protéger... »*

Et Salman :

« Je suis content que vous voyez ça... Il y a l'establishment qui me déteste. Il y a tous ces salopards qui pensent que je me suis fait de la pub avec la fatwa. Mais il y a le peuple qui, lui, a toujours été formidable avec moi. »

A propos de cet establishment qui le tolère, en effet, sans l'aimer, je lui rapporte une conversation avec Jimmy Goldsmith, quelques mois avant sa mort, à Los Angeles : *« écrivain illisible ; ne doit d'exister qu'à la fatwa. »* Lui me raconte Douglas Hurd, incarnation du philistinisme britannique et de sa haine de l'art : *« monsieur Rushdie ne semble pas comprendre les règles de la démocratie anglaise. »* Mais qu'importe ! La vie est belle. Salman Rushdie, ce soir, est un homme libre.

NOUS sommes à la Portrait Gallery. La dame des tickets fait comme si elle ne le reconnaissait pas. Un type sort un petit appareil photo, mais non, il change d'avis et feint de s'intéresser au prix du catalogue. Et voilà donc Salman, très gai, très enjoué, courant d'un portrait à l'autre, comme à travers un album de famille : Beckett ; Truman Capote, derrière un feuillage ; Gracq – je n'ai pas l'impression qu'il connaisse si bien la littérature française, mais il a l'air d'admirer Gracq ; Jean Renoir – toujours le cinéma ; Sontag et Pinter, ses amis ; Le Carré, son ennemi... Au fait, que s'est-il exactement passé avec Le Carré ?

« Oh ! pas grand-chose ! Au moment de la fatwa il avait fait un article qui m'était resté en travers de la gorge. Or voilà que, neuf ans après, il se fait taxer d'antisémitisme à la suite de je ne sais plus quel livre. Alors, trouvant l'attaque en effet très injuste, j'écris un petit texte pour dire : "peut-être Monsieur Le Carré comprend-il mieux, maintenant, ce que c'est que d'être attaqué par des intolérants." Il le prend mal. Il me répond. Je lui réponds. Et voilà.

– C'est votre première polémique littéraire depuis la fatwa ?

– Oui. Et ça m'a fait du bien. Car il y en avait marre. Ça faisait neuf ans que je me faisais injurier au nom de la liberté d'expression et j'ai donc dit : il y en a marre... » Il file vers un portrait de Carson McCullers – œil écarquillé, air d'un oiseau pris au piège.

« Remarquez : je suis le contraire d'un rancunier. Imaginez qu'il entre là, dans cette galerie... Tiens, Nancy Cunard en 1956 : quelle beauté encore, hein ? Je lui dirais : "Hello, John, how are you ? Allons prendre un verre et parler du bon vieux temps, quand nous militions, ensemble, pour les sandinistes du Nicaragua". »

Quelqu'un s'approche. Ce n'est pas Le Carré, mais un jeune homme, cheveux longs, cape noire, airs de mystères. Il est écrivain. Il a une amie, spécialiste justement du Nicaragua, qui vient de publier un texte dans la revue littéraire britannique *Granta* et aimerait le rencontrer. Salman écoute. Il a le sourire courtois, mais distant, du grand écrivain alpagué par un admirateur. *« Mon agent... Si, si, mon agent, c'est le plus simple, le courrier arrive toujours... »* Mais il court déjà vers l'autre salle. Un portrait d'Aragon, qu'il tient à me montrer : superbe en effet, visage aigu, une lueur froide dans le regard.

« L'establishment, encore : vous souvenez-vous, lui dis-je, *de ce déjeuner à l'ambassade d'Angleterre à Paris, où le prince Charles m'avait dit que vous coûtiez trop cher à l'Angleterre ?*

– Evidemment, je m'en souviens ! Vous l'aviez raconté dans un journal. Un de mes amis avait renchéri : "ça coûte peut-être cher de protéger Salman Rushdie, mais ça coûte encore plus cher de protéger le prince Charles qui n'a, que je sache, pas publié grand-chose d'intéressant." Les journalistes m'appellent. Ils me pressent de réagir. Et comme je vous donne, évidemment, raison, voilà tous ces sales tabloïds – habitués à consacrer des pages et des pages aux relations de Charles avec Diana ou Camilla Parker Bowles – qui me tombent dessus sur le thème : "le salaud ! le traître ! voilà comme il traite son futur roi !". Toujours la même histoire. Toute l'Angleterre a le droit de faire de Charles une plaisanterie nationale à cause de l'affaire Camilla et je n'ai pas le droit, moi, de dire qu'il n'est pas un écrivain... »

Est-ce qu'il l'a déjà rencontré ? Non, pas Aragon. Charles. Est-ce qu'ils se connaissent un peu ou est-ce que cette antipathie sort de nulle part ?

Oui, me répond-il, la mine désolée. Ils étaient à Cambridge au même moment. Ils se croisaient *dans des cours de théâtre*. Et ils n'avaient, c'est le moins qu'on puisse dire, déjà pas beaucoup d'atomes crochus.

Et Diana ? Est-ce qu'il a connu Diana ?

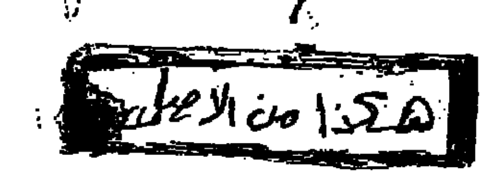
Là, en revanche, son œil s'allume. C'était juste avant la fatwa. On lui a offert, pour son anniversaire, de belles places, à Covent Garden. Il est assis. Et voici que survient, à la place voisine, une belle personne – enfin belle n'est pas le mot... disons l'une des femmes les plus élégantes, les plus *glamourous*, qu'il ait jamais rencontrées : ils se reconnaissent, elle n'a probablement pas lu ses livres mais a la courtoisie de faire comme si. Bonsoir ? Bonsoir. Echange de propos. Rideau.

Sa mort, alors ? Est-ce que sa mort l'a ému ?

Oui. Terriblement. Il est aux Etats-Unis quand ça arrive. Mais l'une des premières choses qu'il fait, à son retour, deux jours après, est de se précipiter à Kensington Palace.

« Kensington Palace ?

– Oui. Avec les gens. Je voulais être



هكذا من الأصل



STEVE PYKE / NETWORK

là, au milieu des gens. C'est comme les obsèques... Vous avez vu les obsèques à la télévision ? Le cortège. La foule énorme et recueillie. Le silence absolu dans les rues – sauf le bruit, très beau, du sabot des chevaux qui tirent le cercueil. Et ensuite, à l'arrivée à Westminster, cet applaudissement qui monte de la foule et entre dans l'abbaye... »

Il se rapproche d'un portrait, très « posé », de Faulkner. Prend du recul. Se rapproche.

« Quel dommage qu'il n'ait jamais photographié Hemingway.. Est-ce qu'on peut aimer à la fois Faulkner et Hemingway ? Mourir, sous un tunnel, parce qu'on ne veut plus être pris en photo, quelle histoire, hein ! quelle histoire !

Puis, revenant vers Faulkner et, ensuite, vers un portrait en situation, trop solennel, de Balthus.

« La question c'est quand même : pourquoi sa mort nous a-t-elle à ce point impressionnés ? Parce qu'elle n'avait aucun sens et que chacun a pu y mettre le sens qu'il souhaitait. Imaginez qu'elle soit morte à cause d'une mine antipersonnel. C'était une mort précise. Avec une signification précise. Eh bien, l'émotion aurait été moindre. Alors que là, c'est une mort vide, donc pleine de sens contradictoires. »

Là, c'est le Salman « intello » qui reprend le dessus. C'est le lecteur, post-moderne, de Lyotard et Baudrillard. Mais je retiens qu'il y a un autre Salman qui, le 3 septembre, est allé passer deux heures avec la foule des midinettes britanniques pleurant la mort de leur princesse.

LA rue, à nouveau. Il fait nuit. Un vent léger s'est levé et nous marchons d'un pas plus vif. La Queen's Gallery. Albemarle Street, où il me montre l'agence de publicité où il a travaillé il y a trente ans. Le Club Atheneum où Angus Wilson l'a invité un soir et dont il n'a qu'un souvenir : *« il n'y avait pas de femmes. »* Il aime Londres, décidément. Il aime marcher dans Londres. A nouveau, je devine celui qu'il a dû être et qu'il a, ces derniers mois, sans doute décidé de redevenir : paysan de Londres, poète de la ville et du béton – un autre Salman Rushdie que j'imagine, certains soirs, seul, faussant compagnie à ses anges gardiens et allant, dans les bas quartiers de Londres, refaire les itinéraires des *Versets*. Baudelaire à Bruxelles... Aragon, et ses rêves éveillés dans le Paris surréaliste... Ou bien une autre manière – qui sait ? – de défier les possibles bourreaux...

Nous parlons de la mort. Il y pense bien sûr. Il s'y attend. Mais comme tout le monde. Pas plus que tout le monde. Il a tant d'amis, me dit-il, qui sont morts jeunes, ou assez jeunes. Il a tant de vieux copains qui sont morts là, à notre âge, aux abords de la cinquantaine : sida, cancer, crise cardiaque.

Nous parlons de la Bosnie. Notre projet de voyage en Bosnie, en 1994, au plus fort de la guerre. Lui avais-je dit, à l'époque, l'enthousiasme, puis la déception, des intellectuels de Sarajevo ? Lui avais-je raconté l'évolution d'Izetbegovic – réticent, presque hostile et puis, finalement, convaincu ? Et Boutros Ghali – sait-il que l'affaire avait dû remonter jusqu'à l'ONU et que c'est lui, Boutros, qui avait personnellement mis son veto ? Nous parlons également de l'Algérie. Les massacres. La terreur. Tous ces journalistes, ces artistes, assassinés. Qui sait, lui dis-je, si les Algériens ne paient pas le prix de notre lâcheté – qui sait si ce n'est pas la même « bombe anti-Rushdie » qui s'est miniaturisée et s'il n'aurait pas fallu la désamorcer à Londres pour l'empêcher de proliférer à Alger ! Il est moins certain que moi de savoir « qui tue qui ». Il pense que les militaires ou, du moins, certains d'entre eux, sont moins clairs que je ne le dis. Mais, sur le fond, nous sommes à nouveau d'accord.

« Le vrai problème, dit-il, *c'est l'islam. Est-ce qu'on peut continuer de dire que l'islam est innocent de ce qui se passe en Algérie ? Est-ce qu'il n'y a pas, dans la structure même de l'islam, quelque chose qui permet l'Algérie – mais aussi les talibans, le Soudan, l'Iran, etc. ? Je sais que la question est politiquement très incorrecte. Mais il faut la poser. Il faut avoir le courage de rompre avec cette opposition bidon entre un islam réel et un pur islam idéal. Qu'est-ce qui, dans l'islam, rend possibles l'Algérie et les talibans ? Qu'est-ce qui, dans l'islam idéal, est responsable de ce qui se fait en son nom ? Voilà la question. »*

« La haine, chez les islamistes, de la culture ne peut être déconnectée de ce que le Coran dit des poètes : tous des menteurs ! des inutiles ! Pourquoi s'embêter avec des poètes quand on a le livre des livres, c'est-à-dire le Coran ? »

Je lui fais observer que c'est, *mutatis mutandis*, la question que nous posions à propos du communisme : mais au bout de combien de temps ? au prix de quels débats, querelles byzantines, aveuglement ?

« Raison de plus pour, cette fois-ci, aller plus vite. Prenez la culture : il est clair que la haine, chez les islamistes, de la culture ne peut pas être déconnectée de ce que le Coran dit des poètes – "tous des menteurs ! des inutiles ! pourquoi s'embêter avec des poètes quand on a le livre des livres, c'est-à-dire le Coran ?" Prenez les femmes ; prenez la façon qu'ont les talibans de les encager comme des oiseaux de nuit : est-il concevable que ça n'ait pas de lien avec la lettre d'un livre qui dit (c'est toute l'affaire des versets dits "sataniques") que Dieu ne peut avoir de filles et que l'idée même d'une créature féminine habitée par l'essence divine est une idée sacrilège ? »

L'oreillette d'un des gardes du corps grésille. Il presse légèrement le pas, nous devance. J'ai l'impression que nous évitons une rue, à droite. Salman poursuit.

« Alors l'autre question, bien sûr, c'est : est-ce que l'islam donne forcément ça ? Est-ce qu'on peut imaginer un islam corrigé, amendé – un islam compatible, en un mot, avec les droits de l'homme ? A quoi je réponds deux choses. Primo, *mon expérience personnelle : celle d'un islam indien qui, parce qu'il était minoritaire, n'avait rien à faire avec l'Etat et restait une affaire de conscience.* Secundo, *l'existence, dans des âges reculés, au XIIe siècle, de gens qui, sans être libéraux, tenaient le raisonnement suivant : Dieu, parce qu'il est Dieu, n'a rien de commun avec les humains ; parce qu'il n'a rien de commun avec les humains, il n'est par définition pas doué de langage ; n'étant pas doué de langage, il ne peut pas être,* stricto sensu, *l'auteur du Coran et le Coran n'est plus, donc, que l'interprétation, en mots humains, d'une ineffable Parole ; raisonnement qui, observez-le, ruine les bases du fondamentalisme et légitime les querelles d'interprétation, la glose, d'une certaine façon la démocratie... Ces courants, bien sûr, ont toujours été minoritaires. Mais enfin, ils ont existé ! Précieuse leçon, n'est ce pas – politique autant que théologique... »*

Je m'avise, en l'écoutant, qu'il parle finalement moins de politique qu'on ne le dit. Il a été un intellectuel engagé. Il a même été, en Grande-Bretagne, l'intellectuel engagé par excellence. Là, depuis quelques années, est-ce qu'il n'est pas en train de se dégager – de se replier sur lui-même, sur la pure littérature ?

« Ce qui est vrai c'est que j'ai fait, avec la fatwa, une overdose de politique. "Ah, tu aimes la politique ? Eh bien, en voici ! On va te donner ton compte de politique !" *Le résultat c'est un certain écœurement. J'ai, depuis la fatwa, une nausée de la politique. »*

Nouveau grésillement dans l'oreillette du garde du corps. Nouvelle imperceptible fébrilité. Un visage, qui semble plus inquiétant. Un murmure, plus distinct, derrière nous.

« Il y a autre chose, continue Salman qui semble n'avoir, lui, rien vu, rien entendu. *Mon cas est devenu compliqué. Avant, tout allait bien. Je signais la pétition. J'étais un intellectuel parmi d'autres qui mettait son nom au service d'une cause qui le dépassait. Maintenant, j'ai mon bagage. J'arrive dans la pétition avec la fatwa qui me colle à la peau. Et je dois me poser la question de savoir si je ne suis pas devenu encombrant pour la cause que je défends. »*

Un rire léger sous un porche. Une femme qui, malgré le froid, est accoudée à la croisée ouverte et le regarde. Est-ce moi qui deviens parano ? Nous approchons du restaurant. Et j'ai le sentiment que les anges gardiens ne sont pas fâchés que la promenade touche à sa fin.

« Un exemple. La mort de Tahar Djaout. On fait un film à la BBC. On me demande de l'introduire. J'écris un texte assez clean qui ne fait pas de cadeau aux islamistes. Eh bien, malgré ça, et à cause de mon nom, l'ambassade d'Algérie proteste auprès du gouvernement britannique. Est-ce que, dans un cas comme celui-là, je rends service à la cause que je prétends défendre, et à la mémoire de Tahar Djaout ? »

LE « B » est un restaurant branché de Londres. Hommes politiques. Comédiens. Jolies femmes. Ecrivains. Une sorte de Lipp, mâtiné de club anglais. Hello... Hello... Un signe de tête ici... Une poignée de mains là... Salman a ses habitudes. Il a sa table attitrée, dans un angle. Renfort de police dehors ? Surveillance discrète de la salle ? Et a-t-on, comme dans les polars, envoyé des gens fouiller les cuisines, les lavabos ? Je ne sais pas. Peut-être pas. Il esquive la question.

« Vous pouvez prendre un melon pour commencer. Mais prenez, ensuite, un poisson. Leurs poissons sont excellents... »

Il n'a pas regardé la carte. Ou à peine. Cette façon d'être chez soi au « B »... Cette façon de s'y tenir donc – et d'y être traité – en habitué... N'est-ce pas un autre indice ? Une autre preuve que l'étau se desserre ?

« C'est là qu'on a fêté, il y a quelques mois, mon anniversaire. Soixante personnes. Soixante ! Et pas une fuite, dans la presse, avant ! Pas un photographe, à l'entrée, pendant ! »

Bonjour discret, de loin, à une extravagante – cape de dentelle, chapeau orné de tubéreuses bleu pâle.

« C'est un endroit où dès qu'il y a la moindre vedette, tous les paparazzi de la ville se pointent : or, là, il y avait un monde fou – et on a pu dîner, rigoler, danser la moitié de la nuit sans être embêtés. »

Je pense, et je le lui dis, au temps, pas si lointain, où j'avais le sentiment, dès qu'il apparaissait quelque part, d'une sorte de monstrueux compte à rebours : il entrait dans le radar ; il y avait, quelque part, un invisible radar qui, enfin, le localisait ; et il ne manquait, pour le tuer, que le temps matériel d'arriver jusqu'à lui ; j'imaginais ce temps ; je calculais son autonomie de visibilité ; j'avais, nous avions tous, la vision terrifiée des assassins déjà en route pour l'exécuter...

« Tout ça a changé, grâce à mes amis. Ce sont eux qui, dans un cas comme celui-là, font en sorte que le secret soit gardé... »

Un autre signe, vers une autre table. Non seulement il connaît tout le monde, mais il voit tout, entend tout : curiosité insatiable, intelligence et sensibilité à l'affût – mystère de cet homme traqué, sommé de mobiliser tant d'énergie au service de sa propre survie, et gardant néanmoins ce goût, cet appétit d'autrui...

« Mes amis, depuis neuf ans, ont été si attentifs ! Si gentils ! Qu'aurais-je fait sans eux ? Il y a le complot des tueurs. Eh bien, il y a, face à lui, le contre-complot des amis qui gardent mes secrets et m'aident à avoir une vie normale. »

Les hors-d'œuvre arrivent. Le service, particulièrement rapide ici ? Ou bien traitement spécial, consigne de la sécurité – ma théorie, toujours, de l'autonomie de visibilité limitée ?

« Imaginons que vous vous trouviez nez à nez avec Khatami... »

Il sursaute.

« Oui, supposons qu'il soit, ici, à ma place. Que lui diriez-vous ? »

Rire. Le même rire, canaille, que tout à l'heure, quand il parlait du succès du *Dernier soupir*.

« Rien. A un type qui cherche à me tuer, je n'ai rien d'autre à dire que : "Stop !". *Un jour, peut-être, le temps du dialogue viendra. Mais, pour l'instant, je n'ai que ce mot à lui dire :* "Stop !". »

Et il se remet à manger – taciturne tout à coup, concentré : à Helsinki déjà, j'avais noté cette façon un peu appliquée de manger ; le côté jouisseur de Rushdie ; bon appétit, et bon vivant.

« Vous ne croyez pas, autrement dit, que les choses aient bougé, en Iran, avec les dernières élections ?

– Je crois que le peuple bouge, oui. L'élection de Khatami signifie, dans le peuple, un immense désir de réformes, de changement. » Il se sert un verre de vin.

« Mais Khatami lui-même... Soyons sérieux ! Khatami reste un mollah ! Est-ce que vous l'avez vu proposer de lever la fatwa ? Est-ce que vous l'avez vu esquisser le moindre geste dans ma direction ? Le moindre geste ? »

Une brusquerie nouvelle dans la voix. Une stridence. C'est le Salman combatif et blessé. C'est le retour du Salman politique : celui qui pense – et il a raison ! – que son « cas » est, à lui seul, le test de la volonté d'ouverture iranienne.

« Le pire est qu'on aurait les moyens, si on voulait, de faire plier les mollahs ! Savez-vous qu'il y a, en Iran, une institution qui s'appelle le Council of Expediency, dont le rôle est de surveiller ce que fait le gouvernement et dont un des principes est : "N'importe quelle action qui est dans l'intérêt national de l'Iran est légitime même si elle est contraire au Coran". »

Arrive le second plat. Parler de l'Iran le met, semble-t-il, en colère. Il touche à peine à son assiette.

« C'est Khomeiny lui-même qui a fait inscrire ça dans la Constitution iranienne. Khomeiny ! Ce qui veut dire qu'il suffirait, pour que l'Iran lève la fatwa, de le convaincre qu'il est de son intérêt national de le faire. Mais les Européens, à commencer par la France, se foutent de tout ça. Que pèse le sort d'un écrivain face aux énormes intérêts, pétroliers et autres, qui sont en jeu ? »

Je lui demande si la position de la France – donc de Jospin – l'a surpris.

« Ça fait longtemps que rien ne me surprend plus. J'ai rencontré Jospin, c'est vrai. Il avait l'air d'un type honnête. Mais bon. Jospin n'est pas Blair. Lui, Blair, a été extraordinaire : me recevoir Downing Street et accepter, ensuite, le principe d'une conférence de presse commune avec son ministre des affaires étrangères – voilà de la vraie politique ! Jospin est juste quelqu'un pour qui le sort d'un écrivain menacé de mort ne doit pas interférer avec les vrais grands problèmes du business mondial. Pourquoi ne le dit-il pas, dans ce cas ? Je n'ai qu'un vrai reproche à lui faire : ne pas le dire puisqu'il le pense... »

Chirac, alors ? Que sait-il – que pense-t-il – de la position de Jacques Chirac ? Il l'a vu aussi, me dit-il. C'était ce temps bizarre où, dans le parcours du parfait candidat à l'élection présidentielle française, le passage par la case Rushdie était devenu un *must* et où il les voyait tous, à la queue leu leu. Chirac a été aimable, d'ailleurs. Il a pris une initiative, à l'époque, que Mitterrand n'avait jamais prise. Quelle déception, soit dit en passant, Mitterrand ! Quelle tristesse ! Dieu sait s'il l'admirait. Il le voyait comme un Grand, un digne successseur de De Gaulle. Or il y a eu mille médiations, mille interventions amicales, et jamais, non, jamais, il n'a consenti à le recevoir. Revoir Chirac, alors ? Bof... Il est un peu las de tout ça... Les Européens sont absurdes : à l'exception, encore une fois, de Blair, ils ont envie que l'Iran change, alors ils disent « l'Iran a changé ». Ça s'appelle prendre ses désirs pour des réalités.

Le ton, au fil de la conversation, s'est fait morne. Presque amer. J'essaie de lui dire qu'il y a tout de même, en Iran, des signes de dégel culturel. Il me lance un regard consterné – genre « tu crois vraiment à cette sottise ? »

Je lui parle des films qui se tournent en ce moment, à Téhéran.

« Les films, d'accord. Mais les romans ? Savez-vous combien de romans ont passé le filtre de la censure dans l'année qui a précédé les élections ? Zéro. »

Je lui demande s'il a vu, au moins, *Le Goût de la cerise*.

« Toute la pyramide du monde s'est mise à reposer sur la pointe d'un seul homme. Quelle position extraodinaire ! En un sens, quel privilège ! »

« Mais non, mon vieux, non. Ces jolis petits films tranquilles, droit sortis de l'enfer, mais esthètes, passent complètement à côté du problème. »

Et comme j'insiste, il a un geste d'impatience – le premier depuis le début.

« C'est tout le problème de la censure. Je veux bien qu'il y ait des cinéastes qui veulent travailler à tout prix et qui sont prêts, pour cela, à ne pas aborder les sujets interdits. Je dis juste que ce n'est pas les films sur l'Iran que j'ai envie de voir aujourd'hui. »

Il se tait, maintenant. Il a le sentiment, peut-être, d'en avoir trop dit et il se tait. Fin de dîner morose. Le pas bizarrement lourd, presque gauche, pour retraverser la salle vers le vestiaire. L'œil mi-clos, un peu absent, au moment des adieux sur le trottoir. Je le vois, encadré de ses deux anges gardiens, qui se dirige vers la voiture. Il se retourne une dernière fois. Un sourire doux, mais triste. Un petit geste amical, mais bizarrement découragé. Ai-je rêvé ? Ou est-ce lui qui, sans le savoir, m'aurait joué, depuis vingt-quatre heures, la comédie de la liberté ?

La voiture démarre. Il s'éclipse. Et nous voilà rentrés, moi dans le rang des vivants intégraux, impudents, réellement libres d'aller, venir, écrire – lui dans cette nuit pâle où je ne sais plus trop, tout compte fait, s'il est invisible ou visible, spectre ou être de chair – toujours reclus ou réellement victorieux. J'essaie d'imaginer, encore, l'état présent de son esprit. Je me demande si sa gaîté n'était pas un piège, une élégance, un défi de plus – et si je n'ai pas un peu vite cru à cette désinvolture retrouvée. Martyr ou homme libre, comment savoir ? Comment prendre la mesure de la solitude de Salman Rushdie ?

Bernard-Henri Lévy

Malaise et scandale dans l'Eglise orthodoxe russe

par Olivier Clément

AU moment de la *perestroïka*, l'Eglise orthodoxe russe, émergeant de la persécution, apparaissait comme une grande force d'inspiration éthique et culturelle. Des adultes se faisaient baptiser par dizaines de milliers, le baptême exprimant souvent – il faut le dire – davantage un sentiment d'appartenance nationale qu'une véritable foi. Des confréries de laïcs s'organisaient aussi bien pour remédier aux misères de la société que pour restaurer les nombreuses églises que l'Etat restituait, le plus souvent en piètre état.

Un puissant mouvement de renaissance spirituelle portait le nombre des monastères d'une dizaine à plus de quatre cent cinquante. Les œuvres des grands penseurs chrétiens du début du siècle et de leurs continuateurs dans la diaspora étaient massivement éditées. Le nouveau patriarche Alexis II affirmait l'indépendance de l'Eglise et condamnait vigoureusement l'antisémitisme, cet archaïsme qui pèse encore sur l'Eglise russe. Du reste des initiatives privées, bénies par le patriarche, multipliaient, surtout à Moscou, de remarquables instituts de théologie, dont l'Institut biblique Saint-André, qui travaille en collaboration avec des protestants et des juifs.

Dans les années suivantes, cependant, devant l'agressivité de certaines associations catholiques et surtout des sectes américaines, devant la fascination exercée sur les masses par les sous-produits de la culture occidentale (« l'Occident pourri » des fantasmes slavophiles), une réaction identitaire surgissait et l'Eglise russe, face à la modernité, se divisait tragiquement. Les conservateurs souhaitaient immobiliser les pratiques liturgiques et l'usage du slavon, langue du culte dont il faut chercher l'origine dans l'œuvre des apôtres byzantins des Slaves au IXe siècle. Langue très belle, matricielle par rapport au russe classique et donc aimée par certains hommes de culture.

Les simples fidèles avaient, au temps de la persécution, « sur-sacralisé » dans ses moindres détails la liturgie de l'Eglise. Des réformateurs intelligents et modérés, par contre, souhaitaient russifier discrètement le slavon, lire en russe à l'église la Bible et l'Evangile, associer le peuple à une célébration quelque peu « déclericalisée ». Les conservateurs estimaient que les Pères de l'Eglise avaient tout dit, qu'il suffisait donc de répéter ; les réformateurs s'intéressaient aussi aux écrits tumultueux et prophétiques des grands philosophes religieux du début du siècle, Nicolas Berdiaev, entre autres. Les conservateurs étaient partisans d'une orthodoxie close, méfiante ; les réformateurs souhaitaient l'insérer dans le christianisme universel, en entrant loyalement en dialogue avec les autres confessions.

Un grand témoin, le Père Alexandre Men, dépassait ces clivages. Encore sous le régime totalitaire il avait réalisé une œuvre immense pour répondre d'une manière créatrice aux défis de la modernité. C'était un juif converti. En 1990, il fut assassiné – on n'a jamais pu savoir par qui – à coups de hache, il est vrai : l'arme des pogroms.

Longtemps le patriarcat a semblé désireux de garder l'équilibre entre conservateurs et réformateurs. Depuis deux ans maintenant, son attitude a changé. Il s'acharne contre ces derniers. Le Père Georges Kotchetkov avait créé au cœur de Moscou une paroisse exemplaire, rayonnante, qui regroupait plus de deux mille fidèles, et tout un système de catéchuménat pour adultes souvent baptisés à la hâte et sans aucune préparation. Tout était orienté vers une foi libre, consciente, personnelle et communautaire. Après bien des brimades, l'été dernier, il a été victime d'un coup monté dans le plus pur style soviétique. On lui adjoignit un prêtre complice, sans doute un psychopathe, qui, le jour dit, témoins apostés, caméra braquée, se mit à hurler qu'on le frappait, qu'on l'assassinait. Aussitôt le Père Georges fut interdit de célébration et douze de ses collaborateurs excommuniés.

Le Père Zénon, un moine de la région de Pskov, le plus grand iconographe de Russie (il avait décoré de fresques superbes le monastère Saint-Daniel, à Moscou, siège actuel du patriarcat), découvrit, en voyageant en Europe occidentale, qu'il existait une profonde vie chrétienne dans le monde catholique. Recevant dans son ermitage un groupe d'amis italiens, il leur permit de célébrer la messe dans une église qu'on aménageait et accepta de communier de la main de l'un d'eux. Il fut dénoncé ; il fut lui aussi interdit et excommunié.

Un jeune philosophe devenu moine pour témoigner au sein de l'*intelligentzia*, le Père Ignace Krekchine, a créé près de Kolomna une petite communauté monastique où la liturgie, qui prend toute sa signification, et l'accueil de trois prêtres moines, qui savent écouter et guider, attirent des foules où se mêlent paysans et citadins, gens du pays et intellectuels moscovites. Cet homme de paix et de lumière est à son tour persécuté. On lui a enlevé toute fonction dans le patriarcat, concernant notamment l'édition ; on menace de lui retirer son monastère. Que lui reproche-t-on ? D'avoir protesté contre la guerre en Tchétchénie, d'accueillir des hôtes étrangers, de collaborer à Radio-Sofia qui, chaque après-midi, accorde une heure d'antenne aux catholiques.

A la répression s'ajoute, non moins grave, l'exigence du mensonge. Au Père Georges Kotchetkov et à ses collaborateurs comme au Père Zénon, on déclare qu'ils seront pardonnés s'ils présentent un *« repentir absolu »* : que les premiers donc avouent qu'ils ont battu le prêtre qu'on leur avait imposé – ce qui n'est pas vrai –, et le second que l'eucharistie catholique n'a ni sens ni contenu, ce qu'il refuse de dire en conscience.

> Longtemps le patriarcat a semblé désireux de garder l'équilibre entre conservateurs et réformateurs. Depuis deux ans maintenant, son attitude a changé. Il s'acharne contre ces derniers

On le voit : dans cette Eglise, il n'y a ni sens du dialogue, ni respect de l'autre, ni possibilité d'appel contre un jugement injuste, appel cependant prévu par le droit canon.

Enfin, pour aller au plus scandaleux, le 5 mai dernier, le jeune évêque d'Ekatérinenbourg, Nikon, a fait confisquer chez les étudiants en théologie et brûler publiquement les livres d'Alexandre Men, de Jean Meyendorff et d'Alexandre Schmemann. Le prêtre Oleg Vokhmianine, qui s'opposait à cette condamnation, a été déposé. Alexandre Men avait été l'inspirateur d'un courant, toujours bien vivant, d'ouverture œcuménique et d'intelligence chrétienne. Jean Meyendorff et Alexandre Schmemann, tous deux formés à Paris puis professeurs au séminaire Saint-Vladimir à New York, furent deux théologiens mondialement appréciés – notamment en Russie et par le patriarche lui-même, de son propre aveu. Il est vrai que les réformateurs les citaient souvent et que le Père Schmemann avait mis en cause, au nom de la véritable tradition, certaines déformations devenues courantes dans l'Eglise russe. C'est pourquoi ses livres avaient été déjà brûlés, mais discrètement, dans quelques monastères particulièrement intégristes (la plupart des monastères le sont).

L'affaire d'Ekatérinenbourg prend une tout autre ampleur. Le patriarcat a d'abord tenté de démentir, mais les témoignages affluent et le fils d'Alexandre Schmemann, Serge, journaliste connu et influent, prix Pulitzer, longtemps correspondant du *New York Times* à Moscou, ne permettra pas qu'on étouffe ce scandale.

Pourquoi le patriarche a-t-il changé d'attitude ? Les milieux d'extrême droite, nationalistes, antisémites, néo-communistes (lesquels sont surtout, dans la Russie d'aujourd'hui, nationalistes et antisémites !) développent une vision quasi-autiste de l'histoire russe : complot judéo-maçonnique, alliance du catholicisme et de l'islam pour détruire l'orthodoxie, démonisation des réformateurs, dénoncés comme des espions au service de l'Occident... Certains souhaitent faire de l'orthodoxie l'idéologie qui pourrait remplacer le marxisme. Ils tentent donc de faire glisser vers eux le patriarche et les évêques. Ils ont l'appui de l'ex KGB, qui est loin d'avoir été démantelé et réduit à l'impuissance.

L'évêque Nikon est le disciple du Métropolite Méthode de Voronège, dont les liens seraient bien connus avec le KGB, affirme le *Moscow Times* du 3 juin. Le KGB détiendrait-il quelques pauvres secrets de l'époque communiste compromettants pour le patriarche ? Toute réponse ici serait de l'ordre des rumeurs qui sévissent aujourd'hui encore en Russie. Ou bien beaucoup d'évêques – sauf une dizaine sur cent vingt ou cent trente – sont-ils simplement des nantis qui écrasent tout ce qui bouge et met en cause leur tranquillité ?

L'Eglise russe a perdu – j'ai récemment encore pu m'en rendre compte par moi-même – tout rayonnement dans la société, à laquelle elle devient de plus en plus étrangère et qui ne lui manifeste plus qu'indifférence, voire hostilité. 55 % seulement des Russes sont baptisés et la pratique est inférieure à 2 %. La Russie est plus sécularisée que la France. A Moscou, pour Pâques, sur une population de 12 ou 13 millions d'habitants, on a compté seulement 48 000 communions.

Pourtant, le feu couve sous la cendre. Beaucoup de jeunes, beaucoup d'intellectuels, tout en s'écartant de l'institution ecclésiastique, ou écartés par elle, sont attirés par le patrimoine de sagesse et de beauté de l'orthodoxie. Certaines paroisses, avec beaucoup de prudence et de discrétion, échappent à la « sur-sacralisation » magique. Certains responsables du patriarcat commencent à comprendre que le conservatisme, fût-il paradoxal et cultivé, risque de devenir suicidaire. Un écrivain discuté mais intéressant, le diacre André Kouraïev, à qui il arrive d'être écouté par le patriarche, a fait cette année à l'université de Moscou un cours d'initiation à l'orthodoxie qui a attiré plus de 400 étudiants.

Qui sème le vent récolte la tempête. Le scandale d'Ekatérinenbourg rappellera peut-être aux évêques de cette Eglise que la Russie est un pays de mission.

Olivier Clément *est professeur à l'Institut orthodoxe Saint-Serge (Paris).*



Les nouveaux dieux du stade

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

ENTRE le tennis des Internationaux et le foot du Mondial, l'entracte n'aura duré que quelques heures. C'est peu pour savoir l'effet que nous fait cette succession soûlante de spectacles sportifs ; mais assez pour se poser la question.

Deux évidences se dessinent : à un tel rythme, l'émotionnel ne laisse plus le temps de la réflexion – bête noire commune aux annonceurs et aux programmateurs – et notre ultime liberté, celle de changer de programme, c'est désormais l'actualité qui l'exerce en *zappant* à notre place.

Si notre choix se restreint et si le sport se dénature, ce n'est pas le fait des compétitions elles-mêmes, mais des pouvoirs qui ont toujours tendu à en tirer parti.

Longtemps, l'exploitation est venue des politiques. Les Jeux olympiques de Berlin, en 1936, ressemblaient à un lever de rideau de la deuxième guerre mondiale. Les torses athlétiques du sculpteur Arno Breker appelaient le baudrier des armées nazies. Le racisme hitlérien s'affichait, avec l'aplomb d'un arrêté xénophobe de municipalité frontiste. L'année suivante, à l'« Expo » de 1937, les pavillons du Reich et de l'URSS annonçaient Stalingrad en faisant assaut de muscles, de part et d'autre du Trocadéro.

Aucun bras de fer militaire ne se profile derrière les championnats de 1998. Au contraire, c'est l'occasion, pour les peuples économiquement faibles et stratégiquement négligeables, de défier les plus puissants. Reste un chauvinisme des supporteurs qui ne va pas manquer de déferler autour des pelouses, comme il l'a fait le long des courts de la porte d'Auteuil. S'il y a un réel progrès à ce que les drapeaux ne couvrent plus l'antique besoin d'en découdre les armes à la main, ni le risque d'y être ensevelis, le patriotisme appliqué au sport continue de mobiliser les pires réflexes d'orgueil partisan, de mépris indu de l'« autre », et de battre tous les records de mauvaise foi. On l'a vu à Roland-Garros, lorsque « notre » Pioline a péniblement « sorti » le Russe Safin, puis le Marocain Arazi. Le parti pris le plus crétin faisait applaudir des fautes directes des odieux « visiteurs », ou huer des arbitrages dont le seul défaut était de leur accorder le point. Les scolaires du mercredi n'étaient pas les moins inaptes à l'élémentaire fair-play.

Si le public du dimanche 7 juin a resplendi de sportivité, c'est que la finale opposait deux Espagnols entre eux. Leur bonheur de s'affronter en frères, sans autre enjeu que le bien-joué, se communiquait aux seize mille témoins du stade et aux millions de spectateurs qui, en cas d'assaut franco-espagnol, n'auraient pas manqué de bouffer de l'« espingouin ». Le sport contribuait vraiment à abolir les frontières et non à renforcer par des siècles de préjugés l'ambiance d'agressivité que développent les nouvelles méthodes de mise en condition des joueurs, à base de ahanements vengeurs et de bras d'honneur.

On ne peut pas encore prévoir quel usage extrasportif sera fait du Mondial. Jusqu'ici, on a seulement vérifié une constante : les privilégiés de l'emploi sont mieux placés que les défavorisés pour faire des jeux du stade, comme des autres circonstances de la vie commune, un instrument de chantage.

Un progrès s'est accompli : les gouvernements n'ont plus les moyens, donc la tentation, de récupérer les joutes physiques à des fins guerrières. Mais un autre pouvoir né de la technique a pris leur place, et s'apprête à marquer sa suprématie absolue : l'audiovisuel planétaire. Décisions, tarifs, horaires, arrangements inaperçus, il a tout accaparé, comme pour la vie politique. Mardi soir, veille du coup d'envoi, quelques « démiurges » autoproclamés s'approprient l'événement et notre enthousiasme, croquent les millions du bon peuple, profanent l'obélisque, imposent leurs fantasmes carnavalesques, prennent en otage édiles, responsables, figurants et publics. Ne reconnaît-on pas les dieux à leurs caprices ?

1936 annonçait la tuerie du siècle ; 1998 intronise Ubu caméraman.

Match sans fin *par Searle*

Une politique budgétaire sans cap

Suite de la première page

Et puis, surtout, dans l'intervalle, le contexte économique a, lui aussi, changé du tout au tout. Alors qu'en 1996 et 1997, le moteur de l'économie française tournait au ralenti, avec des taux de croissance respectivement de 1,6 % et de 2,3 %, l'activité a peu à peu accéléré, puisque les prévisions de croissance sont désormais de 3 % pour 1998 et 2,8 % pour 1999. Or, pour le pilotage de la politique budgétaire, cette variable-là est évidemment décisive, car elle est source de recettes fiscales plus abondantes. Le tableau de bord publié par la direction du budget permet d'ailleurs de le vérifier chaque mois : à la fin de mars, les rentrées de TVA étaient par exemple en hausse de 15,1 milliards de francs par rapport à la période correspondante de 1997 (10 %).

Rituellement, le gouvernement actuel – et c'est de bonne guerre – ne manque donc pas de faire valoir qu'il a un savoir-faire budgétaire dont l'équipe précédente était totalement dépourvu. Encore faut-il bien prendre la mesure de tous les bienfaits budgétaires qu'apporte cette croissance retrouvée. La préparation du projet de loi de finances pour 1999, dont les députés commencent à débattre, en est une autre illustration. Le ministère des finances peut, en effet, réaliser un tour de force : dessiner un projet de budget qui prévoit un abaissement des déficits publics de 3 % du PIB en 1998 à 2,3 % en 1999, et, dans le même temps, prévoir une majoration de 1 % en volume des dépenses de l'Etat. Sans parler – cerise sur le gateau – d'une possible baisse des impôts en 1999 que le premier ministre pourrait décider d'ici à la fin du mois de juillet, si la marge budgétaire paraît suffisante.

Dans des circonstances aussi fastes, on comprend aisément que le gouvernement n'ait rien à craindre du débat qui s'ouvre. A la droite, il peut rétorquer qu'il parvient à baisser fortement les déficits publics, ce qu'elle peinait à faire. A sa majorité, il peut faire observer qu'il n'est pourtant pas prisonnier d'une logique libérale, puisque, dans le même temps, les dépenses de l'Etat, qui avaient stagné sous le gouvernement Juppé, vont repartir modérément à la hausse, ce qui permettra de financer les dépenses prioritaires et, au premier chef, les dépenses pour l'emploi.

Il reste que si le gouvernement joue habilement des marges que lui procure la croissance, on peine à savoir dans quelle philosophie économique cette politique budgétaire s'inscrit. Peut-on franchement l'estampiller de gauche ? Le ministre des finances l'assure en expliquant que le vrai keynésianisme consiste à baisser les déficits pour pouvoir faire jouer les *« stabilisateurs automatiques »* (c'est-à-dire laisser légèrement filer les déficits) quand le cycle économique se retournera. Pourtant, on ne peut s'empêcher de se souvenir que, profitant d'une conjoncture à peu près comparable, Michel Rocard, en d'autres temps, avait largement distribué les dividendes de la croissance et plaidé ouvertement pour une *« réhabilitation »* de la dépense publique. Le premier ministre actuel, lui, s'est bien gardé d'utiliser pareille formule iconoclaste. Dominique Strauss-Kahn a même pris le contrepied de cette conception, en stigmatisant *« l'erreur de la fin des années 80 »*.

Dans la même logique, la France plaide pour une meilleure coordination des politiques budgétaires européennes, mais n'a jamais dit que cela devrait prendre la forme, maintenant que les critères de Maastricht sont atteints, d'une relance concertée. Est-ce, alors, sous la double pression des marchés et de la construction européenne, une politique budgétaire libérale ? La droite a évidemment beau jeu de dire que non, car si la France réduit ses déficits, elle le fait à une allure moins vive que la plupart de ses grands partenaires européens. De surcroît, elle ne met pas à profit cette conjoncture favorable pour désamorcer quelques très grosses bombes budgétaires qui risquent d'exploser dans les prochaines années.

Un exemple en porte témoignage. Dans le rapport réalisé par le gouvernement pour ce débat d'orientation budgétaire, on trouve mention de l'un des grands dangers financiers de ces prochaines années. Faisant référence à des simulations du Commissariat général au plan, Bercy rappelle que les prestations de retraites des fonctionnaires de l'Etat risquent de grimper, si rien n'est fait, de 108 milliards de francs en 1995 à 153 milliards de francs en 2005 et 226 milliards de francs en 2015. Or, sur le sujet, le premier ministre est visiblement déterminé à n'avancer qu'avec circonspection. Si le Plan a été chargé d'une nouvelle mission de réflexion sur le sujet, le gouvernement n'a pas encore décidé d'anticiper les conséquences budgétaires du choc démographique qui se produira à partir de 2005.

En quelque sorte, il s'agit d'une politique budgétaire prudente, on serait presque tenté de dire hybride. C'est la grande habileté de M. Jospin : il navigue entre les écueils – avec d'autant plus de facilité que les vents économiques sont bien orientés –, mais sans que l'on sache précisément quel est son cap.

Laurent Mauduit

RECTIFICATIFS

Château Trocard

Dans la rubrique *« Bouteille »* (*Le Monde* du 3 juin), une erreur a affecté le prix de la cuvée spéciale Monrepos du Château Trocard 1996, vieilli en fûts de chêne. Il est de 47 F TTC la bouteille (à partir de 3 cartons de 12 bouteilles, franco métropole) et non de 28 F, tarif correspondant au Château Trocard AOC bordeaux supérieur 1996.

Concubinage

Contrairement à ce que nous indiquions dans nos éditions du 30 mai, les concubins ne pourront pas déclarer leurs revenus en commun à partir du 1er janvier 1999. L'amendement en ce sens adopté par l'Assemblée nationale le 17 novembre 1997 avait été rejeté en fin de séance par le gouvernement.

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

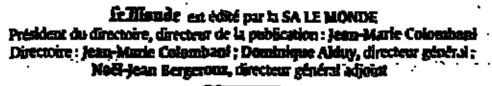
ÉDITORIAL

La délinquance et l'équilibre

EN affirmant que chaque fait de délinquance commis par un mineur devra désormais recevoir une *« réponse systématique, rapide et lisible »*, tout en rappelant que *« la spécificité de la délinquance des mineurs impose la recherche d'une dimension éducative à toute sanction »*, le gouvernement a tenté de faire une synthèse entre la sanction et l'éducation, entre la fermeté et le pragmatisme. Fermeté dans le ton, Matignon étant persuadé que l'opinion attend un signe fort pour endiguer l'augmentation inquiétante de la violence des jeunes, mais pragmatisme dans les faits puisque le dispositif se borne à approfondir des expériences menées sur le terrain depuis des années.

Lionel Jospin a ainsi évité l'écueil de la répression, une ligne pourtant défendue âprement par Jean-Pierre Chevènement. Malgré les coups de boutoirs du ministre de l'intérieur, la France ne reviendra pas sur l'interdiction, imposée en 1987, de mettre en détention provisoire les jeunes âgés de treize à seize ans. De même, il ne sera pas institué de « juge pénal des enfants » qui, délesté de sa mission éducative, n'aurait pour seule fonction que d'augmenter les mesures répressives envers les mineurs délinquants. Enfin, malgré le débat qui s'était engagé, à droite, sur l'opportunité de suspendre ou de supprimer les allocations familiales des parents des mineurs délinquants, le gouvernement n'a pas cru bon d'instituer de nouveaux mécanismes de mise sous tutelle des prestations familiales. Persuadé que la prise en charge des mineurs délinquants pèche essentiellement par défaut d'application et insuffisance de moyens, le gouvernement a choisi de s'engager dans une politique de rattrapage et d'approfondissement des expériences menées sur le terrain. Rattrapage face à la pauvreté de la justice des mineurs, trop longtemps délaissée par les pouvoirs publics : la stagnation depuis vingt ans du nombre des éducateurs, le délabrement et l'inadaptation du système des foyers d'hébergement mais aussi la totale dégradation des conditions d'incarcération des mineurs l'ont persuadé de créer de nouvelles infrastructures et de recruter du personnel. Approfondissement, également des expériences, qui reposaient jusqu'alors sur le seul dynamisme des éducateurs et des magistrats.

Le gouvernement n'a pourtant pas évité quelques réponses toutes faites. La généralisation du traitement en temps réel des procédures, qui permet, en convoquant systématiquement l'enfant et ses parents devant le tribunal, d'apporter une réponse rapide aux faits de délinquance, s'apparente parfois à un gadget. Quant à la pénalisation des *« parents défaillants »*, rien ne prouve son efficacité sur des familles déjà fortement déstructurées. Avec ces deux mesures, le gouvernement sacrifie à une nouvelle idéologie, qui impose des solutions rapides alors que l'éducation des mineurs délinquants demande surtout du temps.



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

Le Benelux, une entreprise difficile

LES MINISTRES hollandais, luxembourgeois et belges qui se trouvaient au château d'Ardenne ont publié hier soir un communiqué officiel sur leurs délibérations, déclarant qu'ils ont arrêté les mesures à prendre pour permettre la création rapide d'une union économique entre les Pays-Bas et l'Union belgo-luxembourgeoise. Moyennant la réalisation de ces mesures, l'union pourra, estiment-ils, devenir effective le 1er janvier 1950.

Le communiqué reste muet sur ces mesures. Au point de vue financier, il s'agit de rechercher le moyen de réduire le déficit de la balance commerciale des Pays-Bas à l'égard de la Belgique. La Hollande, a-t-on pensé, pourrait payer en marchandises en fournissant des produits que la Belgique importe en grande quantité, comme les fromages et les beurres. Mais, en fait, les Belges achètent déjà beaucoup de fromages hollandais. Récemment encore, ils importaient 20 millions de kilos de beurre danois que la Hollande aurait pu leur vendre si elle ne livrait pas de préférence ce produit à l'Angleterre afin d'obtenir des livres sterling.

Pour que l'union économique puisse se réaliser, il faut un équilibre entre les économies des trois pays. Il y a aussi la disparité actuelle des prix et des salaires entre l'Union belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas. Les Hollandais maintiennent actuellement des prix et des salaires en général plus bas que les Belges. Ces derniers, qui se voient menacés depuis quelques jours par de nouvelles revendications sociales, ne peuvent songer à réduire les salaires.

Yvonne Dusser
(10 juin 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

CONCURRENCE La Federal Trade Commission (FTC, commission fédérale du commerce) a annoncé, lundi 8 juin à Washington, l'ouverture de poursuites contre Intel, qu'elle accuse d'avoir violé la loi sur la concurrence. ● TROIS SEMAINES après le lancement d'une autre procédure contre le fabricant de logiciels Microsoft, cette nouvelle action témoigne de la volonté de l'administration Clinton de remodeler la doctrine antitrust à la veille du XXIe siècle. ● LES AUTORITÉS américaines craignent que, en constituant des monopoles, des groupes comme Intel et Microsoft ne donnent un coup de frein au développement de toute l'industrie high-tech, porteuse de croissance et d'emploi pour l'ensemble de l'économie américaine. ● AUCUNE ACTION d'envergure n'avait été lancée par l'administration depuis l'abandon des poursuites contre IBM en 1982, et le démantèlement d'AT&T, la même année.

Après Microsoft, le gouvernement américain s'en prend à Intel

La commission fédérale du commerce porte plainte contre le fabricant de microprocesseurs, qu'elle accuse de violer la loi sur la concurrence. Par cette nouvelle action, l'administration Clinton veut éviter que des monopoles ne freinent le développement de l'industrie high-tech

NEW YORK
de notre correspondante

Au suivant ! Après Microsoft, le numéro un mondial du logiciel, c'est à présent Intel, le premier fabricant de microprocesseurs, qui est la cible des autorités fédérales américaines, soucieuses d'empêcher les pratiques monopolistiques dans l'industrie des hautes technologies, moteur de la croissance économique américaine. La Federal Trade Commission (FTC, commisssion fédérale du commerce) a annoncé, lundi 8 juin, à Washington, l'ouverture de poursuites contre Intel, qu'elle accuse d'avoir abusé de sa position dominante pour étouffer la concurrence et freiner l'innovation technologique.

Trois semaines après l'ouverture de poursuites contre Microsoft, accusé de violer la législation antitrust, cette nouvelle initiative fédérale place donc le couple gagnant de la high-tech américaine – alias « Wintel », car l'association du système d'exploitation Windows et des microprocesseurs Intel, « *cerveaux* » des ordinateurs, équipe 90 % des ordinateurs personnels dans le monde – dans l'obligation de se défendre devant les tribunaux.

Les deux dossiers présentent plusieurs différences. Les plaintes contre Microsoft et Intel émanent de deux administrations distinctes, et si la date du procès de Microsoft (8 septembre) devant un tribunal fédéral est déjà fixée, l'affaire Intel, elle, va d'abord suivre de longs méandres administratifs avant d'arriver, éventuellement, en justice. Les charges qui pèsent sur Microsoft sont, d'autre part, bien plus vastes que les accusations formulées contre Intel : le département de la justice reproche à l'entreprise de Bill Gates de chercher ouvertement à tuer la concurrence, tandis que la plainte contre Intel porte sur la question plus limitée de la propriété intellectuelle.

> Après plus d'une décennie de passivité, Washington renoue avec l'interventionnisme judiciaire pour préserver la libre concurrence et l'innovation

Le fabricant de microprocesseurs, accuse la FTC, profite de sa position dominante pour forcer ses partenaires (Intergraph, Digital Equipment et Compaq) à renoncer à leurs brevets s'ils veulent continuer à bénéficier de la technologie Intel. La section antitrust du département de la justice et la FTC ont égale compétence pour veiller au respect des lois contre les monopoles.

Malgré ces différences, les deux procédures relèvent d'une même démarche à Washington : après avoir longuement tourné autour de ces deux entreprises, emblématiques depuis le début des années 90, les autorités antitrust ont estimé que le moment était venu de passer à l'offensive afin d'établir les grands principes des pratiques commerciales d'une industrie nouvelle et en pleine croissance. Il s'agit d'un tournant : après plus d'une décennie de passivité – aucune action d'envergure n'avait été lancée par l'administration depuis l'abandon des poursuites contre IBM en 1982, et le demantèlement du géant du téléphone AT&T, décidé la même année –, Washington, sous l'administration Clinton, renoue avec l'interventionnisme judiciaire pour préserver la libre concurrence et l'innovation.

Cette approche de l'administration Clinton s'est déjà appliquée à l'impressionnante vague de fusions et acquisitions de ces derniers mois. Le département de la justice a, par exemple, bloqué en mars la fusion des deux grands constructeurs aériens Lockheed Martin et Northrop Grunman, opération d'une valeur de 9 milliards de dollars, pour préserver la concurrence dans les contrats de défense. La FTC avait donné un coup d'arrêt, en 1997, à la fusion de deux géants du matériel de bureau, Office Depot et Staples. Les autorités américaines antitrust étudient également de très près d'autres projets de fusion, comme celui de WorldCom et MCI (37 milliards de dollars) dans les télécommunications ou le rapprochement British Airways-American Airlines.

Dans un récent entretien au *Financial Times*, le président de la FTC, Robert Pitofsky, reconnaît un changement de stratégie à Washington, mais rejette tout retour à l'idéologie antitrust fortement régulatrice des années 60. Sa préoccupation est que le rythme particulièrement rapide des changements technologiques ne produise un « *monopole du goulot d'étranglement* », susceptible de bloquer l'accès aux nouveaux marchés à ceux qui n'appliqueraient pas les standards déjà existants, imposés par les entreprises en situation de monopole. « *Nous avons là*, dit-il, *une philosophie du XIXe siècle appliquée à la technologie de l'information du XXIe siècle. Peut-elle être adaptée de façon adéquate ? Je pense que oui, mais la transition n'est pas facile.* »

D'autres économistes attribuent le nouvel activisme antitrust de Washington à une évolution des idées économiques sur le rôle de l'État, et en particulier à la conviction chez certains que les postulats libéraux de l'Ecole de Chicago, qui a marqué les années Reagan, ne sont pas forcément applicables aux télécommunications et aux nouvelles technologies. Dans ces secteurs, avancent des économistes comme le professeur Brian Arthur, il arrive que le marché ne suffise pas à empêcher la formation de monopoles, et l'intervention de l'Etat peut être nécessaire pour rétablir la libre concurrence. Il est significatif que l'un des théoriciens du laisser-faire en matière d'antitrust des années 70, Robert Bork, disciple de l'école de Chicago, soit aujourd'hui l'un des conseillers de Netscape dans la plainte déposée contre Microsoft.

Les adversaires de ce nouvel interventionnisme accusent l'administration Clinton de vouloir réécrire les lois. Répondant à l'annonce de l'ouverture de poursuites par la FTC, le conseiller juridique et vice-président d'Intel, Thomas Dunlap, a souligné que « *depuis dix ans, Intel avait pris des mesures exceptionnelles pour assurer le plein respect des lois dans toutes ses activités* ». « *La décision de la FTC traduit en fait*, a-t-il ajouté, *une volonté de modifier ces lois-mêmes sur lesquelles nous avons fondé notre politique.* »

D'autres critiques, plus politiques, craignent que l'attitude des autorités fédérales ne mette en danger une si belle réussite industrielle, choisissant d'attaquer Intel au moment où la compagnie de la Silicon Valley affiche des résultats financiers décevants, même si son PDG, Craig Barrett, a déclaré, mardi 9 juin : « *Je ne pense pas que cela aura beaucoup d'influence sur nos activités.* » Le magazine *Fortune*, cependant, se dit troublé par la coïncidence de trois événements : l'offensive du département de la justice contre Microsoft, celle de la FTC contre Intel, et... l'émission par la poste américaine d'un timbre commémorant le krach de 1929. Steve Forbes, chantre du libéralisme américain, exhorte « *la communauté high-tech à faire tout son possible pour tenir les barbares politiques à distance* ». « *Vous rappelez-vous*, poursuit-il, *les poursuites du département de la justice contre IBM* [dans les années 70] *? IBM fut si distraite par les procédures, les dépositions, les interminables demandes de documents qu'elle faillit terminer au cimetière des entreprises.* »

Sylvie Kauffmann

Le numéro un mondial des « puces »

● **Les ventes d'Intel se sont** élevées à 25 milliards de dollars (150 milliards de francs) en 1997, et son bénéfice net à 6,94 milliards.
● **Créé en 1968** à Santa Clara (Californie), Intel est devenu le premier fabricant mondial de microprocesseurs pour ordinateurs personnels : il détient entre 80 % et 90 % de ce marché, estimé à 23,7 milliards de dollars.
● **Le groupe a enregistré** un net ralentissement de ses performances au premier trimestre 1998, notamment en raison de la crise asiatique. Son chiffre d'affaires a baissé de 6,9 %, son bénéfice de 27 % à 1,44 milliard de dollars, le cours boursier a également reculé.

Le Crédit lyonnais révise son bénéfice 1997 à la baisse

Le résultat est ramené de 1 milliard à 357 millions de francs

Le conseil d'administration de la banque a décidé d'augmenter de 1,37 milliard de francs les provisions pour restructurations réalisées en 1997 afin de prendre en compte l'impact des cessions que Bruxelles exige. Cette mesure prépare l'avenir et la privatisation de la banque, qui, dès 1998, devrait voir ses résultats se redresser.

LORSQUE le Crédit lyonnais a annoncé avoir dégagé un bénéfice de 1 milliard de francs en 1997, le 19 mars, le commissaire européen à la concurrence, Karel van Miert, s'était empressé de le relativiser. Il avait souligné que ce résultat comportait une aide d'Etat qui n'avait pas été approuvée par la Commission, et était encore illégale. Les comptes 1997 ne pouvaient donc pas être figés. Il avait raison. Le conseil d'administration de la banque publique qui s'est tenu lundi 8 juin n'a pu que le constater.

La Commission européenne ayant finalement donné son feu vert aux aides d'Etat reçues par la banque publique le 20 mai, le conseil s'est réuni pour examiner dans quelles conditions les contreparties exigées par Bruxelles en échange pouvaient être mise en œuvre. A cette occasion, il a pris la décision de revoir à la baisse le résultat 1997. Et pas de quelques millions : le bénéfice de la banque est ramené à 357 millions de francs. Au passage, l'Etat perd plus de 660 millions de francs, qu'il aurait dû toucher au titre de la clause qui lui permet de ponctionner une grande partie des bénéfices de la banque.

La différence de résultat vient de l'impact des cessions que Bruxelles exige, en Europe essentiellement. La banque n'y gardera plus, hors de France, que des activités de banque de gros à Londres, Francfort, Luxembourg et en Suisse. Elle craint de vendre à perte des filiales acquises très chères au plus fort de la période de folle expansion du Lyonnais. Elle a donc décidé de relever de 1 370 millions de francs la provision de restructuration qu'elle avait annoncée le 19 mars pour la porter au total à 2 660 millions de francs.

EN VUE DE LA PRIVATISATION

En apurant le passé, cette mesure prépare l'avenir et la privatisation de la banque qui, dès 1998, devrait voir ses résultats se redresser sans entrave. Dans un communiqué, le Crédit lyonnais souligne en outre que sa rentabilité courante continue à s'améliorer et n'est pas en cause dans la révision du bénéfice pour 1997 : *« Les résultats au premier trimestre 1998 autorisent au contraire à prévoir une amélioration sensible du résultat courant par rapport à 1997, année au cours de laquelle il s'est établi à 3 813 millions de francs. »*

Devant son conseil d'administration, Jean Peyrelevade, le président du Crédit lyonnais, a également fait le point sur le processus de privatisation. Il a rappelé que le Crédit lyonnais devait racheter à l'Etat les différents avantages que la banque avait dû lui consentir à l'occasion de ses différents plans de sauvetage. Le Lyonnais paiera son actionnaire en actions nouvelles de la banque, *« destinées à être cédées sur le marché »*. Cette opération, précise un communiqué, *« se traduira par une dilution des actionnaires minoritaires »*. Lorsqu'elle sera bouclée toutefois, tous les porteurs d'actions Crédit lyonnais bénéficieront de droits identiques, notamment pour le partage du résultat de la banque, alors qu'actuellement l'Etat bénéficie d'un droit privilégié.

M. Peyrelevade n'a pas pu aller plus loin dans sa présentation de la privatisation. Car le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, n'a pas encore arrêté les conditions dans lesquelles elle se fera. Le Lyonnais souhaite céder des actions sur le marché dès la rentrée scolaire. Il a pour cela commencé le processus de sélection de la banque d'affaires qui le conseillera dans cette opération. Selon *Les Echos* du 9 juin, il a exclu les banques françaises pour ne retenir que des banques anglo-saxonnes. Lazard n'est plus en piste, car ses équipes de vendeurs d'actions ne sont pas très nombreuses. Paribas n'est pas non plus en lice. Le Crédit lyonnais, qui se laisse aller à rêver d'une alliance avec la banque de la rue d'Antin, a sans doute tenu à ne pas la mêler au processus de privatisation en tant que conseil.

Si la banque veut être prête à aller sur le marché en septembre ou octobre, la décision doit être prise rapidement, avant la fin du mois. La rencontre prévue vendredi 12 juin entre M. Strauss-Kahn et M. Peyrelevade sera sans doute décisive.

Sophie Fay

Mobilisation sociale au Foncier et à l'UCB

Les syndicats de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de La Poste, de la GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires) et de la CNP (Caisse nationale de prévoyance) ont apporté publiquement, lundi 8 juin, leur soutien *« sans faille et sans limites »* aux salariés du Crédit foncier de france (CFF), qui luttent depuis trois ans pour la survie de leur établissement. L'intersyndicale défend toujours un tour de table franco-français autour de la CDC (32 %), de La Poste et la GMF (20 % chacun), la CNP (8 %), et une part en Bourse de 20 %. Mais c'est aujourd'hui la solution de l'américian GMAC, filiale de General Motors, et des Caisses d'épargne qui semble tenir la corde.

Parallèlement, les salariés du siège de l'UCB (immobilier du groupe Paribas) ont fait grève lundi pour dénoncer le plan social annoncé par la direction jeudi. Selon la CFDT, le nombre de grévistes représentait plus de 50 % des salariés du siège. L'UCB a annoncé la mise en œuvre d'un plan social, sans licenciement sec, comprenant 104 suppressions de postes, 145 transferts et 62 créations.

L'eau Danone défie l'eau Nestlé sur le marché asiatique

Le groupe français acquiert la firme indonésienne Aqua, tandis que son rival suisse va tester son eau « de synthèse »

DÉJÀ NUMÉRO UN des produits laitiers frais, Danone est en bonne voie de devenir la première marque mondiale d'eau en bouteille. Le groupe d'agroalimentaire français a annoncé le 8 juin son entrée prochaine, à hauteur de 40 %, dans la holding du groupe indonésien Aqua, qui produit sous le même nom la première eau en bouteille d'Asie. Numéro deux mondial de la spécialité, Danone va ajouter d'un seul coup 1 milliard de litres aux 4,7 milliards de litres déjà embouteillés sous ses marques Evian, Volvic, Ferrarelle, etc. Il fait une entrée par la grande porte sur le cœur du marché asiatique, profitant de la crise indonésienne pour réaliser cette acquisition, dont le montant n'a pas été dévoilé, mais dont on précise au siège de l'entreprise qu'elle a été réalisée en roupie dévaluée.

Si le consommateur indonésien boit chaque année environ 11 litres d'eau, soit autant que celui d'Europe de l'Est, celui du reste de l'Asie n'en est qu'à 4 litres, soit dix fois moins que l'Américain, lui-même deux fois moins buveur que l'Européen de l'Ouest (80 litres par an). Le potentiel de développement des eaux en bouteille en Extrême-Orient est donc considérable. Les grandes marques, Evian, Volvic pour Danone, comme Vittel ou Perrier pour Nestlé, sont présentes, mais elles restent cantonnées dans un créneau haut de gamme. Danone entend faire de sa nouvelle acquisition la clé de son développement dans cette région du monde. Pour cela, le fabricant a décidé de rebaptiser *« très rapidement »* l'eau indonésienne, provenant de plusieurs sources et embouteillée dans douze usines, sous la marque « Aqua Danone ». Il s'agit de la faire bénéficier de la notoriété du nom du groupe, issu du yaourt, et désormais sa première marque, tous produits confondus.

Ce faisant, l'eau sous marque Danone pourrait rapidement dépasser en volume, sinon en chiffre d'affaires, le label-vedette en la matière, Evian (1,3 milliard de litres en 1997), jusqu'ici première marque d'eau au monde. Le fabricant français commercialise déjà aux Etats-Unis une « Dannon Water » et a rebaptisé de son nom une autre acquisition, l'eau turque Hayat. Le groupe ne compte pas s'arrêter là : d'autres achats d'eaux de source devraient intervenir dans les prochains mois en Amérique du Sud, qui passeront sous la marque Danone.

Le fabricant français entend ainsi faire pièce à son grand rival suisse Nestlé, qui a encore une bonne longueur d'avance sur lui, via sa filiale Perrier-Vittel et ses quelque 9 milliards de litres d'eau mis en bouteilles par an. L'acquisition d'Aqua par Danone a des allures de défi, en Asie, où Nestlé a choisi de tester en avant-première, à partir de la fin de 1998, au Pakistan, sa nouvelle eau « de synthèse », vendue sous son propre nom. Cette eau Nestlé, destinée en priorité aux pays émergents, vise à offrir *« un standard universel de qualité et une garantie de sécurité »*, précise-t-on chez Perrier-Vittel. Mais, surtout, embouteillée *« à proximité des centres urbains, elle sera d'un prix accessible pour la population locale »*. Dans cette guerre mondiale des eaux, Nestlé et Danone, les champions des produits laitiers, engagent désormais leur nom et leur réputation.

Pascal Galinier

Les marchés pétroliers ne croient pas à une reprise des prix du brut

L'ÉVOLUTION DES COURS du brut reflète le scepticisme des investisseurs sur le marché pétrolier, après l'accord d'Amsterdam du 4 juin destiné à raffermir les prix (*Le Monde* du 6 juin). Au terme de cette réunion secrète, l'Arabie saoudite, le Venezuela, tous deux membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), et le Mexique, qui ne fait pas partie du cartel, se sont engagés à réduire dès le 1er juillet leur production quotidienne de 450 000 barils. Ils espèrent entraîner dans leur sillage d'autres pays qui contribueraient pour au moins 350 000 barils/jour.

Après un temps d'hésitation, les marchés pétroliers ont enregistré un tassement. A New York, le prix du baril *« light sweet crude »* a perdu 52 cents à 14,55 dollars le 8 juin. A Londres, le *« brent »*, qualité de référence de la mer du Nord, se dépréciait de 26 cents à 14,73 dollars.

DEUX ACCORDS EN TROIS MOIS

Les opérateurs s'interrogent sur l'impact de cet accord, le deuxième en moins de trois mois. Le 22 mars, le même groupe de pays s'était engagé à réduire son débit de 500 000 b/j. Une quinzaine d'États avaient pris à leur tour des engagements portant leurs efforts à environ 1,5 million de barils dès avril, dont 1,245 million pour les membres de l'OPEP. Or cette réduction d'environ 2 % de la production mondiale, inégalement respectée, ne s'est pas avérée suffisante pour redresser les prix.

Cette nouvelle demande a été accueillie avec beaucoup moins de ferveur par les producteurs eux-mêmes. D'entrée de jeu, la Norvège, qui ne fait pas partie de l'OPEP, a précisé qu'elle n'avait pas l'intention cette fois de participer au mouvement. Sentiment analogue en Indonésie. Bien que membre du cartel, ce pays ne serait pas prêt à faire de nouveaux efforts, contrairement à d'autres membres comme le Nigeria, le Koweït, le Qatar ou les Émirats. Avant la réunion des onze membres de l'OPEP prévue à Vienne, le 24 juin, les contacts vont se multiplier pour trouver un accord global. Ainsi le ministre saoudien du pétrole et des ressources minières, Ali ben Ibrahim al-Nouaïmi, était attendu à Téhéran mardi 9 juin. L'Iran, deuxième producteur de l'organisation derrière l'Arabie saoudite, est prêt *« à soutenir toute action collective »* pour stabiliser les prix. La réunion de Vienne sera précédée par celle du conseil de coopération du Golfe (CCG) le 16 juin à Ryad. Rassemblant six pays – quatre membres de l'OPEP (Arabie saoudite, Koweït, Emirats et Qatar) ainsi que Bahreïn et Oman – ce conseil devrait donner un premier signe en annonçant des réductions de production.

Dominique Gallois

La dévaluation du yen divise les autorités japonaises

Le recul de la monnaie nippone s'est poursuivi, mardi 9 juin, à Tokyo, la devise tombant jusqu'à 140,80 yens pour 1 dollar. Sa faiblesse pourrait être évoquée, mercredi, lors de la réunion à Paris des sherpas des ministres des finances du G7

Après avoir franchi, lundi 8 juin, pour la première fois depuis sept ans, la barre des 140 yens pour 1 dollar, la devise japonaise a continué à se déprécier, mardi, sur le marché des changes de Tokyo. Les autorités nippones semblent partagées sur la politique à adopter. Le ministre des finances Hikaru Matsunaga a déclaré lundi que *« le Japon ne tolérerait pas que le yen s'affaiblisse davantage »*, tandis que le premier ministre Ryutaro Hashimoto se contentait de déclarer laconiquement que *« l'on ne peut que suivre attentivement l'évolution des marchés dont les mouvements ont de multiples causes »*. La faiblesse actuelle du yen, qui pourrait être évoquée, mercredi, par les responsables du G7 réunis à Paris, aiguise l'appétit des investisseurs étrangers pour les actifs nippons. Ce mouvement se traduit par une reprise de biens immobiliers hypothéqués et par des alliances avec des entreprises financières en difficultés, avec pour objectif un meilleur accès au « pactole » de l'épargne japonaise, qui s'élève à 9 000 milliards de dollars.

TOKYO
de notre correspondant

Si elle se poursuit, la dépréciation du yen par rapport à la devise américaine, qui a franchi, lundi 8 juin, le seuil psychologique des 140 yens pour 1 dollar et a continué à s'affaiblir mardi, pourrait aggraver la crise des autres économies asiatiques en réduisant le montant en valeur de leurs exportations vers l'archipel, qui est leur premier marché. Selon le scénario le plus pessimiste, la dépréciation du yen pourrait entraîner une nouvelle dévalorisation des monnaies des pays de la région dont l'économie est la plus touchée et entamer le fragile équilibre résultant des programmes d'aide du Fonds monétaire international, dont bénéficient la Corée du Sud, l'Indonésie et la Thaïlande. Lundi, la plupart des monnaies asiatiques (baht thaïlandais, ringgit malaysien et dollar de Taïwan) avaient suivi le yen dans sa chute vis-à-vis du dollar.

Le ministre des finances Hikaru Matsunaga a déclaré que *« le Japon ne tolérerait pas que le yen s'affaiblisse davantage »* et qu'il allait prendre *« des mesures vigoureuses »*. Une fermeté qui tranche avec les déclarations sans grande conviction de ces dernières semaines, qui donnaient l'impression que Tokyo laissait *« filer »* le yen comme si une dépréciation de celui-ci ne posait pas de problèmes majeurs. Le premier ministre Hashimoto s'est en revanche contenté de déclarer laconiquement que *« l'on ne peut que suivre attentivement l'évolution des marchés dont les mouvements ont de multiples causes »*.

Les autorités semblent partagées sur la politique à adopter. Une dévalorisation du yen a assurément des conséquences bénéfiques pour les exportations nippones (plus que les Etats-Unis, dont Tokyo craint les foudres, c'est l'Europe qui subira les effets de ce regain de compétitivité) et, pour certains, un yen faible serait le seul moyen dont disposerait encore le Japon pour se dégager de l'ornière de la récession. Mais une dépréciation du yen a aussi des conséquences négatives en alourdissant les créances en dollars des banques nippones dans la région.

Une dépréciation continue

DOLLAR CONTRE YEN — échelle inversée

En trois ans, le dollar s'est apprécié de 75 % face à la devise japonaise.

Indépendamment des incertitudes sur la volonté politique des autorités de réagir, la plupart des analystes à Tokyo sont sceptiques sur les possibilités d'enrayer rapidement l'affaiblissement de la monnaie nippone dont la valeur, estiment-ils, pourrait atteindre 150 yens pour 1 dollar. La faible crédibilité du gouvernement Hashimoto et l'hypersensibilité des marchés (la rumeur du retrait du vice-ministre des finances, Eisaku Sakakibara, qui passe pour le grand défenseur du yen, aurait été un facteur de la chute de la monnaie nippone...) risquent en effet d'auto-entretenir le mouvement à la baisse.

FAIBLE DÉTERMINATION

Si l'intervention des responsables du G 7, réunis mercredi à Paris, peut éventuellement remédier au sentiment que Tokyo ne semble guère déterminé à défendre le yen, des facteurs objectifs jouent en faveur de la poursuite de la dépréciation de la monnaie nippone : la stagnation de l'économie, qui continue à s'enliser dans une récession douce en dépit du plan de relance annoncé en avril (mais qui tarde à être voté par le Parlement pour des raisons de politique intérieure), le monceau de mauvaises créances qui hypothèquent une reprise en pesant sur le crédit (les banques soucieuses de nettoyer leur bilan prêtent avec parcimonie) et, enfin, la différence entre les taux d'intérêt au Japon et aux Etats-Unis, qui attire les capitaux outre-Pacifique (à la fin de 1997, les avoirs nippons à l'étranger étaient en augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente). La dérégulation financière a en outre permis aux investisseurs privés de participer à des fonds de placement en dollars ou simplement de spéculer sur les changes en ouvrant des comptes en devises américaines. Des possibilités qui attirent les investisseurs découragés par les taux d'intérêt excessivement faibles dans l'archipel et la morosité de la Bourse. La rumeur circulant depuis une semaine, selon laquelle la Banque du Japon pourrait abaisser encore le taux d'escompte (déjà pratiquement au plancher : 0,5 %) dans l'espoir de favoriser la reprise, a contribué à l'affaiblissement du yen. Il semble difficile dans un tel contexte d'enrayer à court terme la spéculation à la baisse de la devise nippone.

Par rapport à son sommet d'avril 1995 (80 yens pour 1 dollar), le yen a perdu 42 % de sa valeur. Et dans une Asie en crise, le Japon ne constitue pas un pôle de stabilité : il est lui-même en récession, et l'affaiblissement de sa monnaie risque d'aggraver les incertitudes qui pèsent sur les autres devises asiatiques.

Philippe Pons

Des groupes financiers étrangers veulent profiter des prix cassés

TOKYO
de notre correspondant

Les prix de l'immobilier restent inférieurs de 20 % à ce qu'ils étaient en 1990 mais, depuis quelques mois, le micro-marché locatif des logements destinés par la superficie aux étrangers est reparti à la hausse et les prix atteignent pratiquement les niveaux de la *« bulle »*. Explication d'un agent immobilier : *« Les financiers internationaux reviennent en force. »* Non pour participer à une *« économie de casino »*, comme ce fut le cas il y a dix ans, mais pour acheter à meilleur prix les *« malades »* du festin spéculatif.

La récession, le monceau de mauvaises dettes et la déréglementation financière (le « big bang ») dont les premières mesures sont entrées en vigueur en avril ont entamé les défenses de la forteresse Japon et un « rush » des organismes financiers et des fonds de placement étrangers sur l'archipel a commencé. Il se traduit par une reprise de biens immobiliers hypothéqués et par des alliances avec des entreprises financières en difficulté avec pour objectif un meilleur accès au « pactole » de l'épargne nippone : quelque 9 000 milliards de dollars.

L'accord annoncé la semaine dernière entre la troisième maison de titres nippone, Nikko securities, et le groupe financier américain Travelers qui par sa filiale Salomon Smith Barney a pris la plus forte participation jamais réalisée par un étranger dans un organisme financier nippon (25 % pour 1,6 milliard de dollars) est le signe le plus révélateur du mouvement de restructuration du marché financier nippon.

> Ces achats suscitent quelques crispations xénophobes – juste retour de bâton lorsqu'on se souvient de réactions outrées des Américains quand les Japonais s'étaient « offert » le Rockefeller Center ou « envahissaient Hollywood »

Cette série d'alliances a commencé en avril 1997 avec Nippon Credit Bank et Bankers Trust New York. Puis ce fut la Long-Term Credit Bank et l'Union des banques suisses ; Nikko securities et Smith Barney International ; Merrill Lynch et Yamaichi securities (la quatrième maison de titres qui a fait faillite) ; GE Capital et Toho Mutual Life Insurance ; Meiji Life Insurance et Dresdner Bank.

Ce qui est déjà qualifié par une partie de la presse d'*« offensive de la monnaie étrangère »* devrait s'accélérer surtout si le yen continue à s'affaiblir : les prochaines « cibles » paraissent les maisons de titres Daiwa et Kokusai. Pour l'instant, seule Nomura securities semble avoir les reins assez solides pour résister. Les « proies » sont cependant en nombre assez limité, ce qui les met en position de choisir le meilleur partenaire.

L'offensive des financiers étrangers est menée par les Américains. *Les Européens, mobilisés par l'euro*, semblent moins intéressés. En outre, les pertes subies dans la région (en particulier en Indonésie) les inquiètent. Pourtant, selon les analystes de Morgan Stanley Asset *Management, l'occasion n'est* pas près de se renouveler.

Outre les acquisitions, les financiers étrangers se livrent au rachat des créances douteuses. Soucieuses de nettoyer leurs bilan, les *banques cèdent souvent à 10 ou* 20 % de leur valeur nominale des créances qu'elles ne peuvent récupérer. Les investisseurs étrangers se sont d'abord intéressés aux créances sur des entreprises non japonaises, puis à celles sur des sociétés nippones de premier plan. Désormais, les plus téméraires se tournent vers les créances hypothécaires avec pour garantie des biens immobiliers. *Une quarantaine d'investisseurs* institutionnels sont entrés sur ce marché pensant que le prix de l'immobilier a atteint son plancher. En un an, estime une source industrielle citée par le quotidien *des milieux économiques Nihon keizai*, ils ont racheté une trentaine de créances hypothécaires pour un montant de 21,6 milliards de dollars. Goldman Sachs a notamment racheté le site de ce qui *fut autrefois le Rokumeikan, le* bâtiment construit à la fin du XIXe siècle dans un style italien qui fut symbole de l'occidentalisation et où l'élite de l'époque venait valser.

Ces achats suscitent quelques crispations xénophobes – juste retour de bâton lorsqu'on se souvient de réactions outrées des Américains quand les Japonais s'étaient « offert » le Rockefeller Center ou *« envahissaient Hollywood »*. Certains intellectuels connus pour leurs opinions nationalistes tels que Susumu Nishibe *dénoncent cet « assaut étranger »*, faisant valoir que les Américains sont en train de faire main basse sur un Japon affaibli. Bien que relayé par la presse hebdomadaire populaire, l'alarmisme suscité par cette menace d'*« américanisation »* de l'économie nationale reste, pour l'instant, épidermique et minoritaire. En revanche, il n'est pas impossible que les « braves » qui se sont emparés de *quelques restes du « festin spéculatif »* rencontrent des résistances dont ils n'avaient pas mesuré la teneur et ils pourraient bien avoir des déconvenues.

Ces rachats sont certes des investissements à *risques. Mais pas* seulement en raison des fluctuations du marché : une partie des créances douteuses des banques ont pour débiteurs des entreprises dont on dirait en Italie qu'elles sont en *« odeur de mafia »*. Ancien chef de la brigade anti-gang devenu consultant, Raisuke Miyawaki, estime que la pègre est à l'origine de 40 % des mauvaises dettes (soit la somme colossale de 22 000 milliards de yens : environ 1 000 milliards de francs). L'estimation est sans doute exagérée. Il reste qu'à la faveur de la « bulle spéculative » la pègre a profondément pénétré le secteur financier et que les investisseurs étrangers s'aventurent avec le rachat de certaines mauvaises créances sur un terrain miné.

Il est peu vraisemblable que les yakuzas lâcheront aisément les biens immobiliers servant de caution aux prêts qu'ils ont obtenus de banques qui, à la fin des années *1980, avaient mis leurs « caisses* sur le trottoir ». La plupart de celles-ci ont d'ailleurs rapidement renoncé à s'attaquer aux *bunkers* de la pègre. Les voyous sont en outre passés maîtres dans le règle*ment occulte des faillites pour ré*cupérer au profit des créanciers – et moyennant une solide rétribution – ce qui reste des actifs de l'entreprise en banqueroute.

En novembre 1997, un mystérieux incendie a ravagé le domicile d'un cadre de la filiale nippone de Cargill, géant américain de l'agroalimentaire, qui a racheté des portefeuilles de créances douteuses. Avertissement ? Désormais, les or*ganismes financiers étrangers ont* largement recours aux agences de détectives pour savoir à quoi ils s'engagent. Sur la voie de la globalisation, le marché financier nippon n'en conserve pas moins ses opacités.

Ph. P.

La BRI reste inquiète

***« Il n'est pas absolument sûr que le pire soit passé »* concernant la crise asiatique, a estimé la Banque des règlements internationaux (BRI) dans son rapport annuel publié lundi 8 juin. *« Alors que les marchés financiers se sont quelque peu stabilisés, l'impact de cette crise sur les entreprises des pays concernés et sur les institutions qui leur ont octroyé des prêts ne s'est pas encore fait pleinement sentir et ses coûts sociaux restent difficiles à évaluer »*, explique la BRI.**

Le rapport précise que même si elle ne s'étend pas davantage la crise asiatique et l'incidence qu'elle exerce sur les prix mondiaux des produits électroniques, du pétrole et d'autres matières premières accentueront les tendances déflationnistes.

Les pays industriels ont pour l'instant été moins éprouvés qu'on *avait pu le craindre et cela tient, selon la BRI, au fait que les expor*tations en provenance d'Asie n'ont pas encore réagi à la baisse des cours de change.

La rédaction de France 2 pratique l'examen de conscience

Les journalistes de la chaîne publique, réunis lundi 8 juin, ont tenté de solder le passage d'Albert du Roy à la direction. Ils ne peuvent pourtant cacher leurs inquiétudes quant à l'avenir, à un an de la fin du mandat du président de France Télévision

CERTAINS nomment cela *« une thérapie de groupe »*. Mais la réunion de la rédaction de France 2, qui a eu lieu dans l'après-midi du lundi 8 juin, a aussi pris des allures de règlements de compte. Plus d'une centaine de rédacteurs de la chaîne se sont réunis en fin d'après midi à l'appel de la Société des journalistes de France 2 (SDJ) qui souhaitait *« savoir comment la rédaction réagissait »*.

Le matin, les journalistes avaient pris connaissance des sévères explications d'Albert du Roy, directeur général adjoint chargé de l'information, sur les raisons de sa démission, livrées par voie de presse et formalisées dans une note aux cadres de la rédaction (*Le Monde* du 9 juin).

Effarés, les journalistes de base de la chaîne publique ont assisté, pendant la réunion, à des escarmouches entre les membres de la hiérarchie intermédiaire. Face à eux, Gérard Leclerc, adjoint d'Albert du Roy, a fait le constat que *« cette hiérarchie n'a pas été solidaire »* avec la direction de la rédaction. Mais pour beaucoup de rédacteurs, le déficit d'autorité d'Albert du Roy et de son adjoint n'a plus fait de doute quand Gérard Leclerc a reconnu avoir seulement *« essayé d'intervenir à la marge »* contre les oppositions de la hiérarchie intermédiaire.

« La rédaction accepte de faire son examen de conscience, mais ne veut pas recevoir de leçon d'Albert du Roy », protestent plusieurs rédacteurs. Beaucoup d'entre eux admettent avoir été d'accord avec la réforme préconisée par Albert du Roy ; mais ils lui reprochent de s'être appuyé, grâce à des promotions, sur une minorité hostile contre une majorité qui lui était favorable.

Ce conflit, qualifié de *« pénible »*, n'empêche pas la rédaction de France 2 de travailler et de fabriquer les journaux télévisés, tant *« elle a l'habitude de ces crises »*. Pourtant, de l'aveu de plusieurs journalistes, la rédaction de la principale chaîne publique a rarement vécu un tel état de *« mal-être »*. Certains voient dans les virulentes explications d'Albert du Roy, chargé de la rédaction depuis huit mois, *« un électrochoc qui pourrait être salutaire, à condition de pas être trop vite oublié en raison de querelles internes »*.

« MAL-ÊTRE »

Choqués, voire mécontents des propos d'Albert du Roy, ils jugent *« grossier »* le discrédit jeté sur la rédaction et estiment avoir été *« pris par surprise »*. Le nouveau bureau de la Société des journalistes (SDJ), qui regroupe différentes sensibilités de la chaîne, traduit l'arrivée aux commandes d' *« une nouvelle génération »*, qui veut être *« transcourant et raisonnable »*. C'est l'*« illustration des forces vives de la rédaction »*, indiquent deux de ses membres, pour qui la division entre *« déontologues et audimatologues est terminée »*. Le *« nouveau bureau de la société n'est pas une plate-forme de tir, ni une poche de Bihac »* contre le directeur de la rédaction, préviennent ses membres, d'autant que la jeune génération ne se sent pas concernée par les divisions qui affecte la hiérarchie intermédiaire.

Ballottée entre les *« reproches »* des uns et les *« rancœurs »* des autres, la rédaction de France 2 *« s'emploie à rester mobilisée pour faire ses journaux »*, signalent des journalistes. Selon eux, la *« volonté de continuer à travailler ensemble »* demeure. Mais la rédaction est sans illusion, *« elle sait que cette hiérarchie ne sera pas bouleversée et qu'elle sera encore là demain »*.

Des journalistes récusent les accusations formulées contre eux. Ils se sentent quelque peu mis en cause et à leur tour adressent des reproches à Albert du Roy : *« Il a des qualités professionnelles et humaines, mais il lui manque celle de patron : il y a constamment eu des conflits qu'il n'a pas tranchés »*, disent certains, qui ont adressé ce reproche en direct à Gérard Leclerc, « bras droit » du directeur de la rédaction. Depuis huit mois, regrettent aussi certains, il n'y a plus de comités éditoriaux. Albert du Roy a décidé de ne plus les informer sinon par communiqués et par la presse.

Les journalistes envisagent leur avenir avec scepticisme. *« Après l'image donnée d'une rédaction ingérable, il sera difficile de trouver un patron. D'autant que le nouveau directeur de la rédaction n'aura qu'un an pour s'imposer, le mandat de Gouyou Beauchamps se terminant en juin 1999 »*, font-ils remarquer, en confirmant que le nom le plus cité pour succéder à Albert du Roy est celui de Pierre-Henri Arnstam, actuel conseiller du président de France Télévision, avec Paul Amar comme présentateur. *« On aura vraiment le sentiment de partir sur de nouvelles bases avec le changement de président de la chaîne »*, ajoutent des représentants de la SDJ. Alors que Daniel Bilalian explique, dans plusieurs entretiens, qu'il comprenait *« parfaitement »* l'*« amertume »* et la *« détresse »* d'Albert du Roy, il fustige son *« coup de pied de l'âne qui porte préjudice à l'entreprise »* : *« A l'en croire, rien ne fonctionnerait chez nous. Il qualifie Bruno Masure de pas tonique, Bilalian de méprisant, mais ces deux personnes-là ont assuré le succès de la chaîne avec 28 % de part d'audience, avant qu'Albert du Roy n'arrive »*, déclare-t-il à *Libération*.

A propos de son éventuelle candidature à la direction de la rédaction, il affirme être *« prêt à prendre ses responsabilités, parce qu'on ne peut pas rester observateur »*. *« Il est urgent que l'on se pose et que l'on réfléchisse à ce que doit être l'information. La rédaction de France 2 a été minée par les directeurs de l'information successifs, qui ont cassé les rédactions. »*

« Du Roy et Leclerc ont qualifié la rédaction d'ingérable mais le paradoxe, c'est que c'est une rédaction qui se gère toute seule, explosent des rédacteurs, *Ce n'est pas une rédaction ingérable, mais une rédaction blasée. »* En dépit de quelques excès de voix qualifiés de *« classiques »*, la réunion a été plutôt *« calme »*. Mais un projet de motion, évoqué un temps, n'a finalement pas vu le jour.

Récit du Service communication

Disparition des animateurs-producteurs

Jean-Pierre Cottet, directeur général de l'antenne de France 2, a annoncé, lundi 8 juin, la fin de l'ère des animateurs-producteurs sur la chaîne du service public avec le non-renouvellement des contrats de Patrick Sébastien et de Christophe Dechavanne. Toutefois, Patrick Sébastien pourrait produire, sans l'animer, une nouvelle émission à la rentrée. Evincé de l'antenne de TF1, Nagui pourrait aussi faire son retour sur les écrans de la chaîne. Mais, selon Jean-Pierre Cottet, *« il n'est pas question que Nagui vienne en tant qu'animateur-producteur »*. Pour le directeur général chargé de l'antenne : *« Le rapport producteur-artiste est une relation indispensable. La disparition de cette unité contradictoire et la création de sociétés (...) à travers lesquelles les patrons des entreprises se mettaient en scène ne nous paraissaient pas être les meilleures conditions de l'émergence de nouveaux talents. C'est un dispositif fermé, en partie stérilisant. »*

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : la RATP va distribuer gratuitement chaque mardi à ses usagers du métro et du RER, du 9 juin au 7 juillet, 550 000 exemplaires d'un hebdomadaire de 34 pages au format tabloïd, imprimé en quadrichromie. Consacré à la Coupe du monde de football, mais accordant aussi une large place aux autres événements pour ceux qui ne s'intéressent pas à ce sport, *A nous Paris ! L'hebdo du métro* est réalisé en partenariat avec le régisseur Métrobus et le quotidien *Le Parisien*.

■ **TÉLÉVISION** : le magnat allemand de l'audiovisuel Leo Kirch a catégoriquement démenti, lundi 8 juin, vouloir vendre ses parts (43 %) de la chaîne de télévision privée SAT. 1, qu'il détient avec le groupe de presse Springer comme l'indiquait le *Berliner Zeitung*. Dans une déclaration commune, Kirch et Springer ont souligné *« leur accord pour continuer à diriger ensemble »* la chaîne, tandis que le premier précise qu'il *« reste par ailleurs à sa décision de racheter les 15 % de parts du groupe Holtzbrinck, comme il en a fait la demande auprès de l'Office fédéral des cartels »*. Kirch voulait vendre ses parts de SAT. 1 au groupe audiovisuel Pro Sieben que dirige son fils Thomas, afin de remédier à ses difficultés financières suite au fiasco de son bouquet de télévision numérique.

■ **Les syndicats** (SNRT-CGT, SNJ-CGT) ont appelé le personnel de France 3 Ile-de-France à la grève à partir du mercredi 10 juin à minuit, après le licenciement d'une hôtesse du site de Vanves. Ils estiment que ce licenciement est contraire aux engagements pris par la société Lancry Protection Sécurité (LPS) lors de l'appel d'offres qui lui a fait obtenir le gardiennage des sites de France Télévision, en mars.

TROIS QUESTIONS À...

PHILIPPE ROCHOT

1 Vous êtes le nouveau président de la Société des journalistes (SDJ) de France 2. Comment réagissez-vous aux déclarations d'Albert du Roy ?

– Ces propos sont très insultants pour la rédaction. Je rencontre des journalistes qui se disent salis, souillés et qui ne se reconnaissent pas dans le portrait qui est dressé d'eux. Cette rédaction a toujours été capable de se mobiliser sur des opérations spéciales ; elle a obtenu de grands prix internationaux et elle a eu ses morts et ses otages. Or, on donne l'impression qu'elle est seulement préoccupée par les changements de structures, que du Roy lui-même avait aggravées en créant une nouvelle strate avec trois rédacteurs en chef supplémentaires, qui s'est avérée paralysante et inutile après quelques mois.

2 Comment expliquez-vous les crises successives à France 2 ?

– Les directeurs de l'information y sont éphémères, le poids de la hiérarchie est souvent un obstacle à l'efficacité. Trop de gens interfèrent dans la réalisation des sujets. La crise d'autorité fait que la ligne directrice que doit insuffler le directeur de l'information n'est pas respectée, car il y a trop de responsables pour l'interpréter. Chaque nouveau directeur veur imposer sa marque.

C'est de cette façon qu'Albert du Roy a changé l'habillage du journal sans consulter les réalisateurs de la maison qui sont pourtant très compétents. Il s'est rendu compte ensuite que ce décor noir ne passait pas et il est revenu à quelque chose de plus bâtard qui ne donne pas encore satisfaction.

3 Comment voyez-vous l'avenir ?

Je pense qu'il y aura une prise de conscience et que cette crise permettra à la rédaction de se ressouder. Il faut que le nouveau directeur de la rédaction soit un professionnel de la télévision. France 2 ne se gère pas comme un hebdo. S'il vient de l'extérieur il aura au moins des idées simples et ne s'embarrassera pas des problèmes de clans, de chapelles qui sont le résultat des changements successifs de direction. Pour le futur présentateur du « 20 heures », il se posera le problème de savoir s'il fait « son » journal ou celui de la rédaction. Ce débat est permanent à France 2. Cela dépend de sa personnalité. Le rêve est qu'il soit en harmonie avec la rédaction et la direction de l'information. Ce qui n'était pas le cas jusqu'ici.

Propos recueillis par Françoise Chirot

La privatisation de RMC est entérinée

LE PROCESSUS de privatisation de RMC est arrivé à son terme avec le transfert aux repreneurs des titres que la Sofirad détenait dans Radio Monte-Carlo. Forte de l'agrément définitif du gouvernement français, la Sofirad a cédé vendredi 5 juin ses actions RMC à Sud Communication (dont Pierre Fabre SA est majoritaire à 53 %, aux côtés de NRJ et de la *Dépêche du Midi*). LV and Co devient propriétaire du réseau Montmartre FM, et NRJ reprend aussi les 80 % de RMC dans Radio Nostalgie.

Cette privatisation a suscité de vives réactions. Le Groupement d'intérêt économique (GIE) *« les Indépendants »*, qui représente soixante-treize radios, a déploré *« la concentration qui va découler de la vente de Nostalgie au groupe NRJ »*. Par ailleurs, le groupe britannique EMAP, candidat malheureux à la reprise de RMC, a déposé deux recours devant le Conseil d'Etat.

Les ministres de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, et de l'économie des finances et du industrie, Dominique Strauss-Kahn, se sont félicités lundi 8 juin, *« du bon aboutissement de la procédure de cession de la participation de la Sofirad dans RMC »*. Ils ont bouclé une procédure engagée il y a douze ans, lors de la première cohabitation.

Mais les personnels des stations restent inquiets. Des cadres de Nostalgie envisageaient encore récemment de déposer un plan de reprise alternatif. A RMC, le personnel plaide pour *« le maintien du format généraliste »*. L'intersyndicale SNJ, CFDT et FO juge *« lourd »*, *« le prix à payer sur le plan social »*, *« avec 50 millions d'économies sur une masse salariale de 120 millions »* ce qui représente une centaine de suppressions d'emplois sur un effectif de 250 personnes.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **INTEL : le numéro un mondial des microprocesseurs** est, après Microsoft, poursuivi par l'administration américaine. *(Lire p. 16.)*

● ***SCHNEIDER : Didier* Pineau-Valencienne, PDG du groupe**, a confirmé dans un entretien aux *Echos* du mardi 9 juin que le groupe avait rompu ses négociations avec Siemens en vue de créer une filiale commune dans la haute tension. Les négociations, selon nos informations, ont achoppé sur le partage 50/50 que souhaitait imposer Schneider.

● **THYSSEN KRUPP STAHL : le groupe allemand** étudie une reprise du groupe sidérurgique belge Cockerill-Sambre, affirme le quotidien allemand *Westdeutsche Allgemeine Zeitung* à paraître. Les groupes Hoogovens, Usinor, Arbed, Bristish Steel se sont déjà déclarés intéressés.

● **DANONE : le groupe agroalimentaire français** investit dans Aqua, le premier producteur d'eau asiatique. *(Lire p. 17.)*

● **ELF-ATOCHEM : Atohaas, la filliale du groupe aux** Etats-Unis, qui commercialise des plaques acryliques, a été rebaptisée Atoglas. La société utilise les marques Plexiglas sur le continent américain et Altuglas dans le reste du monde.

● **TOTAL : la direction du groupe pétrolier** et les syndicats CFE/CGC, CFTC et CGT/FO, ont annoncé, lundi 8 juin, la signature d'un protocole d'accord concernant un dispositif de départ volontaire en préretraite (PRI) qui pourrait toucher 500 salariés, âgés de 57 à 60 ans.

SERVICES

● **TRACTEBEL-ELECTRABEL : les deux groupes énergétiques belges**, filiales de Suez-Lyonnaise des eaux, ont annoncé, lundi, la reprise de la société Oslo Kraft, un des opérateurs les plus performants du marché norvégien, pour 110 millions de couronnes (87 millions de francs).

● **VIVENDI : l'ex-Générale des eaux** a acquis 39,71 % des parts de la société brésilienne d'assainissement des eaux Companhia de Saneamiento do Parana (Sanepar), pour un montant de 249,7 millions de réaux (1,3 milliard de francs).

● **BROWING FERRIES : le numéro deux américain des déchets** aurait reçu une offre de rachat de plus de 7 milliards de dollars (42 milliards de francs) de la part d'Allied Waste Industries.

FINANCES

● **WELLS FARGO-NORWEST : un accord de fusion** a été conclu entre les deux groupes bancaires américains, pour environ 34 milliards de dollars (204 milliards de francs). Le président de Wells Fargo, Paul Hazen, sera le président du nouveau groupe.

● **MET LIFE : la deuxième compagnie d'assurance-vie américaine**, Metropolitan Life, va acquérir plus de 50 % des parts de Korea Life Insurance Co. Ltd (KLI), en contrepartie d'un investissement de 1 milliard de dollars (6 milliards de francs).

● **UBS-SBS : la Réserve fédérale américaine (Fed)** a donné, lundi, son feu vert à la fusion de l'Union de banques suisses (UBS) et de la Société de banque suisse (SBS). Elle sera juridiquement réalisée partout dans le monde à partir des 27 et 28 juin.

● **UNICREDITO ITALIANO : le nouveau numéro deux bancaire italien**, né de la fusion entre le Credito Italiano et le groupe de caisses d'épargne Unicredito, se traduira par 2 000 suppressions de postes, a indiqué lundi l'administrateur délégué de Credito Italiano.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». *www.lemonde.fr*

PARIS CAC 40 – 4182,98

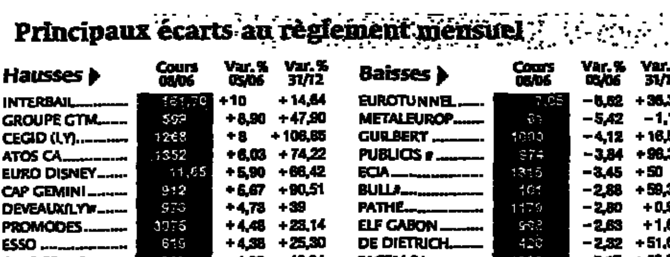
Indices boursiers

Europe 12h30 ▶	Cours 09/06	Var.% 08/06	Var.% 31/12
PARIS CAC 40	4182,93	−0,61	39,48
- SBF 120	2850,76	−0,43	39,24
- SBF 250	2717,40	−0,19	39,72
- SECOND MAR.	2457,92	−0,14	37,45
- MIDCAC	2232,53	−0,27	40,55
LONDRES FT100	6019,70	−0,30	17,22
AMSTERDAM AEI	1267,55	−0,44	32,20
BRUXELLES BEL	3324,67	−0,28	37,48
FRANCFORT D30	5749,13	−0,82	35,28
MADRID IBEX35	10251,60	−0,28	41,30
MILAN MIB30	36993	−0,88	42,88
SUISSE SMI	7755,19	0,15	28,77
STOXX 666	299,72	−0,50	—
EURO STOXX 326	314,51	−0,51	—
STOXX 50	3368,73	−0,93	—
EURO STOXX 50	3422,66	−0,61	—

Monde ▶	Cours 08/06	Var.% veille	Var.% 31/12
NEW YORK DJ	9069,60	0,36	14,89
- SP 500	1118,72	0,17	14,97
- NASDAQ	1767,27	0,27	13,65
BUENOS-AIRES M.	615,86	1,78	−10,51
JOHANNESBURG	6947,20	−0,86	20,49
MEXICO BOLSA	4346,07	−0,52	−14,60
SANTIAGO IPSA	92,06	0,15	−20,30
SAO PAULO BOU.	10940	1,64	3,38
TORONTO FSE I.	7357,19	0,65	12,60
ASIE 10h15	09/06	08/06	31/12
BANGKOK SET	21,00	−1,96	−18,94
HONGKONG H.	8331,48	−2,27	−21,74
SÉOUL	33,10	−2,47	−7,65
SINGAPOUR ST.	1110,49	−1,81	−27,42
SYDNEY ALL O.	2628,90	−0,72	0,28
TOKYO NIKKEI	15530,17	1,54	1,78

PARIS SBF 250 – 2717,40 | NEW YORK Dow Jones – 9069,60 | LONDRES FT100 – 6019,70 | FRANCFORT DAX 30 – 5749,13 | TOKYO Nikkei – 15530,17

Principaux écarts au règlement mensuel



Hausses ▶	Cours 09/06	Var.% 08/06	Var.% 31/12
INTERBAIL	161,70	+10	+14,64
GROUPE GTM	592	+8,90	+47,90
CEGID (LY)	1268	+8	+106,65
ATOS CA	1352	+6,03	+74,22
EURO DISNEY	11,65	+5,90	+66,42
CAP GEMINI	912	+5,67	+90,51
DEVEAUX(LY)#	970	+4,78	+39
PROMODES	3375	+4,48	+23,14
ESSO	615	+4,38	+25,30
CHARGEURS	329	+4,38	+46,94

Baisses ▶	Cours 09/06	Var.% 08/06	Var.% 31/12
EUROTUNNEL	7,05	−6,62	+36,36
METALEUROP	61	−5,42	−1,13
GUILBERT	1030	−4,12	+16,55
PUBLICIS #	974	−3,84	+98,37
ECIA	1315	−3,45	+50
BULL#	101	−2,88	+59,30
PATHE	1179	−2,80	+0,94
ELF GABON	962	−2,63	+1,62
DE DIETRICH	420	−2,52	+51,07
SACEM SA	4552	−2,17	+69,85

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

MARDI 9 JUIN, en milieu de journée, l'indice CAC 40 a accusé un repli de 0,63 %, à 4 178,29 points. Le marché s'est montré assez actif avec plus de 4 milliards de francs de transactions à la mi-séance. Les investisseurs ont procédé à des prises de bénéfices sur un sommet historique. Toutefois, ils ont poursuivi leurs achats sur les valeurs informatiques en portant les titres Atos (+3,6 %), Cap Gemini (+2,4 %) et Compagnie des signaux (+2 %). En revanche, l'action Usinor a été orientée à la baisse le jour de l'assemblée générale du groupe. Pourtant, Francis Mer, le président, a annoncé un doublement du bénéfice du premier semestre par rapport à l'année dernière. Mais, dans le même temps, il a confirmé son intérêt pour Cockerill Sambre, alors que son endettement est déjà élevé. Les deux groupes pétroliers Elf Aquitaine et Total ont abandonné 1,5 %, dans le sillage de leurs homologues américains.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort a ouvert en baisse, mardi 9 juin. Après quelques minutes de transactions sur le système de cotations électroniques, l'indice DAX 30 cédait 0,36 %, à 5 766,84 points.

LONDRES

LA BOURSE de Londres cédait un peu de terrain, mardi, à l'ouverture. L'indice FTSE 100 cédait 0,04 %, à 6 035,30 points.
La veille, la Bourse de Londres avait terminé en nette hausse, franchissant le seuil des 6 000 points, soutenue par la progression de Wall Street.
L'indice Footsie avait gagné 90,5 points à 6 037,8 points, soit une progression de 1,52 %. La publication de l'indice des prix à la production pour le mois de mai, en hausse de 0,1 %, avait eu peu d'impact sur les échanges.

TOKYO

MARDI 9 juin, l'indice Nikkei a progressé de 1,54 %, à 15 530 points. Les investisseurs se sont précipités, pour la deuxième séance consécutive, sur les valeurs exportatrices en raison de la faiblesse du yen. L'action Sony a gagné 2 % et celle de Fuji Photo Film de 2,38 %. Même le titre Honda Motors a augmenté malgré une éventuelle charge pour des problèmes de pollution aux Etats-Unis.

NEW YORK

***LUNDI** 8 juin, la Bourse américaine* s'est adjugé une troisième séance de hausse. L'indice Dow Jones a gagné 0,43 %, à 9 069,60 points. Les fonds de pension ont encore collecté 14,5 milliards de dollars la semaine dernière. Le mariage de Wells Fargo et de Norwest a également relancé les spéculations de rapprochements dans le secteur bancaire.

Valeur du jour : De Dietrich reprend l'offensive

LUNDI 8 juin, De Dietrich a lancé une offre d'achat sur le constructeur autrichien de systèmes d'aiguillage VAE. Le groupe français a proposé un prix de 1 525 schillings (720 francs) par action. Un investissement estimé à près d'un milliard de francs pour la totalité du capital. La direction de De Dietrich confirme avoir déjà acquis des titres VAE sur le marché et a déjà une position « confortable » au capital. Mais, l'opération a été rejetée par le conseil d'administration de la cible et devrait susciter une surenchère (dont le prix n'est pas communiqué) de la part du sidérurgiste autrichien VA Stahl.

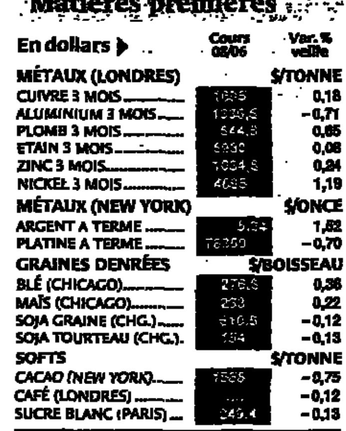
Pour De Dietrich, l'enjeu est important. Après une passe difficile en 1996 (un résultat net tout juste à l'équilibre), le groupe a entamé un redressement spectaculaire qui s'est traduit par un bénéfice net de 157 millions l'an dernier pour un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de francs. Aujourd'hui, il doit trouver des relais de croissance. Régis Bello, le président de De Dietrich n'avait pas fait mystère de son intention de procéder rapidement à une acquisition pour utiliser sa trésorerie pléthorique. Fin 1996, cette dernière s'élevait à 250 millions de francs et, pour l'éponger, le groupe avait procédé à un rachat de ses propres actions. *« Actuellement, il lui reste près de 500 millions de francs de disponibilités »*, estime André Chassagnol, analyste chez Meeschaert-Rouselle. De plus De Dietrich dispose de lignes de crédit pour 1 milliard de francs. Les analystes s'attendaient plutôt à une opération de croissance dans les secteurs thermique (les appareils de chauffage réalisent 37 % des ventes mais près de la moitié du résultat d'exploitation) ou chimique (équipements en acier pour l'industrie chimique qui représentent un dixième du chiffre d'affaires et un quart des bénéfices), deux activités dynamiques et rentables.

C'est pourtant dans le ferroviaire que De Dietrich a décidé de croître. VAE est une belle cible, estime une analyste. Son activité, très internationalisée (86 % des ventes sont réalisées à l'étranger) est complémentaire de celle de Cogifer, la filiale spécialisée de De Dietrich. Sa marge d'exploitation de 6 % est supérieure à celle de Cogifer (5 %). Ce qui devrait permettre d'accélérer le redressement de Cogifer. Si l'opération était réalisée au prix d'offre actuel, elle contribuerait à l'augmentation de 15 % du bénéfice par action De Dietrich en 1999. Et si le groupe français était obligé de relever son offre de 15 %, voire de 20 %, l'impact serait toujours positif. *« De Dietrich a les moyens de surenchérir »*, estime André Chassagnol. Outre ses liquidités, il peut toujours vendre ses actifs forestiers d'une valeur estimée à 150 millions de francs

Enguérand Renault

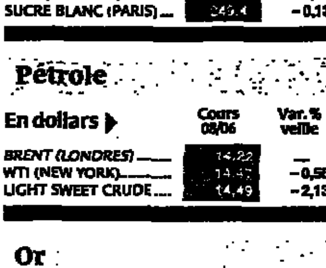
Action De Dietrich – en francs à Paris – suspendue – 420

Matières premières



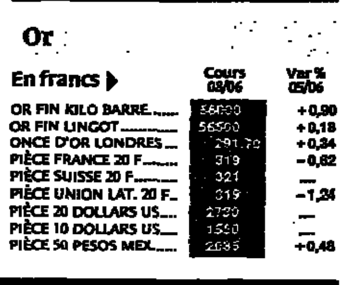
En dollars ▶	Cours 08/06	Var.% veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1695	0,18
ALUMINIUM 3 MOIS	1335,5	−0,71
PLOMB 3 MOIS	544,5	0,65
ETAIN 3 MOIS	5930	0,08
ZINC 3 MOIS	1034,5	0,24
NICKEL 3 MOIS	4085	1,19
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,34	1,82
PLATINE A TERME	78350	−0,70
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	276,5	0,36
MAÏS (CHICAGO)	233	0,22
SOJA GRAINE (CHG.)	610,5	−0,12
SOJA TOURTEAU (CHG.)	184	−0,13
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1585	−0,75
CAFÉ (LONDRES)	[illegible]	−0,12
SUCRE BLANC (PARIS)	245,4	−0,13

Pétrole



En dollars ▶	Cours 08/06	Var.% veille
BRENT (LONDRES)	14,22	—
WTI (NEW YORK)	14,47	−0,56
LIGHT SWEET CRUDE	14,49	−2,13

Or



En francs ▶	Cours 08/06	Var % 05/06
OR FIN KILO BARRE	56000	+0,90
OR FIN LINGOT	56500	+0,18
ONCE D'OR LONDRES	291,70	+0,34
PIÈCE FRANCE 20 F	319	−0,62
PIÈCE SUISSE 20 F	321	—
PIÈCE UNION LAT. 20 F	319	−1,24
PIÈCE 20 DOLLARS US	2720	—
PIÈCE 10 DOLLARS US	1590	—
PIÈCE 50 PESOS MEX.	2035	+0,48

MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert était stable, mardi matin 9 juin, lors des premières transactions entre banques. Il cotait 1,7765 mark et 5,9575 francs.

● **Yen** : le recul du yen s'est poursuivi, mardi, à Tokyo, la monnaie japonaise tombant jusqu'à 141,21 yens pour 1 dollar, avant de revenir à 140,40 yens en fin de séance.

Il est faux de croire que le groupe des Sept (G 7), réuni à Paris, n'abordera pas la question des changes, a déclaré mardi le ministre des finances japonais, Hikaru Matsunaga.

« Certes, la Russie sera la question principale, mais quand les médias disent que les changes ne seront pas abordés, ils se trompent. Le G 7 ne cesse jamais de s'occuper des changes », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. *« Un yen trop faible, ça nous inquiète beaucoup*, a conclu M. Matsunaga. *Nous prendrons donc des mesures de poids en coordination avec les autres pays du G 7. »*

Cours de change

09/06 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR. S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	5,95	6,61	9,72	4,03	2,96	4,24	0,34	3,35	—
DM	1,78	1,97	2,90	1,20	0,88	[illegible]	[illegible]	—	0,30
LIRE (100)	1749,95	1941,03	2861,09	1186,96	874,13	1248,41	—	985,48	293,83
YEN (100)	140,25	155,49	229,15	95,06	70,01	—	8,01	78,82	23,54
FLORIN	2	2,22	3,27	1,36	—	1,43	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,47	1,64	2,41	—	0,74	1,05	0,08	0,83	0,25
LIVRE	0,61	0,68	—	0,41	0,31	0,44	0,03	0,34	0,10
ECU	0,90	—	1,47	0,61	0,45	0,64	0,52	0,51	0,15
DOLLAR	—	1,11	1,63	0,68	0,50	0,71	0,06	0,56	0,17

Taux d'intérêt (%)

Taux 09/06 ▶	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	[illegible]	3,41	4,90	5,42
ALLEMAGNE	[illegible]	3,41	4,84	5,40
GDE-BRETAG.	[illegible]	7,62	5,75	5,51
ITALIE	[illegible]	4,95	5,11	5,63
JAPON	[illegible]	0,40	1,43	—
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,11	5,56	5,79
SUISSE	[illegible]	1,91	3,08	4,11
PAYS-BAS	[illegible]	3,45	4,89	5,41

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 09/06	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 JUIN 98	[illegible]	104,22	104,34
Pibor 3 mois JUIN 98	[illegible]	96,41	96,42

Marché des changes

Devises 17h35 ▶	Cours BDF 08/06	Achat 08/06	Vente 08/06
ALLEMAGNE (100)	[illegible]	322	346
AUTRICHE (100)	[illegible]	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	[illegible]	15,88	16,78
CANADA	[illegible]	3,79	4,39
DANEMARK (100)	[illegible]	83	93
ESPAGNE (100)	[illegible]	3,67	4,27
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,67	6,27
FINLANDE (100)	[illegible]	106	116
GDE-BRETAGNE	[illegible]	9,31	10,16
GRÈCE (100)	[illegible]	1,75	2,25
IRLANDE	[illegible]	8,03	8,87
ITALIE (1000)	[illegible]	3,15	3,65
JAPON (100)	[illegible]	4,03	4,38
NORVÈGE (100)	[illegible]	75,50	84,50
PAYS-BAS (100)	[illegible]	[illegible]	—
PORTUGAL (100)	[illegible]	2,95	3,65
SUÈDE (100)	[illegible]	71,50	81,50
SUISSE (100)	[illegible]	389	413

TAUX

● **France** : le marché obligataire a ouvert en baisse, mardi 9 juin. Après quelques minutes de transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 6 centièmes, à 104,29 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,92 %, soit 0,05 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

● **Etats-Unis** : les obligations américaines avaient terminé la séance sans grand changement, les opérateurs se montrant prudents avant l'intervention, mercredi, du président de la Réserve fédérale Alan Greenspan devant la *commission économique mixte du Congrès*, où il devait aborder les perspectives économiques et monétaires.
Le rendement de l'emprunt à 30 ans, qui constitue l'échéance de référence outre-Atlantique, s'était inscrit à 5,78 % en clôture.

ÉCONOMIE

Nette amélioration du moral des ménages

L'indicateur d'opinion des ménages a nettement progressé, en France, au mois de mai, pour *s'établir à – 16 points*, contre – 19 points en avril, ce qui correspond à son meilleur niveau depuis la mi-1995, selon l'enquête publiée mardi 9 juin par l'Insee.
Les ménages sont en outre moins nombreux qu'en avril à s'attendre à une augmentation du nombre de chômeurs dans les mois qui viennent. Là encore, il s'agit du meilleur résultat depuis la mi-1995.

■ **Les recettes fiscales nettes de** 1997 ont été en ligne avec celles qui étaient prévues par la loi de finances initiale Juppé-Arthuis, fait ressortir le rapport Migaud sur le débat d'orientation budgétaire, qui devait avoir lieu mardi 9 juin à l'Assemblée nationale.

■ **La CGT a estimé** lundi 8 juin que la baisse des taux administrés des livrets d'épargne, annoncée vendredi par le gouvernement, n'était pas *« sans danger »*, car *« elle peut nourrir davantage les placements financiers au détriment du logement social »*.

■ **JAPON : l'économie continue à stagner** mais doit faire face à des pressions baissières accrues, notamment en matière de production et d'emploi, écrit mardi 9 juin l'Agence de planification économique (EPA) dans son rapport mensuel, qui se refuse toutefois à parler de récession. *(Lire page 18.)*

■ **Les prix de gros japonais** ont augmenté de 0,2 % en mai, soit un recul de1,7 % en glissement annuel, a annoncé mardi 9 juin la Banque du Japon (BOJ).

■ **PAKISTAN : les Quinze ont décidé** lundi 8 juin de revoir l'opportunité d'accorder des prêts internationaux au Pakistan à la suite de ses essais nucléaires, mais en tenant cependant compte *« des circonstances économiques et financières »* de ce pays.

■ **ROYAUME-UNI : des milliers d'employés de maintenance** des chemins de fer britanniques vont observer 11 jours de grève fin juin et début juillet, a annoncé lundi 8 juin leur syndicat, le Rail Maritime and Transport Union (RMT).

■ ***ALLEMAGNE* : les déficits publics** devraient se réduire progressivement, passant de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1998 à 0,5 % en 2002, selon des estimations du ministère allemand des finances.

■ **ESPAGNE : pour le cinquième mois consécutif**, le taux de chômage enregistré en Espagne a diminué, tombant à 11,77 % en mai contre 12,14 % en avril, a indiqué lundi 8 juin à Madrid le ministère du travail.

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : le taux de chômage** a baissé de 0,1 point au mois de mai par rapport au mois d'avril 1998, pour se situer à 5,3 % de la population active, a annoncé lundi 8 juin le ministère tchèque du travail et des affaires sociales.

■ **La hausse des prix à la consommation** en République tchèque s'est élevée à 0,1 % au mois de mai par rapport à avril 1998, a annoncé lundi 8 juin à Prague l'Office tchèque des statistiques. En glissement annuel, l'inflation s'établit à 11,1 %.

■ **INDONÉSIE : l'Agence pour la restructuration de la dette** indonésienne (Indra), dont la création a été décidée par un accord passé le 4 juin à Francfort entre l'Indonésie et 13 de ses banques créancières, deviendra opérationnelle le 1er août prochain, a annoncé, lundi 8 juin à Djakarta, Radius Prawiro, ancien ministre des finances.

■ **La dette de l'Indonésie** (entreprises et banques comprises) due cette année aux prêteurs privés étrangers s'élève à 29,2 milliards de dollars, selon des statistiques publiées lundi 8 juin.

NOMINATIONS

■ **MOTOROLA : Samer Roumieh** est nommé directeur général de Motorola SA et directeur de la division radiocommunications.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 9 JUIN

Liquidation : 23 juin
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12h30

CAC 40 ↘ PARIS
-0,43 %
CAC 40 : 4186,56

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Montant coupon (1)
B.N.P. (T.P)	1062	1060	-0,18	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	953	—		[illegible]
Renault (T.P.)	2917	2975	+1,98	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	3090	3160	+2,26	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1398	1400	+0,14	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	1013	1013	—	[illegible]
Accor	1739	1754	+0,86	[illegible]
AGF	365	365,90	+0,24	[illegible]
Air Liquide	1194	1187	-0,58	[illegible]
Alcatel Alsthom	1231	1222	-0,73	[illegible]
Altran Techno. #	1282	1298	+1,24	[illegible]
Atos CA	1352	1409	+4,21	[illegible]
Axa	701	688	-1,85	[illegible]
Bail Investis	990	992	+0,20	[illegible]
Bazar Hot. Ville	750	757	+0,93	[illegible]
Bertrand Faure	522	517	-0,95	[illegible]
BIC	465	468,80	+0,81	[illegible]
BIS	683	675	-1,17	[illegible]
B.N.P.	513	511	-0,38	[illegible]
Bollore Techno.	1250	1261	+0,88	[illegible]
Bongrain	3133	3125	-0,25	[illegible]
Bouygues	1139	1123	-1,40	[illegible]
Bouygues Offs.	295	290	-1,69	[illegible]
Bull#	101	102,70	+1,68	[illegible]
Canal +	1139	1157	+1,58	[illegible]
Cap Gemini	912	935	+2,52	[illegible]
Carbone Lorraine	2990	3025	+1,17	[illegible]
Carrefour	3760	3664	-2,55	[illegible]
Casino Guichard	463	461,70	-0,28	[illegible]
Casino Guich.ADP	324	324	—	[illegible]
Castorama Dub.(Li)	1090	1086	-0,36	[illegible]
C.C.F.	490	490,40	+0,08	[illegible]
Cegid (Ly)	1268	1241	-2,12	[illegible]
Cerus Europ.Reun	41,15	40,55	-1,45	[illegible]
CGIP	3197	3260	+1,97	[illegible]
Chargeurs	529	516	-2,45	[illegible]
Christian Dalloz	822	818	-0,48	[illegible]
Christian Dior	843	845	+0,23	[illegible]
Ciments Francais	372	366,10	-1,58	[illegible]
Cipe France (Ly) #	229	—		[illegible]
Clarins	610	598	-1,96	[illegible]
Club Mediterranee	585	578	-1,19	[illegible]
Coflexip ■	892	891	-0,11	[illegible]
Colas	1225	1239	+1,14	[illegible]
Comptoir Entrep.	16,60	16,50	-0,60	7,50
Comptoirs Mod.	3520	3500	-0,56	24
CPR	505	508	+0,59	22
Cred.Fon.France	110,30	107,80	-2,26	[illegible]
Credit Lyonnais CI	612	612	—	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	561	576	+2,67	5,50
Damart	4635	4660	+0,53	67
Danone	1660	1670	+0,60	18,30
Dassault-Aviation	1963	1949	-0,71	31,50
Dassault Electro	775	765	-1,29	[illegible]
Dassault Systemes	277	279,20	+0,79	[illegible]
De Dietrich ●	420	424	+0,95	6,30
Deveaux(Ly)#	973	990	+1,74	24
Dev.R.N-P.Cal Li #	71	71,50	+0,70	[illegible]
Dexia France	820	835	+1,82	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	174	172,10	-1,09	[illegible]
Dynaction	240	239,40	-0,25	[illegible]
Ecia	1815	1776	-2,14	13
Eiffage	570	566	-0,70	[illegible]
Elf Aquitaine	860	846	-1,62	[illegible]
Eramet ■	287	287	—	[illegible]
Eridania Beghin	1306	1311	+0,38	39
Essilor Intl	2601	2620	+0,73	[illegible]
Essilor Intl.ADP	2302	2270	-1,39	[illegible]
Esso	619	617	-0,32	10
Eurafrance	3900	3900	—	[illegible]
Euro Disney	11,65	11,45	-1,71	[illegible]
Europe 1	1417	1398	-1,34	[illegible]
Eurotunnel	7,05	7,25	+2,83	[illegible]
Fimalac SA	747	752	+0,66	[illegible]
Finextel	127	127	—	[illegible]
Fives-Lille	517	511	-1,16	[illegible]
France Telecom	374,40	374	-0,10	[illegible]
Fromageries Bel	5300	5300	—	[illegible]
Galeries Lafayette	6300	6300	—	[illegible]
GAN	177	175,60	-0,79	[illegible]
Gascogne	650	648	-0,30	[illegible]
Gaumont #	485	482,80	-0,45	[illegible]
Gaz et Eaux	3560	3560	—	[illegible]
Geophysique	1022	1041	+1,85	[illegible]
G.F.C.	679	672	-1,03	[illegible]
GrandVision	246,10	246	-0,04	[illegible]
Groupe Andre S.A.	729	721	-1,09	[illegible]
Groupe GTM	599	587	-2	[illegible]
Gr.Zannier (Ly) #	171	168,10	-1,69	[illegible]
Guilbert	1000	1009	+0,90	[illegible]
Guyenne Gascogne	2500	2473	-1,08	[illegible]
Hachette Fili.Med.	1670	1642	-1,67	[illegible]
Havas	500	538	+7,60	[illegible]
Havas Advertising	1211	1194	-1,40	[illegible]
Imetal	872	857	-1,72	[illegible]
Immeubl.France	503	508	+0,99	[illegible]
Infogrames Enter.	381,80	389,90	+2,12	[illegible]
Ingenico	182	179,70	-1,26	[illegible]
Interbail	161,70	160,30	-0,86	[illegible]
Intertechnique	1670	1639	-1,85	[illegible]
ISIS	853	846	-0,82	[illegible]
Jean Lefebvre ■	493	480	-2,63	[illegible]
Klepierre	1197	1215	+1,50	[illegible]
Labinal	2293	2250	-1,87	[illegible]
Lafarge	645	634	-1,70	[illegible]
SGE	280	280	—	[illegible]
Sidel	490	487,90	-0,42	[illegible]
Silic CA	1119	1111	-0,71	[illegible]
Simco	500	500	—	[illegible]
S.I.T.A.	1435	1483	+3,34	[illegible]
Skis Rossignol	119,90	119	-0,75	[illegible]
Soc.Fonc.Lyonnai.#	975	979	+0,41	[illegible]
Societe Generale	1236	1235	-0,08	[illegible]
Sodexho Alliance	1191	1230	+3,27	[illegible]
Sogeparc (Fin)	432,90	432	-0,20	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Montant coupon (1)
Telefonica #	284,50	286	+0,52	1,63
Toshiba #	23,60	24	+1,69	0,20
Unilever #	494,50	488,40	-1,23	3,29
United Technol. #	545	545	—	1,82
Volkswagen A.G #	5020	5150	+2,58	29,63
Western Deep #	138,70	140	+0,93	6,01
Yamanouchi #	127,10	129,60	+1,96	0,60
Zambia Copper	12,60	12,35	-1,98	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

MARDI 9 JUIN

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	115,90	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	105,70	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	125	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	120,80	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	121,10	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	102	[illegible]
CFF 10,25%90-01 CB#	113,75	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	108,33	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	127,25	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	116,83	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	—	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	106,68	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	—	[illegible]
Finansder 9%91-06#	126,77	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	112,98	[illegible]
Floral9,75% 90-99#	—	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	—	[illegible]
OAT 9,50%88-98 CA#	100,24	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	100	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	103,82	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	107,28	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	100,80	[illegible]
OAT 10%5/85-00 CA#	110,54	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	100,11	[illegible]
OAT 10% 90-01 ecu	113,93	[illegible]
OAT 7,5%7/86-01CA#	109,20	[illegible]
OAT 8,5% 91-02 ecu	113,04	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	115,85	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	—	[illegible]
OAT.8,50%92-23 CA#	—	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	—	[illegible]
Suez Lyon.Eaux 90	1021	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	56,90	56
Baccarat (Ny) ◆	902	902
Bains C.Monaco ◆	765	765
Bque Transatlantl.	293	279,10
B.N.P.Intercont.	1550	1541
Bidermann Intl. ◆	110	110
Centenaire Blanzy	594	598

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Lucia	73,70	72,50
Monoprix	473,10	476
Metal Deploye	407	420
Mors	9,50	9,35
Navigation (Nle)	135	135
Optorg	505	485
Paluel-Marmont ech	476,70	462
Exa.Clairefont(Ny)	1069	1071
Parfinance	455	469
Paris Orleans	385	395
Promodes (CI)	2100	2106
PSB Industries Ly	690	691
Rougier #	425	420
Saga	203	205
S.I.P.H. ◆	245	245
Sofragi ◆	5540	5540
Lloyd Continental ◆	11390	11390
Matussiere Forest	79,30	79
Moncey Financiere ◆	2932	2932
M.R.M. (Ly) ◆	520	520
Part-Dieu(Fin)(Ly) ◆	131	131
Poliet	530	531
Sabeton (Ly)	820	819
Samse (Ly) ◆	1411	1411

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

MARDI 9 JUIN

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	63,95	64,25
AFE #	1040	1027
Aigle #	517	518
Albert S.A (Ns)	236	240
Arkopharma #	470	473
Assystem #	302	295
Bque Picardie (Li) ◆	952	952
Bque Tarneaud(B)#	390	390
Bque Vernes	155,10	140,10
Beneteau CB#	773	784
B I M P ◆	138	138
Boiron (Ly)#	465	461,90
Boisset (Ly) #	864	890
But S.A.	385	380
C.E.E #	199	200
Change Bourse (M)	244,20	248
CNIM CA#	277	278
Codetour	421	412,80
Comp.Euro.Tele-CET	360	350
Conflandey #	339	340
C.A. Hte Normandie	338	337,90
C.A. Paris IDF	874	878
C.A.Ile & Vilaine	308	308
C.A.Loire Atl.# Ns	302,80	302
C.A.Pas de Calais	596	596
C.A.du Nord#(Li)	493	490
C.A. Oise CCI	342,40	342,20
C.A. Somme CCI	340,90	335
C.A.Toulouse (B)	427	426
Groupe J.C.Darmon	629	622
Devanlay S.A.	722	722
Devernois (Ly)	597	597
Ducros Serv.Rapide	50	51
Emin-Leydier (Ly)#	499	491
Europ.Extinc.(Ly)	480,10	460
Expand s.a	1679	1679
Factorem	851	850
Faiveley #	258	259
Finacor	37,90	37
Fininfo	1040	1050
Assur.Bq.Populaire	634	627
Gautier France	405	409
Gel 2000	40,60	42
GEODIS #	491	500
GFI Industries #	1745	1750
Girodet (Ly) # ◆	24	24
GLM S.A	230	229,90
Gpe Guillin # Ly	293	279,70
Kindy #	151,30	151,50
Guerbet S.A	261	259,10
Hermes internat.1#	509	505
Hurel Dubois	881	862
Petit Boy #	120	123
Phyto-Lierac #	281	278
Pochet ◆	778	778
Poujoulat Ets (Ns) ◆	229	229
Radiall #	770	789
Robertet #	1340	1320
Rouleau-Guichard ◆	296	296
Securidev #	114	113

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30

MARDI 9 JUIN

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	42,65	43,50
Belvedere	1341	1355
BVRP	390	399
Coil	405	400
Electronique D2	163	165
FDM Pharma n.	130	152,10
Genset	650	660
Guyanor action B ◆	9,25	9,25
High Co.	398	419
Infonie	102	102
Joliez-Regol	99	99
Mille Amis ◆	59,95	59,95
Naturex	118	113,50
Olitec	1266	1255
Picogiga	286	293
Proxidis	23	25,40
R21 Santé	597	601
Stelax ◆	6,40	6,40

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h30

MARDI 9 JUIN

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI ◆	1012	1012
Via Crédit (Banque) ◆	25,30	25,30

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 8 juin

BRED BANQUE POPULAIRE

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Moneden	95094,35	95094,35
Oblig. tres cate.	290,23	285,94

CDC-GESTION

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Oblilion	2321,75	2298,76
Sicav 5000	1048,60	1028,04
Sivafrance	1806,68	1774,25
Silvam	684,56	671,14
Silvarente	267,51	262,26
Silvinter	969,09	950,09
Trilion	5174,62	5108,25
Amplitude Pacifique C	78,63	76,71
Elanciel D PEA	279,34	272,53
Géobilys C	708,36	697,89
Géobilys D	670,20	660,30
Kaleis Dynamisme C	1348,20	1321,76
Kaleis Équilibre C	1207,78	1184,10
Kaleis Sérénité C	1126,91	1115,75
Plénitude D PEA	280,09	273,26
Poste Gestion C	15283,07	15283,07

Naissances

Julie, Carole et Claude FRANCIS-JEANNINGROS
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de leur petite

Alice,

le 31 mai 1998, à Paris.

Décès

– Les avocats et le personnel de Gide. Loyrette. Nouel
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Louis BUTSCH,
avocat au barreau de Paris,

qu'ils s'honorent d'avoir compté parmi eux pendant près de deux ans.

– Avignon.

M. et Mme Jacques Cabassu,
Clémence et Pierre,
Mlle Nicole Cabassu,
M. et Mme Marcel Ducret
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Eugène CABASSU,
expert agréé
par la Cour de cassation,

survenu le 7 juin 1998.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Didier, à Avignon, le mercredi 10 juin, à 10 heures, suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Véran.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue du Roi-René,
84000 Avignon.

– Monique, Jérôme, Laurence Plon,
sa fille et ses petits-enfants,
Marie-Louise et Jean Duperet-Toumieu,
sa sœur et son beau-frère,
ont la tristesse de faire part du décès de

Marcelle Françoise CAMMAS.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Médard, Paris-5e, le jeudi 11 juin, à 9 heures.

88, boulevard Arago,
75014 Paris.

– Josette Peres-Cohen,
son épouse,
Catherine et Jean-Claude Elalouf,
Françoise Cohen,
Sophie et Thomas Henaut,
ses filles et ses gendres,
Johanna, Judith, Raphaëlle, Gabrielle et Sara,
ses petites-filles,
Roger et Denise Cohen,
Andrée Cohen-Chatel
et ses enfants,
Edouard et Françoise Cohen,
ses frères, sœur, belles-sœurs et neveux,
Brigitte Leguen-Reyes,
Ramon Reyes
et leurs enfants,
sa nièce et ses neveux,
Delphine Brosseau,
sa collaboratrice,
ont la douleur de faire part du décès de

Fernand COHEN,
avocat à la cour,

survenu le 7 juin 1998, à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 10 juin, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à la porte principale, à 15 heures.

47, rue de Courcelles,
75008 Paris.

– Bernard Conein,
Serge Conein,
Elyette Conein
et ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès survenu le 3 juin 1998, à Washington, du

lieutenant-colonel Lucien CONEIN,
OSS (ancien Jedburgh),
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Vietnam,
Silver Star with Palm,
Bronze Star Medal,
Distinguished Service Cross,
croix de guerre 1939-1945,
European African Middle East Campaign Medal 3 stars,
citation à l'ordre de la demi-brigade de l'Armagnac FFI.

Les obsèques auront lieu avec les honneurs militaires au cimetière national d'Arlington, le 14 juillet.

– Mme Jacques Keller,
M. Olivier Keller
et ses enfants,
Helen Rumage,
Claudine Keller,
Anne Keller,
M. et Mme Jean-Jacques Keller
et leurs enfants,
M. Gabriel Keller,
Martine Cochin Keller,
Céline, Alexandre
et Jeanne-Alice Keller,
M. et Mme Daniel Quenaudon
et leurs enfants,
M. Laurent Keller,
M. et Mme Rémi Keller
et leurs enfants,
Joëlle Keller,
Cécile Grandin,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanne KELLER,

survenu le 31 mai 1998.

Une cérémonie religieuse aura lieu le samedi 13 juin, à 15 heures, à l'église réformée du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6e.

– M. et Mme Goulé,
M. et Mme Guesdon,
M. et Mme Le Bris,
Mme Protard,
Ses nombreux neveux et nièces,
Ses amis intimes,
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice DUFOUR,

survenu le 6 juin 1998, dans sa soixante-dix-huitième année, à Sainte-Radegonde (Tours).

La cérémonie religieuse a été célébrée le 9 juin, à Paris, dans l'intimité familiale.

52, rue Balard,
75015 Paris.

– Françoise Krieg, née Chermezon,
son épouse,
Nicole et Marc Baudet,
Thierry et Evelyne Krieg,
Arnaud et Martine Krieg,
ses enfants,
Emmanuelle et Stéphane Ralite,
Karine et Laurent Bourguignon,
Guillaume, Geoffroy, Charlotte et Florence Krieg,
ses petits-enfants,
Julien et Soline,
ses arrière-petits-enfants,
Raymonde et Maurice de Sablet,
Jean-Paul et Martine Chermezon,
ses sœur, beaux-frères et belle-sœur,
font part du rappel à Dieu de

Pierre-Charles KRIEG,
officier de la Légion d'honneur,
officier des Arts et des Lettres,
chevalier des Palmes académiques
et du Mérite agricole,
avocat honoraire,
ancien député de Paris,
membre honoraire du Parlement,
ancien maire
du 4e arrondissement de Paris,
ancien président
du Conseil régional de l'Ile-de-France,
ancien président
de l'Agence des espaces verts
de l'Ile-de-France,

survenu le samedi 6 juin 1998, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juin, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4e, où l'on se réunira à 10 h 30.

La crémation au cimetière du Père-Lachaise et l'inhumation au cimetière de Montmartre auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons à la recherche contre le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

86, rue de Monceau,
75008 Paris.

– Le maire de Paris,
Et le Conseil de Paris
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre-Charles KRIEG,
officier de la Légion d'honneur,
officier des Arts et des Lettres,
chevalier des Palmes académiques,
chevalier du Mérite agricole,
avocat honoraire,
ancien député de Paris,
membre honoraire du Parlement,
ancien maire
du 4e arrondissement de Paris,
ancien président
du Conseil régional d'Ile-de-France,
ancien président
de l'Agence des espaces verts
de l'Ile-de-France,

survenu le samedi 6 juin 1998, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juin, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4e, où l'on se réunira à 10 h 30.

(*Le Monde* du 9 juin.)

– Mme Anne de Meslon,
M. Jean Nicolas de Meslon,
Les Glaneurs,
Et les Amis des Amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lionel de MESLON,

survenu à Paris, le 20 mai 1998.

Une messe d'intention sera célébrée le jeudi 11 juin, à 18 h 30, en la basilique Notre-Dame des Victoires, à Paris-2e.

– Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui

Mme Guy de LAPEYRIÈRE,
née Brigitte Le GAVRIAN,

décédée le 6 juin 1998, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

De la part de
M. et Mme Francis Bourguignat,
M. et Mme Ignace Froidure,
M. Guy de Lapeyrière,
M. et Mme Gérard de Lapeyrière,
M. et Mme François Milard,
Mme Marie-José Delalande,
Mme Solange de Lapeyrière,
M. et Mme Francis de Lapeyrière,
ses enfants,
Ainsi que leurs enfants et petits-enfants,

en union avec

Guy de LAPEYRIÈRE,

son époux,

décédé le 4 novembre 1997,

Françoise de LAPEYRIÈRE,
née de SÈZE,

Nicole MILARD,
née de LAPEYRIÈRE.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 9 juin, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Chimay, Belgique.

Henry LAUDELOUT,
professeur émérite
à l'Université catholique de Louvain,
membre de l'Académie d'agriculture
de France,

nous a quittés inopinément, ce 6 juin 1998, à l'âge de soixante-seize ans.

– Le Centre culturel Calouste-Gulbenkian
a la tristesse de faire part du décès de

Maria de Lourdes BELCHIOR PONTES,

survenu à Lisbonne, le 4 juin 1998, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 6 juin, en l'église Santa-Isabel de Lisbonne.

Professeur à l'université de Lisbonne, Maria de Lourdes Belchior enseigna aussi en France, aux Etats-Unis, fut conseiller à Rio, et secrétaire d'Etat (culture et recherche scientifique). Elle laissa une œuvre importante en histoire de la littérature, notamment sur le baroque ibérique. Pendant huit ans elle a dirigé le Centre culturel Calouste-Gulbenkian, à Paris, où elle laisse de nombreux amis et disciples. Parmi ses décorations, celle d'officier de la Légion d'honneur.
Elle venait d'être faite docteur *honoris causa* de l'université de Porto et de l'Université nouvelle de Lisbonne, à la création de laquelle elle avait beaucoup contribué.

51, avenue d'Iéna,
75116 Paris.

– M. et Mme Bernard Curis,
M. et Mme Christian Mingasson,
M. et Mme Jacques Bellanger,
M. et Mme Joël Mingasson,
M. Paul Mingasson,
Ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles Mingasson et Roure,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri MINGASSON,
née Jeanne ROURE,

survenu le 7 juin 1998, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7e.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 heures, au nouveau cimetière de Pléneuf-Val-André (Côtes-d'Armor).

10, rue du Pré-aux-Clercs,
75007 Paris.

– Besançon.

Isabelle Morizot-Morain
et ses enfants
ont la douleur de faire part du décès de

Guy MORAIN,
ingénieur France-Télécom,

survenu le 7 juin 1998, à Besançon, à l'âge de quarante-deux ans.

12, rue Boudot,
25000 Besançon.

– M. Nakhleh Afif,
son mari,
Gabriel, Angélique, Isabelle et Sophie,
ses enfants,
Samir et Samira Sahyoun,
son frère et sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

Daad NAKHLEH,
née SAHYOUN,

survenu le 6 juin 1998, dans sa cinquante et unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 juin, à 9 h 15, en l'église Notre-Dame, à Villepinte (Seine-Saint-Denis).

« Son courage dans la vie et la maladie aura été exemplaire. »

« Dame du monde et femme d'un autre temps, elle avait la grâce et la beauté de l'Orient. »

– Mme Hélène Poquet,
son épouse,
Et toute la famille,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Paul-Marie POQUET,

survenu le 5 juin 1998, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse et l'inhumation, dans le caveau de famille, au cimetière du Montparnasse, ont eu lieu dans l'intimité familiale.

29, rue du Champ-de-Mars,
75007 Paris.

Mme Renée SAINT-RAMON

nous a quittés le dimanche 7 juin 1998.

Nell, Fabrice Pilorgé,
Michel Pilorgé,
Yvette Saint-Ramon,
Jean-Gérard Saint-Ramon,
Charlotte Saint-Ramon Roveri
et leurs familles,
se réuniront le vendredi 12 juin, à 9 h 45, en l'église Saint-Germain-des-Prés, chapelle Saint-Symphorien, pour la messe d'enterrement.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Brèches (Indre-et-Loire), à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Adressez vos dons à
Lutte contre la douleur,
CETD hôpital Saint-Antoine,
184, rue du Faubourg-Saint-Antoine,
75012 Paris.

– Cherbourg, Tourlaville.

Jacques et Colette Sur,
Serge Sur et Roseline Letteron,
ses enfants,
Franck, Nicolas et Florence, Sabine,
ses petits-enfants,
Martin,
son arrière-petit-fils,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Suzanne SUR,
née HUAUT,

survenu le 28 mai 1998, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

« Le soir venu, il leur dit : passons sur l'autre rive. »

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église Saint-Joseph des Mielles, à Tourlaville.

4, rue Goaerem-Goz,
29880 Locmaria-Plouzané,
24, rue Spontini,
75116 Paris.

– François, Jean-Michel, Julien,
et Georges-Vincent Vergne,
Ainsi que leurs épouses et enfants,
Sa famille, ses proches,
Et tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Robert François VERGNE,

survenu à Paris, le 7 juin 1998, dans sa soixante-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 juin, à 15 heures, en l'église de Meymac (Corrèze), suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille.

Une messe à son intention sera dite le mercredi 24 juin, à 18 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 4, rue Corot, Paris-16e.

La famille remercie toute l'équipe de l'hôpital Sainte-Périne pour ses soins attentifs et son dévouement.

François Vergne,
54, rue Pasteur,
92150 Suresnes.

Messes-Souvenir

– En souvenir de

Marina SCRIABINE,

une messe sera célébrée le vendredi 19 juin 1998, à 18 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 79, rue Galande, Paris-5e.

Colloques

– Colloque du Collège des études juives de l'Alliance israélite universelle, en collaboration avec l'Institut catholique de Paris : **Y a-t-il une morale « judéo-chrétienne » ?**, le dimanche 14 juin, à l'Institut catholique, 21, rue d'Assas, Paris-6e.

Renseignements à l'AIU : 01-53-32-88-55.

**RÉPUBLIQUE
ÉGALITÉ CONTRE ÉQUITÉ**
Colloque
du Comité Laïcité République
Le 13 juin, à partir de 13 h 45,
au Sénat,
15, rue Vaugirard,
75006 Paris
(pièce d'identité obligatoire).

Animé par Marc Riglet (France-culture), avec les interventions de M.-N. Lienemann (anc. ministre) ; H. Guaino (anc. commissaire au Plan) ; Ch. Jelen (journaliste, *Le Point*) ; Ph. Cohen (*fond. Marc-Bloch*) ; D. Tchetche Apea (mil. associatif) ; Ph. Foussier (journaliste) ; P. Kessel (président du CLR).

Inscriptions sur place ou *tél.* : 0-803-089-947.

Conférences-débats

L'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)
organise à Paris, le jeudi 11 juin 1998, à 18 heures :
« L'avenir des outils français de la dissuasion nucléaire ».

Une conférence-débat animée par Pascal Boniface, IRIS.

Avec Guy-Michel Chauveau, député PS, *Michel Voisin, député UDF,* Jacques Bouchard, CEA/DAM, Jean-Pierre Matge, Aerospatiale.

Renseignements et inscriptions :
IRIS. Tél. : 01-49-40-33-36.

Diplômes ingénieurs

– L'ESAIP à Saint-Barthélemy-d'Anjou (Maine-et-Loire) offre la possibilité aux titulaires de BTS, DUT ou DEUG, ainsi qu'aux élèves de classes préparatoires, de devenir ingénieur en informatique industrielle et réseaux de télécommunications ou en sécurité environnement prévention (DU) après un parcours international de formation sur *trois ans.*

Tél. : 02-41-96-65-10.

Concours

– Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Préparation au concours externe d'entrée à l'Ecole nationale d'administration. Admission après examen du dossier et test d'aptitude.

Renseignements et retrait des dossiers à partir du 15 juin 1998, CIPCEA, 12, place du Panthéon, Paris-5e.

Tél. : 01-46-34-99-35.

Inscriptions définitives et début des enseignements : octobre 1998.

Tables rondes

**LE CENTRE INTERNATIONAL
DE RECHERCHE
SUR LES JUIFS DU MAROC**
189, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.
Tél. : 01-45-49-61-40.
Fax : 01-45-48-24-83

et Robert ASSARAF,
président,

organisent une
Table ronde.

Ecriture et réécriture de la mémoire chez les Juifs du Maghreb.

Dimanche 14 juin 1998, à 14 h 30,
aux salons
de la Société pour la promotion
de l'industrie,
4, place Saint-Germain,
75007 Paris.

Avec Annie Dayan-Rosenmann, *Casablanca, Montréal, Dimona,* Sarcelles, l'écrivain porte-mémoire et le temps de l'écriture.

Annie Goldmann, présentation du film israélien « Un brin de chance » : de Zeev Revah. *Quand une histoire douloureuse se dit sous forme de mélodrame et avec des chansons.*

Cette table ronde sera dédiée à la mémoire de Yédida Stillman, professeur à l'université d'Oklahoma (Etats-Unis) et membre du Conseil scientifique du CRJM.

Examens

**ÉCOLE SPÉCIALE
D'ARCHITECTURE**
Etablissement privé
d'enseignement supérieur
reconnu d'utilité publique et par l'Etat

Directeur : François Wehrlin
Président : Christian de Portzamparc
Rentrée automne 1998

Lycéens préparant le baccalauréat, bacheliers, diplômés de l'enseignement supérieur, vous désirez intégrer l'Ecole spéciale d'architecture à l'automne 1998 :
– les examens d'admission se dérouleront :
le 1er juillet 1998,
le 1er septembre 1998.

Renseignements : ESA,
254, boulevard Raspail,
75014 Paris.
Tél. : 01-40-47-40-00.
Fax : 01-43-22-81-16.

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, jeudi 11 juin, à 20 h 30 : Daniel Béréznïak : « Les Intégristes » (éditions Grancher). Tél. : 01-42-71-68-19.

SCIENCES Longtemps associé à l'image du métier à tisser, le textile est en réalité un secteur de pointe en matière de recherche et d'innovation. ● LE SYMPOSIUM international Techtextil a rassemblé, les 28 et 29 mai à Lyon, plus de trois cents industriels et chercheurs sur des sujets aussi divers que les applications des nouveaux matériaux composites dans le domaine du bâtiment, de la santé, des biomatériaux et des vêtements de sport. ● COORGANISATEUR de ce colloque, l'Institut textile de France, situé à Ecully (Rhône), mène un vaste projet de recherche sur les effets visuels que l'on peut conférer aux surfaces : couleurs sans colorant, couleurs changeantes, effets 3D, etc. ● CHIMISTES et physiciens pénètrent au sein de la matière, associent à volonté différents polymères et bâtissent de nouvelles architectures moléculaires pour les tissus.

L'industrie textile apprivoise la physique

Dans la région lyonnaise, les héritiers des canuts et des soyeux ont délaissé les métiers à tisser pour la science. Leur but : créer des étoffes dont les propriétés, « taillées sur mesure », jonglent avec la couleur, les bactéricides, la radioactivité et peut-être, demain, le son

LYON
de notre envoyé spécial

Regardez-vous. Si le temps n'est pas au beau, seules émergent la tête et les mains. Le reste se cache dans les vêtements qui font plus que nous habiller. Ils protègent, réchauffent, absorbent, maintiennent, mais parfois irritent et étouffent aussi. Les grandes marques se livrent à une rude compétition pour imposer sur le marché des produits aux fonctions de plus en plus avancées. En témoignent les thermorégulants, les « impers respirants », les antibactériens et les antiacariens, qui ont déjà fait une percée dans ce secteur.

Le symposium international Techtextil, coorganisé par l'Institut textile de France (ITF), la Foire de Francfort et l'Institut textile de Manchester, en a fait le constat à Lyon les 28 et 29 mai. Tissés, non-tissés et tricots gagnent aussi le bâtiment et la santé. Les textiles techniques, notamment les matériaux composites, s'invitent dans les constructions, où ils renforcent le béton et s'associent aux métaux, quand ils ne les remplacent pas.

Considérés comme de bons biomatériaux – certains polymères, comme les acides polylactiques et polyglycoliques sont biodégradables dans l'organisme –, ils entrent aussi à l'intérieur du corps. On pose ainsi aujourd'hui des pivots dentaires à base de fibre de carbone, et le grand espoir de demain consistera à fabriquer des greffons en cultivant des cellules spécifiques au sein d'armatures textiles en trois dimensions, qui leur donneront la forme voulue : oreille, trachée, vessie, etc.

Non loin de ce colloque, Roger Châtelin, responsable de la recherche et de l'innovation à l'ITF, accumule idées et produits. Là une pelote de « laine » grise. A première vue, rien de spécial. Une fibre souple, légèrement pelucheuse, un peu rêche au toucher. « *Aucun des nombreux spécialistes auxquels je l'ai montrée n'a trouvé de quoi elle était composée*, jubile le chercheur. *Un seul était sur la bonne piste* » de cette pelote... d'inox quasi pur.

CODE : « REVE »

Depuis environ un an, ce chimiste développe un projet au nom de code prometteur : REVE (Recherche sur les effets visuels évolutifs). Pour ce faire, l'ITF a créé une équipe pluridisciplinaire regroupant autour de lui des laboratoires lyonnais, l'Institut de la mode (université Lyon-II) et l'Institut textile et chimique de Lyon. « *Notre ville étant une place forte en matière de luxe, de soieries, de produits sophistiqués et de chimie, le but est d'innover à long terme en gardant cet esprit haut de gamme* », explique Roger Châtelin. S'articulant autour de quatre grands thèmes – teinture, changements de couleur, effets 3D et association d'effets spéciaux –, REVE a rapidement débordé de son secteur initial et intégré les modifications d'aspect que l'on peut apporter à d'autres supports de décoration comme le bois, le papier, les métaux et le cuir.

« *La tendance actuelle dans le textile est de cumuler plusieurs propriétés dans des fibres de plus en plus fines, d'agir au niveau de la molécule, de refaire des architectures moléculaires* », souligne Roger Châtelin. Souvent associée à l'image vieillotte du métier à tisser, l'industrie textile se situe en fait en pointe en matière de nanotechnologie. Une des techniques les plus prometteuses est celle des fibres greffées. En bombardant un tissu par un faisceau d'électrons, on crée à sa surface des sites actifs attirant les ions comme un aimant. On peut profiter de cet état électrique instable pour « accrocher » des molécules aux propriétés variées.

La pharmacie est intéressée par le greffage de principes actifs, mais une des applications les plus spectaculaires porte le doux nom de « robe d'un jour ». « *C'est un concept de vêtement dont on peut faire changer la couleur très rapidement*, décrit le chercheur de l'ITF. *Tous les colorants ayant une fonction ionique, ils réagissent parfaitement aux fibres greffées. Vous mettez votre robe rouge et du carbonate dans votre machine à laver et la robe ressortira blanche.* » Il suffit ensuite de mettre, dans le compartiment lessive, un colorant différent pour que le vêtement prenne instantanément une teinture nouvelle. Pourtant, les industriels seraient plutôt tièdes.

3 500 SUJETS D'INNOVATION

Grâce à la microencapsulation, une technique assez bien maîtrisée qui consiste à emprisonner des principes actifs dans de minuscules billes disséminées dans le tissu, les changements de couleur s'effectuent encore plus rapidement, en fonction de variations des conditions extérieures.

On peut ainsi concevoir des étoffes thermochromes, photochromes, aquachromes, magnétochromes, radiochromes, biochromes, acidochromes, basidochromes, réagissant respectivement à la chaleur, la lumière, l'eau, au magnétisme, à la radioactivité, à une agression bactérienne, ou au pH du milieu. « *On nous a récemment demandé de réfléchir à un tissu sonochrome*, raconte Roger Châtelin. *Pourquoi pas ?* » Les possibilités et les applications sont immenses. Sans compter que l'on peut combiner différentes propriétés...

A l'étude figurent aussi un coton autodéfroissable, contenant des fibres élastiques, des textiles autoréparants, d'autres autonettoyants, digérant les taches de graisse... Sur le bureau du responsable de la recherche de l'ITF, 3 500 sujets d'innovation s'alignent. « *Seulement une centaine par an sont traités. Les autres attendent et finissent par être obsolètes. C'est un peu démotivant.* » D'autant que l'ITF, par manque de moyens, doit en permanence « *se livrer à nombre d'acrobaties* » pour aboutir. « *Un accélérateur d'électrons, nécessaire pour fabriquer des fibres greffées, coûte 30 millions de francs. Alors nous en louons un en Russie* », explique Roger Châtelin, qui ne peut s'empêcher d'envier les moyens du Centre national textile américain : sept universités, une trentaine de projets financés par les industriels. L'un d'entre eux fait rêver : le tissu caméléon...

Pierre Barthélémy

Couleur sans colorant

Les chercheurs savent désormais se passer de colorant pour donner une teinte précise à n'importe quelle fibre. Il suffit pour cela de graver, à l'aide d'un laser, des sillons hyperfins à la surface du fil. Suivant la largeur et la profondeur de ce réseau, certaines longueurs d'onde – couleur – de la lumière visible sont « sélectionnées » et renvoyées, alors que les autres sont dispersées.

***L'ITF a validé son procédé, qualifié de « couleur physique »,* en fabriquant un tissu bleuté. De nombreux problèmes restent cependant à résoudre. A commencer par la régularité des sillons, indispensable pour obtenir une couleur pure. D'autres études restent aussi à mener sur la stabilité d'une telle structure lorsqu'elle est soumise à la chaleur d'un fer à repasser.**

José Mariano Gago, ministre de la science et de la technologie

« Le Portugal espère combler son retard scientifique en huit ans »

LE THÈME scientifique de l'Exposition mondiale de Lisbonne, que le premier ministre, Lionel Jospin, visite mardi 9 juin, est l'occasion, pour ce pays, de montrer l'intérêt qu'il porte aux sciences et à la technologie (*Le Monde* du 22 mai). Physicien reconnu – il a travaillé notamment au CERN de Genève –, José Mariano Gago, cinquante ans, ministre de la science et de la technologie depuis novembre 1995, fait partie d'une génération dont la carrière a commencé avec l'ouverture du *pays à la démocratie. S'appuyant* sur les aides de l'Union européenne, il a entrepris une modernisation à marche forcée des structures scientifiques de son pays.

« Les océans, un patrimoine pour le futur : le thème de l'exposition est très scientifique. Cela est-il important pour vous ?

– Le choix de ce thème n'est pas un hasard, mais le prolongement d'une action que le Portugal a lancée depuis plusieurs années dans les forums internationaux. L'ancien président de la République Mario Soarès préside la Commission mondiale indépendante pour *les océans, dont le rapport* sera présenté début septembre à Lisbonne. Au sein de l'Union européenne, nous avons soulevé la question des océans avec beaucoup de force lors des discussions au niveau ministériel sur le programme-cadre pour la recherche. Soutenu par d'autres pays, le Portugal a proposé la création d'une Agence européenne de la mer.

» Ce genre de structure existe pour l'espace (avec l'Agence spatiale européenne) ou pour la biologie moléculaire, pas pour le domaine maritime. Or l'étude et l'exploitation des océans constituent un enjeu stratégique important. Comme celle de l'espace dans le passé, la conquête du milieu marin peut donner lieu à un nouvel essor dans beaucoup de branches industrielles et scientifiques. Pour cela, il est nécessaire de mettre en place une structure susceptible de coordonner et de dynamiser des recherches très interdisciplinaires ; de mettre en œuvre des instruments et du matériel coûteux comme les navires océanographiques ou les satellites.

– Mais l'exposition fait aussi une large place à Vasco de Gama et au passé maritime du Portugal...

– Sans doute. Mais c'est pour nous placer résolument au niveau de la modernité. Notre passé d'étroites relations avec la mer est un capital qui peut être utile à tous. S'il est possible de transformer ce symbole en source d'actions, tant mieux pour l'Europe et pour le Portugal.

» Il en est de même des échanges que nous entretenons depuis des siècles avec des pays de culture et de mœurs différentes des nôtres en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. Nous présidons cette année l'initiative Eureka de l'Union européenne. Nous en avons profité pour souligner l'importance d'une ouverture sur le monde en tentant, par exemple, de favoriser une exportation des technologies européennes vers la Chine, par l'intermédiaire de Macao, sous administration portugaise et dernier point de présence européenne en Chine.

– L'engagement européen semble important pour vous.

– Pendant cinquante ans, la dictature nous a isolés du monde. Ce régime a été néfaste au développement de l'enseignement et de la culture. Nos meilleurs chercheurs et universitaires ont souvent dû s'exiler. Il y a un énorme fossé à combler. Notre adhésion à l'Union européenne, en 1986, fut essentielle pour affirmer et renforcer l'effort qui avait été entrepris depuis la révolution de 1974.

» Dans le domaine des sciences et techniques, le résultat a été impressionnant. Le nombre des doctorats passés au Portugal croît de 10 % chaque année, depuis dix ans. Celui des publications de chercheurs portugais reconnues par l'index international des citations a triplé en dix ans. Une telle croissance nous impose un défi très difficile. Il nous faut réorganiser et ouvrir nos structures de recherche. Nous avons mis en place un système international d'évaluation de tous nos centres de recherche et de tous les projets soumis à aide publique.

– Vous êtes-vous fixé des objectifs de développement ?

– Nous partons de très bas : au 31 décembre 1995, l'effort national de recherche n'atteignait que 0,6 % du PIB. Pour l'instant, je préfère m'intéresser aux hommes plutôt qu'aux statistiques financières. En Europe, la proportion de chercheurs dans la population active est de quatre pour mille. Elle n'est que de 2,4 au Portugal. Nous venons de lancer les travaux préparatoires à un programme à moyen terme qui va bénéficier de l'appui de la Communauté européenne. Le Portugal espère combler son retard scientifique, par rapport à la moyenne européenne, en huit ans.

– Aurez-vous les moyens financiers de cette ambition ?

– Je crois que les finances suivent toujours la volonté politique. Jusqu'à présent, je n'ai pas à me plaindre. Le gouvernement issu des élections de 1995 est le premier de toute l'histoire du Portugal à consacrer à la recherche un ministère à part entière. Pour la troisième année d'affilée, mon budget est en augmentation de 15 %, en pleine période de compression budgétaire ! [NDLR : en 1995, l'effort gouvernemental portugais pour la recherche et le développement se montait à 59 861 milions d'escudos, soit environ 1,8 milliard de francs.]

» Avant nous, des générations de Portugais ont travaillé à l'avancement du pays sans grand espoir. Pour la première fois dans l'histoire du pays, nous avons enfin des objectifs réalisables et un programme crédible. Cela ne signifie pas que le travail est fini : nous n'avons, par exemple, aucune tradition de relation efficace entre la science et les domaines économiques et social. Il faut tout faire en même temps. C'est très difficile, mais très intéressant. »

Propos recueillis par
Jean-Paul Dufour

JOSÉ MARIANO GAGO

La belle hollandaise

Une casserole au bain-marie, des jaunes d'œufs battus, des carrés de beurre ramolli, du sel et quelques gouttes de citron en signature. Pour mettre les asperges en majesté

TOUJOURS SUBTILE à faire cuire, toujours fastidieuse à éplucher, toujours délicate à accompagner : avec l'asperge, rien n'est jamais gagné d'avance. Il y a les options courtes et les options longues ; de la simple vinaigrette à la sauce mousseline, le choix est vaste. C'est une question de hardiesse ou de savoir-faire. A moins que ce ne soit une question d'inspiration, comme cette jolie entourloupe que proposait Alain Senderens, il y a quelques années, *dans une composition où l'on* voyait des œufs mollets s'assoupir sur les demoiselles d'Argenteuil et des coques de modeste extraction venir les napper d'un jus crémé et épicé de fines herbes. A part, des canapés toastés et ourdis de caviar tenaient la chandelle.

Telle n'était pas l'envie de ce cher emmerdeur et ami que l'on traîne depuis mille ans, toujours affamé et curieux – de plus en plus affamé, les fiches « poètes et poésie » servant aujourd'hui de cale aux tables des refuges de l'ANPE – ; ce *misérable, lui*, voulait se souvenir d'une certaine sauce hollandaise, qui accompagnait des blanches de Belgique, un soir d'invitation impromptue et de dèche noire. En guise de bristol, il se proposait de venir avec dans la poche la série *complète et entière* (20 francs le livre) des six brefs ouvrages parus récemment au Mercure de France et flatteusement consacrés aux *Recettes littéraires*.

Jean Genet, Albert Cohen, Marguerite Duras, René Fallet, Alexandre Vialatte, Julio Cortazar, Montesquieu, Günter Grass – on en passe, des moins convaincants et des meilleurs –, écrivains tous saisis par la chose gastronomique et tous décidés à y aller de leur couplet. C'est amusant et sobrement très bien fait, le pisteur et rassembleur de textes, Arnaud Malgorn, ne ménageant pas ses efforts pour tenter de démêler les effets de plume du temps de mijotage, la réalité délicate et coriace de l'envolée lyrique. Saint-Carême, pardonnez-leur : « *Quand elle dépasse le simple art de vivre, la cuisine est œuvre d'art et, par là même, cousine de la littérature* », hasarde l'auteur dans l'une de ses introductions.

Le copain était fier. Il y avait même, au cœur de cette savante production, dans l'un des opuscules intitulé *Œufs, pâtes, apprêts de légumes*, une scène imaginée par Jean-Claude Brisville, qui, dans son *Souper*, armait l'appétit des deux ogres et monstres, Talleyrand et Fouché, réunis autour d'asperges dites en petits pois – le tendre du légume coupé fin, beurre, sarriette, clou de girofle et *liaison de jaunes d'œufs avec un* dé de crème fraîche. Dialogue.



DESSINS DESCLOZEAUX

> **C'est du vaudou à base de beurre, de la sorcellerie sans intestins de crapaud. Magique. Mais alors, dites-donc, le tour de main. Voilà l'histoire**

Fouché : « *Je finirai par croire mes agents qui m'assurent que vous passez une heure chaque jour dans vos cuisines.* » Talleyrand : « *Ils vous trompent, monsieur le duc : j'en passe deux. Comme on nourrit les gens on les connaît.* »

Justement, connaissant bien le zigomar qui s'amenait avec son coûteux présent, décision immédiate fut prise de céder à la hollandaise. Ceux ou celles qui savent réussir cette sœur de toutes les déceptions prétendent que c'est très simple quand on a pigé le principe et sous la main les instruments vrais pour la réaliser. Ces bons apôtres veulent seulement nous prévenir qu'il n'est pas question de laisser le chef-d'œuvre se perdre entre des mains trop délibérément innocentes, et qu'il est clair que, le soir où vous allez décider de vous colleter à cette baratte du diable, vous dégusterez vos asperges avec de l'huile honorée d'un peu de vinaigre et accommodées de sel et de poivre, comme tout le monde.

C'est du vaudou à base de beurre, de la sorcellerie sans intestins de crapaud. Magique. Mais alors, dites-donc, le tour de main. Voilà l'histoire. D'abord, une casserole à bain-marie, haute et glorieuse, un peu bête avec son air de n'avoir jamais cuit quoi que ce soit sinon de l'eau ; c'est la frémissante. A l'intérieur de cette fausse machine à vapeur, un trépied. Il va soutenir les efforts d'un deuxième récipient, cœur et réacteur de la sainte fusion, instrument étroit et lui aussi assez élancé, où doit s'accomplir le rite.

Spectacle. L'invité était installé à son fauteuil d'orchestre. Il y tenait. On l'entendait marmonner des prières laïques et très gourmandes pour la réussite de l'opération. Attention, lever de rideau avec l'arrivée d'un personnage fluet, mais essentiel : le voile, réduction de vinaigre et de poivre (au moulin) jusqu'à l'idée extrême de la réduction. On frissonne toujours. Et puis, laissons refroidir hors du dangereux et chaud clapot. Pour mieux repartir s'y mesurer avec l'entrée en scène des jaunes d'œufs, tombés des cintres un à un, et battus au fouet, avant l'arrivée des carrés de beurre ramolli – essentiel, le ramollissement – que l'on tourmente nominativement jusqu'à complète émulsion avant d'engager le suivant dans la bagarre. Sel et gouttes de citron en signature. *Ou police-secours : pincée d'eau* froide quand on sent que l'affaire tourne mal. Mais il est souvent déjà trop tard.

Asperges servies tièdes, hollandaise aussi. Mais soyons très prudents. Née des flammes mouillées, cette ombrageuse *craint la chaleur par-dessus tout* et peut tomber en syncope à n'importe quel moment, vous lâchant sans prévenir, comme le régalé de la soirée, qui venait subrepticement de cesser de faire l'intelligent, pour se consacrer tout entier au sujet et réajuster ses souvenirs aux inaltérables délices de l'amitié.

Jean-Pierre Quélin

★ ***Recettes littéraires***, **textes réunis et présentés par Arnaud Malgorn dans une série de six livres. Mercure de France. 20 F chaque.**

Le thon en boîte

José Maria Serrats est triste, son usine a brûlé. José est conserveur. Il met des poissons en boîte. Venu à Paris pour une journée avec des confrères espagnols afin de présenter le *nec plus ultra* de l'épicerie espagnole, ce qu'il regrette le plus dans cet incendie ce n'est pas tant son outil de travail – les assurances ont remboursé – mais une grosse boîte de thon de 1935 qui a disparu dans le sinistre. « *Si vous saviez comme c'est bon du thon à l'huile d'olive qui a pris de l'âge*, dit-il avec regret. *Comme les sardines, l'animal se bonifie avec le temps.* »

Le thon millésimé ne fait pourtant pas l'unanimité. Chez Saupiquet (qui réalise un quart des ventes de ce poisson en France), on considère que le chemin naturel de l'animal n'est pas le placard mais l'assiette du consommateur. Voilà pourquoi on conseille de déguster le contenu des conserves dans les trois ans qui suivent leur fabrication.

En France, chaque foyer ouvre en moyenne quatorze boîtes de thon par an, soit un peu plus de deux kilos de ce poisson. Le pic des ventes se situe l'été et le mois qui bat tous les records est celui de juin. Les Français sont « *thonivores* » comme aucun autre peuple. Non en quantité – les Américains nous battent –, mais pour ce qui est du mode de préparation.

Alors que partout dans le monde le thon en boîte le plus vendu est nappé sous des filets d'huiles diverses, nos compatriotes exigent du thon « *au naturel* ». Un peu d'eau, un peu de sel : voilà les seuls compagnons tolérés dans 72 % des conserves vendues sur notre territoire. Un cas unique. Cette spécificité nationale présente un autre intérêt, les textes de loi prévoient que ce poisson quand il est préparé au naturel doit décliner son indentité sur sa boîte. On sait s'il s'agit de Listao, d'Albacore ou de Germon, ce que les fabricants ne sont pas tenus d'indiquer pour les conserves de thons en sauce ou en salade.

Ces trois espèces sont pourtant très différentes gustativement et financièrement. Si le thon Listao est utilisé dans les boîtes premier prix (36 F environ le kilo), l'Albacore à la chair rosée domine le marché (52 F le kilo) et le Germon, aussi appelé « *thon blanc* », vendu environ 84 F le kilo, ne représente plus aujourd'hui que 3 % des ventes. C'est celui-ci, pourtant, qui fit au début du siècle les beaux jours de la conserve, quand il était pêché à la canne dans le golfe de Gascogne. Le Nantais Arsène Saupiquet serait bien étonné de savoir que l'entreprise qui porte son nom ne commercialise plus depuis deux ans ce Germon devenu trop cher. La maison Petit Navire continue quant à elle d'en proposer, en provenance des Seychelles. Plus sec en bouche que l'Albacore, il est en revanche plus doux. Les puristes l'apprécient par-dessus tout taillé dans la ventrèche, en petits filets plats comme des sardines. Il faut goûter au moins une fois à cette douceur qui fait merveille l'été en sandwich comme en salade.

Guillaume Crouzet

★ **Thon Albacore Saupiquet au naturel, 8,60 F environ les 100 g. Thon Germon Petit Navire au naturel, 10 F environ les 100 g. Filets de thon Germon à l'huile d'olive La pointe de Penmarc'h, 28 F les 85 g. Epicerie fine ou par correspondance au 02-98-58-13-01.**

BOUTEILLE

AOC quincy blanc 1996



Cuvée Silice

Le terroir de Quincy, à l'ouest de Bourges, formé sur les alluvions volcaniques du Massif central, est composé de silex et de quartz. Comme à Sancerre et Pouilly, le cépage sauvignon y est triomphant. Jacques Sallé sait que le sauvignon de silice est plus fin, plus intense et vieillit harmonieusement. Il connaît aussi les réussites de Didier Dagueneau ou de Marionnet. Et lorsque se présente à lui la possibilité d'acquérir 4 hectares proches de son Berry natal, avant même la vendange, « son vin » est conçu dans son esprit. La récolte 1996 sera parcimonieuse : 24 hectolitres à l'hectare ! Les vignes âgées, certaines centenaires, seront ménagées par sélection manuelle, comme à Sauternes. Après égrappage, les jus seront mis directement en barriques pour y fermenter sans autre apport que les levures indigènes. La fermentation durera plusieurs mois, troublée seulement par un bâtonnage hebdomadaire. La nature des barriques, en fin d'élevage, fixera la typologie des vins. Les plus denses seront assemblés pour la cuvée Silice, un vin « droit » alliant une légère touche de bois sur une finale très longue en bouche et déjà épicée. Un vin d'esthète de la vigne, plaisir de rares et patients amateurs.

Cuvée Silice de Quincy 1996 : 71 F TTC la bouteille (franco domicile France par 36 bouteilles). Jacques Sallé, vigneron, 9, route de Lury 18120 Quincy. Tél. : 01-45-39-06-30. Télécopie : 01-53-68-94-60.

TOQUES EN POINTE

Bistrot

L'ASSIETTE

Promue dans les années 80 au firmament de la gauche cassoulet, à défaut de caviar, Lulu connaît aujourd'hui les aléas de la cohabitation. Après l'épisode Canal Plus, la voici à nouveau devant ses fourneaux. A dire vrai, elle ne les a jamais quittés. Son travail est d'abord artisanal, depuis le choix des meilleurs produits trois fois la semaine à Rungis, jusqu'à une préparation minimale. Chez elle, pas de « mise en place », tout est « envoyé » à la commande. Son second s'occupe du froid ; elle exécute avec brio tous les plats chauds. Voilà le secret de l'exceptionnelle qualité de son magret fumé maison tranché à l'instant, d'un fricot de girolles de Sologne sauté à feu vif, d'un merlan brillant de ligne poêlé, d'un petit salé de canard poché à la poitevine. Autant de « plats du jour » consignés sous ce titre dans un recueil de recettes que vient de publier Albin Michel (125 F). La cuisine bourgeoise fut codifiée par Madame Saint-Ange ; la bonne bouffe fin de siècle devra beaucoup à Lulu, la Béarnaise. Menu : 200 F (au déjeuner, 2 verres de vin compris). A la carte, compter 350 F.

★ **Paris. 181, rue du Château (75014). Tél. : 01-43-22-64-86. Fermé lundi et mardi.**

Brasserie

BAUMANN

Des trois choucroutes – aux poissons, paysanne (avec saucisse de Strasbourg, saucisse de Montbéliard, saucisse à l'ail, kassler, ficelle au cumin, poitrine fumée) ou Baumann –, l'on ne saurait laquelle recommander tant la qualité du légume, croquant, légèrement acidulé, met en valeur l'excellence des viandes et de la charcuterie. Les vins, dont de remarquables vendanges tardives, en demi-bouteille, ou le franc et peu coûteux edelzwicker, ou encore le pinot blanc, Klipfel 1995, sont un délicat plaisir. Banc d'huîtres de rigueur, même en cette saison. Les poissons, viandes et tartares font encore la fierté de la brasserie Baumann, dont le patron s'est replié à Strasbourg, dans la célèbre maison Kammerzell. L'esprit est resté, les plats sont savoureux, quand bien même le décor aurait besoin d'un rafraîchissement. Menus : 135 F. A la carte, compter 180 F.

★ **Paris. 64, avenue des Ternes (75017). Tél. : 01-45-74-16-66. Tous les jours.**

Gastronomie

LA ROTONDE

Point n'est besoin de fréquenter le casino pour accéder au magnifique parc de verdure désormais appelé le Lyon Vert, à moins de dix minutes de la place Bellecour. On dit les Lyonnais attachés à leurs habitudes, au gâteau de foie de volailles, au poulet sauté au vinaigre. Le jeune Philippe Gauvreau, formé à la dure par Jacques Maximin, a su les rassurer avec une hure de cochon aux légumes tendres et foie blond, ou bien un pigeon rôti en cocotte façon grand-mère. Mais son tempérament, autant que les leçons de l'ancien chef du Negresco, le portent vers des prouesses plus exigeantes : les fleurs de courgettes au thon mariné, par exemple, justement soulignées d'un jus de coquillages au pistou génois ; la grosse morille « jumbo », farcie de cuisses de grenouilles, à l'ail nouveau et crème mousseuse, dont la réussite dépend d'une bonne maîtrise technique. Cuisine sophistiquée ? Pas nécessairement : les simples filets de lisette salés, strictement ponctués de coriandre fraîche, comme le homard en tajine aux petits farcis, demandent un peu de virtuosité, mais sont avant tout de jolis plats gourmands. Terrasse couverte dans la verdure. Menus : 160 F (déjeuner semaine), 210 F (légumes), 330 F (tout cochon), 420 F, 480 F. A la carte, compter 500 F.

★ **La Tour de Salvagny. Casino le Lyon Vert. 200, avenue du Casino (69890). Tél. : 04-78-87-02-70. Fermé dimanche soir et lundi.**

Jean-Claude Ribaut

Temps agité et plus frais

MERCREDI, une zone dépressionnaire au large de l'Irlande va se décaler vers la mer du Nord. La perturbation associée traversera la France. Un front secondaire donnera des averses près de la Manche. Ce temps agité sera accompagné d'une baisse des températures.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – C'est un temps agité qui va dominer avec des nuages et des averses. Le vent d'ouest pourra atteindre 70 km/h en Manche. Les températures seront de l'ordre de 16 à 18 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Après un passage pluvieux dans la nuit, un temps instable va s'installer avec nuages et averses. Sur les Ardennes, les éclaircies seront un peu plus nombreuses. Le thermomètre indiquera 16 à 20 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Il pleuvra sur ces régions en matinée puis les éclaircies reviendront mais seront entrecoupées de quelques averses. Il fera plus frais, entre 18 et 21 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – En début de matinée, il pleuvra un peu près des Pyrénées, puis un temps assez ensoleillé s'installera. Des cumulus se développeront et une averse isolée n'est pas exclue sur Poitou-Charentes. Les températures seront fraîches, entre 18 et 21 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Un passage pluvieux traversera ces régions dans la journée. Des éclaircies reviendront sur l'ouest de ces régions avec un petit risque d'averse. Le thermomètre indiquera 18 à 21 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Il pleuvra à partir de la fin de matinée sur ces régions. La tramontane se lèvera dans l'après-midi sur le Languedoc et des éclaircies perceront. Les températures seront de l'ordre de 22 à 25 degrés.

10 JUIN 1998 — Prévisions vers 12h00

Ensoleillé — Peu nuageux — Brèves éclaircies — Couvert — Brume brouillard — Averses — Pluie — Orages — Neige — Vent fort

METEO FRANCE

PRÉVISIONS POUR LE 10 JUIN 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	15/27	S
BIARRITZ	13/19	N
BORDEAUX	14/21	N
BOURGES	12/17	N
BREST	12/15	P
CAEN	12/15	P
CHERBOURG	11/17	P
CLERMONT-F	14/19	P
DIJON	15/20	N
GRENOBLE	14/21	N
LILLE	13/16	P
LIMOGES	12/16	N
LYON	16/19	P
MARSEILLE	18/28	P
NANCY	15/18	N
NANTES	11/16	N
NICE	18/25	S
PARIS	13/18	N
PAU	13/18	N
PERPIGNAN	18/25	P
RENNES	11/17	N
ST-ETIENNE	14/19	N
STRASBOURG	15/18	P
TOULOUSE	15/20	P
TOURS	12/17	N
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	24/28	P
FORT-DE-FR.	26/30	C
NOUMEA	22/25	S
PAPEETE	24/29	P
POINTE-A-PIT.	26/31	C
ST-DENIS-RÉ.	20/24	N
EUROPE		
AMSTERDAM	14/18	P
ATHENES	22/29	S
BARCELONE	20/28	S
BELFAST	6/12	P
BELGRADE	18/25	S
BERLIN	15/26	S
BERNE	14/23	N
BRUXELLES	12/18	P
BUCAREST	16/28	P
BUDAPEST	17/26	S
COPENHAGUE	14/18	P
DUBLIN	5/12	P
FRANCFORT	13/19	P
GENEVE	16/21	N
HELSINKI	12/22	P
ISTANBUL	18/26	P
KIEV	18/28	S
LISBONNE	15/21	S
LIVERPOOL	10/16	P
LONDRES	12/17	P
LUXEMBOURG	11/16	P
MADRID	16/28	S
MILAN	20/29	S
MOSCOU	20/29	P
MUNICH	12/27	S
NAPLES	17/26	S
OSLO	11/16	N
PALMA DE M.	19/29	S
PRAGUE	15/26	S
ROME	17/27	S
SEVILLE	21/33	S
SOFIA	15/22	P
ST-PETERSB.	13/25	S
STOCKHOLM	13/21	P
TENERIFE	15/19	C
VARSOVIE	17/26	S
VENISE	19/27	S
VIENNE	18/29	S
AMÉRIQUES		
BRASILIA	13/28	S
BUENOS AIR.	7/12	P
CARACAS	25/30	S
CHICAGO	15/24	S
LIMA	16/22	N
LOS ANGELES	15/21	C
MEXICO	15/27	N
MONTREAL	15/25	S
NEW YORK	16/23	C
SAN FRANCS.	16/19	N
SANTIAGO/CHI	4/10	P
TORONTO	12/21	C
WASHINGTON	16/23	P
AFRIQUE		
ALGER	14/29	S
DAKAR	21/25	S
KINSHASA	21/31	S
LE CAIRE	23/34	S
MARRAKECH	23/36	N
NAIROBI	14/20	C
PRETORIA	5/21	S
RABAT	17/26	S
TUNIS	19/29	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	26/32	P
BOMBAY	29/31	P
DJAKARTA	26/31	C
DUBAI	29/40	S
HANOI	27/31	P
HONGKONG	25/27	P
JERUSALEM	19/29	S
NEW DEHLI	25/32	P
PEKIN	19/30	S
SEOUL	17/22	P
SINGAPOUR	28/31	C
SYDNEY	12/17	C
TOKYO	18/20	P

Situation le 9 juin à 0 heure TU

Prévisions pour le 11 juin à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ESPAGNE.** La croissance du nombre des touristes séjournant à Barcelone a été importante au cours de l'année 1997. Les hôtels ont enregistré 650 000 nuitées de plus qu'en 1996. Le taux d'occupation hôtelière a été de 76,6 %, soit 10 points au-dessus de la moyenne de 1996. Pour la première fois, les touristes ont dépassé les visiteurs en déplacement d'affaires.

■ **ITALIE.** Les entrées dans les 25 musées nationaux dont les horaires d'ouverture ont été prolongés au mois d'avril, ont progressé de 37 %. La hausse a été enregistrée en particulier dans les onze musées dont les horaires se prolongent jusqu'à 22 heures les jours de fête. Dans les autres musées ouverts jusqu'à 22 heures tous les jours, comme l'Accademia de Venise (nord-est) ou la galerie Borghèse de Rome, la progression a été un peu moins sensible.

PRATIQUE

Choisir et installer la climatisation chez soi

DÈS L'APPARITION des premières journées de chaleur, Michel T. souffre, car son appartement, situé sous les toits et exposé sud-ouest, devient une véritable fournaise. Traducteur, il travaille chez lui et songe à équiper son bureau d'une climatisation.

Le froid sera produit à l'intérieur d'un circuit fermé. Dans la première partie (l'unité intérieure), l'évaporation d'un fluide frigorigène absorbe des calories dans le local à climatiser. Dans la seconde partie (l'unité extérieure), ces calories sont rejetées par condensation de ce fluide. Ceci est réalisé soit dans l'air, soit dans un circuit d'eau.

L'usager devra choisir entre un système fixe ou mobile. Le climatiseur mobile présente l'avantage de pouvoir être déplacé d'une pièce à l'autre et emporté en cas de déménagement. Il peut revenir moins cher qu'une installation fixe : de 6 000 à 12 000 francs. Il existe deux types d'appareils : les monoblocs et les bi-blocs ou « splits mobiles ». Le monobloc a l'aspect d'un radiateur à roulettes ; il a deux inconvénients : il est bruyant, car le compresseur se trouve à l'intérieur, et le tuyau évacuateur est encombrant (dix centimètres de diamètre), obligeant à laisser la fenêtre entrebâillée, ou à percer un trou dans le mur. Le split mobile est plus silencieux, car une partie des éléments – et parfois le compresseur – se trouve dans l'unité extérieure, que l'on peut placer sur le balcon ou fixer sur la façade. Le flexible est plus discret : 5 centimètres.

Propriétaire de son appartement, Michel préfère investir dans une véritable installation. La première solution est le split fixe, qui, comme le split mobile, sépare les deux parties du circuit. L'unité intérieure peut être fixée sur un mur, un faux plafond, ou installée au sol. Pour climatiser plusieurs pièces, on peut opter pour le « multisplit » ; plusieurs unités intérieures sont raccordées à une seule unité extérieure.

PLANCHER RAFRAÎCHISSANT

Une deuxième possibilité peut consister dans un système « monobloc » avec refroidissement à air ; celui-ci nécessite une installation à cheval sur un mur extérieur qu'il faudra percer pour l'arrivée de l'air et son évacuation. Si l'accès sur l'extérieur est impossible, on choisira un climatiseur à condensation à eau, qui utilise un circuit d'eau froide pour évacuer la chaleur excédentaire. Ce climatiseur est plus robuste, car il n'est pas exposé aux intempéries, mais il a l'inconvénient de consommer une grande quantité d'eau : 180 litres à l'heure pour une pièce de 30 m².

Ces trois installations conviennent à des surfaces de 20 à 80 m². Il existe un autre système, plus sophistiqué, le « plancher rafraîchissant » : de l'eau froide passe dans un serpentin sous le plancher, selon le même principe que le chauffage central par le sol ; la baisse de température est de trois degrés. Etant donné la nature des travaux et le prix (600 à 700 francs le m²), il est pratiquement réservé à l'habitat individuel neuf.

Un « bilan thermique simplifié » déterminera le type d'installation et la puissance frigorifique nécessaire. Cette étude prendra en compte la surface des locaux à climatiser, leur isolation, l'ensoleillement, les fenêtres et doubles vitrages (qui préservent du froid l'hiver, mais laissent pénétrer le rayonnement solaire l'été), la présence de stores, l'éclairage, le nombre d'occupants du logement, et l'utilisation du local (quatre personnes déployant une activité intense dans une pièce produisent davantage de chaleur qu'une seule).

« Selon la qualité de l'isolation, la puissance et le prix de l'installation peuvent varier du simple au double », explique André Sautet, délégué général du groupement d'intérêt économique (GIE) Climatisation et développement. Il souligne l'intérêt de la « réversibilité » (inversion du circuit), c'est-à-dire la possibilité pour le climatiseur, moyennant une majoration du prix de 10 %, de se transformer en chauffage d'appoint pour les fins d'été ou de printemps maussades.

DE 650 À 1 300 F LE MÈTRE CARRÉ

Le coût varie de 650 à 1 100 francs le mètre carré, pose comprise pour un split-système, et de 700 à 1 300 francs le mètre carré pour un multi-split. Un climatiseur monobloc à air revient à environ 600 francs le m². Et pour un système à eau avec des ventilo-convecteurs, il faut compter 700 à 1 400 francs le m². Il convient d'y ajouter le prix de la consommation électrique, soit environ 1,40 franc l'heure : compter 300 à 500 francs pour un appareillage de puissance moyenne, pendant deux mois d'été dans une région chaude. On peut en revanche bénéficier d'une réduction d'impôts pour gros travaux (article 85 de la loi de finances pour 1997).

On fera établir plusieurs devis, afin de comparer les matériels et les prix. Pour les installateurs, André Sautet recommande les qualifications « Qualibat, Qualiclima et Qualifélec ». Pour la fiabilité du matériel, il signale la certification « Eurovent » décernée par des laboratoires indépendants qui appliquent des mesures standards à tous les constructeurs, et garantissent, à 3 % près, la conformité des produits aux performances (puissance et acoustique) indiquées dans les brochures commerciales. Actuellement, 62 marques sur les 118 distribuées en France ont le label « Eurovent ».

Enfin, il faut se préoccuper de l'entretien, car la qualité de l'air conditionné en dépend en partie. Les contrats vont de 1 000 à 1 700 francs pour deux interventions par an. Toutefois, le nettoyage des filtres, semblables à ceux que l'on trouve dans une hotte aspirante, peut être facilement réalisé par le particulier lui-même.

Michaëla Bobasch

Pour en savoir plus

● **Journées de la Clim'**, du 10 au 13 juin, organisées par le GIE « Climatisation et développement », qui regroupe sept marques : Airwell, Atlantic climatisation, Carrier, Ciat, Daikin, Technibel et Trane.
En appelant le 08-03-85-85-85, on obtiendra les adresses des centres d'exposition et des installateurs de sa région. A Paris, exposition à l'Espace Elec (CNIT, 2, place de la Défense de 10 heures à 19 h 30).

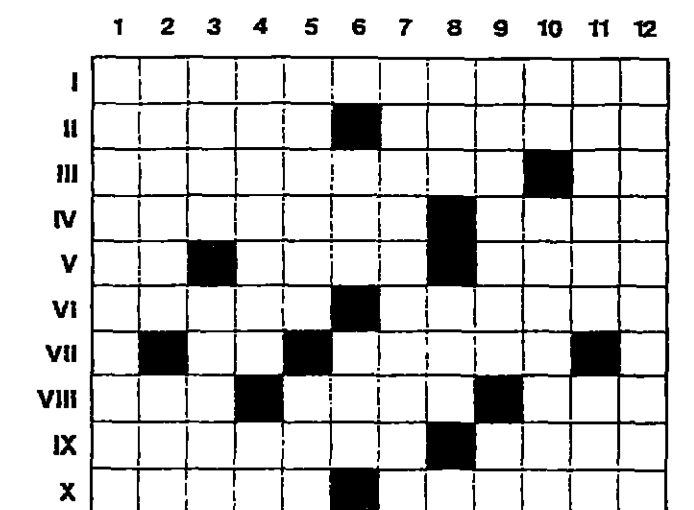
● **Chiffres** : selon une enquête d'EDF, 164 200 climatiseurs ont été vendus en 1997, dont 38 200 mobiles et 126 000 fixes.

● **Nuisances.** Le bruit de l'appareil individuel de climatisation dans les pièces principales est limité à 40 décibels jusqu'au 31 décembre 1999, et à 35 décibels en l'an 2000. Les constructeurs devront se préoccuper du remplacement des fluides agressifs pour la couche d'ozone, de l'étanchéité des appareils et de la récupération des frigorigènes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98137

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Entrée dans le monde des grands. – II. Moyen d'expression. Ligne de démarcation au jusant. – III. Un guide important pour les pères. Couac par les deux bouts. – IV. Donne droit de tout ramasser, à condition d'arriver le premier. Compagnon de débauche du Régent. – V. Note. Tribu israélite. Font bon ménage avec les chemises. – VI. Démonstratif. Tranchants. – VII. Voyelles. Ecrivit son article sans aucun style. – VIII. Affirmation du Nord. Travailla au bâtiment. Mesure astronomique. – IX. Sorti de la botte. Sa feuille est pleine de retenues. – X. En général, il n'est pas nécessaire de le demander. Sans charmes.

VERTICALEMENT

1. Même en grande pompe, il garde la forme. – 2. Tellement estimable qu'il a sa médaille. Rend malade à la fin. – 3. Golfe sur la mer Rouge. Fleur. – 4. Comme la perce-neige. Lettres de la lettre. – 5. Enregistre au passage. Personne morale. – 6. Résine malodorante. Lieu de rencontres. – 7. Céderaient sous le poids. – 8. Affluent du Rhin. Suit la bande de très près. – 9. Annonces. Parti. – 10. En France. Dépasse 120 km à l'heure sur terre et sur mer. – 11. Ouverture sur l'éponge. Douce compagne. – 12. Finissent par faire loi.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98136

HORIZONTALEMENT

I. Raisonnement. – II. Entamée. Oxer – III. Dei. Recompta. – IV. Ranci. Trié. – V. Enée. Gageras. – VI. Stras. Râ. TNP. – VII. Sian. Lin Piao. – VIII. Ernst. Niés. – IX. Tressent. – X. Rosace. Eéééé.

VERTICALEMENT

1. Redresseur. – 2. Anéantir. – 3. Itinérants. – 4. Sa. Céans. – 5. Omri. TTC. – 6. Née. Ré. – 7. Nectarine. – 8. Organisé. – 9. Momie. Pèse. – 10. Expertisée. – 11. Net. Ana. Ne. – 12. Transporte.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

SCRABBLE®

PROBLÈME N° 73

A la recherche du troisième mot

1. Tirage : A E I P R R U

a) Trouvez et placez un mot de sept lettres.

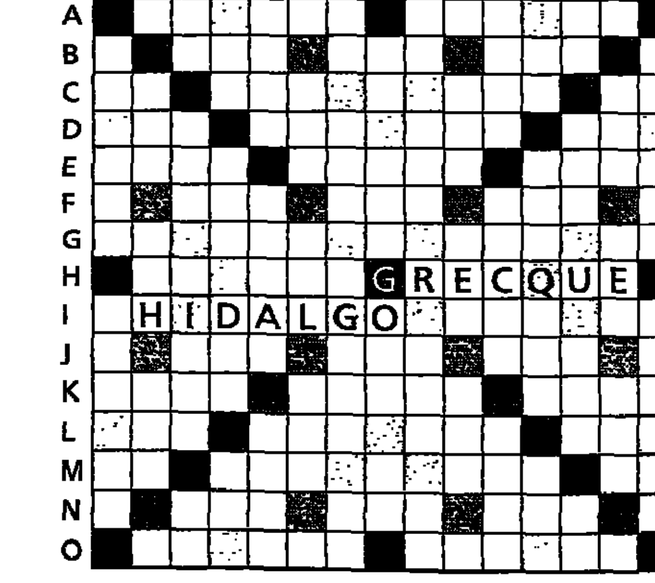
b) Avec ce même tirage, trouvez sept mots de huit lettres en le complétant avec sept lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la grille.

N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

c) A A L R S T U : trouvez un sept-lettres. A E H I O S U : en utilisant les quatre consonnes du tirage précédent, trouvez quatre huit-lettres.

Solutions dans *Le Monde* du 17 juin.



Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 3 juin

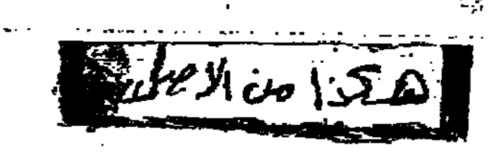
Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) CLAMEUR, 1 A, 90, faisant US et RI, ou l'anagramme MACULER

b) MEULERA, 14 b, 43, faisant MA, LUT, ALE, VE, OR et NA

CAREX, *roseau*, D 4, 38, faisant OHE, ou CULEX, *moustique*.

Michel Charlemagne



SUBVENTIONS La situation créée en Rhône-Alpes par l'élection de Charles Millon (ex-UDF, qui vient de créer La Droite) à la présidence de la région avec les voix du FN, a des conséquences négatives dans le domaine de l'aide à la culture. Pour que certaines subventions soient reconduites, Charles Millon aurait aujourd'hui besoin d'un soutien que la gauche « plurielle » lui refuse par principe. Ainsi, le 20 mai, l'addition des voix négatives du FN et de celles de la gauche a conduit au rejet de toute aide à de nombreux projets. ● LES ARTISTES concernés, qui sont partagés sur la stratégie à adopter, se sont réunis lundi 8 juin dans la banlieue lyonnaise pour tenter d'organiser leur résistance au FN et la défense de leurs institutions. ● CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture, a dénoncé, lors d'une conférence de presse *« la tentation démagogique du FN d'opposer le peuple aux artistes ».*

En Rhône-Alpes, la résistance culturelle à l'extrême droite

Après le rejet le 20 mai de nombreuses subventions par le conseil régional, les artistes se mobilisent et débattent de la situation créée par l'élection, avec le soutien du Front national, de Charles Millon à la présidence

LYON
de notre envoyée spéciale

Comment sortir du blocage ? Les artistes, le ministère de la culture ainsi que les partis de la gauche « plurielle » cherchent une issue à la crise déclenchée par le vote du conseil régional du 20 mai. Réunis en commission permanente, les élus ont rejeté à la majorité plusieurs subventions proposées par Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes – projets culturels, bourses pour les étudiants, activités sportives pour les jeunes de banlieue (*Le Monde* du 25 et du 31 mai). Le paradoxe résulte de la situation créée par l'élection de Charles Millon à la tête de la région avec les voix du Front national alors que la gauche avait une majorité relative. Aujourd'hui, Charles Millon aurait besoin, pour certains votes, de l'appui que la gauche lui refuse par principe.

Depuis, les milieux culturels de la deuxième région de France se mobilisent. Parmi les « recalés », figurent des structures diverses : Rhône-Alpes Cinéma, un fonds d'aide à la production de films dirigé par Roger Planchon (*voir ci-dessous*) ; la compagnie de théâtre Image aiguë, qui bénéficiait pourtant d'une convention de deux ans signée en 1997 ; cinq projets artistiques dans des quartiers défavorisés, entrant dans le cadre de la politique de la ville.

Seule une petite partie des demandes de subventions culturelles étaient à l'ordre du jour de la commission permanente du 20 mai. Lors de la prochaine réunion de cette instance, prévue le 25 juin, devrait être votée une subvention pour le défilé de la Biennale de danse. Puis, à l'automne, l'ensemble des budgets 1999 seront examinés.

Les responsables du spectacle vivant se sont réunis lundi 8 juin afin d'organiser leur résistance (*voir ci-dessous*). L'Agence Rhône-Alpes pour le livre et la documentation (Arald) doit tenir une assemblée générale mercredi 10, au cours de laquelle l'attitude des éditeurs face à la nouvelle composante du conseil régional devrait être abordée. Le 18 juin, Rhône-Alpes Cinéma doit être auditionné par le conseil régional ; il sera accompagné par plusieurs organismes de la profession, la Société des auteurs réalisateurs-producteurs (ARP), l'Union des producteurs de films (UPF) et l'école de cinéma lyonnaise dirigée par Bertrand Tavernier, l'Institut Louis-Lumière.

Une coordination souple des grandes institutions régionales est aussi en alerte : après les élections, l'Opéra de Lyon, l'Orchestre national, le Musée des beaux-arts et celui d'art contemporain, la Maison de la danse, l'Institut Louis-Lumière et quelques autres avaient déjà écrit au conseil régional pour exprimer leur inquiétude.

MANQUE DE CONCERTATION

Malgré une réponse rassurante, les acteurs culturels sont inquiets. La stratégie de la gauche « plurielle » consiste à voter contre les propositions de Charles Millon, pour démontrer que le président élu avec les voix du Front national ne peut rien sans elles. Elle se retrouve ainsi sur la sellette et, déjà, le Parti communiste change de tonalité. Ses élus *« proposeront et soutiendront les projets utiles aux Rhônalpins »*, a affirmé vendredi François Auguste, président du groupe régional communiste.

Gérard Collomb, élu socialiste, affirmait dans le même temps : *« Nous assumons totalement. Lorsqu'on entre en résistance, ça fait toujours mal. Sous la collaboration aussi, on reprochait aux résistants de prendre les civils en otage. »* La ministre de la culture a rencontré le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, pour l'inciter à assouplir sa position, qu'il a réaffirmée et précisée lors du conseil national du PS, samedi 6 juin. Cependant, la nouvelle attitude des communistes pourrait permettre de rétablir les subventions supprimées, si elles étaient représentées à la commission permanente de la fin juin ou de la fin juillet.



CHRISTIAN GANET

Dirigée par Christiane Véricel, la compagnie Image aiguë, qui joue en ce moment « De Lorient à Pondichéry », a été privée d'un tiers de ses subventions.

Les victimes des coupes budgétaires reprochent moins à la gauche sa stratégie que le manque de concertation. Les élus de gauche ne se sont pas manifestés auprès d'eux, ni avant ni après le vote. Quatre des cinq porteurs de projets artistiques dans les quartiers ont adressé auxdits élus vendredi une déclaration s'inquiétant d'une *« stratégie qui creuse tragiquement le fossé entre les élus, les intervenants présents dans le champ culturel et les habitants concernés »*. Ils précisent : *« On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, nous diront certains. Nous ne sommes les œufs de personne, et quelle est la nature de cette omelette ? »*

Metteur en scène qui travaille avec de jeunes acteurs de diverses nationalités, Christiane Véricel avait été invitée à déjeuner à Matignon en mars, quand Lionel Jospin avait voulu rencontrer quelques artistes de la nouvelle génération. Après la suppression de sa subvention de 500 000 francs, elle déclare : *« Nous sommes très heureux que le Front national ait refusé l'approbation de notre subvention. Nous partageons l'attitude de la gauche « plurielle » qui refuse toutes les propositions de Charles Millon. Néanmoins, le résultat de ces décisions nous prive d'un tiers de nos subventions. N'est-il pas contradictoire qu'une compagnie qui s'exprime depuis toujours contre les idées du Front national doive cesser ses activités dans une région où justement ce danger est présent ? »*

Sa compagnie vient de créer un spectacle remarqué, *De Lorient à Pondichéry* (*Le Monde* du 8 mai), dans lequel jouent des Indiens, des Africains, des Maghrébins. C'est cet intérêt qui est censuré par le Front national. *« Nous avons voulu marquer le coup avec cette compagnie qui se dit exemplaire en matière de politique de la ville et propose l'exaltation d'une société multiculturelle »*, a répondu Pierre Vial, vice-président FN de la commission culture du conseil régional, aux questions de l'hebdomadaire *Lyon capitale*.

CONTRE L'ART CONTEMPORAIN

Sur la même base idéologique, il revendique l'attaque contre Rhône-Alpes Cinéma : *« Nous souhaitions faire un petit "tir de rappel" à l'attention de Roger Planchon, qui a pris des positions très hostiles au Front national. »* Les cinq autres projets donnent la preuve que les jeunes de banlieue peuvent faire autre chose que brûler des voitures, si des activités intéressantes leur sont proposées. La compagnie Lézard dramatique, en résidence depuis quatre ans à Vaulx-en-Velin, anime des ateliers de théâtre, de cinéma et d'écriture. Pendant trois jours en février, la présentation de créations faites par les habitants a rassemblé 700 spectateurs chaque soir.

Sans la subvention régionale (140 000 francs), Jean-Paul Delore, responsable de la compagnie, devrait tout arrêter à la fin du mois. *« Le Front national ne veut pas reconnaître ces liens qui se tissent entre différentes populations et qui donnent naissance à de nouvelles formes artistiques »*, estime-t-il. L'Association Pandora, à Vénissieux, publie une revue littéraire, *Paroles d'Aube*. La subvention refusée (40 000 francs) devait servir à organiser la deuxième édition du festival de littérature « Parole ambulante », centrée sur l'abolition de l'esclavage, en présence de l'écrivain martiniquais Patrick Chamoiseau et du Haïtien René Depestre. Le chorégraphe de Vénissieux Zoro Henchiri se dédie, en plus de ses créations, à la formation de ses « petits frères ». Le projet de danse hip-hop, pour lequel il aurait dû recevoir 40 000 francs, devait permettre l'ouverture de plusieurs ateliers. A Saint-Martin-d'Hères et à Saint-Etienne, les deux projets censurés concernent l'initiation du jeune public à la danse.

Pierre Vial nous avait déjà affirmé qu'il fallait supprimer le ministère de la culture. Son groupe Front national a déposé deux amendements devant le conseil régional, à la mi-avril, rayant des crédits culturels. Le premier s'en prend à l'art contemporain, lors de l'examen de la ligne « Soutien aux filières culturelles» : *« Dans le domaine des arts plastiques, sont baptisées "art contemporain" des "choses" dont la raison d'être est la dérision la provocation, le rejet du réel, l'exploitation du snobisme, le copinage institutionnalisé. »* A la ligne « Développement culturel en milieu rural et politique de la ville », l'amendement vise encore à des suppressions : *« Sous l'expression "accès à des pratiques culturelles originales" se dissimulent des activités de déracinement culturel comme le rap ou le tag, pratiques exaltées par les adversaires de l'identité nationale, du ministre à l'agitateur de rue. »*

Catherine Bédarida

Catherine Trautmann, le peuple et les artistes

La ministre de la culture, Catherine Trautmann, a déclaré lundi 8 juin, lors d'une conférence de presse : *« La culture est plus que jamais la cible du Front national. Les arguments et les méthodes qu'il mobilise contre les artistes ou les structures de diffusion sont inacceptables : appropriation du patrimoine identitaire, rejet de la création contemporaine, désignation des artistes à réduire au silence. La tentation démagogique du FN d'opposer le peuple aux artistes et l'exhortation de l'identité patrimoniale contre la création nous renvoient à l'une des périodes les plus sombres de notre histoire. Cette situation appelle une grande vigilance et la mobilisation de tous les élus républicains, également attachés à la valorisation du patrimoine culturel et au renouvellement de ses formes et de ses esthétiques. »*

La ministre propose de *« recueillir tous les faits, toutes les déclarations portant atteinte à la liberté de création et de diffusion »*.

Le fonds Rhône-Alpes Cinéma est lourdement pénalisé

AVEC UNE SUBVENTION de 9 millions de francs annulée, Rhône-Alpes Cinéma est la structure la plus pénalisée par le vote du conseil régional. Le Front national, qui avait jusqu'alors toujours voté les crédits à ce fonds d'aide à la production, a refusé la subvention proposée par Charles Millon. La gauche a aussi voté contre. La surprise a été d'autant plus grande que Rhône-Alpes Cinéma, créé en 1990 et dirigé par le metteur en scène Roger Planchon, est une émanation directe de la région et entretient les meilleurs rapports avec les élus.

« A ce jour, nul ne sait si ce gel est définitif », proteste Roger Planchon, personnellement visé par le FN *(voir ci-dessus)*. Organisme professionnel, le fonds a pour mission de coproduire des films (cinquante-six depuis 1990) et d'attirer des tournages en région. Il aide téléfilms, courts et longs métrages les plus divers : *La Classe de neige* (de Claude Miller), *Dis-moi que je rêve* (de Jean-Claude Mourieras), *La Vie rêvée des anges* (d'Erick Zonca), présentés à Cannes cette année, et des films de Gérard Jugnot, Claude Berri, Jean-Luc Godard ou André Téchiné.

« LES CONTRATS SIGNÉS SERONT HONORÉS »

En sept ans, Rhône-Alpes Cinéma estime à 215 millions de francs les retombées économiques pour toute la région : salaires des techniciens, comédiens et figurants ; hôtellerie et restauration des équipes ; soutien à la diffusion des films... En 1997, ses activités ont engendré une masse salariale de 9 millions de francs pour les techniciens et comédiens rhônalpins et de plus de 40 millions pour les professionnels du reste de la France.

Dès l'élection du président de région à l'aide des voix du FN, Roger Planchon a sonné l'alarme auprès des responsables politiques locaux et du ministère de la culture. *« Messieurs Blanc, Baur, Millon, l'ensemble des artistes qui travaillent dans vos régions désapprouvent ces alliances. (...) Souhaitez-vous chasser les artistes de sensibilité politique différente de la vôtre ? »*, a-t-il écrit dans une tribune au *Monde* (8 avril).

Les organismes professionnels espèrent qu'un correctif budgétaire ou un nouveau vote de la commission permanente pourra rétablir les crédits du fonds. En attendant, nous a expliqué Roger Planchon, *« les contrats signés seront honorés, mais le reste du travail est gelé »*.

C. Ba

Les artistes s'organisent au Théâtre de la Renaissance d'Oullins

LYON
de notre envoyée spéciale

« On est encore KO, sous le choc », soupire Maguy Marin, chorégraphe à l'Opéra de Lyon. Avec 400 artistes et responsables de centres culturels et de festivals de la région, elle participe à une journée de réunion pour organiser *« la résistance contre l'extrême droite »*, lundi 8 juin au Théâtre de la Renaissance d'Oullins, dans la banlieue de Lyon.

Théâtre, danse, musique : les professionnels sont venus pour cette première rencontre publique depuis l'annonce de la suppression de plusieurs subventions. Le directeur régional des affaires culturelles, Abraham Bengio, y assiste. Plusieurs thèmes sont proposés : *« Comment organiser la lutte pour les six années à venir, agir auprès des élus, sensibiliser le public, prendre position sur la question des subventions ? »*

Les subventions ? La scène nationale de Meylan (Isère), l'Hexagone, a refusé celles de la région dès l'élection de Charles Millon avec l'aide du FN. *« Pour que le* "F haine" *ne passe pas par nous et que le conseil régional Rhône-Alpes retrouve sa dignité »*, l'Hexagone en appelle à la *« résistance »* et au *« métissage »*. Maguy Marin affirme, au contraire, que *« les subventions sont de l'argent public »*. Le refuser, *« ce serait tout bénéfice pour le FN »* en même temps qu'*« un suicide pour les petites structures »*.

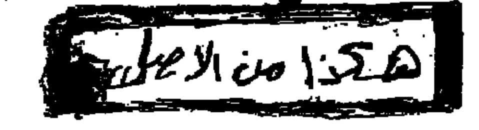
RÉSEAUX LOCAUX

Au fil des discussions, des décisions se prennent. Des comités départementaux s'ébauchent, avec l'objectif de faire circuler rapidement l'information et de mobiliser les réseaux locaux, les institutions culturelles et les artistes. Le principe d'une série de rencontres avec les différents groupes politiques du conseil régional, hostiles à l'alliance FN-Millon, est retenu. Plusieurs questions leur seront posées : *« Comment voient-ils le problème budgétaire pour 1999 ? Quelle attitude prônent-ils envers ceux qui ont été privés de subvention ? Comment comptent-ils lutter contre le FN ? »* Fin septembre, une journée régionale de mobilisation serait organisée à destination du public, avec de la musique, du théâtre, de la danse, des débats...

La plupart des « recalés » du 20 mai sont venus au Théâtre de la Renaissance, à l'exception de Rhône-Alpes Cinéma et du centre culturel L'Esplanade de Saint-Etienne. Christiane Véricel, metteur en scène de la compagnie Image Aigüe, débarque directement du Brésil, où elle prépare une nouvelle création. A l'initiative de plusieurs metteurs en scène (Ariane Mnouchkine, Philippe Adrien) et chorégraphes (Maguy Marin, Claude Brumachon), un fax a été adressé aux acheteurs de spectacles : *« Nous demandons solennellement aux théâtres de s'engager à acheter une ou plusieurs représentations du spectacle de la compagnie Image Aiguë. »* Quelques-uns ont déjà répondu favorablement.

Le même geste ne peut répondre au cas, différent, des artistes qui ont perdu leur subvention pour animer des ateliers dans les quartiers. Le chorégraphe Zoro Henchiri s'étonne de voir la région faire *« marche arrière »* alors que *« l'institution avait compris que le hip-hop est une culture »*. Le jeune homme, qui s'est enrichi de la danse buto japonaise, rappelle que le hip-hop existe depuis 1975 et avance résolument vers l'an 2000 : *« C'est la même philosophie qu'au début, qui s'approfondit et évolue grâce au métissage culturel. »* A la demande de la ville de Vénissieux, il forme depuis plusieurs mois des jeunes au hip-hop, qui doivent aussi participer à la Biennale de danse. Les financements de cet atelier paraissaient assurés. *« Quelle explication vais-je donner à ces cinquante adolescents, comment éviter qu'ils ne s'écroulent ? »*, se demande à présent le chorégraphe.

C. Ba.



L'Autrichien Werner Schwab, enfin joué en France

L'œuvre du dramaturge, disparu en 1994 d'avoir intensément vécu, est créée pour la première fois à Chaillot

IL EST TEMPS d'oublier la mort de Werner Schwab. Parce qu'elle est advenue tôt, dans des circonstances particulières, elle a pris des allures de légende – ce qui n'est jamais bon quand il reste une œuvre à découvrir. Cette mort, donc, eut lieu le 31 décembre 1994, à Vienne, Autriche. Werner Schwab avait peut-être bu plus que d'habitude – de toute façon, il buvait comme un trou. Il s'est effondré. C'était fini. Il avait trente-cinq ans. Il était très grand, blond et beau comme un loup solitaire, aux dires de ses amis qui précisèrent qu'il était mort d'avoir vécu intensément, peu dormi et avalé quantité de whisky.

> Ce que Schwab voulait, avec le théâtre, c'était tirer vers le haut la vie avec ses bassesses. Quand on a grandi dans une loge de concierge, on a une certaine vision de l'existence

Quatre ans plus tard, Werner Schwab a droit à sa première création française : *Les Présidentes*, au Théâtre national de Chaillot. Quatre ans, c'est long, trop long quand on mesure l'importance de l'écrivain. Les autres pays européens ont réagi plus vite et mieux, en montant les pièces de l'Autrichien à mesure qu'il les écrivait. Mais avant d'en venir là, il faut dire un peu ce que fut la vie de cet homme qui n'a pas fini de hanter les théâtres, au même titre que Thomas Bernhard ou Bernard-Marie Koltès.

Schwab inventait des histoires sur sa vie. Cela l'amusait et, sûrement, le protégeait. Il a raconté être né d'une femme de ménage vivant dans un village de l'est de la Styrie et d'un homme de passage qui pendant la deuxième guerre mondiale avait servi de reproducteur pour *Lebensborn* (enfants aryens). L'homme avait disparu, et l'enfant avait été élevé seul par sa mère, restant dans une cave quand elle travaillait. Ce qui est vrai, c'est le village de Styrie, où la mairie n'a jamais effacé le slogan nazi inscrit sur sa façade, et la solitude de l'enfant. Selon son ex-femme, Ingeborg Orthofer, Werner Schwab était fils d'une concierge. Ils se sont rencontrés aux Beaux-Arts de Graz. Puis il est allé deux ans à Vienne, toujours aux Beaux-Arts. Et ils ont décidé de vivre à la campagne, pour échapper au monde de l'art.

Werner Schwab est resté dix ans dans cette Styrie frontalière où l'isolement favorise les incestes, où l'on n'aime pas Vienne, mais le Bon Dieu, ça, oui. Il était bûcheron, et, toujours selon son ex-femme, faisait à l'occasion des sculptures périssables avec des os, des déchets de viande, des abats. Il écrivait aussi, beaucoup, sans publier. D'une certaine manière, on peut dire qu'il se rodait, à la hache et au hachoir. Werner Schwab voulait la peau de l'allemand détruit *« par la politique, la bureaucratie et la politique. Le langage de tous les jours est dressé comme un berger allemand. Mon devoir est de tirer au clair quand et comment la langue a été détruite. Je trouve ma matière linguistique dans les cafés, les rues, les bordels. Elle vient à moi, je n'ai pas besoin d'aller la chercher... »* Mais de la reconstruire, oui. C'est cela que met en scène le théâtre de Schwab.

Il aurait voulu devenir musicien. Il était bassiste et écrivait en mettant à fond du rock (Peter Handke a commencé de la même manière, en Styrie aussi). Pourquoi a-t-il écrit des pièces ? Comme son compatriote Thomas Bernhard, il pensait le pire du théâtre – *« une cochonnerie ennuyeuse où l'on peut mourir d'ennui contre paiement »* – et, en même temps, c'était pour lui *« la folie la plus instructive et le plus majestral mensonge. »* Majestral n'existe pas en français. En allemand non plus. Schwab a inventé beaucoup de mots, il a tordu le cou à la syntaxe, cassé les attendus. Ce qu'il voulait, avec le théâtre, c'était tirer vers le haut la vie avec ses bassesses. Quand on a grandi dans une « cave » – une loge – ou dans un bar comme Pina Bausch, on a une certaine vision de l'existence. Ingeborg Orthofer à propos de son ex-mari : *« Il n'a jamais regardé vers le bas, comme un poète dans sa tour d'ivoire ; au contraire, il fallait chercher la lumière. »*

Werner Schwab a essentiellement mis en scène ceux qu'ils connaissaient. Des petits-bourgeois, hommes souvent occupés à boire, femmes à causer, avec des cadavres dans les placards, des relents fascistes, une sexualité qui cogne sous les crucifix, des envies de meurtre, des enfants qui trinquent et reproduisent la même chienlit. Il y en a souvent qui sont tordus, avec des pieds bots, des airs grotesques, perdus ou complètement demeurés. Mais ils ne sont jamais ridicules, parce que Schwab leur donne une parole qui ne l'est pas – aux femmes surtout, porteuses d'un désir inouï de rédemption.


DR.
Werner Schwab a mis en scène ceux qu'il connaissait : hommes occupés à boire, femmes occupées à causer.

Vers la fin des années 80, Werner Schwab renoue avec Vienne. Il envoie sa première pièce, *Les Présidentes*, au Burgtheater. Elle est refusée, au motif que c'est *« une farce surréaliste qui (du point de vue dramatique aussi) se termine dans le chaos »*. Cela n'empêche pas l'auteur d'être joué, vite et sans interruption, en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique. Schwab est content de pouvoir s'offrir un logement avec des toilettes intérieures. Les pièces semblent sortir de lui comme des dés. La lecture des titres est instructive : *Le Ciel mon amour, ma proie mourante ; Extermination, ou mon foie n'a pas de sens (une comédie radicale) ; Escalade ordinaire (une farce d'asphyxie en sept affects) ; Enfin mort enfin plus de souffle (une comédie de distruction théâtrale)*...

Evidemment, Schwab se fait attaquer. On lui reproche d'être scatologique et anticlérical – deux vieux refrains autrichiens. On le traite de *« trou du cul »*. Ça le fait rire. *« Aller faire ses courses au supermarché, même s'il n'y a pas de sang versé, est plus violent, au fond, que mes pièces. »* Il sait qu'il a raison. Il continue à écrire et à boire du whisky. Il commence à dire que quand il aura assez d'argent, il en finira avec le théâtre pour se consacrer à son œuvre romanesque. Il meurt. Et voilà.

Brigitte Salino

★ La revue *Alternatives théâtrales* (à laquelle cet article est redevable) a consacré son numéro 49 (octobre 1995) à Werner Schwab.

Trois vibrantes « Présidentes »

LES PRÉSIDENTES, de Werner Schwab. Traduction : Mike Sens et Michaël Bugdahn. Mise en scène : Marcela Salivarova-Bideau. Avec Christine Fersen, Catherine Hiegel, Dominique Valadié...
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT, 1, place du Trocadéro, 16e. Mo Trocadéro. Tél. : 01-53-65-30-00. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 heures. 120 F et 160 F. Jusqu'au 11 juillet. Le texte de la pièce est édité à L'Arche.

Trois femmes dans une cuisine : Erna (Christine Fersen), Grete (Catherine Hiegel) et Mariedl (Dominique Valadié). Erna porte une blouse qui sent l'économie et une toque ridicule. Grete a le crâne surmonté d'une choucroute blonde, les seins à l'air et une robe voyante. Les pieds de Mariedl sont enserrés dans des godillots, son corps flotte dans une méchante robe tricotée. Elle n'a pas d'âge. Quand elle veut parler, elle lève le doigt. Au début de la pièce, elle est à quatre pattes sous la table, à chercher un bouton. Erna et Grete regardent la retransmission d'une messe papale à la télévision. A la fin, elles se signent. Elles ne disent pas *« le pape »*, mais *« le Saint-Père »*, comme on le fait dans les vallées où certains, aujourd'hui encore, se mettent à genoux devant leur poste, pour la bénédiction.

Erna et Grete sont retraitées, Mariedl a une spécialité : déboucher les toilettes. Elle est fière d'être appelée dans les meilleures maisons, et d'œuvrer sans mettre de gants en caoutchouc. Elle parle des objets trouvés au fond des cuvettes comme de trophées : revues pornos, poulet entier, culottes tachées. Pour elle, ce travail s'apparente à un sacrifice : *« Si Dieu le Seigneur s'est fait le monde entier, il a également fait le purin humain. »*

Erna a un fils, Hermann, qu'elle ne comprend pas. Représentant de commerce, il lui envoie des cartes postales où il écrit qu'il *« n'a pas de rapports »*. Il a du mal avec les gens, qui lui donnent *« le cancer des yeux »*. Il boit et ne fait pas les petits-enfants qu'Erna attend. Grete, elle, a une fille qui s'est fait *« nettoyer les ovaires »* avant de partir pour l'Australie, d'où elle n'a envoyé qu'une carte, pour dire qu'elle était bien arrivée. Son père couchait avec elle, mais c'était un ancien officier qui n'avait jamais su renoncer à la victoire, il faut le comprendre, explique Erna. Quand sa fille est partie, il a épousé une jeune femme aux yeux bridés, et ça, Erna ne le supporte pas.

À HAUTEUR DE PURIN HUMAIN

Tout de même, cette vie mériterait d'être meilleure, se disent les deux femmes. Alors, elles imaginent leur bonheur : Grete deviendrait la femme du charcutier Wottila, le Polonais roi du pâté de foie avec qui elle irait prier à Rome. Au cours d'une fête, Erna séduirait le beau Freddy, qui l'emmènerait vivre dans sa grande ferme. Mariedl, elle, trouverait son rêve dans des toilettes : une boîte de goulash, une bière et du parfum français... Ça finira mal. Par le meurtre de Mariedl, jugée coupable par Erna et Grete de tout ramener à hauteur de *« purin humain »*.

DÉLICATEMENT SCANDALEUX

Par son histoire, *Les Présidentes* est une pièce sanglante. Par son style, c'est l'œuvre d'un auteur comme on en découvre un tous les quinze ans. Werner Schwab dit les choses, mais la *« merde »* qu'il évoque appelle la rédemption. C'est la peau vibrante du corps qui parle à travers ses personnages. Il voit ce qui est inévitable, sans détourner le regard, mais en trouvant dans le langage une forme éclairante de la réalité. Sa qualité est de ne pas juger. Derrière le côté apparemment scandaleux de son texte, il y a, au fond, une grande délicatesse.

A Chaillot, la représentation des *Présidentes* ne laisse pas indifférent. Certain soir, on a vu partir un homme choqué, essayant d'entraîner son épouse, qui, elle, est restée (comment se sont-ils retrouvés ?). On entend aussi des gens rire tout en disant : *« C'est horrible. »* Ce *« rire bloqué »* qu'aimait Schwab, on le doit à Christine Fersen, Catherine Hiégel et Dominique Valadié. Non seulement ces trois comédiennes comptent parmi les meilleures d'aujourd'hui ; mais, en plus, on sent entre elles un grand respect, rare sur un plateau. Elles en font presque oublier la piètre mise en scène qui introduit *Les Présidentes* dans un grand théâtre français.

B. Sa.

DÉPÊCHES

■ **ÉDITION : le premier tome de *La Royale Maison de Savoie***, un roman épique d'Alexandre Dumas, découvert en 1985 par deux historiens français, dans une librairie turinoise, vient d'être publié par La Fontaine de Siloé, un éditeur de Montmélian (Savoie). Publié une première fois en 1854, sous la forme d'un feuilleton dans *Le Constitutionnel*, un journal de langue française paraissant en Italie, à Turin, ce roman ne figure ni dans le catalogue des « Œuvres oubliées de Dumas » ni dans celui de la Bibliothèque nationale. Les deux exemplaires retrouvés en 1985 étaient des volumes rassemblant les pages tirées des parutions dans le quotidien de Turin.

■ **CINÉMA : l'édition 98 de la Fête du cinéma aura lieu du dimanche 28 juin au mardi 30.** Organisée par la Fédération nationale des cinémas français, elle sera précédée d'une semaine d'événements exceptionnels qui débuteront le 22 juin avec des avant-premières, des séances spéciales en présence de réalisateurs et acteurs, des cartes blanches et hommages à des personnalités, un peu partout en France. Achat d'un premier billet à plein tarif donnant droit à un carnet-passeport. Séances suivantes pendant trois jours : 10 francs. Renseignements à partir du 5 juin au 08-36-68-03-03 ou www. cinefil. com.

■ **Les salles MK2 organisent un festival de films pour enfants du** 3 juin au 6 octobre. Douze films et animations navigueront entre six salles parisiennes du groupe. Au programme notamment *Yaaba*, de Idrissa Ouedraogo du Burkina-Faso, *Le Ballon blanc* (à partir de huit ans) de l'Iranien Jafar Panahi, *Le Cheval venu de la mer* du Britannique Mike Newell, ou *Le Roi et l'Oiseau* de Paul Grimault. Programmes et salles 3615 MK2 ou 08-36-68-14-07. Prix réduit MK2 junior : 120 F pour 4 places.

■ **SOCIÉTÉS CIVILES : Maurice Vallier a été élu président du conseil d'administration de l'Adami** (Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes) le 2 juin. Catherine Almeras succède au poste de secrétaire général à Frédéric Bard, qui ne se représentait pas, après sa mise en examen pour abus de confiance en compagnie de Maurice Vallier, François Parrot et Christian James. Ce nouveau conseil d'administration restera en place jusqu'au 21 septembre.

■ **JAZZ : le groupe vocal Les Grandes Gueules** a remporté le Grand Prix du vingt et unième Concours national de jazz de la Défense organisé, parvis de la Défense, les 6 et 7 juin, par le conseil général des Hauts-de-Seine avec le ministère de la culture et la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem). Ce grand prix est doté d'une récompense de 15 000 francs. Le 2e Prix d'orchestre (12 000 francs) a été remis au sextette Geoffroy Tamisier OLH Acoustic et le 3e Prix d'orchestre (10 000 francs) au quintette du trompettiste Nicolas Folmer. Pour les solistes, le 1er Prix (8 000 francs) a récompensé le saxophoniste Christophe Monniot, du duo Ozone SM, le 2e Prix (6 000 francs) le saxophoniste Laurent Geniez, du groupe Slang Trio, et le 3e Prix (4 000 francs) est allé au tromboniste Gueorgui Kornazov et au trompettiste Geoffroy Tamisier du groupe Geoffroy Tamisier OLH Acoustic. Enfin, le 1er Prix de composition (10 000 francs) a été remis au chanteur Bruno Lecossois du groupe Les Grandes Gueules et le 2e Prix de composition (5 000 francs) a récompensé le saxophoniste Sylvain Cathala du quartette Print.

Remise des Grands Prix nationaux de la culture

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, a proclamé, le jeudi 4 juin à Paris, le palmarès des Grands Prix nationaux de la culture, passés de vingt-deux en 1996 à quatorze en 1998 (les prix n'avaient pas été décernés en 1997), chacun doté de 50 000 F. Les lauréats ont été récompensés dans huit disciplines, dont six avec un lauréat de consécration et un jeune espoir. Ce sont : Georges Aperghis et le groupe IAM (Musiques), Jacques Lassalle et Boris Charmatz (Arts du spectacle vivant), Jean-René Gaborit et, par ailleurs, Nelly Connet et Vincent Lhomme (Patrimoine et musées), Pierre Chevalier et Caroline Champetier (Films et images), le Suisse Jean Starobinski et Michel Houellebecq (Lettres), et Jochen Gerz et Eric Poitevin (Arts plastiques).

Les disciplines Innovation culturelle et architecture n'ont chacune qu'un seul lauréat, respectivement l'Espace culturel de Tinqueux et Jacques Hondelatte. Cette refonte des Grands Prix nationaux est justifiée, selon Catherine Trautmann, par une volonté de *« retour aux sources »* de ces trophées créés il y a quarante ans, *« un geste de reconnaissance du pays tout entier envers ces hommes et ces femmes dont l'œuvre joue un rôle prépondérant dans le rôle de la culture française à travers le monde »*.

Le géant de Royal de Luxe de retour d'Afrique

LE HAVRE
de notre correspondant

Il est revenu ! Le géant de Royal de Luxe, qui avait ému les Havrais lors de ses deux premières apparitions, en 1993 et 1994, a retrouvé, du 5 au 7 juin, les larges avenues de la cité portuaire pour un *« retour d'Afrique »* préparé durant un séjour de six mois au Cameroun (*Le Monde* du 21 janvier). Royal de Luxe, compagnie fondée par Jean-Luc Courcoult en 1979, est installée à Nantes depuis 1989. Elle y a créé notamment *La Véritable Histoire de France*, qui fit une tournée à bord d'un cargo jusqu'en Amérique latine. C'était en 1992, pour commémorer la découverte du Nouveau Monde. Le géant, lui, est né au Havre au cours d'une escale. C'est le fruit d'une relation nouée avec un Volcan (nom de la Maison de la culture) capable de répandre un flot d'idées au cœur d'une ville aux artères imposantes. Aux dimensions d'un géant.

En septembre 1993, il était *« tombé du ciel »*. Malgré ses 9,10 mètres, ses pieds qui chaussent du 2 mètres, les hommes l'avaient attaché et *« promené dans une grande cage pour amuser la ville »*. Le synopsis de Jean-Luc Courcoult prévoyait que le héros se libérerait et disparaîtrait aussi mystérieusement qu'il était arrivé. En trois jours de parades et de facéties, le géant avait conquis le cœur des Havrais. Un an plus tard, en octobre 1994, il réapparut, après un tour de France par Calais, Nantes, Nîmes et Bayonne. A nouveau, la ville fut saisie par le regard triste du bonhomme animé par une nuée de petits valets rouges, les comédiens de Royal de Luxe. Sa seconde disparition sur un grand radeau, dans un bassin du port, avait fait couler des larmes.

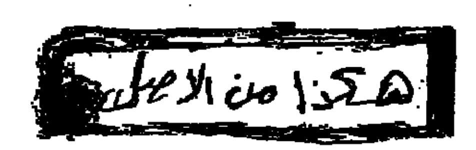
LE PETIT DU GRAND

Royal de Luxe ne pouvait pas effacer définitivement sa créature de la ville qui l'avait vue naître. Avec le Volcan, il a enrichi le scénario d'un nouveau personnage, le petit géant, enfant d'Afrique noire adopté par le grand. Le père et le fils se sont égarés dans les rues du Havre, se sont cherchés et bien entendu retrouvés. A deux, ils ont multiplié les occasions de faire la fête d'un quartier à l'autre. La magie Royal de Luxe s'est répétée à chaque rendez-vous. Manœuvrés par une quinzaine de comédiens hurlant leurs consignes, les deux géants réussissent à capter l'attention au point de faire oublier les grues qui les promènent, la toile d'araignée de cordages qui leur fait tourner la tête, lever les jambes.

L'illusion est parfaite lorsque les enfants interrogent : *« Et dans son ventre, qu'est-ce qu'il y a ? »* L'un joue aux dames, l'autre prend un bain de pieds. On les habille, on les couche. Ils mangent, boivent et ronflent. Pour ce retour d'Afrique, le géant et son fils étaient accompagnés par des musiciens du Burkina Faso manifestant *« les diversités humaines »* chères à Royal de Luxe. Et renforçant l'anachronisme de la fête.

Etienne Banzet

★ Les deux géants passeront à Nantes du 26 au 28 juin ; à Calais, du 11 au 14 juillet ; et à Anvers (Belgique), du 6 au 9 août.



Henri Laurens, l'élégante géométrie d'un sculpteur sans pesanteur

La galerie Louise Leiris accueille une rétrospective de ce sculpteur majeur du cubisme

La galerie Louise Leiris accueille jusqu'au 25 juillet une rétrospective consacrée à Henri Laurens, sculpteur majeur du cubisme aujourd'hui injustement négligé. L'exposition a pris le parti de la limpidité plutôt que de l'exhaustivité. On y verra donc une soixantaine de terres cuites parmi les plus belles de l'artiste, de l'élégante géométrie de figures bâties par volumes anguleux à une sculpture plus figurative et archaïsante.

HENRI LAURENS, 60 terres cuites, galerie Louise Leiris, 47, rue de Monceau, Paris, 8e. Mº Villiers. Tél. : 01-45-63-28-85. Du mardi au samedi, de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 25 juillet.

Dans une autre ville, dans d'autres circonstances, il y aurait la queue devant la porte. On dirait : voici enfin à Paris une rétrospective d'Henri Laurens, sculpteur majeur du cubisme, artiste précieux. Elle raconte son évolution en détail, elle contient quelques-unes de ses plus belles œuvres. Il faut donc aller la voir bien vite. Ici, rien de tel. Tout est calme rue de Monceau, et rien n'annonce que la galerie Louise Leiris – *autrement dit la galerie Kahnweiler* – a décidé de montrer cette exposition hors du commun.

Elle rassemble donc 60 terres cuites, la plus ancienne de 1912, les plus tardives de 1945. Une rétrospective donc, mais vue sous un certain angle, avec le souci de la limpidité plutôt que celui de l'exhaustivité. Pourquoi seulement des terres cuites ? Parce que Laurens, qui a pratiqué cependant les matériaux classiques – plâtre, bronze, pierre – et nombre de matériaux inhabituels – tôles, carton, bouts de bois –, était particulièrement à l'aise avec la terre. Elle est sa technique de référence, celle à laquelle il revient chaque fois qu'il veut vérifier une audace et se demande comment en tirer les conséquences plastiques. La démarche est d'autant plus intéressante – et paradoxale – que Laurens ose des métamorphoses plutôt incongrues.

Ami de Braque à partir de 1911, il s'approche lentement du cubisme, puis l'adopte. Avant et pendant la première guerre mondiale, il construit des sculptures par plans découpés géométriques, polychromes, emboîtés les uns dans les autres. Le métal et le bois lui permettent d'obtenir des architectures compliquées, figures ou natures mortes qui appliquent les principes issus des papiers collés de Braque et Picasso. Les œuvres se distinguent par leur légèreté et un côté bricolé, art qui ne se prend pas au sérieux. De ces assemblages à la terre cuite, il semblerait qu'il ne puisse y avoir aucune transposition, cohérence contre hétérogénéité, technique traditionnelle contre procédés novateurs. Contre toute raison, Laurens tente l'expérience. Il bâtit des figures par volumes anguleux, triangles, parallélépipèdes qui ne portent que de simples allusions à un visage ou un corps, une moitié d'ovale, une main en éventail. Le résultat est magnifique. La *Femme à la mandoline* de 1919, la *Guitare* de 1920, sont des modèles de construction abstraite que n'alourdit aucun détail inutile.

ÉPAISSEURS CHARNELLES

Jusqu'au milieu des années 20, Laurens perfectionne ces variations cubistes. Plus que ses bas-reliefs, si décoratifs soient-ils, ce sont ses statuettes féminines qui captivent, parce que l'élision y est poussée à son plus haut point sans que, pour autant, disparaisse le sentiment de la présence physique. A qui le comparer ? Ni à Braque – en dépit de leur intimité –, ni à Picasso – qui s'en est allé dans une tout autre direction. Mais à Pablo Gargallo et aux anonymes des Cyclades, auxquels fait songer la blanche *Femme nue debout*. Puis, de cette géométrie élégante, Laurens glisse à une sculpture plus figurative et archaïsante, volumes courbes plus descriptifs, épaisseurs charnelles, lignes sinueuses pour femmes allongées jouant avec des draperies, quelque chose comme un néo-classicisme elliptique. Il a la *Femme accroupie* de 1926 pour chef-d'œuvre, à moins que le titre ne revienne aux *Deux Femmes couchées*, étrangement proches de ce que Giacometti exécute dans la même période. Ces pièces, ou encore la *Petite Cariatide*, gagnent à être vues dans leur état de terre. Tirées en bronze ou transposées en pierre, elles semblent s'épaissir, perdre de leur dynamisme et de leur charme. Ce sont des monuments. Ici, ce sont des figures humaines, mouvantes, vivantes.

Philippe Dagen

Jacques Rebotier vole au secours des victimes des mots

VENGEANCE TARDIVE, de Jacques Rebotier, mis en scène par l'auteur. Avec Jean-Claude Bolle-Reddat, Assia Dnednia Walker, Alain Fromager, Stefan Koziak, Sylvie Milhaud, Jean-François Perrier.
THÉÂTRE DES AMANDIERS, 7, avenue Pablo-Picasso, Nanterre. Tél. : 01-46-14-70-00. RER Nanterre-Préfecture. De 80 F à 140 F. Durée : 2 h 20. Du mardi au samedi 21 heures ; dimanche 16 h 30. Jusqu'au 14 juin.

D'emblée, les mots sont servis, peints sur le plateau. Il y a par exemple le mot « monde », le mot « vision », le mot « administratif », le mot « monte-en-l'air ». Ces quatre-là, relevés au hasard, démentent tout hasard, parce qu'il sera justement question dans *Vengeance tardive* de vision du monde et d'administration des monte-en-l'air (ou l'inverse). Ce qui est sûr, c'est que les personnages tiennent debout sur ce genre de mots. Ils ont besoin d'eux pour manifester une forme d'humanité dans la péroraison, la course, le dérapage, la chute, le vol. A bien y regarder, les mots apparaissent ici sous une forme particulière : celle de la typographie de presse. Manchettes, titres, brèves. Souvent, les citations viennent du journal *Le Monde*. Elles disent que rien ne va plus dans le monde. Elles révèlent des failles entre ce qui est dit et la réalité. Elles suggèrent l'urgence d'une nouvelle cause humanitaire, au secours des victimes des mots, des victimes de la « communication ».

Face à ces manipulations de masse, celles de Jacques Rebotier restent modestes. Alors, il ne jette plus les mots les uns contre les autres, comme il le faisait autrefois, rien que pour écouter les bruits qu'ils font en se fracassant ou en tentant de s'éviter. Il révèle combien ils souffrent. De la mondialisation, par exemple. Une maladie qui s'attrape facilement à la télévision, même dans les sitcoms.

LE SPECTACLE DE LA MISÈRE DU MONDE

Le sitcom est à peu près tout ce qui reste du théâtre à la télévision. Jacques Rebotier le rend à son origine en l'appelant sur scène. Sans le déguisement de la caméra, il est plus nu encore. Les rires en boîte deviennent superflus : le théâtre ne connaît que le rire à l'ancienne, y compris lorsqu'un écriteau s'allume pour exiger : *« Riez ! »* C'est le début d'une petite réflexion, parce que le sitcom est en définitive si puissant qu'il empiète sur d'autres genres, avec lesquels il est censé pourtant faire diversion, comme celui des informations. Et les informations, selon Jacques Rebotier, devraient dire toute la misère du monde au lieu d'en faire le spectacle.

En général, les mots font du bruit. Parce qu'il faut encore des acteurs pour les porter, les accompagner, les soigner. Jacques Rebotier soigne particulièrement le bruit des mots. Ses acteurs, bien unis, dans le genre individus pas entièrement remis d'avoir échappé à un institut de sondage, font tous leurs bruits en direct avec un naturel bien partagé. Le seul silence émane d'une jeune femme, au fin fond de la scène, occupée à creuser une tombe avec une régularité de marathonienne. Y a-t-il un féminin au mot « fossoyeur » ?

Une fois de plus, c'est l'occasion de remarquer à quel point le volume de terre extrait paraît excéder celui du trou creusé. Mais quel est le corps à ensevelir ? D'habitude, c'est l'espoir que l'on se contente d'enterrer. Mais ici, quelques grandes idées devraient pouvoir loger à leur aise, comme celles de mondialisation et de communication. Cela laisserait un peu d'air (et de terre) aux vivants.

Jean-Louis Perrier

Dr John et ses disciples britanniques

LONDRES
de notre envoyé spécial

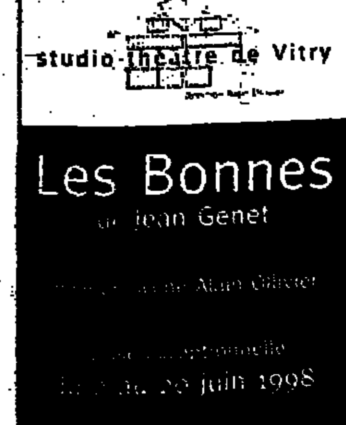
Même les légendes vivantes ont besoin d'as du marketing. Récemment, on a vu de grands seigneurs du blues – John Lee Hooker, B. B. King – accueillir sur leurs albums nombre d'invités célèbres venus rendre hommage et tenter d'attirer à ces ancêtres un nouveau public. La maison de disques EMI vient de signer avec le pianiste et chanteur Dr John, né Malcolm John Rebennack en 1941, une des figures des plus pittoresques des rythmes de la Nouvelle-Orléans. Prêtre vaudou au groove nonchalant, ce musicien blanc, apôtre d'une musique noire, a influencé aussi bien Eric Clapton, The Band que les Rolling Stones. Pour mieux commercialiser son nouvel opus, *Anutha Zone*, on lui a suggéré de collaborer avec quelques représentants en vogue du rock britannique. Sur ce disque, qui renoue avec le style le plus incantatoire du « nite tripper », on croise Paul Weller, Jools Holland, Carleen Anderson et des membres de Supergrass, Portishead, Ocean Colour Scene, Spiritualized ou Primal Scream. A l'origine, le Doc ne connaissait pas la plupart d'entre eux. Pour le concert qui, lundi 8 juin, faisait à Londres office de soirée de lancement de ce nouvel album, Mac Rebennack a invité sur scène quelques-uns de ses admirateurs.

BRELOQUES VAUDOUES

Six cents personnes transforment le Dingwall's, un petit club réputé de Camden, en une étuve digne d'un bouge de Louisiane. *Iko*, rengaine presque aussi typique du folklore new-orleans que *When the Saints*, fait doucement ronronner le moteur. S'il vient parfois en Europe relever paresseusement les compteurs, Dr John se laisse là prendre par l'enjeu. Panama et costume beige relevé de breloques vaudoues, yeux noirs, barbe et crinière grises, le pianiste trouve immédiatement la cadence envoûtante et le swing moite que lui inspira son maître, professor Longhair. De sa voix d'ours traînante et éraillée, il déclame quelques standards : *Right Place Wrong Time*, *Indian Red*, le truculent *Such a Night*. Les quatre musiciens noirs qui l'accompagnent sont timidement rejoints par Martin Duffy, clavier de Primal Scream.

Comme sur un *Anutha Zone*, pas ici de lifting intempestif, de remixage « jeuniste ». On vient se fondre respectueusement dans ces chaloupements sorciers. La chanteuse soul anglaise Carleen Anderson, Paul Weller et son batteur Steve White, participent à la petite sauterie. A l'orée des années 80, avec ses groupes – the Jam, the Style Council –, Weller fut l'idole de la jeunesse britannique, il est aujourd'hui le parrain d'une *brit pop* amoureuse des grands classiques. Sur son album solo, *Stanley Road*, il reprenait déjà *I Walk on Guilded Splinters*, une des chansons plus habitées du Dr John. Au Dingwall's, il tente d'électriser ce titre et participe à deux nouveaux morceaux auxquels il a contribué – *Party Hellfire* et *I Don't Want to Know*. Dans la salle, Noel Gallagher, le coleader d'Oasis, n'en perd pas une miette. Soucieux de bien faire, Weller s'époumone, déchaîne sa guitare comme si la Tamise se rêvait bayou. Souriant mais pas impressionné, le pianiste qui joua entre autres avec Allen Toussaint, les Meters, Aretha Franklin et Van Morrison, rayonne d'une décontraction qui renverra ce beau monde à ses chères études.

Stéphane Davet



INSTANTANÉ

ZAZIE AU STUDIO

Un peu gauche, néanmoins décontractée, un peu grande raide, néanmoins timide et dépliée, Zazie ressemble aux jeunes filles d'aujourd'hui, à qui leurs parents ont appris à ne pas désespérer de l'avenir, juste à s'en méfier en conservant leurs bonnes manières. Zazie vient de publier un disque, *Made in Love*, sur lequel figure un titre, *Femmes téfales*, celles qui n'attachent pas, ou qui décollent facile. En verlan, *« cela donne femmes fœtales »*, lui a dit un ami. Elle rit, Zazie. Elle le raconte en jouant à l'ivresse des profondeurs sur le plateau du « Pont des artistes », une émission de France-Inter, où elle est venue chanter ses nouvelles chansons en public pour la première fois. Rien à faire, Zazie est résolument *« téfale »*, du côté de la légèreté des formes, contre *« ces fleurs du mal »* qui minent la santé des cœurs.

T-Shirt orange, pantalon blanc, nombril à l'air, cheveux longs, trac : Zazie, avec une maladresse qu'elle avoue quand elle parle de *« son filet de voix »*, surfe sur les synthétiseurs à la façon d'une Beth Gibbons, la chanteuse de Portishead, qui aurait oublié la lourdeur des traumas paysans au profit de l'énervement coincé des bourgeois des villes. *« Elle a du caractère, cette petite »*, disait un jour Juliette Gréco, prise en otage par sa maison de disques avec Etienne Roda-Gil, et Zazie, sur un plateau de télévision. Zazie a du caractère. Elle est drôle.

Elle aime les variétés. Les lois du show-biz ne lui sont pas plus dures que celles de la politesse. Elles peuvent parfois la contraindre à raconter des bêtises, à assumer son succès avec une pincée de morgue, façon Obispo, l'ami avec qui elle écrit des chansons pour tout le monde – mais péché d'adolescence... Dans le Studio Charles Trénet de la Maison de la radio, Zazie, la grande sœur, la baby-sitter un peu libérée, la *Baleine de parapluie* dans la nouvelle version d'*Emilie Jolie*, fait circuler la chaleur sans engagement. De l'amitié *« téfale »*, et non fatale.

Véronique Mortaigne

★ ***Made in Love***, 1 CD Mercury 558080-2

SORTIR

PARIS

Gilberto Gil
Le Bahianais fantastique part à la conquête de la scène olympienne, comme pratiquement chaque année. Mais, Coupe du monde de football oblige, le programme brille en 1998 de stars venues de son pays – Gal Costa, Ivete Sangalo, la nouvelle élue de Salvador-de-Bahia et jeune rivale de Daniela Mercury (le 9) ; Carlinhos Brown et Paralamas do Sucesso (le 10) ; Elba Ramalho (le 11) –, d'ici ou d'Afrique – l'accordéoniste Richard Galliano, également le 11, Cheb Mami et Youssou N'Dour (le 13). Pour clore la fête, et le lancement d'un album live, *Ao Vivo* (WEA), Gilberto Gil donne un concert solo le 14.
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Les 9, 10, 11, 13 et 14 juin à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 210 F.

Dina Tavares
Lauréate du Prix Amérique des Découvertes 96 de RFI, cette chanteuse au joli timbre mezzo-soprano est originaire du Minas Gerais, au sud-est du Brésil. Installée en France depuis deux ans, elle a enregistré récemment son premier album *(Linha da vida* /Night & Day). Elle y reprend des compositions de Dorival, Dori Caymmi, Gilberto Gil, Lenine et quelques pièces inconnues de compositeurs bahianais.
Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11e. Mº Oberkampf. Le 9, à 21 h 30. Tél. : 01-47-00-48-87. 50 F.

Mama Sissoko
Ex-membre de l'orchestre Super Biton de Ségou avec lequel il se produisit pour la première fois en France en 1983, le guitariste malien Mama Sissoko joue une musique à l'exubérance contenue, toute en rondeurs et malicieuses ondulations. (CD *Ajarabi Amours*/Buda Musique).
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Egalement le 6 juillet à la Cité de la Musique/La Villette Jazz Festival).

Mats Ek / Ballet Cullberg
Le chorégraphe Mats Ek avait déjà proposé une « relecture » osée de quelques classiques : *Giselle*, *Le Lac des cygnes*, *Carmen*. *La Belle au bois dormant*, dernière création du Suédois (créée en 1996 pour le Ballet de Hambourg), ne déroge pas à la règle. Mats Ek réveille donc la *Belle* de Petipa. Le joli château, les parents protecteurs, les bonnes fées, les divertissements, les carrosses. Bazardés. Balancés dans un siècle, le nôtre, qui s'excite avec des voitures, des écrans de télévision, des petits amis conformes aux clichés, des fées... du logis, un(e) Carabosse mâle, indéfini, possessif et possédé qui a emprunté à la fée des Lilas ses baskets... couleur lilas.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mº Châtelet. Du 9 au 20 juin, à 20 h 30. Relâche les 14 et 15. Tél. : 01-42-74-22-77. De 100 F à 160 F.

STRASBOURG

Turbulences
Jeunes créateurs, nouveaux publics, nouvelles scènes, le Maillon fait son festival de théâtre : Turbulences. Pendant une semaine, le public strasbourgeois est convié à découvrir des spectacles d'horizons très divers : Allemagne, Argentine, Belgique, France, Espagne, Haïti, Sénégal. Au programme, des œuvres de Bertolt Brecht, Heiner Müller, Maurice Maeterlinck, Ovide, Ibsen, mais aussi un bal-concert et des chants et danses vaudous. Une semaine faite de « mélanges », de poésie, de convictions, de compagnonnage mais aussi de mémoire.
Le Maillon, 13, place André-Maurois, 67200 Strasbourg. Du 9 au 13 juin. Tél. : 03-88-27-61-71.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A couteaux tirés
de Lee Tamahori (Etats-Unis, 1 h 58).
Dieu seul me voit
de Bruno Podalydès (France, 2 h).
Dis-moi que je rêve !
de Claude Mouriéras (France, 1 h 37).
L'Equipe de secours
dessin animé de Janis Cimermanis (Lettonie, 40 mn).
La Femme du cosmonaute
de Jacques Monnet (France-Espagne, 1 h 50).
Le Mystère des fées
de Charles Sturridge (Etats-Unis, 1 h 35).
Le Prédicateur
de Robert Duvall (Etats-Unis, 2 h 14).
Red Corner
de Jon Avnet (Etats-Unis, 2 h 02).
Requiem
d'Alain Tanner (Suisse, 1 h 40).
Si bleu, si calme
documentaire d'Eliane de Latour (France, 1 h 20).
The Gingerbread Man
de Robert Altman (Etats-Unis, 1 h 55).
Tunisiennes
de Nouri Bouzid (Tunisie, 1 h 45).
Vive la mariée et la libération du Kurdistan
de Hiner Saleem (France, 1 h 40).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Barbe-Bleue
de Georg Trakl, mise en scène de Marie Vayssière, avec Dominique Collignon-Maurin, Agnès Régolo, Bogdan Renczynski, Ludmila Ryba et Rowan Siwulak.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.
Gad Elmaleh
de Gad Elmaleh, mise en scène de Cyril Lecomte.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mº Oberkampf. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-55-52. De 120 F à 170 F.
Mademoiselle Julie
d'August Strindberg, mise en scène de Francis Sourbié, avec Ann Gisel Glas, Patrick Martinez et Eunice Ferreira.
Le Vingtième-Théâtre, 7, rue des Platrières, Paris 20e. Mº Ménilmontant. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-43-66-01-13. De 50 F à 120 F.
Un paysage sur la tombe
de Fanny Mentré, mise en scène d'Elvire Pichard, avec Florence d'Azemar, Thierry Humbert, Elvire Pichard et Yann de Monterno.
Bouffon-Théâtre, 26-28, rue de Meaux, Paris 19e. Mº Colonel-Fabien. Le 9, à 19 heures. Tél. : 01-42-38-35-53. 60 F et 90 F.
Ballett Frankfurt
William Forsythe : *Isabelle's Dance*.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 190 F.
Compagnie Georges Momboye
Waatisera.
Espace Saint-Martin, 199, rue Saint-Martin, Paris 3e. Mº Rambuteau. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-44-54-38-57.
Emio Greco
Bianco.
La Ménagerie de verre, 12, rue Léchevin, Paris 11e. Mº Parmentier. Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-43-38-33-44. De 60 F à 80 F.
Bagatelles
d'Offenbach. Lise Berardo (Bagatelle), Loïc Boissier (Pistache), Jean-Noël Briend (Marcachu), Nicolas Ducloux (piano), Joëlle Vautier (mise en scène).
Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 16e. Mº Muette. Le 9, à 19 h 30. Tél. : 01-42-88-64-44. De 120 F à 150 F.
Ensemble orchestral de Paris
Rossini : *L'Italienne à Alger, ouverture, Airs d'opéras, Tancrède, ouverture*. Petrassi : *Concerto pour orchestre nº 2*. Respighi : *Suite pour petit orchestre*. Martine Dupuy (mezzo-soprano), Gianandrea Noseda (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mº Ternes. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 60 F à 190 F.
Didier Lockwood, Benoît Sourisse, André Charlier
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mº Gaîté. Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-43-21-56-70.
Louise Attaque
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mº Anvers. Le 9, à 19 h 30. Tél. : 01-44-92-45-45.
Brigitte Comar
Ailleurs, 13, rue Jean-Beausire, Paris 4e. Mº Bastille. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-44-59-82-82.
Yngwie Malmsteen
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mº Bastille. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-57-59. 143 F.

RÉSERVATIONS

Bob Dylan et Van Morrison
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Tél. : 01-42-08-60-00. Le 30 juin à 20 h 30. De 258 F à 348 F.
Paul Bley, Lee Konitz, Charlie Haden
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Le 2 juillet à 20 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. De 145 F à 170 F.

DERNIERS JOURS

13 juin :
L'Art dans le monde
Passage de Retz, 9, rue Charlot, entrée 5, rue Pastourelle, Paris 3e. Tél. : 01-48-04-37-99. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. 35 F.
14 juin :
Le Jeu de l'amour et du hasard
de Marivaux, mise en scène de Jean-Pierre Vincent.
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-46-14-70-00. De 80 F à 140 F.

EN VUE

■ Le 5 juin, **Gwen Aduh**, magicien parisien, apparaissant les mercredis au Canotier du pied de la Butte sous le nom du **Fakir d'Abouldr**, *s'est fait voler son* lapin de scène par un voisin, vieillard irascible qui se vante d'en avoir mangé la moitié.

■ Le Danemark, qui a récemment rejeté une proposition de **Marianne Fisher Boels**, députée libérale, qui souhaitait distribuer des ballons de caoutchouc aux onze millions de porcs du pays pour les désennuyer (*Le Monde* du 2 avril), a, pendant dix ans, *autorisé les soldats britanniques* de la mission « Bacon danois » à venir tirer sur son sol des cochons anesthésiés attachés en croix, la tête en bas, pour apprendre aux médecins militaires à opérer les blessures de guerre.

■ L'acteur **Charlton Heston**, élu, le 8 juin, à la présidence de la NRA (National Rifle Association), est considéré comme un *« progressiste »* au sein du puissant lobby américain des armes : il trouve *« inappropriée »* la vente libre à des civils du fusil d'assaut AK-47.

■ Les cinq cents policiers qui poursuivent depuis plus d'une semaine deux bandits armés à travers une région désertique de l'Utah ont appelé en renfort des traqueurs indiens navajos.

■ Le tribunal de Paris a condamné, mardi 2 juin, la société Avi à payer 1 million de francs aux descendants de **Picasso** pour une publicité montrant un portrait à la manière du peintre dialoguant sur les mérites de l'acrylique avec la copie d'un **Van Gogh**. *« L'amalgame entre les œuvres issues du génie créateur du grand artiste et l'activité banale du peintre en bâtiment porte nécessairement atteinte à sa mémoire »*, ont estimé les magistrats, fins connaisseurs.

■ **Olivier Tourenc**, artiste marseillais, termine la fabrication d'une armoire à voile, objet sur quoi **Nicolas Komarrof**, audacieux navigateur, tentera de traverser l'Atlantique. *« C'est l'essence même de l'art d'être fait pour les autres »*, estime le jeune créateur, restant à quai.

■ Il y a quarante ans, **Kitty Kelly** avait épousé **Billy Tipton**, le pianiste discret qui accompagnait ses strip-teases dans un bar de Spokane, aux Etats-Unis. Lui, s'était marié quatre fois. Elle, ne supportait pas les rapports sexuels. Ils dormirent dans des chambres séparées, adoptèrent trois enfants, *vécurent heureux pendant vingt* ans, puis divorcèrent. **John**, **Scott** et **William** habitèrent chez Billy jusqu'à sa mort. En l'habillant pour le mettre en bière, Scott découvrit que son père adoptif était une femme. **Dorothy** avait gardé le secret depuis 1938. Elle cherchait alors du travail et, à l'époque, personne ne l'aurait engagée dans un orchestre d'hommes.

Christian Colombani

Libéralisation relative de la presse en Chine

Le « Nanfang Zhoumo », hebdomadaire de Canton tirant à un million d'exemplaires, surprend par sa fraîcheur de ton. Cela est surtout dû à l'incapacité technique des autorités à contrôler tout ce qui s'imprime

LA PRESSE chinoise s'ébroue. On est encore très loin de la liberté de ton des journaux de Hongkong ou de Taïwan, mais au moins les quotidiens ou hebdomadaires de République populaire savent-ils désormais parler d'autre chose que du dernier plénum du comité central consacré aux récoltes de blé. Logique du marché oblige, ils *doivent séduire le public et multi*plient donc les enquêtes – parfois anticonformistes – sur des sujets de société.

Le porte-drapeau de cette nouvelle vague de journalisme – dont le pionnier dans les années 80 fut le reporter d'investigation Liu Binyan, aujourd'hui en exil – est incontestablement la rédaction du *Nanfang Zhoumo* (« Le Week-end du Sud »). Tirant à près d'un million d'exemplaires, dont la moitié est diffusée à Pékin, ce journal basé à Canton ne cesse de titiller la censure en se posant ouvertement comme libéral et en jouant les redresseurs de torts. A intervalles réguliers, les bureaucrates gardiens de la langue de bois pointent vers le *Nanfang Zhoumo* un index courroucé. Mais leurs sentences sont



ignorées et l'aventure continue. La dernière édition donne une idée de l'audace des plumes qui s'y expriment. On y découvre par exemple un dossier consacré à des habitants de Pékin qui militent pour la préservation du patrimoine de la capitale menacé par la spéculation immobilière. *« Sauvons le vieux Pékin ! »*, supplie un de ces résidents qui s'indigne que les promoteurs se permettent *aujourd'hui* ce que les hordes de guerriers ne s'étaient jamais autorisé dans l'histoire des sacs de l'empire.

Un autre article s'en prend aux abus de l'autorité policière. L'auteur narre sa propre expérience. Il passait la nuit dans un hôtel de Canton quand, au plus profond de son sommeil, sa chambre fut brutalement envahie par une escouade de policiers. Il s'agissait d'un raid anti-prostitution tout en nuances. *« Cette opération violait mes droits légitimes de citoyen : tous les clients étaient traités comme des suspects »*, s'insurge-t-il, avant de conclure : *« L'absence de conscience des droits de l'homme est très répandue en Chine. »*

Voilà un hebdomadaire qui n'a pas froid aux yeux. Un article dénonçant les méfaits de l'alcool au volant n'a aucun scrupule à rappeler que des personnages très officiels – un dirigeant syndical ou un magistrat – étaient en état d'ivresse quand ils ont causé la mort accidentelle de passagers ou de piétons. *Et puis il y a cette étonnante* tribune sur le thème du « libéralisme » rédigée par Liu Junning, de l'Académie des sciences sociales : *« Le choix de l'économie de marché s'étant imposé, le libéralisme va devenir tôt au tard un "invité inattendu" en Chine. Quand on ouvre la porte du marché, on ne peut plus fermer celle du libéralisme. »*

Les autorités laissent pour l'instant s'écrire de si sulfureux propos. Moins par stratégie politique que par incapacité technique de contrôler tout ce qui s'imprime dans le pays. Chacun sait pourtant que cette marge de liberté est fragile et que la chape de plomb peut se rabattre à la première crise. Raison de plus pour un million d'acheteurs d'avaler goulûment, chaque vendredi, ce bol d'idéogrammes très frais.

Frédéric Bobin

DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel
■ Pour évaluer le compromis *difficile auquel est parvenu le* gouvernement hier, il faut en revenir aux données de base : depuis quelques années, la dé*linquance est globalement sta*bilisée (à un niveau très élevé), mais la délinquance juvénile a littéralement explosé, jusqu'à représenter 23 % du total, 37 % de la délinquance sur la voie publique.
La délinquance des mineurs est régie en France par l'ordonnance de 1945, d'inspiration humaniste et idéaliste, mettant l'accent sur la prévention. Deux thèses se sont opposées, celle de Jean-Pierre Chevènement proposant une nouvelle législation puisqu'il y a un changement de mentalité et de comportement, et celle d'Elisabeth Guigou bataillant en faveur du maintien de l'ordonnance de 1945 mais en l'appliquant réellement et en lui *donnant tous les moyens qui lui* manquaient jusqu'ici. C'est la thèse d'Elisabeth Guigou qui l'a emporté. Il y aura donc inter*prétation ferme* d'une tradition plaçant beaucoup d'espoir dans la prévention.

RFI
Jacques Rozenblum
■ Ce n'est pas parce que la la lutte contre la drogue a toujours échoué qu'il ne faut pas persévérer. *« Ne cessons pas d'essayer »*, a demandé Koffi Annan, le secrétaire général des Nations unies en ouvrant la session spéciale consacrée à cette nouvelle peste mondiale. D'emblée, le volontarisme du message était teinté d'un certain pessimisme. Il faut dire qu'il y a de quoi être sceptique face aux croisades éradicatrices.
Evidemment, celles-ci seraient plus convaincantes si les grands *Etats consommateurs ne prati*quaient pas la politique du *« deux poids, deux mesures »* dans leurs relations avec les Etats producteurs. Ainsi Washington va abandonner sa procédure de certification des pays, consistant à distribuer bons et mauvais points. Cette procédure a le tort de gêner la politique étrangère américaine et le *business*. Comment expliquer en effet qu'on puisse faire des affaires en Afghanistan alors que ce pays est le premier producteur mondial de drogue ? Quant à la France qui ferme opportunément les yeux sur ses alliés marocains ou libanais, elle n'a pas de leçon à donner en ce domaine.

LCI
Pierre-Luc Séguillon
■ La fête va donc commencer. Une fête populaire et pacifique que la France va accueillir et ordonner à *la face du monde. Une célébration* du ballon suivie, durant un mois, par plusieurs milliards de téléspectateurs. Une occasion heureuse pour notre pays de donner de lui-même l'image d'une nation moderne, dynamique, accueillante, capable de conjuguer compétence logistique et intelligence créative. On peut en effet aimer le foot ou n'éprouver aucune passion particulière à son endroit. On peut le considérer sous un angle seulement financier et regretter qu'il soit devenu pour grande part affaire de gros sous ou ne l'appréhender que sous son aspect sportif et ludique. Mais on ne peut nier que cette fête du Mondial soit un formidable vecteur de promotion internationale pour notre pays.

www.galeries-versailles.com

Une boutique électronique française parie sur le luxe en trois dimensions

LORSQUE LE VISITEUR arrive devant la boutique Chaumet de la place Vendôme, la porte s'ouvre toute seule devant lui. A l'intérieur, il ne rencontre ni vendeur ni clients, mais peut flâner à travers le décor en trois dimensions grâce à un mini-tableau de bord. Dans les vitrines, une sélection de montres de luxe, sur lesquelles il clique pour faire apparaître une fiche de présentation, puis un bon de commande. Tout semble de bon aloi, excepté un détail : si on ressort par la porte du fond, on débouche directement dans le parc du château de Versailles. *Les concepteurs* de la cyberboutique « Galeries de Versailles » ont décidé de combiner réalisme et fantaisie : Isabelle Queyrand, directrice du marketing de Citycom, la société parisienne propriétaire du site, est persuadée que *« pour inciter la clientèle étrangère à acheter du luxe sur le Web, il faut savoir la faire un peu rêver. »*

Les Galeries de Versailles, ouvertes depuis quelques semaines, ne contiennent que trois boutiques en 3D, mais ce site de commerce

AU MOINS, SI RIEN NE TE PLAIT
ON AURA ÉCONOMISÉ LE TAXI.

électronique permet également de faire des achats de façon plus « classique », grâce à des catalogues interactifs, des répertoires par marque et par produit, ou un moteur de recherche. Il suffit d'ouvrir un compte avec sa carte bancaire lors de la première visite. La *livraison se fait en moins d'une se*maine, partout dans le monde. S'il s'agit d'un cadeau, l'acheteur peut joindre un message personnalisé qui sera imprimé sur papier vergé, et même sa photo.

Huit marques de produits de luxe français sont présentes, des négociations sont en cours avec une vingtaine d'autres. *Le site ne* vend pas de vêtements, car les essayages ne sont pas encore possibles sur Internet, mais des foulards, des cravates, des parfums, des lunettes, des stylos et de la maroquinerie. Chaque marque propose une centaine d'objets. En cherchant, on trouve quelques produits à moins de 400 F, mais aussi des articles dépassant les 60 000 F. L'objectif est bien sûr d'attirer une clientèle étrangère fortunée et pressée : Citycom a déjà installé un site-miroir aux Etats-Unis et prépare une version en japonais. Isabelle Queyrand sait que rien n'est joué : *« Jusqu'à présent, nous avons surtout vendu les produits les moins chers. Il y a aura une phase de mise à l'épreuve, pendant laquelle les clients seront circonspects. Mais les études de marché montrent que dans tous les pays, les revenus des internautes sont nettement supérieurs à la moyenne nationale. L'époque où Internet n'était fréquenté que par des étudiants fauchés est complètement révolue. »*

Yves Eudes

SUR LA TOILE

BOÎTES AUX LETTRES
■ France Télécom a annoncé l'ouverture de son service de boîtes aux lettres électroniques gratuites et de distribution d'adresses Internet permanentes sans abonnement. Différents serveurs privés offrent déjà un service similaire.
www.lemel.fr

MARIAGES JUMEAUX
■ Joëlle et Florence Banani, des jumelles françaises de trente-sept ans, ont épousé respectivement Gilles et Guy Leclerc, des jumeaux québécois de trente-six ans. Les deux couples avaient fait connaissance via Internet en août dernier, et avaient décidé de se marier avant même de se rencontrer. La double cérémonie a eu lieu samedi 6 juin à Lablachère (Ardèche), et les lunes de miel se dérouleront au Québec. – *(AFP.)*

L'ÉGLISE EN RÉSEAU
■ Les évêques de Pologne ont approuvé officiellement un projet de mise en place d'un serveur Internet destiné à relier tous les diocèses du pays. La fondation chargée de sa réalisation, baptisée La Tour de la Puissance, travaillera en partenariat avec la banque PKO et la société informatique Optimus. – *(AP.)*

Saint Millon et sainte Ruth

par Alain Rollat

SI LE PRÉSIDENT de la région Rhône-Alpes apparaît aujourd'hui comme le champion du dialogue entre la droite et l'extrême droite, alors qu'il récuse cette alliance dans ses discours tout en la pratiquant dans ses actes, c'est bien la preuve qu'il est surtout devenu le champion du confusionnisme. Et si cette seule prouesse suffit à justifier la sanctification de Charles Millon, aux yeux de certains électeurs en manque de prophète, comme le prétendait *Le Journal du dimanche* daté du 7 juin en le baptisant *« Saint Millon, sauveur de La Droite »*, alors il y a urgence à canoniser Ruth Elkrief, qui s'escrime en vain, sur LCI, depuis les dernières élections régionales, à voir clair dans son embrouillamini.

Sainte Ruth ! Plus elle lui tendait la perche, ce lundi soir, plus « Saint Millon » s'enfonçait ! Plus elle lui démontrait en quoi il avait politiquement *« changé de ligne »*, plus il persistait à répéter : *« Je n'ai pas changé de ligne. »* Plus elle pointait les errements de sa démarche, plus il affirmait sa continuité : *« Je suis toujours fidèle à mes convictions. »* Plus elle soulignait les incohérences de ses raisonnements, plus il s'autoproclamait logique : *« Depuis vingt ans, j'ai une ligne claire, nette et précise. »* A la télévision, hélas ! l'épreuve du direct est impitoyable avec les marchands de fumée. Quand, à bout de faux arguments, perdant patience, il a lancé à Sainte Ruth : *« Arrêtez de m'enfermer dans de faux débats ! »*, on a bien compris que « saint Millon » cherchait surtout à fuir ses propres contradictions, après avoir concédé un aveu à son interlocutrice. Elle venait de lui demander : *« Est-ce que vous ne cultivez pas une certaine ambiguïté ? »* Et il venait de lui répondre : *« Si vous voulez que je vous dise que je cultive l'ambiguïté, je peux vous dire oui »*... Dans son esprit, cela voulait sans doute dire « non ». C'était pourtant dit de telle sorte qu'on a bien compris « oui »...

Mais à quoi bon épiloguer sur un système de pensée qui prétend que la meilleure façon de combattre la bêtise, l'intolérance, le racisme, etc., est de pactiser avec ceux qui en font commerce ? Il n'y a plus rien à dire sur M. Millon depuis cette photo symbolique, signée Jean Cely, parue dans ce même numéro du *Journal du dimanche*, où on le voit, debout sur une estrade, sourire extatique, sollicitant la ferveur populaire d'un arrondi du bras bien travaillé, scrutant l'horizon d'un regard messianique, sous les applaudissements d'Alain Griotteray et Michel Poniatowski, ces deux diplodocus de l'ère giscardienne. Son cas relève assurément de la paléontologie.

MARDI 9 JUIN

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 La Chasse ■■
Carlos Saura (Espagne, 1965, N., v.o., 90 min). Ciné Cinéfil

21.05 Mean Streets ■■
Martin Scorsese (Etats-Unis, 1973, 110 min). Cinétoile

21.50 La Haine ■■
Mathieu Kassovitz (France, 1995, N., 95 min). Ciné Cinémas

22.25 Ludwig van B. ■■
Bernard Rose (Etats-Unis, 1994, v.o., 120 min). Cinéstar 2

22.30 Ombres et brouillard ■■■
Woody Allen (Etats-Unis, 1991, N., v.o., 85 min). Paris Première

22.55 Cléo de 5 à 7 ■■
Agnès Varda (France, 1962, N., 85 min). Cinétoile

23.00 Carmen ■■
Cecil B. DeMille (Etats-Unis, 1915, N., 65 min). Muzzik

23.35 Les Sept Péchés capitaux ■■
E. De Filippo, J. Dreville, Y. Allégret, C. Rim, R. Rossellini, C. Autant-Lara et G. Lacombe (Fr.- It., 1952, N., 140 min). Ciné Cinéfil

0.50 Allonsanfan ■■■
Paolo et Vittorio Taviani (Italie, 1975, 110 min). RTL 9

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal +
20.00 20h Paris Première. Best of. Invités : Peter Greenaway, Enzo Enzo, Michel Serres, Jackie Berroyer. Paris Première
20.50 Hors série. Gens de maison. France 3
21.00 Le Gai Savoir. L'extrême droite est il soluble ? Invités : Jean-Christophe Cambadélis, François de Closets, Eric Branca, Guy Bedos. Paris Première
22.00 L'Histoire des loisirs. L'occupation du temps libre, de l'antiquité au début du XX[e] siècle. Histoire
22.40 Sud. Invités : Jean-Pierre Millet, Luc Montagnier. TMC
23.00 De l'actualité à l'Histoire. Trust et antitrust. La République et les affaires. Histoire
23.05 ▶ Nimbus. Pollution automobile : un poison dans la ville. Invités : Jean Félix Bernard, Jean Cayot, Eric Dusseu, Marie-Noëlle Lienemann. France 3
23.15 Bouillon de culture. Couleurs d'Italie. Invités : Alain Buisine, Maximilien Fuksas, Rocco Carbone, Andrea de Carlo, Dominique Fernandez, Alexandra Lapierre. TV 5
0.25 Les Grands Entretiens du Cercle. Invitée : Charlotte Perriand. France 2
0.25 Zone interdite. Les aristocrates. Des racines et des châteaux. Lord anglais. Vraie et fausse noblesse. La famille d'Orléans. M 6

DOCUMENTAIRES

19.00 L'Incomparable Diaghilev. Muzzik
19.00 Les Grands Compositeurs. [8/12]. Brahms. Odyssée
19.15 Stades. Planète
19.30 Le Vieux Pêcheur. Odyssée
19.55 Maradona. Odyssée
20.30 Repères. La Guitare espagnole. [7 et 8/8]. Mezzo
20.35 Nouvelle-Calédonie. [2/2]. L'enjeu pacifique. Planète
20.45 ▶ La Vie en face. Onze amis yougoslaves. Arte
20.50 Grande-Bretagne Express. [2/10]. Paysages d'Ecosse. Odyssée
21.00 Churchill. [1/4]. Traître et héros. Un franc-tireur de la politique 1874-1940. Histoire
21.25 Les Grandes Heures des 24 h du Mans. Canal Jimmy
21.40 Chemins de fer. [1/12]. New York-Los Angeles, côte à côte. Planète
21.45 Soirée thématique. Journal intime, strictement personnel. Arte
21.55 Boum ! Odyssée
22.00 La Salsa du bourgeois. Paris Première
22.05 Le Cahier noir de Zinaïda Gyppius. [1/2]. RTBF 1
22.45 Dans la forêt des Pygmées. [1/2]. Iono et le chasseur. Odyssée
22.50 ▶ Une poste à la Courneuve. Planète
23.30 Voyage aux pays des dieux. [3/13]. Grèce, l'île de la révélation. Odyssée
23.45 Les Mystères du langage des sourds. Planète
0.00 Loups et bisons, une alliance ancestrale. Odyssée
0.35 La Vie saltimbanque. Planète

SPORTS EN DIRECT

19.00 Athlétisme. Grand Prix II IAAF. Meeting de Bratislava. Slovnaft 98. Eurosport
2.05 Hockey sur glace. Stanley Cup. Canal +

DANSE

17.25 Danse : Mark Morris. *Didon et Enée.* Mezzo
19.00 Mezzo junior. *La Belle au bois dormant.* Mezzo

MUSIQUE

21.00 Repères. La Guitare espagnole : Eliot Fisk. Les Grandes Guitares. Mezzo
21.00 André Prévin dirige William Walton. Muzzik
22.30 Pierre Boulez dirige l'Orchestre philharmonique de Vienne. Mezzo
0.05 Jazz à Antibes 86. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.30 Embarquement pour l'enfer. Alberto Negrin [1 et 2/2]. Festival
20.35 Rendez-vous sur la Lune. Walt Disney. Disney Channel
22.13 Illegal Entry. Henri Chan. 13[e] Rue
22.35 Amitié meurtrière. Stuart Orme. RTL 9

SÉRIES

20.55 Ally McBeal. Forbidden Fruits (v.o.). Téva
22.30 Total Security. Das Bootie (v.o.). Série Club
22.35 Seinfeld. La course. Canal Jimmy
22.35 Total Security. Les dentistes préfèrent les blondes. TSR
23.00 The Lazarus Man. La prison de papier. Canal Jimmy
23.00 La Loi de Los Angeles. The Venus Butterfly. Téva
23.40 Tekwar. Teklords. 13e Rue
23.50 Star Trek, la nouvelle génération. Le nième degré (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 20.50 France 3
Hors-série

Etrange : une enquête sur les gens de maison qui ne parle pas des « esclaves » que sont certains domestiques étrangers en France. On a déjà vu en revanche les employés (plutôt heureux) du duc et de la duchesse de Brisac (dans « La Vie à l'endroit »), comme Suzanne Ascoët, ancienne bonne à tout faire, militante syndicaliste, ou l'ancien maître d'hôtel des Rothschild (sur La Cinquième). Restent deux excellents portraits : l'homme à tout faire du producteur Anatole Dauman et une baby-sitter chez un couple très actuel. Ils disent tout de la complexité des rapports entre employeur et employé, des relations affectives, confiance, intimité, amour-haine, mais boulot. – *C. H.*

● 0.25 France 2
Les Grands Entretiens du Cercle

Directe et tournée vers l'avenir, ainsi apparaît Charlotte Perriand interviewée par Laure Adler à l'occasion de la sortie d'*Une vie de création* (chez Odile Jacob). Mémoire vive et propos alerte, celle dont les premiers sièges furent signés avec Le Corbusier et Pierre Jeanneret à la fin des années 20 affiche *« quatre-vingt-quinze berges »* avec la belle énergie de la jeune femme qui fit sensation à l'époque en proposant un mobilier moderne et l'emploi du métal dans la décoration. Dix années de collaboration avec Le Corbusier, un engagement auprès des *« artistes modernes »*, un long et productif séjour au Japon, une carrière dans la France de l'après-guerre confirment l'originalité du personnage. Expérience, voyages, tout nourrit ses convictions et rien n'entame son espérance d'une vie meilleure dans un habitat mieux adapté. – *M. Ch.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.00 Le Réveil des géants.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, L'Image du jour.
20.24 Le Résultat des courses, Météo.
20.30 Un monde de géants. La fête du football.
23.05 En attendant demain ! La Coupe du monde de A à Z.
1.05 Le Cascadeur : Le Grand Cirque. Téléfilm. Alain-Michel Blanc.

FRANCE 2

18.40 et 0.00 Un livre, des livres.
18.45 Qui est qui ?
19.20 1000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe, Météo.
20.55 J.F.K. Film. Oliver Stone.
0.10 Journal, Météo.
0.25 Les Grands Entretiens du Cercle.
1.45 Thé à la menthe ou t'es citron. Pièce de théâtre.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Benny Hill.
20.25 Tout le sport.
20.28 Le Journal de la Coupe.
20.50 Hors série. Gens de maison.
22.30 Météo, Soir 3.
23.05 ▶ Nimbus. Pollution automobile : un poison dans la ville.
0.00 Magazine olympique.
0.30 Rencontres à XV.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invité : Cornelius (live).
20.35 Ma vie en rose ■ Film. Alain Berliner.
22.00 Flash infos.
22.05 Une nuit en enfer ■ Film. Robert Rodriguez (v.o.).
23.50 La Bouche de Jean-Pierre ■ Film. Lucile Hadzihalilovic.
0.40 Carne ■ Film. Gaspard Noé.

ARTE

19.00 Au nom de la loi.
19.30 7 1/2. FN : un procès gênant.
20.00 Archimède.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 ▶ La Vie en face. Onze amis yougoslaves.
21.40 Soirée thématique. Journal intime : strictement personnel. 21.45 A chacun son journal. 22.35 Bonjour petit Copper. 23.00 No Sex Last Night. Film. Sophie Calle et Greg Shephard. 0.15 Mes vidéos. 0.40 Sadie Benning's Video.
1.00 Grand format. Le Septième Jour d'Israël.

M 6

18.55 Los Angeles Heat.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Décrochages info, E=M 6 junior.
20.50 Le Miracle des loups. Film. André Hunebelle.
22.40 L'Enfant du mal. Téléfilm. O Jesus Delgado.
0.25 Zone interdite.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Madeleine Ambrière (*Dictionnaire du XIV[e] siècle européen*).
21.00 Poésie studio. Poésie, musique et football.
22.10 Mauvais genres.
23.00 Nuits magnétiques. Lisbonne en trompe-l'œil.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Donné par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Mariss Jansons. Œuvres de Stravinsky, Haydn, Britten, Chostakovitch.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Donné par le Sinfonia Varsovia, dir. Menuhin. Œuvres de Brahms.
22.30 Les Soirées... (suite). Archive : Yehudi Menuhin. Œuvres de Schubert, Mendelssohn, Schoenberg, Bach.

MERCREDI 10 JUIN

FILMS DU JOUR

14.00 L'Adorable Voisine ■■
Richard Quine (Etats-Unis, 1958, 100 min). Cinétoile

15.50 La Chasse ■■
Carlos Saura (Espagne, 1965, N., v.o., 85 min). Ciné Cinéfil

16.50 Ludwig van B. ■■
Bernard Rose (Etats-Unis, 1994, 115 min). Cinéstar 2

18.30 Le Cri de la lavande dans le champ de sauterelles ■■
Marcello Cesena (Fr.- It.- Esp., 1994, v.o., 90 min). Ciné Cinémas

18.30 Australia ■■
Jean-Jacques Andrien (France - Belgique, 1989, 120 min). Cinéstar 1

19.30 Le Vent de la plaine ■■
John Huston (Etats-Unis, 1959, 120 min). Cinétoile

20.30 De l'or en barres ■■
Charles Crichton (Grande-Bretagne, 1950, N., v.o., 85 min). Ciné Cinéfil

20.30 Prêt-à-porter ■■
Robert Altman (Etats-Unis, 1994, 95 min). Cinéstar 1

22.05 Friends ■■
Elaine Proctor (France - GB, 1993, 100 min). Cinéstar 1

22.30 Un frisson dans la nuit ■■
Clint Eastwood (Etats-Unis, 1971, v.o., 100 min). 13[e] Rue

0.30 Epouses et concubines ■■
Zhang Yimou (Chine, 1991, 120 min). Cinéstar 2

0.35 Les Sept Péchés capitaux ■■
E. De Filippo, J. Dreville, Y. Allégret, C. Rim, R. Rossellini, C. Autant-Lara et G. Lacombe (Fr. - It., 1952, N., 145 min). Ciné Cinéfil

1.00 ▶ Les Enfants volés ■■
Gianni Amelio (Italie, 1991, 110 min). Canal +

1.00 Histoire d'Adrien ■■ Jean-Pierre Denis (France, 1980, 95 min). Arte

2.10 L'assassin habite au 21 ■■
Henri-Georges Clouzot (France, 1942, N., 80 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.00 La Planète ronde. Best of. La Cinquième
15.00 Envoyé spécial, les années 90. Coluche. Histoire
16.05 ▶ Saga-cités. Libre arbitre. France 3
17.05 A bout portant. Jean-Marc Thibault. Paris Première
19.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Matthieu Ricard, Patrice van Eersel. Canal +
19.00 De l'actualité à l'Histoire. Trust et antitrust. La République et les affaires. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
20.00 Les Documents de Savoir plus. L'hôpital des enfants. TV 5
20.00 20h Paris Première. Best of. Avec Philippe Noiret, Henri Salvador, Alain Corneau, Marlène Jobert. Paris Première
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Israël et les Arabes, la guerre de cinquante ans. [5/6] : 1987-1991 - Les négociateurs obstinés. Arte
21.00 Au nom de la loi. L'affaire Dutroux ou l'enquête manipulée. TV 5
21.00 Envoyé spécial, les années 90. Vive la mariée. Les nuiteuses. Histoire
21.45 Inédits. Une caméra, un homme, une ville. RTBF 1
22.45 Ça se discute. Qu'est-ce qui gêne chez les gros ? France 2
22.55 52 sur la Une. Top models après la gloire. TF 1
23.00 Le Magazine de l'Histoire. Avec Jean-Michel Gaillard, Maurice Vaïsse, Pierre Marchand. Histoire
0.40 Le Canal du savoir. Jean Dausset, la saga d'un homme et d'une découverte. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.15 Last Date, Eric Dolphy. Muzzik
18.30 Les Martres des pins. La Cinquième
18.30 La Guitare espagnole. [7 et 8/8]. Mezzo
19.00 Des animaux et des hommes. [1/6]. Odyssée
19.30 Arctique. [11/13]. Villages du Grand Nord. Odyssée
19.45 Trafic de drogue, la piste iranienne. Planète
20.00 Les Animaux dans la ville. Le gîte et le couvert. Arte
20.00 Coupe du Monde 98 : l'envers du décor. Odyssée
20.30 Le Monde en rythmes. [7 et 8/14]. Mezzo
20.35 ▶ Stades. Planète
20.50 Dalida, passionnément. France 3
20.55 ▶ Sous les jupes de la Madone. Téva
21.00 Les Grands Compositeurs. [8/12]. Brahms. Odyssée
21.30 Le Vieux Pêcheur. Odyssée
21.45 Hans Schavernoch. Carnet de notes. Arte
21.55 Nouvelle-Calédonie. [2/2]. L'enjeu pacifique. Planète
21.55 Paris Black. Muzzik
21.55 ▶ Maradona. Odyssée
22.45 Israël et les Arabes, la guerre de cinquante ans. [6/6]. 1991-1997 : Enfin la paix. RTBF 1
23.00 Profil. L'Affaire Willy Kessels. Arte
23.05 Qui a tué le juge Falcone ? TSR
23.10 La Salsa du bourgeois. Paris Première
23.55 Boum ! Odyssée
0.00 Kiko et ses frères. La guitare ou rien. Muzzik
0.05 La Lucarne. Non-voyances. Arte
0.10 ▶ Une poste à la Courneuve. Planète
0.15 La Case de l'oncle Doc. Isanga. France 3

SPORTS EN DIRECT

13.00 Tennis. Tournoi messieurs de Halle. Eurosport
15.00 Tennis. Tournoi messieurs du Queen's. Eurosport
3.00 Basket NBA. Finale : Chicago - Utah. Canal +

MONDIAL 98

16.40 Cérémonie d'ouverture. Au stade de France, à Saint-Denis. RTBF 1
16.45 Cérémonie d'ouverture. France 2 - Canal + - Eurosport
17.15 Brésil - Ecosse. Groupe A. Au stade de France, à Saint-Denis. Eurosport
17.30 Brésil - Ecosse. France 2 - Canal + - RTBF 1
20.45 Maroc - Norvège. Groupe A. Au stade de la Mosson, à Montpellier. TF 1 - Eurosport
21.00 Maroc - Norvège. Canal +

MUSIQUE

19.00 La Guitare espagnole. Eliot Fisk. Les Grandes Guitares. Mezzo
19.50 Stravinsky et Montsalvatge. Muzzik
21.55 Elvis Costello. Paris Première
23.00 Prinsengracht Concert. Muzzik

TÉLÉFILMS

19.35 La mort vous invite. Sylvie Durepaire-Fournier. Festival
20.30 Passion interdite. Thierry Binisti. Festival
20.50 La Mort au bout des doigts. O Piernico Solinas [1 et 2/2]. M 6
21.00 Une grosse bouchée d'amour. Michaëla Watteaux. France 2
22.10 Un amour aveugle. Michaëla Watteaux. Festival
23.30 Caravane. Jean-Pierre Blanc. TV 5

SÉRIES

18.00 Ally McBeal. Forbidden Fruits (v.o.). Téva
18.35 Chicago Hospital, la vie à tout prix. Une journée difficile. RTL 9
18.45 Relativity. La Saint-Valentin. Téva
19.20 Deux flics à Miami. Le retour de Calderon. 13[e] Rue
20.10 Thunder Alley. Laissez-moi respirer. Disney Channel
20.10 L'Instit. La Révélation. RTBF 1
20.13 Nestor Burma. Pas de bavards à la Muette. 13[e] Rue
20.30 Star Trek, la nouvelle génération. Le nième degré. Canal Jimmy
20.35 Renseignements généraux. Racket. TMC
20.40 Halifax. Malades et surdoués. RTL 9
20.45 Les Cinq Dernières Minutes. La Ballade de Ménardeau. Série Club
22.15 Presque parfaite. Qui a deux maisons (v.o.). Canal Jimmy
22.20 Brooklyn South. Queens for a Day (v.o.). Série Club
22.20 Nash Bridges. La cible. TSR
22.40 Spin City. Demande en mariage (v.o.). Canal Jimmy
23.00 La Loi de Los Angeles. Fry Me to the Moon. Téva
23.35 Father Ted. Deux pieds dans la tombe (v.o.). Canal Jimmy
0.00 New York Police Blues. Quand la haine tue (v.o.). Canal Jimmy
0.10 Soirée Super Jaimie - L'homme qui valait trois milliards. 13[e] Rue
2.30 Star Trek, la nouvelle génération. Le nième degré (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 0.05 Arte
La Lucarne

Aveugles et fous d'images

EST-CE BIEN raisonnable de proposer à des aveugles de faire des photos ? Même les enfants de l'école Jaroslav-Jazel, à Prague, ont trouvé l'idée bizarre, mais ça leur a plu très vite et, clic clac, voilà qu'ils n'arrêtent plus. Ils font d'ailleurs tout un tas de choses déraisonnables, ils courent dans les champs, grimpent aux arbres, font du vélo. Il n'est pas facile de filmer des enfants non voyants. Ils ne regardent jamais la caméra, leurs yeux sont en l'air, se baladent de gauche à droite. C'est le secret de ce documentaire frais et joyeux que de les montrer tels qu'ils sont, avec leur formidable appétit de vivre et de transformer les petits gros, les maigres longilignes, en moineaux allègres en perpétuel mouvement.

Car ils n'arrêtent pas. Le film de Miroslav Janek commence sur une séquence où les enfants font la connaissance de la caméra. Ils palpent l'appareil (*« Qu'il est gros ! »*), s'emballent (*« Voilà, je tourne ! »*). Le cinéaste tchèque suit les silhouettes dans la lumière pâle du vieux bâtiment qui résonne de mille sons, chants, piano jazzy, rires et commentaires extraordinairement libres des enfants. Tandis qu'on les regarde galoper ou écouter la télévision, ils racontent leur vie et leurs rêves fous. Ils débloquent à plein tube en insufflant au film leur créativité débordante. Dans un montage délicat, Miroslav Janek a entremêlé les images cinéma aux photos réalisées par les enfants. Photos superbes (même les floues) qui disent l'univers intérieur de ces gosses qui ne verront jamais l'énorme grille, les couloirs, les paysages ni les copains en pyjama photographiés *« pour le souvenir »*.

Est-ce la complicité palpable de l'équipe avec les enfants ? *Non-voyances* transporte une grâce légère, capte, comme des bouffées, l'humeur de ces personnalités déjà fortes. Celui qui a *« vu pourquoi la lune est froide »*, celui qui chante comme Pavarotti, et le génial « présentateur de télévision » qui nous entraîne sur sa planète. Une merveille de poésie, diffusée, faut-il le noter, à minuit passé.

Catherine Humblot

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.45 Les Vacances de l'amour.
15.40 Cinq sur 5 !
16.40 Extrême limite.
17.25 Beverly Hills.
18.15 et 0.30 CD Tubes.
18.20 Exclusif.
19.00 Le Bigdil.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
20.45 Mondial 98. Maroc - Norvège.
22.55 52 sur la Une. Top models après la gloire.
0.00 Minuit sport.
0.35 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.45 et 15.55 Un livre, des livres.
13.50 Coupe du monde 98.
15.45 Tiercé.
16.00 et 17.20 Coupe du monde.
16.45 Mondial 98. Cérémonie d'ouverture.
17.30 et 1.10 Mondial 98. Brésil - Ecosse.
19.25 Football.
19.45 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.50 et 20.50 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
19.56 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde.
21.00 La soirée continue. Une grosse bouchée d'amour. Téléfilm. Michaëla Watteaux. 22.45 Ça se discute. Qu'est-ce qui gêne chez les gros ?
0.50 Journal, Météo.

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert.
14.20 Va savoir. Le peuple des tortues.
14.58 Questions au gouvernement.
16.05 ▶ Saga-cités. Libre arbitre.
16.40 Les Minikeums.
17.45 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.20 Tout le sport, Journal de la Coupe, Consomag.
20.50 Dalida, passionnément.
22.30 Météo, Soir 3.
23.10 Multiplex foot.
23.55 Vivre avec... Handicap et réinsertion sociale.
0.15 La Case de l'oncle Doc. Isanga.

CANAL +

13.35 Les Simpson.
14.00 Il était une fois... la Coupe du monde.
16.45 Mondial 98. Cérémonie d'ouverture.
17.30 Mondial 98. Brésil - Ecosse.
▶ En clair jusqu'à 21.00
19.30 Nulle part ailleurs. Invités : Matthieu Ricard, Patrice van Eersel.
20.15 Le Journal de François Pécheux.
20.48 Golden Foot.
20.50 Mondial 98. Maroc - Norvège.
23.00 L'Effaceur. Film. Charles Russell.
0.50 Wonder mai 68.
1.00 ▶ Les Enfants volés ■■ Film. Gianni Amelio.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.15 Le Journal de la santé.
13.30 Blue Vortex, voyage au cœur d'un glacier.
14.00 La Planète ronde. Best of.
15.25 La Cinquième rencontre. Famille. 15.30 La Famille au pluriel. 16.25 Entretien avec Irène Théry, sociologue.
17.00 Cellulo.
17.30 100 % question.
18.00 Le Cinéma des effets spéciaux.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Au nom de la loi.
19.30 7 1/2. Ils s'en foot ? Trash Media : Italie, Fuori Orario.
20.00 Les Animaux dans la ville.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Israël et les Arabes, la guerre de cinquante ans [5/6] : 1987-1991 - Les négociateurs obstinés.
21.35 Les Cent Photos du siècle. *La fileuse*, photo de Lewis Wickes Hine.
21.45 Musica. Hans Schavernoch : Carnet de notes. *Falling Angels.* Ballet. Jiri Kylian.
23.00 Profil. L'Affaire Willy Kessels.
0.05 La Lucarne. Non-voyances.
1.00 Histoire d'Adrien ■■ Film. Jean-Pierre Denis.

M 6

13.40 M 6 Kid. Lisbonne.
16.15 SOS dans les Rocheuses. Téléfilm. Charles Wilkinson.
18.05 Models Inc.
19.00 Los Angeles Heat.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Décrochages info, Elément Terre.
20.50 La Mort au bout des doigts. Téléfilm. O Piernico Solinas [1 et 2/2].

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique. Histoire du rock III. [3/5]. Lou Reed.
20.30 Agora. Francis Christophe (*Birmanie, la dictature du pavot*).
21.00 Philambule.
22.10 Fiction. *Un tour de clé*, de Thomas Chabrol.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Francis Danemark (*La Grève des archéologues*).
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

19.35 Prélude.
20.00 Concert. Par le Chœur de la Radio nationale danoise, dir. Andrew Parrott, Bune Bryndorf, orgue : œuvres de Ockeghem, Lupi, Compère, Des Prés.
21.15 Concert. Par le Quatuor à cordes Diotima : Œuvres de Ives.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Mion, Jakubowski.
23.07 Les Greniers de la mémoire. Hommage à Reynaldo Hahn.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Scholl, contre-ténor, Martin, luth, Pluhar, harpe, Dobtcheff, récitant. Œuvres de Dowland, Campion ; Chansons populaires anglaises du XVII[e] siècle.
22.30 Les Soirées... (suite). *Der Kreiderkreis* (« Le Cercle de craie »), opéra de Zemlinsky, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. Soltesz.

Le Monde

MERCREDI 10 JUIN 1998

Une commission d'enquête sénatoriale dénonce la « régularisation massive » des étrangers

Son rapport évalue à 70 000 le nombre de « clandestins officiels »

LA GUERRE des mots est lancée. Deux ans après l'arrivée sur la scène politique de la figure du *« sans-papiers »*, l'opposition espère avoir trouver sa parade : le *« clandestin officiel »*. C'est en effet autour de ce nouveau concept que la commission d'enquête sénatoriale sur les régularisations a rendu public, mardi 9 juin, son rapport. Fruit de quatre mois d'auditions et de neuf visites dans les principales préfectures, ce document dénonce aussi bien la méthode que les résultats de l'opération lancée, le 24 juin 1997, par le gouvernement. Décortiquant les explications, rapports d'étapes et chiffres qui lui ont été fournis par l'administration, il apporte, au passage, de nouveaux éclairages sur le déroulement de cette procédure qualifiée de *« régularisation massive »*.

Les sénateurs se sont particulièrement penchés sur le *« pouvoir d'appréciation »* du préfet. Les membres de la commission ont beau saluer, *« à l'unanimité »*, les services préfectoraux, et vanter *« leur disponibilité, leur rigueur et leur efficacité »*, ils n'en constatent pas moins de sérieuses différences de comportement. Comment expliquer les 80,6 % de réponses positives, fin avril, à la préfecture de police de Paris et les 42,5 % en Seine-Saint-Denis ? Quoi de commun entre les 85,4 % des Yvelines – record absolu – et les 45,7 % du Val-d'Oise ? Ces écarts proviennent *« essentiellement de différences marquées dans les profils de populations »*. Le *« choix politique »* consistant à privilégier les familles a ainsi joué en faveur de la capitale. Toutefois, *« c'est à propos des célibataires, semble-t-il, que les plus grandes différences d'appréciation ont pu apparaître »*, constate la commission.

LA « SURPRISE »

Le rapport insiste également sur la *« minoration »* opérée dans la population des irréguliers. Sur les 179 264 dossiers recensés fin novembre, plus de 33 000 ont été écartés. C'est donc sur un total de 145 690 demandes que les statistiques sont réalisées. Le ministère de l'intérieur y voit surtout l'effet des double-demandes mais, chiffres à l'appui, la commission souligne qu'il s'agit essentiellement de personnes n'ayant pas répondu aux convocations, et qu'il conviendrait donc d'ajouter à cette fameuse population des *« clandestins officiels »*.

C'est à eux que la commission souhaite s'intéresser. Elle prend évidemment soin de rappeler la *« surprise »* du gouvernement devant l'afflux des demandes, le *« dérapage généralisé »* observé dans le rythme d'instruction des demandes, le coût de 40 millions de francs de l'opération. Elle souligne également l'impact des régularisations sur les comptes sociaux (assurance-maladie, allocations familiales, RMI) qu'elle chiffre à *« un demi-milliard de francs en année pleine »*, en se gardant bien d'évaluer l'apport de recettes liées aux cotisations sociales payées par les régularisés...

Mais derrière ces constats, pointe toujours la figure du *« clandestin officiel »*. Le gouvernement pensait bien s'en débarrasser en créant une aide au retour spéciale. Une ligne budgétaire avait été ouverte, reposant sur l'hypothèse de 10 000 candidats : fin avril, 399 dossiers avaient été déposés, 194 personnes étaient effectivement reparties dans leur pays d'origine. Soulignant le retard pris dans la rédaction de la circulaire régissant cette aide, la commission dénonce la décision de Jean-Pierre Chevènement de donner trois mois supplémentaires aux déboutés pour repartir de leur plein gré une fois le dispositif rendu public, le 24 janvier. *« En choisissant de subordonner la reconduite à la frontière à une procédure d'aide au retour, le gouvernement a pris le risque, en contradiction avec l'objet même de la régularisation, de maintenir sur le territoire une forte immigration irrégulière, désormais identifiée »*, estiment les sénateurs sous la plume de José Balarello (RI).

Comment éviter, en effet, la multiplication de ces « non-régularisés et non-expulsés » ? Selon la commission, certaines préfectures auraient décidé *« pour des raisons matérielles »* de ne pas examiner les recours gracieux et de *« laisser expirer systématiquement le délai de quatre mois au terme duquel une décision implicite de rejet intervient »*. Une *« opération massive d'éloignement »* ? Juridiquement et matériellement irréalisable, estiment les sénateurs.

Pour les parlementaires, la *« dilution »* des quelque 70 000 déboutés dans l'ensemble des procédures aboutira *« de fait »* à leur maintien sur le territoire. Ils seront donc *« retournés à la clandestinité sans que l'irrégularité de leur séjour n'ait eu pour eux la moindre conséquence pratique »*. Cet *« affaiblissement de la loi républicaine »* sera vécu, à l'étranger, comme *« un signal »* que l'*« on peut, en France, être irrégulier et rester »* : clandestin mais officiel.

Nathaniel Herzberg

1997 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée

Les conclusions d'une agence météo américaine

« GLOBALEMENT, 1997 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée », affirme un rapport de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) américaine, rendu public lundi 8 juin. La tendance se poursuit pour les cinq premiers mois de 1998, qui battent eux aussi tous les records de chaleur.

Les mesures, réalisées de janvier à mai 1998 près de la surface des océans et des terres émergées par les stations météo, les navires, bouées et satellites, indiquent que la température moyenne dépasse de 0,25 degrés (0,32 degré sur terre et 0,20 degré en mer) le record enregistré jusqu'à présent pour cette période de l'année. Aux Etats-Unis, durant ces cinq derniers mois, *« de nombreux Etats ont battu tous les records de température moyenne et de précipitations enregistrés depuis 1895 »*. Si l'on se réfère à l'examen des cernes de croissance des arbres, les températures actuelles *« sont les plus chaudes depuis au moins six cents ans »*, précise la NOAA.

En Amérique comme dans d'autres parties du monde, l'importance exceptionnelle du phénomène El Niño est à l'origine de situations contrastées. Alors que les inondations ravageaient certaines régions des Etats-Unis, l'Amérique centrale, l'Indonésie et l'Australie étaient frappées par la sécheresse et les incendies. Pour les auteurs du rapport, El Niño 1997-1998 a été *« l'un des événements climatiques les plus significatifs du siècle »*. Selon eux, le réchauffement planétaire aggrave l'amplitude de cette « oscillation » caractérisée par le déplacement d'une énorme masse d'eau chaude d'ouest en est dans le Pacifique et l'inversion des alizés.

PLAN CONTRE L'EFFET DE SERRE

« Les conditions météorologiques et climatiques extrêmes liées au phénomène El Niño, qui apparaît naturellement, pourraient être exacerbées par la tendance au réchauffement planétaire en cours, écrivent-ils. *La chaleur supplémentaire accumulée près de la surface terrestre fournit l'énergie nécessaire à l'évaporation d'énormes quantités d'eau. Cela affecte l'ensemble de l'équilibre énergétique entre l'océan et l'atmosphère. »*

Le vice-président Al Gore, qui présentait ce rapport, n'a pas manqué de rappeler qu'un plan de 6,3 milliards de dollars (environ 36 milliards de francs) sur cinq ans était proposé par la Maison Blanche pour lutter contre les causes de l'effet de serre, cause possible d'un réchauffement planétaire.

Ce plan prévoit des fonds destinés à la recherche et des incitations financières pour décourager le recours aux combustibles fossiles, émetteurs de gaz à effet de serre. Mais il est combattu au Congrès par certains députés, qui estiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Jean-Paul Dufour

Le cardinal Casaroli est mort

LE CARDINAL AGOSTINO CASAROLI, qui fut en quelque sorte le « ministre des affaires étrangères » des papes Paul VI et Jean Paul II, est décédé dans la nuit de lundi 8 à mardi 9 juin à Rome à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Fin diplomate, il avait conduit une politique de détente avec les régimes communistes de l'Est. Jean Paul II l'avait nommé secrétaire d'Etat, c'est-à-dire « numéro deux » de l'Eglise, en 1979, avant de lui donner pour successeur Mgr Angelo Sodano en 1990.Né le 24 novembre 1914 près de Bologne, il était entré dès l'âge de vingt-cinq ans à la secrétairerie d'Etat. Il s'est éteint à l'hôpital Colombus, de Rome, où il avait été transporté pour des problèmes de santé. (*Le Monde* publiera dans ses éditions datées jeudi 11 juin un article sur le cardinal Casaroli.)

M. Nétanyahou n'exclut pas un référendum sur le processus de paix

JÉRUSALEM. Le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou n'a pas écarté, mardi 9 juin, l'option d'un référendum sur le processus de paix dont ses services, selon les médias locaux, étudient la possibilité. *« Je réfléchis aux méthodes permettant à l'opinion publique israélienne de s'exprimer sur les décisions qui seront prises pour assurer la paix et la sécurité »*, a déclaré M. Nétanyahou à la radio publique. *« Cela ne peut pas être entériné par une seule voix de majorité, comme ce fut le cas pour les accords d'Oslo* (au Parlement). *Il faut un large soutien du public »*, a-t-il dit en précisant toutefois qu'il n'avait *« pris aucun engagement »* à propos d'un référendum.
Selon la radio publique et le quotidien *Maariv*, la présidence du Conseil a mis à l'étude la possibilité d'organiser un référendum sur le retrait militaire israélien en Cisjordanie, ce qui serait sans précédent en Israël. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **CIRCULATION : le défilé organisé dans les rues de Paris mardi** *9 juin à l'occasion de la Coupe du monde de football provoque de* nombreuses restrictions de circulation dans la capitale (*lire en page VIII de notre supplément*). Jusqu'au milieu de la nuit de mardi à mercredi, les secteurs de l'Etoile, du Champs-de-Mars, de l'esplanade des Invalides, du Pont-Neuf et de la rue de Rivoli et surtout de la place de la Concorde, lieu d'arrivée des différents cortèges vers 21 heures, vont être interdits aux automobilistes. Les sorties des stations de métro Concorde (toute la journée de mardi), Champs-Elysées-Clémenceau et Tuileries (à partir de 17 heures) seront fermées.

■ **TUNISIE : le président du Mouvement des démocrates** *socialistes, le principal parti de* l'opposition, Mohamed Moada, qui observe une grève de la faim depuis le 3 juin, a été placé en observation, lundi 8 juin, dans une clinique de Tunis. A l'issue de tractations avec les autorités, deux dirigeants de la Ligue tunisienne des droits de l'homme ont été autorisés à lui rendre visite.

■ **ÉTATS-UNIS : l'acteur Charlton Heston a accédé,** lundi 8 juin, à la présidence du puissant lobby des armes, la National Rifle Association. L'organisation, vivement critiquée à un moment où de récentes fusillades dans les écoles ont relancé le débat sur les armes à feu, espère que la vedette d'Hollywood, pourra redorer son blason. – *(AFP.)*

Tirage du *Monde* daté mardi 9 juin : 520 344 exemplaires - 3

Alain Juppé abandonne son projet de pont au centre de Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondante

Bordeaux vient de vivre un moment « historique ». Lors d'un conseil municipal extraordinaire, lundi 8 juin, le maire, Alain Juppé, a annoncé l'abandon de son projet de pont sur la Garonne, en plein centre-ville. Ce franchissement était au cœur du projet urbain engagé quelques mois après son arrivée à la mairie. Alain Juppé n'avait jamais caché sa préférence pour cet emplacement. Il devait être un *« trait d'union urbain »* indispensable pour la revitalisation de la rive droite, et délester la circulation sur le seul pont central qui accueillera le futur tramway.

Sous la pression d'élus d'opposition, de certains de ses proches dans la majorité municipale, des critiques des milieux associatifs et d'une opinion publique divisée, Alain Juppé a préféré choisir un projet de franchissement plus consensuel : un tunnel construit en aval du centre-ville. Cette décision a pris à contre-pied l'opposition mais aussi les Bordelais.

Son image d'ancien premier ministre lui collant à la peau, on disait Alain Juppé directif, rigide, hermétique vis-à-vis de toute proposition extérieure. Changement de style, il donne à cette occasion une autre image de lui, celle d'un homme soucieux d'écouter et de se remettre en question. Souci politique aussi : Alain Juppé ne voulait pas décevoir une partie de son électorat qui se montrait réticent à propos de ce projet de pont central et qui aurait pu cruellement lui manquer lors des prochaines échéances électorales.

Sur le fond, le maire n'abandonne pas son dessein initial : *« Je continue de penser que ce pont est la meilleure des solutions qui relierait le mieux les deux rives, mais cela ne doit venir que des Bordelais. »* Le franchissement de la Garonne par un pont central en sus du tunnel, pourrait donc redevenir d'actualité en 2001, après les élections municipales. Si, bien sûr, Alain Juppé est réélu.

LE CHOIX DU TUNNEL

Gilles Savary, le chef de file socialiste de l'opposition municipale, estime même que le projet pourrait resurgir avant cette échéance. Lui qui a toujours rejeté l'option d'un pont central – il lui préfère celle d'un « pont ouvrant » en aval – s'est immédiatement opposé au nouveau projet de tunnel. Il considère celui-ci comme la solution *« la plus bâtarde, la moins fonctionnelle et la plus coûteuse, entre 1 milliard et 1,2 milliard de francs estimés contre 300 millions pour le pont »*.

Le choix du tunnel sera définitivement arrêté le 24 juillet par le conseil de communauté urbaine, en même temps que le tracé du tramway.

Claudia Courtois



Plus de 2 500 morts en Inde

La canicule qui affecte l'Inde, *depuis près d'un mois*, a fait 2 636 morts, a rapporté, lundi 8 juin, l'agence de presse indienne PTI. La vague de chaleur, la pire depuis un demi-siècle, a débuté le 12 mai et les températures ont parfois dépassé les 50 degrés dans le nord du pays. La chaleur ne diminue qu'avec le début des pluies de mousson, qui sont arrivées début juin dans le sud et doivent atteindre le nord à la fin du mois. Lundi, on enregistrait encore 46,1 degrés à Allahabad, dans le nord du pays, et 42 degrés à New Delhi. La canicule a provoqué, par ailleurs, d'importantes coupures d'électricité et de graves pénuries d'eau dans la capitale et en plusieurs autres endroits du pays.

هكذا من الأصل

Le Mondial

CORTÈGE Les géants de quatre continents arrivent place de la Concorde : la fête du football peut commencer



JOEL SAGET/AFP

Les nouveaux maîtres de l'empire FIFA

Sepp Blatter et Michel Platini ont pris le pouvoir en lever de rideau de la Coupe du monde

MÊME Lionel Jospin l'a félicité. Qui ? Platini, Zidane, Jacquet ? Joseph Blatter bien sûr, élu président de la puissante et richissime Fédération internationale de football (FIFA), le 8 juin à Paris. C'est, à deux jours du coup d'envol, le premier contre-pied d'une Coupe du monde indécise, tant au niveau du jeu que de la fête annoncée. Le score s'annonçait serré. Et « Sepp » le Suisse l'a emporté par KO au premier round, 111 voix contre 80 au malheureux Suédois Lennart Johansson. *« Il doit y avoir un paquet de gens qui ont retourné leur veste »*, a commenté sèchement un partisan du battu.

Est-ce un signe ? La victoire de Joseph Blatter serait celle du beau jeu, des joueurs, des arbitres et des entraîneurs. L'élu le dit dans nos colonnes, il souhaite un *« football plus spectaculaire »*, dirigé par *« des arbitres professionnels »*. C'est aussi la victoire de Michel Platini, promis à des responsabilités supérieures. Même Aimé Jacquet, au cas où ça tournerait mal pour lui et son équipe, a qualifié cette élection de *« grande victoire pour la France »*. Diable !

Pelé, lui, a déjà montré la voie dans un documentaire diffusé sur la BBC : *« Je suis inquiet pour l'avenir du football parce que les gens oublient un peu trop les règles du jeu et commencent à penser trop en termes d'affaires. »* Pelé ne pensait probablement pas aux pilotes d'Air France, accusés d'oublier d'autres règles supérieures. D'autres s'en chargent : cette *« prise en otage de la Coupe du monde équivaut à un acte de désertion en temps de guerre »*, dit Jean-Claude Gaudin, le maire de Marseille. D'où, Charles Pasqua : *« Compte tenu du dégât que cela cause à l'image de la France, il faut réquisitionner les pilotes. »* Cette fameuse réquisition, le médiateur de la République, Bernard Stasi, croit qu'elle va être demandée par le Comité d'organisation (CFO) au gouvernement.

PARADOXE

Une voix tranche dans cet unanimisme. Le député et maire de Saint-Denis et de son grand stade : Patrick Braouzec, grand spécialiste de contre-pieds, envers son parti (le PC) notamment : *« Je ne vois pas ce qu'il y a de scandaleux à défendre un certain nombre d'avantages acquis »*, a-t-il déclaré sur RTL, lundi 8 juin. Et pan ! dans le bec de son camarade Michel Platini.

C'est le premier paradoxe de ce Mondial. L'Etat peut assurer autant qu'il le peut la sécurité mais non le transport. Alors que neuf personnes ont été interpellées, lundi 8 juin, dans les milieux islamistes, les pouvoirs publics disent mobiliser plus de 20 000 policiers, gendarmes, pompiers et militaires durant un mois. Est-ce pour cela que les Iraniens ont entamé leur préparation à Yssingeaux (Haute-Loire), sous haute protection, mais en parfaite convivialité ? *« Bismillah al-Rahman al-Rahim »* : au nom de Dieu le tout-puissant et le miséricordieux, les joueurs ont été accueillis, lundi 8 juin, par le maire Jacques Barrot (UDF-FD), en présence de l'ambassadeur iranien, fait illico presto « Yssingelais d'honneur » pour ses séjours répétés dans la petite sous-préfecture.

L'Etat ne peut lutter contre ce que des éditorialistes étrangers nomment *« le tempérament français »*, à savoir qu'une Coupe du monde, en notre beau pays, est propice aux revendications. Après les pilotes, annonçons : un mouvement des agents de conduite de la SNCF ; un autre des internes des hôpitaux, qui pourrait toucher le Mondial ; et puis des conducteurs d'autobus à Bordeaux ont déposé un préavis pour le 10 juin, jour du match Italie-Chili. A qui le tour ?, semble demander le *Financial Times*, parmi d'autres, qui épingle sévèrement la France. Même le magasin Virgin Megastore renonce à ouvrir vingt-quatre heures sur vingt-quatre son magasin des Champs-Elysées à Paris pendant la Coupe du monde, *« dans un souci d'apaisement »* – syndical s'entend.

MANQUE D'ENTHOUSIASME

Bien avant la grève d'Air France, Michel Platini grognait contre le manque d'enthousiasme. Sans doute pensait-il à ses années de joueur en Italie. Il rêvait d'une France festive et redoutait le contraire. Il est servi. Tout peut s'arranger avec la fête du football, cette fameuse soirée d'ouverture du 9 juin. A Paris, on l'annonce « géante », à l'image de quatre robots colossaux, plus spectaculaires que féeriques, symbolisant « les peuples universels », qui convergeront place de la Concorde sous le regard de 800 millions de téléspectateurs. La Concorde ? Joli nom pour réunir les pilotes d'Air France.

Michel Guerrin

LES TEMPS FORTS

● 1 PARIS
La cérémonie d'ouverture de la XVI[e] Coupe du monde de football a lieu, mardi 9 juin, à partir de 18 heures, dans les rues de la capitale.



● 2 SAINT-DENIS
Le match d'ouverture oppose, mercredi 10 juin, à partir de 17 h 30 au Stade de France, le tenant du titre, le Brésil, avec son attaquant Ronaldo, considéré comme le meilleur joueur actuel, à l'équipe d'Ecosse (groupe A).

● 3 MONTPELLIER
Dans l'autre rencontre de la journée, le Maroc affronte la Norvège (groupe A) au stade de La Mosson, à partir de 21 heures.

● 4 TÉLÉVISION
La cérémonie d'ouverture est retransmise mardi en intégralité, à partir de 18 heures, sur TF 1. Mercredi 10 juin, France 2, Canal Plus et EuroSport diffusent, à 16 h 45, la cérémonie d'inauguration au Stade de France. A 17 h 30, Brésil-Ecosse est retransmis sur France 2, Canal Plus et EuroSport. Maroc-Norvège (21 heures) est diffusé sur TF 1, Canal Plus et EuroSport.

LA CHRONIQUE
DE PIERRE GEORGES

L'itinéraire d'un enfant de Jœuf

MICHEL PLATINI n'est pas un virtuose de l'art oratoire, encore moins un tribun. Il trébuche parfois sur les mots, Démosthène avant les cailloux. Il dribble parfois son français. Il ne possède pas une culture encyclopédique. Il ne devrait pas impressionner tous ceux qui, au motif d'avoir fait leurs humanités, cultivent, en cuistres, un méprisant complexe de supériorité pour les choses futiles du sport.

Quelle erreur ! Le type est formidable. L'homme est redoutable. S'il a le cuir épais, des kilos superflus, l'allure parfois endimanchée d'un retraité des comices sportifs, c'est pour mieux tromper son monde. Et il y réussit parfaitement, cachant sous l'aimable et modeste défroque un tempérament de fer, une grande ambition et un orgueil féroce.

Il voulait être connu. Il l'est universellement. Il voulait être le meilleur. Il l'a été sur le terrain. Il voulait la Coupe du monde pour son pays, la France. Il l'a. Enfin, il aspirait au pouvoir sous ce prétexte post-soixante-huitard de *« rendre le football aux footballeurs »*. Il vient de le prendre après un superbe coup d'Etat, père Michel derrière son père, Joseph Blatter, à lui.

Le voici, en second, à la tête de la multinationale la plus résolument universelle du temps. Pas mal pour un enfant de Jœuf ! En page VII, ce supplément comporte un portrait de l'homme avec ce titre : « Platini, l'homme qui rendait les ballons intelligents ». Les ballons le lui ont bien rendu.

Notre univers, sportif ou culturel, est souvent peuplé de vieilles gloires vivant de leurs propres dépouilles, de leurs exploits jaunis, de leurs légendes brouillées, et qui finissent par ne plus vivre que dans le culte sans cesse rabaché de ce qu'ils furent. Rien n'est pire que ce genre-là, cabot accroché à son grand rôle naguère ou champion pendu à ses breloques comme à sa bouée de mémoire.

Michel Platini a vieilli. Formidablement bien vieilli avec tout l'appétit encore d'un gamin de Lorraine. Il est sorti du stade à temps, non pas les crampons devant, usé, déclinant. Un soir de 1986, au bord d'un lac mexicain, près de Guadalaraja, Michel Platini, le joueur, avait accepté de bavarder. *Ces choses-là ne se décodent* qu'après. Mais l'homme avait paru las, résigné, ou lucide peut-être, toujours ce fameux temps d'avance. Il avait tenu des propos d'adieu à la Coupe du monde, sachant pertinemment qu'il n'avait plus tout à fait les moyens physiques de s'amuser, de faire du football, de son football, une fête.

Un Platini chasse l'autre. Ce qu'il veut et n'a cessé de répéter, c'est que ce Mondial, son Mondial, soit d'abord une fête. Une fête indécente, planétaire, gigantesque, obscène, et tout ce que voudront bien lui reprocher ses contempteurs, mais une fête. Alors, que la fête commence !

LE CHIFFRE DU JOUR

16/9

C'est le format « cinémascope » des écrans de télévision qui a connu un succès sans précédent à l'approche de la Coupe du monde de football. *« Les ventes connaissent une croissance à deux chiffres à la Fnac depuis le début de l'année, alors que le marché était stagnant »*, souligne Victor Jachimowicz, directeur des études marketing du distributeur. Particulièrement adaptés au spectacle sportif, ces téléviseurs se vendent entre 5 000 et 15 000 francs. Cela ne devrait pas empêcher *« le marché du 16/9 de croître de 60 % en Europe cette année, représentant un million de postes »*, selon Jean Dumas, chargé du développement des marchés européens chez Thomson Multimédia. Chez Locatel, le boom de la location de matériels lié à la Coupe du monde, murs d'images ou vidéo projecteurs, devrait faire progresser le chiffre d'affaires de 45 millions de francs.

LES ARBITRES

BRÉSIL-ECOSSE
L'Espagnol Jose Manuel Garcia Aranda arbitrera le match d'ouverture de la Coupe du monde de football, mercredi 10 juin, au Stade de France, entre l'Ecosse et le Brésil, à 17 h 30. Agé de quarante-deux ans, il participe pour la première fois à la phase finale du Mondial. Il sera assisté de son compatriote Fernando Tresaco Garcia et du Colombien Jorge Luis Arango Cardona.

MAROC-NORVÈGE
La deuxième rencontre de la Coupe du monde, Maroc-Norvège, au stade de La Mosson, à Montpellier, à 21 heures, sera arbitrée par le Thaïlandais Pirom Un-Prasert. Il sera assisté du Malaisien Halim Abdul Hamid et du Sri-Lankais Muhamad Wickeramatunge.

Ozoir-la-Ferrière, vingt-septième Etat du Brésil

Brésil-Ecosse. Pendant que la commune de Seine-et-Marne vit au rythme de la samba, la presse de Rio et de Sao Paulo s'interroge sur la condition physique et le système de jeu des tenants du titre

TOUT OZOIR-LA-FERRIÈRE s'efforce d'être brésilien. Comme tous les jours depuis l'arrivée des joueurs de la *Seleçao*, la commune de Seine-et-Marne s'acharne à plaire à ses héros. Lundi 8 juin, ils n'ont pas encore joué, pas gagné, pas perdu, et ils sont déjà dans la mémoire d'Ozoir, comme mille et une promesses de trop beaux souvenirs. Demain, dans dix ans, dans un siècle peut-être, on se souviendra qu'ils étaient là, que pour leur énième campagne planétaire, les Brésiliens avaient choisi ce tranquille coin de France ; que Ronaldo, Bebeto, vinrent à Ozoir, le temps d'une Coupe du monde. Alors, la ville y va de ses panneaux à la gloire de ce gros morceau d'Amérique du Sud, si lointain et soudain si proche. Elle vante sur ses murs l'éternel soleil du « Brazil », le sourire de ses hommes, l'or des maillots des glorieux concitoyens que s'est donné Ozoir. Elle se berce au son des sambas lancées par les quelques dizaines de supporteurs qui, eux aussi, ont élu domicile sur cette nouvelle terre, improvisée vingt-septième Etat d'un Brésil d'outre-mer.

Les joueurs s'acclimatent à cette fièvre. Elle ressemble à l'ordinaire de leur vie de représentants de la grande cause nationale. Un footballeur de l'équipe du Brésil, quadruple championne du monde, ignore l'anonymat. Il sait tout des droits et des devoirs de son art dans cet étrange pays où un but manqué peut valoir une damnation éternelle. Peut-être même apprécie-t-il en son for intérieur cet art de recevoir, cultivé jusque dans les plus infimes détails. Voici que les bars d'Ozoir regorgent de bière du pays. La Brahma, inconnue hier encore, a envahi les comptoirs. Puis, il y a cette pelouse du stade des Trois-Sapins, refaite à neuf, l'écrin d'un bijou de football. Ici, les techniciens ne peuvent qu'être heureux, s'épanouir en déployant une armada de « petits trucs » qui donneront forcément la migraine aux défenseurs écossais, mercredi 10 juin au Stade de France, pour le match d'ouverture.

Mais le Brésil s'inquiète. Il doute, en proie aux tourments que chaque Coupe du monde fait inévitablement renaître. Et si ceux-là n'étaient pas dignes ? S'ils se révélaient soudainement incapables de faire la loi, de faire leur loi, d'imposer au monde le football brésilien. S'ils rejoignaient la clique des vaincus, les incapables de 1974 ou de 1990, ou les malheureux de 1982 ou 1986 ? S'ils trahissaient la cause sacrée, défendue de la misère des favélas aux clinquants bureaux des ministres ? D'un Brésil à l'autre, c'est presque toujours la même danse, la ronde endiablée des questions, entamée par une presse toujours prête à s'émouvoir. Elle exige du talent, avec la férocité d'une maîtresse jalouse. Elle ordonne qu'on l'éblouisse, qu'on la stupéfie, bref qu'on la dompte au fouet du génie.

PAULO WHITAKER/REUTERS
Ronaldo (troisième à partir de la gauche) et les artistes de la « Seleçao » règlent leur ballet à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne).

TÉNÉBREUSES PRÉDICTIONS

Ceux de 1994, les *tetracampeaos*, se souviennent encore de ses critiques. Ils avaient offert à leur pays le goût unique d'une quatrième victoire. Ils furent pris de haut. On disserta sur leur manque de style, sur la pauvreté de leur inspiration. Ils gagnaient à l'économie, champions du monde de la lésine. On rêvait envolée, lyrisme, tragédie pour les vaincus, ce ne fut que réalisme, platitude, et victoires « à l'européenne ». A peine se souvient-on qu'ils gagnèrent ! Zagallo, le manager devenu aujourd'hui entraîneur, en prit pour son grade. Dunga, le capitaine au surnom emprunté à l'un des sept nains de Blanche-Neige, se vit refuser une stature de géant. Tant pis si sa régularité, ses talents de stratège et de meneur d'hommes, le rendent en 1998 encore indispensable, de l'avis même de ses plus féroces détracteurs.

Car les Brésiliens d'Ozoir ne sont guère mieux lotis que leurs prédécesseurs. L'Ecosse ne paraît plus un adversaire facile. Après Romario, l'attaquant, Aldaïr, le défenseur, souffre d'une blessure qui compromet sa participation au match d'ouverture. Ce n'est après tout que l'un des maux ordinaires du football. Il y a pire : la *Seleçao* se chercherait un jeu. Elle ne saurait encore à quelle sauce lier le génie d'un Ronaldo aux talents des Denilson, Rivaldo ou Giovanni. Elle balancerait entre prudence et folie, joie et tristesse. *« En 1994, au moins, on savait où l'on allait. Les responsables avaient choisi d'insister sur la défense,* résume Carlos Augusto Cruz, un journaliste de Belo Horizonte. *D'ailleurs, nous n'avions encaissé que trois buts. Cette fois, c'est le grand point d'interrogation. Personne n'est capable de dire comment jouera le Brésil. »* La phrase a de quoi justifier toutes les angoisses, le scepticisme de tous les articles qui, d'Ozoir, s'aventurent vers Rio de Janeiro ou Sao Paulo.

A ces ténébreuses prédictions s'ajoutent les rumeurs de mésentente qui tournent autour de l'équipe. En la personne de Dunga, elle s'est donné un patron, une sorte d'entraîneur délégué sur le terrain. Cela ne suffirait pas, dit-on, à maintenir la sérénité parmi les joueurs. Les anecdotes fourmillent, relayées à plaisir par les échotiers brésiliens du football. A lui seul, l'attaquant Edmundo provoque avec une digne constance, déclenche les mines apitoyées comme les éclats de rire. Zico, l'adjoint de Zagallo auquel ses talents de joueur avaient valu le surnom de « Pelé blanc », s'épargne parfois les formules diplomatiques. Il parle. A défaut de tuer, il blesse. Bebeto, l'attaquant, fut un temps sa bête noire. Il l'affubla du cruel petit nom de « pleurnichard ». La victime rétorqua que c'était sans doute la jalousie qui faisait parler Zico, car lui n'a jamais été champion du monde...

Dramatisation ou dureté de la vérité toute nue ? A Ozoir-la-Ferrière, les Brésiliens semblent pencher pour la seconde hypothèse, tout en rêvant en secret de la première. Tout ne commencera que mercredi 10 juin à 17 heures 30, sur le terrain du Stade de France. Il est encore temps de croire à Ronaldo et à ses « camarades », à leur consécration sur la pelouse, là où, pour chaque joueur brésilien, tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté.

Pascal Ceaux,
à Ozoir-la-Ferrière

Ronaldo entre au Musée Grévin

Ronaldo restera à Paris. Sa statue de cire a été inaugurée, lundi 8 juin, au Musée Grévin. Le plus célèbre attaquant du monde, retenu par l'entraînement, n'a pas pu venir saluer sa réplique, comme c'est la coutume pour les vivants. Le Brésilien Luis Nazario de Lima, dit « Ronaldo », est représenté en tenue, ballon au pied.

A Londres, également, Ronaldo est une vedette. Les bookmakers londoniens pariaient, lundi 8 juin, sans surprise, sur le Brésilien pour le titre de meilleur buteur de la Coupe du monde. Favori à 4 contre 1, devant l'Argentin Gabriel Batistuta (7/1), l'Allemand Oliver Bierhoff (11/1), l'Anglais Alan Shearer (12/1), l'Italien Alessandro Del Piero (16/1), le Yougoslave Predrag Mijatovic et le Brésilien Edmundo à 20 contre 1. A l'instar de bon nombre d'observateurs, les pronostiqueurs britanniques restent perplexes sur l'identité du meilleur buteur de l'équipe de France. Le premier des Bleus figurant sur la liste des paris est le milieu de terrain d'Arsenal, Patrick Vieira, qui est coté à 25 contre 1, très loin derrière Ronaldo.

L'ANALYSE TECHNIQUE
DE RAYMOND DOMENECH

La légende du football total des « jaune et vert »

UNE VICTOIRE du Brésil en finale de la Coupe du monde pourrait-elle empêcher les millions de défavorisés des favelas d'avoir faim ? Bien sûr, répondent les Brésiliens. Si l'on gagne, le peuple danse et danse encore, et lorsqu'il est fatigué, il dort. C'est la problématique du sport-spectacle de cette fin de millénaire, coincé entre l'expression artistique individuelle ou collective et le fait d'être un moyen d'expression diffus des masses. Cette histoire est racontée par les Argentins, ennemis héréditaires, aux antipodes de la légende qui colle à la peau des footballeurs « jaune et vert ». Celle qui associe à jamais Brésil et football offensif.

Si l'on peut être d'accord pour le passé, on peut, avec Johann Cruijff, écrire que le Brésil est l'« *antithèse du football total* ». Il est trop dépendant d'une, voire de deux ou trois individualités. Déjà, en 1994 aux Etats-Unis, pour être champions, les Brésiliens avaient adopté les propos de Pareira, leur entraîneur : « *Nous sommes les meilleurs du monde, mais nous n'avons plus été champions depuis 1970.* » Il avait ajouté : « *Nous n'avons pas le droit de perdre sur une contre-attaque.* » En conséquence, l'équipe était bâtie, solide, avec deux défenseurs centraux qui ont réussi l'exploit de ne pas dépasser le milieu de terrain, hormis sur coups de pied arrêtés, épaulés par deux chiens de garde, Dunga et Mauro Silva. Celle de 1998 est construite de la même façon : deux tours de défense à l'anglaise et deux milieux défensifs, Dunga et Cesar Sampaio. A cela s'ajoutent de grosses restrictions offensives pour les deux autres milieux chargés de préparer les chevauchées de Cafu et de Roberto Carlos. Elles-mêmes destinées à alimenter le génie Ronaldo.

Leur force en 1994 avait été l'adhésion totale du groupe à cette rigueur qui libérait Romario et Bebeto. Auront-ils encore cette capacité, alors qu'à l'intérieur du groupe l'adjoint de Zagallo s'appelle Zico (l'homme qui n'a jamais rien gagné...) et que ces deux-là ne partagent pas les mêmes idées sur la gestion du groupe.

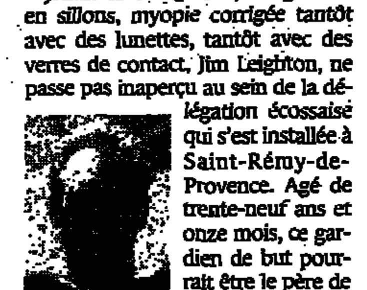
Malgré ces quelques fissures, le Brésil reste favori. On le voit mal battu par cette Ecosse qui n'a jamais atteint le deuxième tour, qui aura à lutter contre les interprétations arbitrales du tacle par derrière... Car, bien sûr, tout le monde le sait, le Brésil attaque, les autres défendent. Si tout le monde pouvait avoir raison !

« On voit mal le Brésil battu par cette Ecosse qui n'a jamais atteint le deuxième tour »

« Big Jim », le gardien myope de l'Ecosse

A près de quarante ans, le doyen de la compétition a une dette à régler

JAMBES ARQUÉES, visage tout en sillons, myopie corrigée tantôt avec des lunettes, tantôt avec des verres de contact, Jim Leighton, ne passe pas inaperçu au sein de la délégation écossaise qui s'est installée à Saint-Rémy-de-Provence. Agé de trente-neuf ans et onze mois, ce gardien de but pourrait être le père de plusieurs de ses co-équipiers et de nombre de ses adversaires.


JIM LEIGHTON

Jim Leighton est le doyen des 704 footballeurs présents en France pour la Coupe du monde. *« Je prends cela comme un compliment »*, sourit-il. Le plus expérimenté des joueurs écossais en activité – 86 sélections et quatre Coupes du monde – s'attend à être extrêmement sollicité, mercredi 10 juin, pour le match d'ouverture contre le Brésil. C'est ce que l'homme d'Aberdeen souhaite. Depuis huit ans.

Ecosse-Brésil, 20 juin 1990, 83e minute. Sur la pelouse du Stadio delle Alpi de Turin, Jim Leighton ne parvient pas à maîtriser un tir de Careca. Le ballon lui échappe des gants, arrive dans les pieds de Müller – l'autre attaquant brésilien – puis termine sa course au fond des filets. Le Brésil l'emporte 1-0. Pour sa cinquième participation consécutive à une phase finale de Coupe du monde, l'Ecosse n'est toujours pas parvenue à passer le cap du premier tour. Les fans hurlent à la malédiction. Jim Leighton l'ignore encore en rentrant aux vestiaires, mais une descente aux enfers l'attend dès son retour au pays.

Cette bévue assez banale aurait eu moins d'impact si, un mois plus tôt, Jim Leighton n'avait pas été le héros malheureux de la finale de la Coupe d'Angleterre. A Wembley, temple du football, Manchester United – le club dont Leighton portait les couleurs depuis deux saisons – affrontait Crystal Palace. Autre jour à marquer d'une pierre noire : le gardien passe totalement à côté de son sujet. Les équipes feront match nul, 3-3. La rencontre sera rejouée et Manchester s'imposera. Sans Leighton. L'entraîneur Alex Ferguson, Ecossais comme lui, avait décidé de le remplacer par sa doublure, Les Sealey.

On pardonne rarement aux gardiens de but. Lorsqu'ils perdent ce qu'ils ont de plus cher – leur assurance –, ils sont bons à être jetés aux orties. Devenu trop fébrile, Leighton va payer ses erreurs. Econduit à Manchester, il sera transféré à Arsenal, puis à Reading, Dundee, Sheffield United, autant de clubs où il ne jouera que très peu, ou alors en équipe réserve. Plus de 65 000 personnes étaient présentes ce fameux soir à Turin, au Stadio delle Alpi, quand tout bascula. *« Si l'on fait l'addition des spectateurs devant lesquels j'ai joué pendant les trois saisons qui ont suivi, on n'atteint pas ce chiffre »*, dira-t-il un jour.

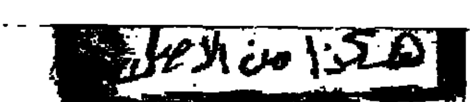
Avec le temps, le longiligne gardien va retrouver la confiance. Après trois saisons passées aux modestes Hibernians d'Edimbourg, il rejoint le club de ses débuts, Aberdeen, avec lequel il gagna une Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe en 1983. Leighton, qui a perdu sa place en équipe nationale, va se voir offrir une seconde chance. Un soir d'hiver 1996, face à la Suède, à Glasgow, sa cage est prise d'assaut pendant trente minutes. Il multiplie les parades et la victoire (1-0) obtenue ce jour-là pèsera très lourd dans la qualification pour le Mondial 1998.

AU PIED LEVÉ

« Big Jim » revit. Un supporteur de Motherwell, descendu des tribunes, a beau l'envoyer au tapis pendant une rencontre de championnat d'Ecosse, le gaillard se relève, reprend sa place et ne fera aucun commentaire. Pendant ce temps, Andy Goram – le gardien titulaire de l'Ecosse – n'en finit pas de défrayer la chronique en raison de ses aventures extra-conjugales et de ses absences à l'entraînement. A chaque fois, Leighton répond présent, au pied levé, sans mot dire. Goram renonçant à la sélection, il pourra finalement participer, en fringant vétéran, à une phase finale de Coupe du monde.

La boucle se bouclera-t-elle face au Brésil, huit ans après ? Jim Leighton veut en finir avec l'image de « loser » qui lui colle au maillot. Le 1er janvier, il est devenu membre de l'ordre de l'Empire britannique. Aucun footballeur écossais n'a jamais reçu cet honneur. *« Je n'ai pas encore eu le temps d'aller à Buckingham Palace. J'irai en septembre,* raconte le futur récipiendaire. *J'emmènerai mes parents, ma femme et mes enfants, âgés de 15 et 16 ans. Ils m'ont soutenu pendant tous ces moments difficiles. Sans eux, je ne serais pas ici. »*

Frédéric Potet,
à Saint-Rémy-de-Provence



هكذا من الأصل

Une boule magique en mousse « syntactique »

● **LE BALLON.** Objet sphérique identifié, ne dépassant pas les 463 grammes, participe aux rêves les plus fous comme aux désillusions les plus brutales. Le « cuir » du début du siècle, noué par un lacet, a abandonné, depuis les années 50, le rectangle vert pour trôner, aux côtés des gloires anciennes, au Musée du sport.
Hydrophile, le cuir absorbe l'eau. Par temps de pluie, les joueurs récupéraient en seconde mi-temps une balle appesantie de 1 kilo. Difficile, dans ces conditions, de « planter » un but des 30 mètres.

● **COUPE DU MONDE 1958.** En Suède : les scientifiques se penchent sur le berceau du bébé rond. Recouvert dans un premier temps d'une couche protectrice de peinture blanche, le ballon s'enrichit depuis 1970 de matériaux synthétiques. Les équipes de recherche s'obstinent à rendre la boule magique toujours plus souple, légère et performante.

● **FRANCE 1998.** Adidas, équipementier de la FIFA, lance Tricolore, le ballon officiel de la compétition, entièrement réalisé en mousse « syntactique ». *« Ce nouveau produit est composé de microbilles de gaz. Cette structure révolutionnaire optimise l'interaction entre le pied du joueur et la balle »*, explique Fabrice Marcillac, ingénieur technique chez Adidas. Cette innovation favorise la précision des trajectoires et la rapidité du jeu. Les attaquants, grâce à ces nouveaux ballons, mettent ainsi davantage à l'ouvrage le gardien adverse. *« Le cahier des charges de la FIFA nous encourage à tout faire pour améliorer la qualité du jeu. Cela passe nécessairement par des ballons plus rapides, plus maniables »*, souligne Fabrice Marcillac. Comparées aux supplices infligés au ballon par les techniciens de l'EMPA (laboratoire suisse de recherche et de tests sur les matériaux), les frappes des joueurs les plus athlétiques font figure de caresses.
Résistance à la déformation, imperméabilité, ergonomie, etc. : tous les paramètres technologiques du produit sont minutieusement étudiés.

● **LES 3 000 BALLONS.** Fournis par la marque à trois bandes pour les soixante-quatre matches de la Coupe du monde, ils s'ajouteront aux deux millions d'exemplaires déjà vendus cette année. *« Deux fois plus que l'année dernière »*, se satisfait-on chez Adidas. Tricolore, le ballon officiel de la Coupe du monde, fabriqué par Adidas, coûte 500 francs.

Cédric Ryan

« Drillo », de Sartre au Onze de Norvège

Norvège-Maroc. Marcher sur les pieds de quelques grands ne déplairait pas à Egil Olsen, l'entraîneur des Scandinaves

À QUELQUES KILOMÈTRES de La Baule, sa plage, son ciel bas et gris, un homme est manifestement heureux de régner – sans partage mais non sans humour – sur l'équipe nationale norvégienne. Petit, râblé, rieur, Egil Olsen ne cache pas qu'il aimerait bien, la proximité de Guérande aidant, mettre son grain de sel dans la compétition qui *commence pour lui le 10 juin* à 21 heures, à Montpellier, face au Maroc. Installé à Saint-André-des-Eaux depuis le jeudi 4 juin, ce juvénile sélectionneur de cinquante-six ans a pour cela quelques atouts qu'il entend faire valoir.

D'abord celui d'un esprit rompu à l'exercice difficile du métier de footballeur sous des latitudes hostiles. Ancien joueur et entraîneur de six clubs norvégiens, appelé seize fois en équipe nationale entre 1964 et 1971, il dirige la sélection norvégienne depuis 1990 avec un succès unanimement salué par la presse et les supporters de son pays – tout le monde ne peut pas en dire autant... Egil Olsen a débarqué en Loire-Atlantique à la tête d'un groupe à l'évidence soudé, bien que composé de mercenaires ayant une prédilection pour le championnat d'Angleterre. A l'issue de l'ultime entraînement à Saint-André, lundi *matin, il ne comptait que des* hommes en forme. Cette séance était interdite à la presse, sous la surveillance bienveillante mais ferme de soixante gendarmes bretons et réservistes, rappelés pour protéger les Norvégiens : il s'agissait de travailler les coups de pied arrêtés, loin de tout regard ennemi. Encore qu'une équipe de télévision – impossible d'identifier son origine géographique – ait bravé les interdits *à l'aide d'un hélicoptère de location.*

« TACLER LA PRESSION »

Aussitôt l'entraînement terminé, sélectionneur et joueurs se prêtaient volontiers au jeu des questions, assis sur de rudes chaises installées à la va-vite devant le gymnase du complexe sportif de Saint-André, ou plus confortablement vautrés sur les pelouses l'entourant. Tout cela avait un petit air de fête champêtre, une ambiance qui ne déplaît pas à Egil Olsen : il aime autant le jeu qu'il se méfie de son cortège mercantile. Il faut dire que cet ancien militant d'extrême gauche a pris très tôt la peu recommandable habitude de lire les classiques français de l'après-guerre, Albert Camus et Jean-Paul Sartre en tête, non sans cesser de se souvenir d'André Gide.

L'existentialisme et le Mondial, *est-ce en fait bien sérieux ? « Et pourquoi pas ? »*, rétorque Egil Olsen sans l'ombre d'une hésitation et dans un français qu'il confie aimer parler, même si son apprentissage remonte à plus de trente ans. Celui que tout un royaume surnomme « Drillo », le dribbleur, jongle aussi volontiers avec les langues, le norvégien étant celle qui semble le mieux lui convenir. *« Aimer Sartre et jouer le dernier Mondial du siècle n'est pas incompatible. L'argent ? La pression médiatique ? Il suffit de les tacler..., mais c'est évidemment difficile. »*

Marcher sur les pieds de quelques gros calibres à la faveur de la Coupe ne déplairait pas à Egil Olsen, qui s'est fixé pour objectif d'atteindre les huitièmes de finale. Une première pour une équipe déjà sacrifiée deux fois sur l'autel du premier tour. Pour y parvenir, le sélectionneur a nourri jour et nuit son ordinateur. Ce féru d'informatique ne se sépare jamais de sa machine, dans laquelle il engrange ses évaluations. Celles-ci concernent aussi bien ses propres joueurs que les équipes adverses. Ainsi le Maroc, premier adversaire de la Norvège, a-t-il fait l'objet de toutes ses attentions. Ouagadougou, Avignon, Casablanca : Egil Olsen a beaucoup voyagé, pour noter lui-même ses impressions sur l'équipe maghrébine. A l'entendre, le Maroc serait presque plus dangereux que le Brésil, qui, avec l'Ecosse, fait partie d'un groupe A dont il veut croire qu'il sortira second.

Dans sa tête, l'équipe-type qui sera alignée à La Mosson est déjà constituée. A un joueur près, dit-il. Il ne peut s'agir du gardien, Frode Grodas (Tottenham), ni du défenseur central, Henning Berg (Manchester United), ou du numéro 10, *Kjetil Rekdal (Hertha Berlin), qui* sont les seuls à avoir joué tous les matches de la phase qualificative. Ils forment l'ossature d'une équipe qui sera fidèle à ses principes, avec deux blocs : quatre défenseurs et cinq milieux de terrain dont le fer de lance devrait être le numéro 9, Tore Andre Flo, attaquant qui a rejoint cette saison Chelsea, où il a commencé à se bâtir une solide réputation. Du haut de son mètre quatre-vingt-treize, il avoue que son expérience anglaise lui a permis de *« hisser* [son] *niveau technique et de ne plus rien redouter des grandes foules ».*

Sartre, « Drillo » et Flo... La Norvège, après les vingt-deux buts *qu'elle a passés dans l'ordre à la* France, la Belgique, le Danemark, le Mexique et l'Arabie saoudite depuis le 25 février, ne manque pas d'arguments.

Olivier Schmitt, à Saint-André-des-Eaux

« Les Marocains sont vifs mais manquent de puissance »

Roger Propos. Le préparateur physique de l'OM prend en charge les Lions de l'Atlas

« Comment vous est venue l'idée de préparer physiquement la sélection marocaine ?

– Comme le Mondial coïncidait avec mes vacances, j'ai demandé il y a quelques mois à l'entraîneur Henri Michel s'il n'avait pas besoin d'un coup de main durant cette période ! Il a accepté, et nous avons demandé aux dirigeants marseillais qui m'emploient de me libérer pendant six mois, afin que je puisse préparer les joueurs marocains pour la Coupe d'Afrique des nations puis le Mondial. Mais le calendrier chargé de l'équipe première de l'OM ne l'a pas permis. J'ai donc commencé par travailler au téléphone avec les Marocains, leur donnant des consignes à suivre. Je me suis également rendu à plusieurs reprises à Rabat, et nous avons mis en place un programme de travail très poussé.

– Les joueurs marocains ne sont pas réputés pour leur potentiel athlétique, contrairement à d'autres équipes africaines comme le Cameroun et le Nigeria. Comment jugez-vous vos nouveaux élèves ?

– Je suis avec les joueurs depuis le 17 mai. Et j'ai rapidement pu constater leurs qualités en matière d'endurance et de vivacité. En revanche, leurs points faibles résident dans la puissance et ce que nous appelons l'explosivité. Physiquement, ils ne travaillent pas assez tout au long de la saison.

– Beaucoup d'internationaux marocains évoluent pourtant dans des clubs européens...

– C'est vrai, mais il existe une grande différence entre les titulaires réguliers en équipe première et ceux qui sont souvent remplaçants. Sans parler de ceux qui évoluent en seconde division. Il a fallu gommer les différences de niveau, et cela demande du temps.

– Quel a été votre plan de travail ?

– D'abord des tests d'évaluation effectués à Rabat. Ensuite, un stage à Ifrane, une station du Moyen Atlas située à 1 500 mètres d'altitude. Là, nous avons beaucoup travaillé avec de nombreuses séances d'aérobic et de musculation. Lors du Tournoi Hassan-II qui a suivi, j'ai pu constater avec satisfaction que le travail physique effectué portait déjà ses fruits. Face à l'*Angleterre, les Marocains ont été remarquables* physiquement pendant une heure. Le match suivant, contre la France, ils ont tenu jusqu'au coup de sifflet final. Après le tournoi, les joueurs ont entamé la dernière phase de préparation physique avec des programmes individualisés.

– Tout le monde n'a pas effectué la même préparation ?

– A la suite de tests d'endurance et de vitesse, j'ai préféré mettre sur pied des petits groupes de joueurs avec un travail spécifique pour chacun. Les attaquants, par exemple, sont très véloces mais doivent travailler en puissance...

– Existe-t-il une grande différence de niveau physique entre une équipe comme l'OM et cette sélection marocaine ?

– Oui, et cela se voit dans la charge de travail qu'on peut leur demander ! J'ai dû par exemple diminuer de 35 % une séance de sauts, car les joueurs marocains se sont plaints pendant trois jours de douleurs dans les jambes. A l'OM, les joueurs effectuent cet exercice sans aucun problème. Cette réalité m'a obligé à trouver une nouvelle manière de travailler, à m'adapter à une nouvelle mentalité. Et je trouve cela passionnant...

– A l'occasion de son premier match, le Maroc affronte la Norvège, autrement dit l'une des équipes les plus « physiques » de la compétition. Comment résister ?

– Les Norvégiens sont très puissants, nous sommes très véloces et mobiles. Leur jeu est prudent, le nôtre est fait de prises de risque. Face à une telle formation, il ne faut pas tomber dans le piège de l'affrontement physique. Il faut en quelque sorte jouer au chat et à la souris ! »

Propos recueillis par Alain Constant à Aix-en-Provence


JEAN-PAUL PELISSIER/REUTERS

Le Marocain Mustafa El Hadji à l'entraînement, à Aix-en-Provence.

Soirée tyrolienne en Médoc, en pensant au Cameroun

L'AUTRICHE, évidemment, ce n'est pas la samba carioca, ni le reggae jamaïcain. L'Autriche, c'est la tyrolienne. Et le 12 juin, en l'honneur de ses hôtes, la municipalité de Margaux offrira une grande soirée bavaroise, avec la participation du chanteur tyrolien Julius, de l'orchestre Les Montagnards et « repas typique » (sans autre précision) : 150 francs la place, retransmission de France-Afrique du Sud sur grand écran incluse. Réservation à la boulangerie Métreau.

Choc de culture en terre de Médoc, région grands crus classés. Le maire, Jean-Claude Lacaussade, *s'en réjouit – tout en ayant espéré* longtemps accueillir l'équipe des Etats-Unis. L'Autriche donc. Le président de la Fédération, Beppo Mauhart, et l'entraîneur de l'équipe nationale, Herbert Prohaska, ont été intronisés commandeurs du Bontemps Médoc et Graves, célèbre confrérie pinardière des bords de Garonne. La délégation autrichienne a été logée au Relais de Margaux, superbe propriété quatre étoiles au milieu de l'alignement des vignes où fut brièvement hébergé, on s'en souvient, Maurice Papon au début de son procès.

Les footballeurs autrichiens n'ont que faire de Papon, comme du scandale du château-giscours trafiqué qui ébranle le monde discret du vin de Bordeaux. Les footballeurs autrichiens pensent d'abord à se qualifier pour le deuxième tour, dans un groupe (le B) où, derrière l'Italie, la lutte sera serrée avec les Chiliens et les Camerounais.

Pour cela, elle compte sur le meilleur buteur en activité sur la planète, Anton Polster. A trente-quatre ans, il totalise 331 buts. Il *joue actuellement au FC Cologne.* Longtemps mal aimé dans son pays, « Toni » est adulé depuis que l'Autriche perd moins souvent. Avec un avant-centre comme lui et Prohaska comme entraîneur (grand joueur qui brilla en Italie à l'Inter Milan et à l'AS Roma), les supporteurs se mettent à rêver à la renaissance du « Wunderteam » (la merveilleuse équipe) qui dominait l'Europe dans les années 30.

Jacques Buob, à Bordeaux

Dopage : les Argentins redoutent l'« effet Maradona »

QUATRE ANS après l'affaire Diego Maradona, évincé de la sélection argentine pour avoir été contrôlé positif à l'éphédrine pendant la Coupe du monde 1994, l'Argentine vit dans l'angoisse de la révélation d'un nouveau cas de dopage. Il a suffi d'une rumeur insidieuse, distillée, *vendredi 5 juin, depuis Buenos Aires, pour provoquer l'émoi dans* la délégation installée à L'Etrat, près de Saint-Etienne. Un contrôle subi par Juan Veron, le milieu de terrain de la Sampdoria de Gênes titulaire de l'équipe, aurait révélé la présence d'une substance prohibée. Selon Luis Seveso, le médecin de l'équipe, Juan Veron et d'autres joueurs avaient effectivement reçu un traitement antigrippal contenant un produit interdit en période de compétition, *« mais pas pendant les phases d'entraînement ».*
Après deux jours de palabres et d'informations contradictoires, le vent de panique est retombé. En fin de compte, seule la concurrence entre les deux groupes de presse propriétaires d'*Olé* et *El Grafico* serait à l'origine de la montée en épingle de l'affaire.

Le rocker Rod Stewart culpabilise pour son ami Paul Gascoigne

« JE PRÉSENTE mes excuses à Glenn et à l'équipe et leur souhaite un bon parcours en Coupe du monde. » Cette déclaration adressée via le *Sun* à Glenn Hoddle, sélectionneur de l'équipe d'Angleterre (groupe G), est signée Rod Stewart. Le chanteur écossais était le compagnon de beuverie de Paul Gascoigne, celle qui a coûté sa sélection au milieu de terrain pour manque de performances. *« Si j'avais su qu'il perdrait sa place, je lui aurais dit : "Pas d'alcool ce soir, Paul." Je suis complètement effondré »*, a avoué Stewart.

COUPS DE SIFFLET
LA REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

LE TEMPS
Le football, en raison de son histoire, vit encore sur le modèle des responsables de clubs potentats justifiant leurs caprices au nom de la générosité financière. C'est vrai du petit hobereau de club régional comme du président de club international soutenant une carrière politique, ou du PDG investissant dans le football. Lennart Johansson voulait *renforcer la structure pyramidale* de la direction de la Fédération internationale de football (FIFA). Il parlait de moderniser la FIFA (tout en maintenant le pouvoir entre les mains des dirigeants des clubs, des associations et des fédérations). Joseph Blatter, lui, a beau jeu de vouloir rendre le football aux footballeurs. Il propose une direction de la FIFA sur le modèle de l'entreprise internationale et un dialogue direct avec *« la base »* dont la présence de Platini serait la garante.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
La compagnie Air France avait proposé de convertir jusqu'à 15 % du salaire des membres d'équipage en actions. Alors qu'un échange comparable plus radical à United Airlines a rapporté entre 6 et 7 milliards de dollars en valeur papier, les pilotes d'Air France prétendent que la proposition masque une réduction de revenu. Les syndicats s'opposent également à un abaissement des salaires d'embauche des pilotes. La direction d'Air France est d'accord pour abandonner cette mesure si une révision globale de l'échelle des salaires a lieu afin de s'aligner sur ceux pratiqués par des compagnies privées comme British Airways ou Lufthansa, dont les pilotes gagnent 40 % de moins.

DIE WELT
Quelques jours à peine avant le premier coup de sifflet de la Coupe du monde, les pilotes grévistes d'Air France semblent avoir retrouvé leur amour du football. *« Comme tous les Français, nous souhaitons que la Coupe du monde soit un succès »*, a assuré Christian Paris, le porte-parole du syndicat des pilotes, le SNPL. Les pilotes se seraient déjà *prononcés pour transporter* vers la France les fans du monde entier qui possèdent des tickets pour les matches. Le représentant du SNPL explique ce geste soudain en raison des nombreux appels téléphoniques parvenus de l'étranger. Ils se seraient plaints d'être cloués chez eux à cause des annulations de vols. Les pilotes se montrent sans indulgence jusque dans la gestion de la grève. A la direction d'Air France, comme au gouvernement, on semble lentement perdre patience. L'institution d'un service minimum obligatoire n'est plus exclue afin de limiter les pertes pour la compagnie.

THE GUARDIAN
La grève d'Air France humilie le gouvernement français et menace l'avenir à long terme de la compagnie d'Etat. La question n'est plus de savoir si le conflit dérangera les vols long-courriers à destination de la Coupe du monde qui commence mercredi. Le mal est déjà fait. La France espérait montrer une image moderne, efficace et accueillante d'elle-même durant les cinq prochaines semaines. Mais, en raison de la grève des pilotes, et d'autres querelles insignifiantes, cet effort s'est déjà abîmé avant même le décollage.

Les Bleus s'installent au camp de base

La sélection d'Aimé Jacquet a retrouvé lundi le confort douillet du Centre technique national de Clairefontaine (Yvelines). L'équipe de France est maintenant face à elle-même

LUNDI 8 JUIN, à 17 h 20, à bord du vol AF 2865, l'équipe de France est enfin arrivée dans le pays qui organise la Coupe du monde de football 1998. Des trente-deux sélections engagées dans la compétition, seule une demi-douzaine de nations manquait encore. Et celle-là un peu plus que les autres. C'est donc avec soulagement que les membres de l'organisation mandés pour l'accueillir ont vu sortir la délégation par la porte d'arrivée 1 du hall B de l'aéroport 2 de Roissy - Charles-de-Gaulle. A quarante-huit heures du match d'ouverture Brésil-Ecosse, les Bleus rentraient au pays.

A Vittel, majorettes et fanfare pour les Croates. A Roissy, deux rangs de militaires et de CRS formaient la haie d'honneur pour les Français

A la même heure, sur l'aéroport de Vittel, l'équipe de Croatie s'annonçait également. A leur descente d'avion, les joueurs étaient accueillis par des majorettes et une fanfare guillerette. A Roissy, deux rangs de militaires et de CRS formaient la haie d'honneur entre la porte de l'aérogare et celle du car. On ne frôlait pourtant pas l'émeute dans le hall. Pour cause de grève des pilotes, l'endroit était plutôt désert. Les forces de l'ordre patrouillaient sous les tableaux lumineux, qui égrenaient une longue litanie de vols annulés.

L'horaire ayant été tenu secret, seuls quelques voyageurs immobiles, en quête d'un hypothétique avion en partance, jetaient un œil distrait sur ce débarquement historique. *« Regarde, mais c'est Trezeguet ! C'est Karembeu ! C'est Djorkaeff ! Et là, c'est Pascal Praud, tu sais, celui qui fait "Téléfoot" ! »* Plus loin, deux policiers échangeaient leurs pronostics sur les chances des Bleus, jaugeant les joueurs comme des turfistes les chevaux avant la course. Le personnel de l'aéroport faisait signer des autographes. Des touristes usaient un peu de pellicule. Personne ne songeait à applaudir.

Les joueurs débouchaient un à un, vêtu d'un pantalon de toile, d'un polo ou d'une chemise saharienne. Youri Djorkaeff s'était coiffé d'un bob qui lui donnait de faux airs de M. Hulot. Emmanuel Petit tirait avec volupté sur sa cigarette, Fabien Barthez se ruait chez un marchand de journaux. Les autres suivaient, le téléphone portable en boucle d'oreille. Aimé Jacquet apparaissait à son tour, dans un costume Daniel Hechter. Et ce fut enfin Zinedine Zidane. Le pas semblait assuré, pour tout dire mâle. Tant mieux.

La France s'était émue de voir son héros maltraité par d'inconscients Finlandais, vendredi 5 juin, lors du dernier match de préparation à Helsinki (1-0). Du traitement inhumain, le meneur de jeu avait gardé tout le week-end les séquelles, souffrant d'un coup au tibia droit et d'une torsion à la cheville. Lundi matin, l'entraînement effectué à huis clos au stade Kauniainen avait rassuré. *« Cela s'est passé sans douleur*, rapportait le médecin de la sélection, Jean-Marcel Ferret. *L'évolution est tout à fait normale, conforme à ce que l'on pouvait envisager. »* « Zizou » devrait être remis, vendredi 12 juin, à Marseille, pour la première rencontre face à l'Afrique du Sud. Et tous de respirer.

Zinedine Zidane, espoir de la France du football et saint protecteur des passagers en détresse. A Helsinki, avant le décollage, un pèlerin reconnaissant s'était approché du joueur. *« Merci, grâce à vous, nous avons pu prendre l'avion »*, lança-t-il. Tant il est vrai que ce vol d'Air France faisait figure de miraculé. L'avion avait une heure de retard. Il tangua un peu dans les turbulences. Mais il convenait de ne pas faire la fine bouche en ces temps de disette aérienne.

Entre le dernier match sur le sol national, le 25 février, contre la Norvège (3-3), à Marseille, et le prochain, le 12 juin, face à l'Afrique su Sud, au même Stade-Vélodrome, il s'est donc écoulé trois mois et demi passés en d'incessantes pérégrinations, de Moscou à Stockholm, de Stockholm à Casablanca, de Casablanca à Helsinki. Loin des yeux, loin du cœur, pensait le sélectionneur national, Aimé Jacquet. Et surtout loin de la pression. La stratégie a échoué. A défaut d'avoir convaincu pleinement en terre étrangère, la sélection s'en revenait avec des obligations accrues. Rien désormais ne lui serait pardonné.

L'accueil frais, poli, qui fut réservé à *nos Bleus à leur retour* au bercail ne témoignait que trop du scepticisme, voire de l'inquiétude du plus grand nombre. Mais on allait bien vite se retrouver entre soi. A 18 h 16, le car, dont le flanc était orné d'une immense coupe du monde, quittait l'aéroport. A 19 h 30, il s'arrêtait devant la résidence de l'équipe de France, au Centre technique national de Clairefontaine, dans les Yvelines. On s'installa.

Le rez-de-chaussée était réservé au staff technique. Au premier étage se recensaient Marcel Desailly, Didier Deschamps, Zinedine Zidane, Christophe Dugarry, Bernard Diomède, Lilian Thuram, Laurent Blanc, Youri Djorkaeff et Bernard Lama. Au deuxième étage, Christian Karembeu, Vincent Candela, Alain Boghossian, Lionel Charbonnier, Thierry Henry, David Trezeguet, Stéphane Guivarc'h, Frank Leboeuf, Robert Pirès, Patrick Vieira, Emmanuel Petit, Bixente Lizarazu et Fabien Barthez emménageaient dans les chambres mansardées.

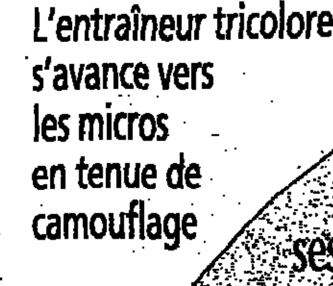
Henri Emile, l'intendant général, avoue être assez peu intervenu dans cette distribution. Les affinités se sont faites naturellement. Didier Deschamps et Marcel Desailly se connaissent depuis le centre de formation de Nantes. Zinedine Zidane et Christophe Dugarry ont appris à s'apprécier à Bordeaux.

Thierry Henry et David Trezeguet sont compères à Monaco et l'étaient dans la sélection nationale des moins de vingt ans. D'autres duos se sont noués, autant par complicité que par nécessité de compléter les chambres doubles : Bernard Diomède et Lilian Thuram, Christian Karembeu et Vincent Candela, Alain Boghossian et Lionel Charbonnier. D'autres préfèrent se réserver une intimité, en single. Mais cette répartition de l'espace ne permet pas de préjuger du onze de départ, vendredi.

Benoît Hopquin, à Clairefontaine

Quand la France passe cinq buts au Brésil...

Une équipe d'anciens internationaux français a battu (5-2), lundi 8 juin, à Paris, une équipe de vieilles gloires brésiliennes, lors d'une rencontre amicale baptisée « Match du millénaire », jouée au stade Charléty, devant quelque 3 000 spectateurs. Les buts français ont été marqués en première période par Didier Six, qui en a inscrit deux, Bruno Bellone, Bernard Casoni et Philippe Jeannol. Le gardien Jean-Luc Ettori a réalisé une partie extraordinaire, sauvant son équipe à plusieurs reprises. « Entraînés » par Jean Tigana, ces Bleus-là, dans les rangs desquels figuraient entre autres Manuel Amoros (cap.), Dominique Rocheteau, Luc Sonor, Eric Pécout, William Ayache, Albert Emon, Dominique Bathenay, Alain Couriol ou Jean Djorkaeff, le père de Youri, ont encaissé deux buts, en fin de match. Edu, qui fut partenaire de Pelé, et Jaïr ont sauvé l'honneur sous le regard admiratif de Jairzinho et Paulo Cesar, duo de choc de l'Olympique de Marseille des années 70. D'ici à la fin de la Coupe du monde, cette équipe brésilienne de gala devrait encore se produire en France.



L'entraîneur tricolore s'avance vers les micros en tenue de camouflage

Plus dur de sélectionner ses mots que ses joueurs

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

IL PARLE football couramment. Une langue quasi maternelle mais dont les subtilités lui ont été inculquées sur le tard par Albert Batteux. Depuis sa rencontre avec cet entraîneur de légende, Aimé Jacquet cultive le goût de communiquer sa passion. Il vit intensément le football et il en parle avec bonheur. C'est du moins ce que disent ses pairs. Les plus prestigieux, comme Mario Zagallo, l'entraîneur brésilien, qui passe le voir à chacun de ses séjours à Paris, mais aussi les anonymes qui transitent à Clairefontaine pour des stages de formation.

Pourquoi ne parvient-il pas à faire passer à travers les médias ce « message clair » que son entourage technique et les joueurs disent recevoir ? Il y consacre pourtant du temps, cède quotidiennement au rituel du point de presse. Toujours ponctuel, il se plie avec patience aux diverses sollicitations. Un comportement irréprochable pour un résultat catastrophique : sa façon de parler football, si douce aux oreilles des professionnels, reste étrangère à la plupart des journalistes et au grand public.

Aimé Jacquet a beau dire et redire, rien n'y fait. L'incompréhension s'est installée. Parfois, il soupçonne *« une mauvaise volonté de certains pour transmettre [son] discours »*. Aussitôt, il se rassure : *« Ceux qui connaissent le foot m'ont compris. »* A une fournée de futurs éducateurs, il rappelait récemment : *« Le message intérieur est plus important que le message extérieur. »* Or les journalistes, même spécialisés, sont étrangers à ce meilleur des mondes footballistique. Méfiance, donc ! Devant eux, Jacquet-le-passionné surveille ses mots, Aimé-le-spontané rabote ses enthousiasmes. Il s'avance vers les micros en tenue de camouflage. Il en vient à savourer les jours comme ce lundi 8 juin, décrété « sans presse » pour cause de transport entre Helsinki et Paris. L'homme a l'archaïsme de ces artisans qui ne sacrifieront jamais le savoir-faire au faire savoir. A sa prise de fonctions, il a repoussé l'offre de la Fédération qui lui proposait de s'entraîner à la pratique des médias. *« Je suis comme je suis »*, s'est-il défendu. C'est à peine s'il regarde les fiches qu'on lui prépare pour les conférences de presse. Comme il n'est pas né doué pour l'éloquence, l'effet n'est pas des plus réussis. Qu'importe, « [son] *souci est de gagner la Coupe, pas de plaire à la presse »*.

AIMÉ JACQUET

Fabien Barthez, l'imperturbable

DIFFICILE d'y voir clair dans sa boule à zéro. Fabien Barthez n'est ni timide ni comédien. Il ne sait pas faire semblant, c'est ce qui le rend si déroutant dans un milieu où les grimaces sont réelles et les sourires factices. A ses débuts professionnels, en 1991, le gardien de but de l'équipe de France a déboussolé son entourage.



FABIEN BARTHEZ

« Trop décontracté pour un garçon de vingt ans qui a tout à prouver », ont décrété les maîtres du jeu. L'iconoclaste a été traité de *« dingue »*, de *« fêlé »*. Il en rit encore. C'est qu'il en fait du chemin, le gamin de Lavelanet (Ariège). En 1993, avec l'Olympique de Marseille, il a gagné la Ligue des champions. Au terme de la saison 96-97, il fut champion de France avec l'AS Monaco avant de devenir titulaire chez les Bleus. Bref, il a côtoyé la renommée sans se renier.

Ses amis d'enfance n'ont pas trouvé matière à remodeler le portrait de l'adolescent. Tout juste a-t-il consenti à réprimer son insouciance à partir du moment où son entraîneur, Jean Tigana, lui a confié le brassard de capitaine. *« Cela m'oblige parfois à monter au créneau pour défendre l'équipe ou remettre en place l'un de mes coéquipiers s'il s'égare »*, explique-t-il. Thierry Henry, sermonné sans ménagement au mois de mars, peut témoigner de l'impact des colères du chef de bande.

Dans le sérail des Bleus, Fabien Barthez se laisse porter par les vagues. Hors entraînements, il ne se sépare jamais de son lecteur CD. Quand l'envie lui en prend, il fait mourir ses coéquipiers de rire avec des blagues plutôt salaces. Mais ce passionné de la vie des requins sait aussi apprécier le silence de la solitude. L'exercice ne lui sert pas de mise en condition avant les matches, car il a conservé une distance étonnante avec l'événement. Sa mère se souvient de la répartie favorite du rejeton : *« Ne te prends pas la tête, ça ne vaut pas le coup. »* Aucun impératif de résultat, aucune pression ne parvient à le déstabiliser.

« Je ne pourrais pas vous expliquer pourquoi, s'excuse-t-il presque platement. *J'ai toujours été serein. La compétition me transcende. Si je devais plonger devant vous, je n'y arriverais pas. Darry Cowl le ferait mieux que moi. J'ai besoin d'une atmosphère, d'un stade sous tension, d'un enjeu pour donner le meilleur de moi-même. »* Fabien Barthez se souvient du France-Espagne (1-0) servi pour l'inauguration du Stade de France, le 28 janvier. *« Nous nous devions de gagner ce match de gala*, assène-t-il. *Ce soir-là, je savais après quinze minutes de jeu que je n'encaisserais pas de but. J'avais la même intuition, six mois avant contre l'Angleterre. J'étais tellement sûr de moi que j'ai pris un but sur une bourde... Depuis, j'ai appris à rester concentré jusqu'à la dernière minute. »*

SILENCE SUR LAMA

Derrière ses airs de bohème, ce portier-là est un possédé du boulot. Philippe Bergeroo, l'entraîneur des gardiens de l'équipe de France, a appris à lui concocter des menus copieux. *« J'ai besoin de me dépenser à l'entraînement pour emmagasiner de l'énergie*, explique le joueur. *Si je me disperse pendant une séance, cela influe sur mon comportement en match. A trois jours d'une rencontre, il me faut un programme ultra-costaud. Le lendemain, je commence à réduire la cadence. »* De ses modèles, le Français Joël Bats et l'Allemand Harald Schumacher, il a retenu la sobriété et la détermination : *« Je n'aime pas les gardiens qui en rajoutent. Si tu fais le mariole après un arrêt et que tu prends un "cageot" sur le corner qui suit, alors là, t'es beau. »*

De sa cohabitation difficile avec Bernard Lama, le Monégasque n'a pas envie de parler. *« Ce qui nous attend à partir de vendredi devant le formidable public marseillais me semble plus passionnant »*, répond-il. Au moment d'affronter l'Afrique du Sud, Fabien Barthez s'élancera sur la pelouse de son air martial. Mais attention encore aux apparences. *« C'est vrai qu'il m'arrive de balancer des méchancetés à mes partenaires*, reconnaît-il. *Je ne peux quand même pas dire à un défenseur : "S'il te plaît, pourrais-tu marquer d'un peu plus près ton adversaire ?" Mais, franchement, je distribue plus de sourires que d'engueulades. »* Quand maman Barthez surprendra le fiston, hilare, elle repensera au dicton : *« Ne te prends pas la tête... »*

Elie Barth

هكذا من الأصل

L'Afrique du Sud s'est essayée brièvement au jeu sans ballon

MAIS où sont passés les ballons ? C'est la question en forme d'énigme policière que s'est posée la délégation sud-africaine, lundi 8 juin, pendant une bonne partie de la journée. A quelques heures de leur premier entraînement dans leur camp de base de Vichy (Allier), les Bafana Bafana se sont aperçus qu'ils avaient égaré le précieux accessoire.

Vérification et contre-vérification des listes et des cartons, téléphones portables en batterie, courses effrénées dans les couloirs de l'Aletti Palace, où loge la sélection sud-africaine, rien n'y a fait. Le Tricolore, ballon officiel de la compétition, demeurait introuvable. Résultat d'un complot de l'ennemi ou négligence coupable de l'intendance, l'absence était plutôt fâcheuse. Des ballons, pourtant, il y en avait bien mais pas des « officiels » et pas de la bonne marque. Avec la présence des médias et la susceptibilité des sponsors, le recours à ces cuirs indignes était exclu.

LES COMMERÇANTS SOLIDAIRES

Les conciliabules entre délégués du Comité français d'organisation de la Coupe du monde et responsables de l'équipe tournent alors au branle-bas nerveux quoique discret, car il ne faut pas provoquer la colère de Philippe Troussier, l'entraîneur *français des Bafana* toujours prêt à justifier sa réputation de personnage irascible.

Les regards s'assombrissent quand les commerçants vichyssois font savoir qu'ils ont quelques Tricolore en stock. Mais l'espoir est de courte durée, car les tracassaries administratives s'ajoutent à la poisse. L'impossibilité d'un décaissement rapide rend la transaction impossible. Vers midi, alors que la tendance est au renoncement, le *drame se dénoue. Une vingtaine* de Tricolore refont surface dans des cartons envoyés d'Allemagne par le fournisseur officiel de l'épreuve. L'honneur des Bafana Bafana est sauf, leurs séances d'entraînement aussi, mais le mys*tère des ballons disparus continue* de planer sur Vichy.

F. C., à Vichy

TROIS QUESTIONS À...

MYRIAM MAKEBA

1 Myriam Makeba, vous avez consacré trente ans ans de votre vie en exil à chanter contre l'apartheid. Aujourd'hui, vous donnez un concert en l'honneur des Bafana Bafana, l'équipe de la « nouvelle » Afrique du Sud. Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

Pour ceux qui, comme moi, ont passé une bonne partie de leur vie *en exil ou en prison, c'est un bon*heur et une fierté. C'est un accomplissement et une reconnaissance pour tous ceux qui se sont levés contre l'apartheid de voir nos fils accéder aussi vite au plus haut niveau après les années d'isolement. Nous avons encore beaucoup à apprendre, mais c'est très *important pour nous de revenir sur* le devant de la scène et d'être reconnus par l'extérieur.

2 Le football est présenté en Afrique du Sud comme un vecteur de rassemblement ? Est-ce vraiment le cas ?

Je pense que cette image vient vraiment des gens. Les Bafana sont une fierté et une inspiration pour la nation tout entière. Le président Nelson Mandela s'emploie à faire la même chose au niveau politique, il cherche à réconcilier les *Sud-Africains. Le football et, en* particulier, l'équipe nationale rassemblent, eux, les gens de façon naturelle. Le slogan « Une nation, un but » peut paraître exagéré, mais mon arrière-petit-fils n'arrête pas de le chanter. Le football a *toujours été le sport favori de la* population noire parce que vous n'avez pas besoin de beaucoup d'argent pour le pratiquer. La différence aujourd'hui, c'est que de plus en plus de Blancs s'intéressent aux Bafana et vont voir leurs matches.

3 *Comme dans le domaine poli*tique, l'Afrique du Sud semble *vouloir s'affirmer comme* le porte-drapeau du continent africain sur le plan sportif, en étant candidate, au nom de l'Afrique, à l'organisation de la Coupe du monde en 2006. Pensez-vous que l'Afrique *du Sud est en mesure de tenir ce* pari ?

L'Afrique du Sud ne peut pas s'arroger le droit d'être le porte-drapeau du continent. Dans le sport comme dans les autres domaines, les pays africains doivent *discuter entre eux et décider en*semble. Je suis toujours blessée de voir que l'on ne parle de l'Afrique qu'à propos de tragédies comme le Rwanda ou de guerres comme celle qui vient d'éclater entre l'Ethiopie et l'Erythrée. Le sport *doit contribuer à changer cette* image, et l'Afrique du Sud peut être un des piliers de ce changement. Mais pas toute seule. L'Afrique doit s'unir, pour le football comme pour le reste. Quand je viens en France pour la Coupe du monde, je traverse plusieurs pays comme s'il n'y avait pas de *frontières.* L'Europe est unie, l'Afrique doit faire la même chose. Le football et l'Afrique du Sud peuvent y contribuer.

Propos recueillis par Frédéric Chambon, à Vichy

STRATÉGIES
LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES

Adidas ne recycle plus les vieilles gloires du football

GEORGES BERETA, Patrick Revelli, Georges Lech, Bernard Blanchet : au début des années 70, ce quatuor aurait fait les beaux jours d'une équipe de football. Mais, en 1998, Adidas France n'a pas jugé bon de retenir ces anciens joueurs de Saint-Etienne, de Lens et de Nantes dans les rangs de son équipe commerciale, où ils s'étaient reconvertis. A la veille d'une Coupe du monde en France, dont Adidas est un des grands partenaires, les quatre limogés en ont gros sur le cœur. Robert Louis-Dreyfus, le patron du groupe Adidas et propriétaire de l'Olympique de Marseille, n'a pas souhaité s'immiscer dans ce qu'il considère comme une décision de gestion de la filiale française.

A l'instar des quatre-vingt-dix représentants itinérants de l'entreprise, ils s'étaient vu proposer, fin 1997, une nouvelle forme de rémunération impliquant une forte baisse de leur salaire fixe. *« On a redéfini une politique salariale pour l'ensemble des représentants, avec un salaire fixe plus faible de 12 % à 24 % et une partie variable qui peut représenter jusqu'à 60 % de plus »*, explique Dominique Wendling, le directeur des ressources humaines d'Adidas France. Plusieurs sportifs de haut niveau ont accepté les nouvelles conditions du contrat. Parmi eux, le rugbyman Didier Codorniou ou les escrimeurs Christian Noël et Frédéric Pietruszka, anciens champions olympiques. Les quatre anciens footballeurs, auxquels se sont joints douze autres salariés, ont choisi, eux, de porter l'affaire devant les prud'hommes.

« Ce sont des types bien, je les respecte et je comprends qu'ils cherchent à utiliser leur notoriété, affirme Dominique Wendling. *Ils ne se sont jamais comportés en VRP de luxe, ils travaillaient comme les autres. Mais les méthodes de vente ont évolué : il ne suffit plus d'être connu pour passer la rampe, face à un consommateur de plus en plus exigeant et une concurrence de plus en plus rude. »* Les quatre sportifs licenciés espéraient pouvoir *« négocier avec la société pour que ça se passe dans de bonnes manières »*. En clair : ils pensaient obtenir de meilleures conditions d'indemnisation. Mais la direction de l'entreprise s'est montrée intraitable.

Dominique Wendling se félicite du nouveau système de rémunération mis en place : *« Au premier trimestre 1998, nous avons dépassé nos objectifs de vente de 5 % à 9 %. Certains de nos VRP ont touché des primes représentant un bonus de 50 % sur leur salaire. »* Quoi qu'il en soit, pour les quatres vieilles gloires du football, la justice suit son cours. Les juges prud'homaux ne se prononceront pas avant l'automne, c'est-à-dire bien après la Coupe du monde 1998, qui aurait pu jouer le rôle d'une caisse de résonance gênante pour Adidas. *« On ne va quand même pas se lancer dans une grève de la faim à l'entrée du Stade de France... »*, ironise Patrick Revelli.

POSTER CACHÉ

Le recrutement de sportifs de haut niveau avait été lancé dans les années 60 par Horst Dassler, le fils du fondateur de la firme. *« L'épopée du grand Saint-Etienne, dans les années 70, a donné quelque notoriété aux joueurs de l'équipe, sans pour autant leur procurer à tous une large aisance financière. Un Patrick Revelli ou un Georges Bereta ont été probablement ravis de trouver chez Adidas une possibilité de reconversion sans quitter leur région »*, observe-t-on chez un concurrent.

L'ancien Vert Patrick Revelli observe : *« J'ai joué avec Adidas bien avant d'y entrer comme VRP voilà quatorze ans. Ils se sont bien servis de mon image, sans beaucoup de contreparties. Nous avons autant apporté à la marque qu'elle nous a donné. »* Il se souvient notamment de ce poster publicitaire le représentant sous le maillot du FC Sochaux, où il joua un temps, et qu'il a découvert par hasard en 1985 dans l'arrière-boutique d'un revendeur. Aujourd'hui, hormis les stars sous contrat publicitaire (dont Zinedine Zidane, Christian Karembeu, Fabien Barthez ou Marcel Desailly), Adidas continue de recruter des sportifs en fin de carrière, mais *« il s'agit moins de profiter de leur notoriété que d'exploiter leur potentiel de dynamisme »*, explique la filiale française. Un dynamisme que Georges Bereta, Patrick Revelli, Georges Lech, Bernard Blanchet n'incarnaient plus suffisamment.

Pascal Galinier

Eric Cantona vole au secours de Nike

Retiré des terrains depuis une saison, Eric Cantona n'en reste pas moins très au courant des réalités commerciales du football. Dans un entretien au *Journal du dimanche* du 7 juin, il affirmé que *« si Ibrahim Ba avait été sponsorisé par Adidas et non pas par Nike, il aurait été sélectionné »*.

L'ancien monstre sacré du club anglais de Manchester United laisse ainsi entendre que l'équipe de France aurait été composée en fonction des contrats particuliers liant ses membres aux équipementiers. Lundi, Eric Cantona a *réitéré ses propos depuis le parvis* de La Défense (Hauts-de-Seine), où il était venu inaugurer le village installé, le temps de la Coupe du monde, par Nike, dont il fut et reste, pour quelque temps encore malgré sa retraite et sa reconversion dans le cinéma, l'un des plus efficaces vecteurs publicitaires.

La meilleure attaque allemande, c'est la défense

L'équipe de Berti Vogts a peiné pour battre une sélection de jeunes Azuréens (2-1)

DANS LES AIRS, les Allemands ne craignent personne. Arrivés dimanche à Nice, par un vol spécial de la Lufthansa, ils ont confirmé, lundi soir au stade du Ray, face à une sélection des espoirs des clubs azuréens, que leurs attaquants et leurs défenseurs seront parmi les plus *grands de la Coupe du monde. On* parle de leurs mensurations sous la toise, bien sûr, et non de leurs âges, qu'on dit aussi canoniques que les boulets expédiés par Dietmar Hamann, *un des rares jeunots de cette* sélection où les trentenaires sont majoritaires.

Pour cette dernière rencontre de préparation avant d'entrer en scène, *lundi 15 juin au Parc des Princes*, face aux Etats-Unis, Berti Vogts, le sélectionneur allemand, a demandé à nos jeunes pousses sudistes de jouer un peu comme les Américains. Mais a-t-il pensé à demander à ses protégés de jouer comme des Allemands ? Les Azuréens ont joué le match de leurs rêves, et David Andreani a marqué à Oliver Kahn le but de sa vie. Le jeune attaquant espoir de l'OGC Nice a scellé ainsi le score *final : 2-1 (buts préalables pour* l'Allemagne par Olaf Marschall et Oliver Bierhoff).

Les Français sont bien placés pour le savoir : les matches amicaux, à haute dose, cela finit par brouiller les pistes. Déçus par un résultat nul en Finlande (0-0), revigorés par une victoire probante sur la Colombie (3-1), et finalement rassurés par une correction infligée au Luxembourg (7-0), les joueurs de Berti Vogts *n'ont guère mouillé leur maillot* (vert et noir) sur la pelouse du Ray. Et leur effectif a plus tourné que le ballon.

Pour débuter la rencontre, c'est Lothar Matthaüs qui occupe le poste de libero. L'homme du Bayern a *trente-sept ans et va disputer sa cinquième* Coupe du monde (d'affilée). En seconde période, il laisse sa place à Olaf Thon, le défenseur central de Schalke 04 et sans doute le titulaire du poste. Tous deux sont là pour faire oublier Matthias Sammer, le libero de Dortmund, blessé, élu meilleur footballeur européen *en 1996*. Ils ont, eux aussi, la particularité d'avoir débuté en milieu de terrain, et cela se voit quand ils offrent, avec un égal bonheur, des ballons choisis à leurs attaquants. Voilà pourquoi *Vogts laisse dire quand on lui re*proche de jouer avec cinq défenseurs (les stoppeurs Wörns et Kohler et les latéraux Ziege et Reuter). Il sait que sa meilleure attaque, c'est la dé*fense*.

KLINSMANN EFFACÉ

A Nice, il a fait alterner ses duos d'attaquants. Les remplaçants (et joueurs du championnat allemand) en première période : Ulf Kirsten (Bayern Munich) et Olaf Marschall (Kaiserslautern) ; les présumés titulaires (et « étrangers ») en seconde mi-temps : Jurgen Klinsmann (Tottenham) et Oliver Bierhoff (Udinese). Et qu'en dire ? Sinon que Klinsmann, son capitaine et homme de confiance, est encore une fois apparu très effacé, tandis que Bierhoff a imposé plus d'une fois son immense stature. Mais Vogts a ses certitudes en défense, comme en attaque. Il dit hésiter davantage au milieu du terrain mais, face aux Azuréens, le cadet de l'équipe, Jens Jeremies, a confirmé les louanges que son sélectionneur lui avait adressées *au terme du match face à la Colombie : « Le plus jeune a été le meilleur. »* Il est vrai que les jeunes ont été bons, lundi, mais ils n'étaient pas tous Allemands.

Christian Jaurena, ***à Nice***

● LA PHRASE DU JOUR

« La prise en otage de la Coupe du monde par les pilotes d'Air France équivaut à un acte de désertion en temps de guerre. Le gouvernement ne doit ni céder ni rester impuissant face à cette tentative de suicide collectif qui méprise d'ailleurs les préoccupations de toutes les autres catégories de personnel d'Air France, beaucoup plus modestes et beaucoup plus responsables. »

Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille (UDF), dans un communiqué publié lundi 8 juin.

Le Suisse Joseph Blatter hérite de la planète football

Sous l'ère Havelange, la FIFA votait à main levée. L'élection de son dauphin a été un peu plus rude

A 9 h 50, lundi matin, les grilles situées devant la salle Equinoxe, à proximité de la porte de Versailles, se sont fermées. Les instances mondiales du football entraient en conclave pour tenir congrès et désigner leur nouveau *primus inter pares.* Cinq heures plus tard, aucune fumée blanche n'est apparue pour célébrer l'issue du vote : après vingt-quatre années de règne du Brésilien Jean-Marie Faustin Godefroy d'Havelange, dit Joao Havelange, la FIFA (Fédération internationale de football association) s'était pourtant donné un nouveau président en la personne du Suisse Joseph Blatter.

Ce 51e congrès s'annonçait plus « corsé » que les précédents, expédiés en général à grande vitesse par un Joao Havelange réélu à cinq reprises par acclamations. Pour la première fois depuis 1974, le congrès de la FIFA allait devoir trancher entre deux candidats. Il y a vingt-quatre ans, à Francfort, Joao Havelange avait bouté hors de son siège le président sortant, l'honorable Sir Stanley Rous. Sa décision de ne pas solliciter un septième mandat laissait face à face le Suédois Lennart Johansson, soixante-huit ans, vice-président de la FIFA et président de l'*Union* européenne de *football* association (UEFA), et le Suisse Joseph Blatter, soixante-deux ans, secrétaire général de la FIFA.

AMABILITÉS

Les dernières semaines avaient *vu les deux camps rivaliser d'amabilités*. On parlait de tentatives de corruption, d'enveloppes et de volonté hégémonique de l'Europe, pour finir par une volée de bois vert envoyée par le grand Pelé, rallié à Lennart Johansson, en direc*tion de Michel Platini, soutien* proclamé de Joseph Blatter. Entre un Johansson qui avait choisi de se lancer dans la bataille dès le mois de novembre 1995 et un Blatter ayant attendu pour *se déclarer* l'ultime limite, le 30 mars dernier, les différences apparaissaient davantage dans les méthodes et les styles qu'à l'étude de programmes ne brillant pas par leur audace.

Avant d'en arriver au vote pour la présidence, le congrès de la FIFA se livrait à une dernière célébration de l'ère Havelange. L'intéressé ouvrait les débats, en français (sa famille est d'origine belge), par un exercice d'autocongratulation dans lequel il se qualifiait lui-même d'être humain *« idéaliste et visionnaire »*. Il finissait en portant un hommage remarqué à Joseph Blatter, son bras droit vingt-trois années durant, et la *standing ovation* qui suivait pouvait laisser penser que le congrès avait entendu le message.

Après l'appel des délégations (seul l'Afghanistan était absent), onze fédérations se voyaient privées de droit de vote, la plupart pour ne pas avoir participé à un *minimum de deux compétitions* organisées par la FIFA au cours des quatre dernières années. L'admission par acclamations de six nouveaux membres (la Palestine, l'Erythrée, la Mongolie, les îles Turks et Caicos, les îles Vierges *américaines et les Samoa américaines*) portait le nombre de votants à 191.

Le rapport d'activité, le bilan, le budget et la désignation d'une *nouvelle société chargée de vérifier* les comptes de la FIFA étaient alors votés au pas de charge selon la méthode Havelange, qui consiste pour celui-ci à s'adresser au congrès dans les termes suivants : *« Vous avez bien écouté ? Je vous prierai, si vous êtes d'accord, de vous maintenir comme vous êtes. D'accord ? Merci. »* De même, l'interdiction faite à toute société commerciale de détenir la majorité des parts de plusieurs clubs d'un même pays – décision capitale pour l'avenir du football – était adoptée sans véritable débat.

A 12 h 15, c'était enfin à Lennart Johansson et à Joseph Blatter d'entrer en scène en prononçant successivement une allocution de cinq minutes. Jusqu'à cet instant, le premier était resté sur l'estrade au côté de Joao Havelange en sa qualité de vice-président de la FIFA, le second se tenant assis au premier rang de l'assemblée, à quelques mètres de Michel Platini. Au discours musclé du Suédois, s'attaquant aux méthodes de l'équipe sortante, rappelant à plusieurs reprises qu'il pouvait compter sur le soutien de Pelé et promettant aux « petites » fédérations qu'avec lui elles seraient logées dans le même hôtel que les « grandes » (ce qui n'est pas le cas à Paris), Joseph Blatter répondait par un appel aux valeurs éducatives et d'universalité du football. A 12 h 32, *Joao Havelange* accompagnait les deux hommes, qui avaient échangé une brève poignée de main, à l'extérieur de la salle du congrès.

Les opérations de vote ne débutaient pas pour autant immédiatement. *Un point de procédure allait* en effet occuper les congressistes pendant près d'une heure : fallait-il avoir recours aux isoloirs et, si oui, chaque délégation devait-elle envoyer voter ses *trois représentants* ou seulement l'un d'entre eux ? Depuis plusieurs semaines, les deux camps s'étaient opposés sur ces points, les pro-Johansson demandant que *les trois délégués* de chaque nation aillent voter ensemble, cela afin d'éviter tout revirement de dernière minute de l'un d'entre eux.

PLATINI TRÈS ENTOURÉ

Le débat était finalement tranché par Joao Havelange en faveur du vote par un seul des délégués. A 13 h 19, le représentant de l'Albanie déposait son bulletin de vote dans l'urne. *« Ça fait vingt-quatre ans que la FIFA n'a pas voté ; il n'est pas étonnant que ce soit compliqué »*, remarquait Jean Fournet-Fayard, l'ancien président de la Fédération française de football, représentant ici l'UEFA. En coulisses, on évoquait un éventuel ralliement de certains pays africains à Joseph Blatter et un possible effritement du bloc européen, déjà amoindri par le soutien de la France et de l'Angleterre au candidat suisse. Très entouré, Michel Platini se laissait aller à imaginer la façon d'appliquer ses idées sur une participation accrue des joueurs aux travaux de la FIFA.

A 14 h 21, Michel Zen-Ruffinen, secrétaire général adjoint de la FIFA, annonçait le résultat de ce premier tour : 111 voix pour Blatter, 80 pour Johansson. Les jeux semblaient faits mais, faute de la majorité des deux tiers, un second tour, à la majorité simple celui-ci, devait être organisé. A 14 h 29, Lennart Johansson revenait parmi les congressistes pour annoncer qu'il retirait sa candidature. Joseph Blatter devenait le huitième *président de l'histoire* de la FIFA. Ne restait plus alors qu'à offrir à Joao Havelange la présidence d'honneur. La messe était dite.

G. V. K.

Lennart Johansson, l'opposant intérieur

Il s'était investi d'une mission : rendre aux fédérations nationales un pouvoir qui, selon lui, leur avait été *« confisqué »*. Lennart Johansson ne pourra mener son combat à *la tête de la FIFA. Né en 1929 dans une famille* ouvrière de Bromma (banlieue de Stockholm), coursier à quinze ans dans une société de travaux publics dont il dirige aujourd'hui le conseil d'administration, ce Suédois avait été footballeur – un demi-centre en 6e division départementale – puis avait débuté sa carrière de dirigeant sportif, dans les années 60, dans le... handball.

Ses qualités de gros travailleur lui avaient valu d'être élu en 1967 à la présidence de l'AIK, club de l'élite du football suédois, avant de prendre la tête de la fédération de son pays en 1983. En 1990, Lennart Johansson avait accédé à la présidence de l'UEFA. Il y avait développé les compétitions européennes. Lennart Johansson était vice-président de la FIFA depuis 1990. Il s'était opposé de plus en plus ouvertement à Joao Havelange, *qu'il n'hésitait pas à qualifier de « dictateur »*.

PAROLES DE ZINC

LUC ROSENZWEIG

Honoris causa

QU'IL SOIT bien établi, une fois pour toutes, que les savants, les experts, les puissants, ceux qui décident du sort des hommes et des choses, n'auront aucune raison de trouver dans cette chronique matière à nourrir leur *narcissisme ni* à cultiver leur paranoïa. Ils seront superbement ignorés, leur parole ne rencontrera qu'un désert où même l'écho meurt de soif. Nous sommes assignés ici, pour un mois, à recueillir les joies, les peines, les enthousiasmes, les coups de gueule et les coups de cœur de ceux qu'un vrai connaisseur de l'âme populaire, le sociologue Pierre Sansot, nomme *« les gens de peu »*. Ceux qui commencent, au bistrot, leurs phrases par *« J'suis p'tét pas le mieux placé pour donner mon avis, mais... »* et concluent d'un *« Moi, c'que j'en dis... »*

A ceux qui, d'un revers méprisant de la main, voudraient maintenir cette « philosophie de cabaret » dans le statut de parole indigne d'être reproduite dans un journal de référence, proposons quelques maximes dignes d'être élevées à la dignité de « brèves de comptoir *honoris causa* ». Par exemple celle-ci ; *« Le football, c'est peut-être l'opium du peuple, mais nous le fumerons avec le peuple ! »* Signée, samedi 6 juin, par Alain Finkielkraut, moraliste diplomé, patenté et décoré de la République, du haut de la tribune de France-Culture où, jusque-là, parler football relevait de la faute de goût rédhibitoire. Courageux.

De plus, Alain Finkielkraut maîtrise *une technique de base* de la discussion de bistrot, consistant à faire dire par un comparse ce qui doit passer pour une opinion largement répandue, donc difficilement réfutable. Sachant bien que son vœu de voir la Croatie effectuer un parcours triomphal dans le Mondial serait immédiatement mis sur le compte de son engagement aux côtés de cette nation quelque peu brutale, il parvint à la faire citer comme prétendante à la victoire finale par son invité, l'excellent acteur André Dussolier. Du grand art.

Second exercice : comment traduire en langage de comptoir la *fameuse maxime* de Guillaume d'Orange qui sert de viatique à toutes les équipes sur lesquelles personne ne risquerait un kopeck : *« Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer » ?* Ecoutons Georges Leekens, entraîneur des « Diables rouges », équipe belge aussi modeste que courageuse, déclarer, *juste avant de sauter dans le Thalys : « Tout est possible à qui le veut, et il faut aborder les matches les uns après les autres. » Et réciproquement.*

« Le football, c'est peut-être l'opium du peuple, mais nous le fumerons avec le peuple ! »

TROIS QUESTIONS À...

JOSEPH BLATTER

1 Sur quels domaines vos priorités vont-elles porter ?

Nous établirons un calendrier des urgences dès le prochain comité exécutif de la FIFA. Il faut s'attaquer aux problèmes inhérents au football, qui concernent le secteur professionnel, les propriétaires de clubs, les transferts des joueurs, l'influence de la *télévision*, qui *ne doit pas se transformer en* ingérence, le dialogue avec les organes politiques. Nous devons faire évoluer les structures de direction de la FIFA, raccourcir le temps de prise de décision. Je veux aussi *que le football soit plus spectaculaire.* Ce problème est directement lié à celui de l'arbitrage. Comment se fait-il que, dans un sport où tout est professionnel, le seul qui soit en position de protéger le football et le spectacle ne soit pas lui-même professionnel ? Il nous faut des arbitres professionnels.

2 Lors de vos discours devant le congrès de la FIFA, vous n'avez pas cité le nom de Michel Platini, qui s'est engagé à vos côtés, alors que Lennart Johansson se targuait du soutien de Pelé. Pourquoi ce choix ?

Je ne voulais pas entrer dans ce jeu. Le *soutien de Michel Platini* a eu *pour moi* une valeur inestimable. Il a joué un rôle prépondérant à mes côtés. Il sera le directeur exécutif sportif de la FIFA, et ce – je l'espère – dès l'automne prochain. Il reste à définir *précisément son « cahier des charges », mais* il s'occupera des compétitions et des contacts avec les joueurs, entraîneurs, arbitres et techniciens du sport.

3 On a dit que vous aviez garanti au continent africain que, si vous étiez élu, *il organiserait la Coupe du monde 2006...*

Ce que j'ai dit exactement, c'est qu'après que la Coupe aura eu lieu aux Etats-Unis en 1994, en Europe en 1998 et en Asie en 2002, il me semble logique qu'elle revienne à l'Afrique en 2006... pourvu que les conditions de base soient réunies. L'Egypte, le *Maroc, l'Afrique du Sud et le Nigeria se sont* déclarés intéressés. Mais il faudra qu'ils démontrent qu'ils peuvent disposer de toutes les infrastructures nécessaires.

Propos recueillis par Gilles van Kote

Sepp, premier de cordée par la face cachée

SIMPLE HASARD morphologique ou ironique déformation pro*fessionnelle ? Allez savoir. Mais* Joseph S. Blatter, plus fréquemment prénommé Sepp, a la rondeur lisse et rassurante d'un ballon de *cuir. Le visage*, les regards, l'allure et même les manières, tout chez lui *semble* avoir été dessiné par la pointe d'un compas. Une bonhomie de façade que la matinée du lundi 8 juin 1998 n'a jamais démentie. Jovial, souriant et visiblement détendu, le nouveau président de la FIFA a traversé l'épreuve d'un pas tranquille et confortable. Pas le moindre soupir de lassitude ni le plus infime tremblement d'inquiétude. Tout le *contraire de son adversaire du jour*, le Suédois Lennart Johansson, tellement arc-bouté sous le poids de l'enjeu qu'on a pu craindre un instant pour lui qu'il ne cède et se brise.


JOSEPH BLATTER

A soixante-deux ans, Sepp Blatter ne fait pas son âge. Il n'en a pas l'usure et moins encore le verbe. Une vraie prouesse pour un homme à qui l'existence n'a que rarement accordé le droit de souffler. *Fils d'un mécanicien du vélo, il a* grandi dans le Valais suisse, au pied du Cervin, à un jet de pierre de la frontière italienne. Elevé à la dure par un père maniaque de travail et *obsédé de réussite sociale*, l'adolescent écoute sans broncher les consignes paternelles. Et se jette avec appétit sur les études. Lycéen brillant, puis étudiant appliqué, il boucle *son parcours universitaire* sans jamais mettre pied à terre, un diplôme de sciences économiques en poche. Le football ? Un passe-temps, rien de plus. *« Mais j'aimais aussi beaucoup le théâtre »*, aime-t-il préciser.

TROISIÈME VOIE

Il choisira pourtant une troisième voie, les relations publiques. Avant de bifurquer de nouveau vers le sport, de faire ses premières armes de dirigeant comme secrétaire général de la Fédération suisse de hockey sur glace et, finalement, de changer de route et de s'essayer un moment au journalisme sportif. On le croit instable, il se révèle opportuniste. *« Et même un peu aventurier »*, corrige-t-il.

Sur les terrains de football, où il progresse tranquillement vers un honnête niveau amateur, Sepp *Blatter ne se sent bien que sur le* front de l'attaque. *« Je n'ai jamais aimé défendre,* avoue-t-il. *Ce n'est pas dans ma nature. »* Fin dribbleur, il avance en zigzaguant et s'offre, *en 1968*, un détour prolongé vers le secteur privé, au service des relations publiques de l'horloger Longines, alors chronométreur officiel des Jeux olympiques. Nouveau (et *dernier) changement de cap* en novembre 1975 : Sepp Blatter pousse la porte de la FIFA. Il n'en partira plus.

L'ombre lui va mal au teint, mais il accepte pourtant de s'y cacher. Le tiers-monde, les jeunes, le football féminin, *Sepp Blatter accepte* longtemps les dossiers les plus obscurs de l'entreprise FIFA. Il le fait pour apprendre. Et, surprise, il profite de ces années de besogne pour s'initier à la patience.

Nommé secrétaire général en 1981, il mettra finalement *dix-sept* ans à grimper la dernière marche. La peur, sans doute, de se brûler les ailes en osant trop tôt défier son maître et sa conscience, l'incontournable président brésilien Joao Havelange. En 1994, sa vraie-fausse *candidature* au poste suprême avait bien failli lui coûter son avenir. Une leçon que le Suisse n'a pas oubliée.

Son ascension vers le sommet, Sepp Blatter l'a effectuée à pas comptés et précis. En retardant le plus possible le moment de l'ultime effort. Longtemps hésitant, il s'est déclaré sur le tard, en avril dernier, candidat à la succession ouverte de Joao Havelange. *« Je n'avais pas le choix,* assure-t-il. *Pour rester dans le football, il me fallait passer par là. »*

CINQ LANGUES

Intelligent et rusé, chaleureux mais autoritaire, il avoue un goût immodéré pour le travail et se plaît à entretenir sa forme physique par *de longs footings en solitaire.* Polyglotte, il parle couramment cinq langues et quelques mots de portugais.

Divorcé deux fois, père d'une fille unique, on lui prête une passion pour les femmes. Et l'habitude *presque maniaque de débuter* ses journées de travail dès le lever du jour. Sera-t-il de taille à faire tourner la planète football dans le sens de l'histoire ? Platini lui-même en jurerait. Ce qui n'est pas rien...

Alain Mercier

هكذا من الأصل

Platini, l'homme qui rendait les ballons intelligents

Joueur de génie, devenu organisateur de la Coupe du monde, il s'est lancé, avec succès, à la conquête de la Fédération internationale de football (FIFA) au côté de Joseph Blatter. Pour restituer, enfin, le « football aux footballeurs »

LE premier transformait en or les mots de tous les jours. Il devint poète. Avec quelques notes de musique, le deuxième créait des symphonies. Il fut musicien. Le troisième parvenait à rendre intelligent un simple ballon de football. Il s'appelait Michel Platini. Tout pourrait s'arrêter là, dans ce don tombé du ciel sur un bon petit Français, avec des cheveux bouclés, un menton *légèrement* en galoche et un sourire de gosse heureux. Il devint pourtant un des meilleurs joueurs de sa génération, avant d'organiser une Coupe du monde et d'aspirer, avec succès, à *diriger* la *toute-puissante* Fédération internationale de football (FIFA).

Une trajectoire aussi épurée que celle de ses célèbres coups francs. *« Mettre le ballon là où il y a un peu d'herbe,* expliquait-il quand on lui demandait sa méthode, *se gratter le nez, avoir la confiance de ses partenaires. »* Et puis, ensorceler, dompter, caresser, frapper un ballon pour qu'il aille exactement là où vous l'avez souhaité. On l'aura compris : comme Tintin, la vie de ce garçon semble avoir été dessinée par un adepte de la « ligne claire », qui préfère que les gentils petits l'emportent sur les grands méchants. Et que les Français de Michel Platini et d'Alain Giresse triomphent des Allemands de l'empereur Franz Beckenbauer et de l'abominable Harald Schumacher.

Il adore les cartes : son jeu favori est le tarot, où l'on contourne son adversaire, et non le poker, où on l'assassine

S'il est originaire du bassin lorrain, Michel Platini n'est (même) pas un enfant de la sidérurgie, comme Raymond Kopa, son seul véritable rival dans l'imaginaire du football français. Il naît le 21 juin 1955, à Jœuf, une petite ville de Lorraine bouleversée par la construction d'une usine sidérurgique par les De Wendel en 1881. Ses grands-parents, Francesco et Angela, sont arrivés de Conturbia, un bourg toscan, après la Grande Guerre. Maçon, Francesco, en dépit de sa petite taille, se fait remarquer dans les concours organisés par ses collègues de travail en portant les sacs de ciment les plus lourds. A force d'économies, on parvient à acheter un petit café, le Café Bellea, à 500 mètres de la nouvelle frontière qui coupe désormais la Lorraine. De l'autre côté, c'est l'Allemagne. A Jœuf, on se méfiera toujours de Metz « l'allemande », pourtant plus proche, préférant les charmes de Nancy « l'italienne ».

Lorsque Aldo, le *fils* unique, se met à jouer au football, la vie du couple change. Le café devient Café des sportifs et abrite le siège de l'équipe locale. Le football est entré dans la famille Platini et n'en ressortira plus. D'autant qu'Aldo épousera Anna Piccinelli, rejeton d'une famille de dix enfants elle aussi soudée par la passion du sport. Excellent technicien, Aldo partage sa vie entre les cours d'éducation physique puis de mathématiques qu'il donne au centre d'apprentissage et ses responsabilités de capitaine puis d'entraîneur de l'équipe de Jœuf. Très vite, il comprend que son fils Michel est davantage attiré par le *sport que* par les *études. Attention :* pas tous les sports, car le plus jeune des Platini n'est pas un sportif, c'est un joueur.

Aldo se soucie peu des résultats scolaires – bien médiocres – de son rejeton. Il a, *aujourd'hui,* cette remarque, étonnante pour un père : *« Je ne me suis jamais fait trop de souci pour l'avenir de Michel ! »* Celui-ci a-t-il souffert, au moins, des quolibets dont l'affublent ses copains : *« Rase-mottes », « Le gros »* ? Si peu. Déjà, il a compris que, sur un terrain de football, ce n'est pas au joueur de se déplacer vite, mais au ballon ! Et qu'importent 10 centimètres de moins ou 10 kilos de trop quand on a « le » don, et la volonté opiniâtre de le cultiver.

Curieusement, si le petit Michel joue toujours, matin et soir, au football, ses partenaires sont rarement des enfants de son âge. *« Il aimait avoir des plus petits autour de lui, comme notre fils Frédéric, qui avait six ans de moins que Michel »,* confie une voisine à Jean-Philippe Leclaire, auteur d'une biographie (*Michel Platini, le roman d'un joueur,* Flammarion, 381 p., 104 francs).

Mais Michel Platini adore aussi se frotter aux plus grands. Michel Keff, son aîné, raconte que, à l'issue des entraînements de l'équipe première de Jœuf, Aldo Platini organisait des petits matches entre ses joueurs : *« Lorsque nous étions un nombre impair, alors on appelait Michel, qui était toujours là, sur le bord du terrain, à jongler avec le ballon, et, déjà, il tenait sa place. »*

QUE vouliez-vous qu'il fît, sinon, comme des milliers de petits « footeux », prendre sa première licence et commencer à jouer dans l'équipe minime ? Restitué par Michel Keff, ce dialogue entre Michel Platini et sa mère à l'issue d'un match est savoureux.

« Alors, vous avez gagné ?

– Oui, 17 à 0 !

– Et tu as marqué combien de buts ?

– 16 !

Michel marque une pause, réfléchit et ajoute :

– Oui, mais pour le dix-septième, c'est moi qui ai fait la passe décisive ! »

Michel prend dix bons centimètres, s'affine et, à quinze ans, il fait son entrée dans la cour des grands, jouant, en 1971-1972, dans l'équipe première de Jœuf.

Déjà, il ne se contente pas de marquer des buts. Il organise. *« Il a toujours joué avec un périscope »,* ironise un ancien. Olivier Rouyer, un de ses meilleurs amis, qui joua à Nancy avec lui, explique : *« Il se servait de nos qualités, et nous des siennes. »* Et « la Rouille » de partir d'un grand éclat de rire : *« C'était plus facile pour nous de se servir de ses qualités ! »* Olivier Rouyer précise : *« Nous lui envoyions des ballons carrés, et lui il nous les renvoyait ronds ! »* Et, toujours, ce goût du jeu, du défi, du pari. *« Si je marque ce coup franc, je te paie un diabolo ! »,* lançait Michel Platini à son coéquipier. Un diabolo ! Joueur, mais pas flambeur.

Il adore les cartes : son jeu favori est le tarot, où l'on contourne son adversaire, et non le poker, où on l'assassine. Ses ennemis – il en a ! –, Michel Platini les contourne, les dribble, les met dans le vent. *« Quand il décide de boycotter quelqu'un, c'est du sérieux, mais il ne lui rentrera pas dedans, il se contentera de le mettre à l'écart, intelligemment »,* explique Olivier Rouyer. Avec ses amis, il se méfie des épanchements. *« Simple et fidèle » :* tous ont cette réponse quand ils évoquent leurs relations avec Michel Platini. Depuis les coéquipiers de Jœuf *jusqu'à Giovanni Agnelli,* le grand patron de la Juventus de Turin et, accessoirement, de l'empire Fiat. Car il y a du beau linge dans *« la bande à Michel ».* Gian Piero Boniperti, une des étoiles du football *mondial, qui* négocia l'arrivée du Français à la Juventus, se souvient : *« L'Avvocato* [Giovanni Agnelli] *est un passionné de football et un supporteur acharné de son équipe. Ce sont d'abord les qualités sportives de Platini qui l'ont séduit. Puis il y a eu autre chose : une réelle amitié, un étonnant respect mutuel. »* Il faut écouter Gianpiero Boniperti parler de Michel Platini pour comprendre la fascination qu'il a exercée de l'autre côté des Alpes : *« Il est, il est...* è magnifico *! Avant même de prendre le ballon, il avait déjà tout fait. »*

MÊME hommage de la part de Gianpietro Agus, de la *Gazzetta dello Sport. « J'ai souvent regardé Michel jouer. A certaines phases du jeu, je pensais qu'il avait deux possibilités de relance. Trois, au maximum. Eh bien, le plus souvent, il avait imaginé une quatrième solution. La bonne. »* Alors que Michel Platini n'a pas toujours eu des rapports harmonieux avec les journalistes français, se méfiant d'eux, les soupçonnant continuellement de « tailler », il est encore couvert d'éloges par la presse transalpine pour la justesse de ses commentaires. *« Une phrase de Platini, c'était un titre ! »,* lance Gianpietro Agus. Pourtant, Michel Platini fut un médiocre commentateur.

Pierre Blayau, le patron de Moulinex, qui a rencontré Michel Platini à Nancy lorsqu'il dirigeait Pont-à-Mousson, avoue qu'il fait partie *« des milliers de mecs amoureux de Michel ». « Il a toujours trouvé, pour progresser, le ton et l'attitude justes. Comme sur un terrain, il n'est jamais décalé. Il sait reconnaître ce qu'il ne sait pas faire, mais il sait aussi que ce qu'il ne sait pas faire est secondaire. »* Tel est sans doute le secret d'un homme ordinaire, humble et orgueilleux, qui aime la vie parce qu'elle a été généreuse avec lui. Et qui rendait les ballons intelligents.

José-Alain Fralon



THOMAS COEX/AFP

Michel Platini : des terrains de Jœuf à l'organisation de la Coupe du monde et à la tête de la FIFA, une trajectoire épurée... comme celle de ses célèbres coups francs

Les milliards de l'entreprise FIFA

SI LA FIFA était cotée en *Bourse, ses actions seraient forcé*ment très prisées. La Fédération internationale de football association compte plus de membres que l'ONU (204). Elle brasse plus d'argent que la plupart des grandes multinationales. Et elle apparaît comme le grand ordonnateur d'un marché mondial du football euphorique pesant, selon les estimations de la FIFA, un total annuel mondial de 1 500 milliards de francs. C'est-à-dire davantage *que la General Motors,* première entreprise mondiale, qui ne génère « que » 1 000 milliards de francs.

Depuis son siège de Zurich, en Suisse, la FIFA décide, de façon plus ou moins transparente, de l'utilisation des énormes profits générés par sa compétition-phare, la Coupe du monde. Ces profits ne cessent d'augmenter : alors que les droits audiovisuels des Coupes du monde 90, 94 et 98 s'élevaient en tout à 1,6 milliard de francs, ceux du Mondial 2002 atteindront 5,2 milliards. La suivante, en 2006, s'est déjà négociée à 6 milliards. A ces chiffres s'ajoutent les recettes générées par les produits dérivés, un marché également en pleine expansion.

Les multinationales ne peuvent passer à côté d'une telle épreuve, formidable vecteur de communication *qui attirera cette année,* en chiffres cumulés, une audience évaluée à 37 milliards de téléspectateurs. Elles s'acquittent donc de plus de 100 millions de francs afin d'en devenir un partenaire privilégié, *à l'instar de Coca-Cola ou de* McDonald's. Ces partenaires sont choisis par la FIFA, qui les impose au comité d'organisation de l'épreuve.

NOUVELLES COMPÉTITIONS

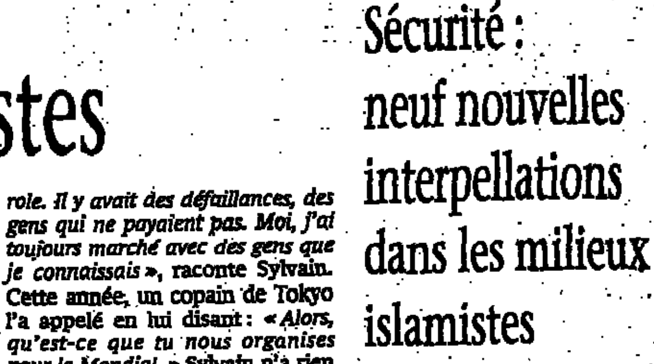
Ce flot étourdissant d'argent a pour principal artisan le président sortant de la Fédération, le Brésilien Joao Havelange. Maître absolu à bord, il revendique aujourd'hui totalement *l'évolution* vécue par le football sous son ère, notamment l'orientation très économique et la recherche systématique du profit qui ont guidé sa politique. Il l'admettait encore dans l'interview publié, lundi, dans nos colonnes (*Le Monde* du 9 juin) : *« Avant d'être un amateur de football, je suis un administrateur. Dans le travail, ma philosophie peut se résumer à quelques mots : administrer, c'est ne jamais manquer de ressources. Autrement dit, pour bâtir et se développer, il faut de l'argent. »*

Joao Havelange n'aura jamais manqué de ressources. A la tête de la FIFA depuis 1974, le septième président *de l'organisation est parvenu* à la faire changer d'ère sur de nombreux plans (administration, organisation des compétitions, marketing, droits de télévision, etc.). C'est non sans fierté qu'il rappelle, au moment *de céder la place, qu'il laisse dans les* caisses de la FIFA près de 24 milliards de francs sous forme de contrats passés pour les années à venir.

Sous sa présidence, que ses détracteurs préfèrent appeler « *règne* », les vingt-quatre membres du comité exécutif de la FIFA ont décidé de créer de nouvelles compétitions afin de remplir les années séparant deux Coupes du monde : *championnat du monde des moins* de vingt ans, Coupe des confédérations, Coupe du monde féminine, etc. Le ballon tourne rond aujourd'hui sur toute la Terre : le nombre de fédérations adhérentes à la FIFA est passé de 141 à 204, et, pour la première fois, l'attribution de la Coupe du monde a récompensé d'autres régions que l'Europe et l'Amérique du Sud (Etats-Unis en 1994, Japon et Corée du Sud en 2002).

Moteur de cette formidable période de croissance, le football est devenu un produit à vendre bien plus encore qu'un sport à défendre. L'introduction de certains grands clubs en Bourse s'est opérée comme si *elle allait de soi. Un tel pas en* avant, bouleversant la gestion traditionnelle d'un club de football, n'a pas semblé interpeller les dirigeants de la FIFA, trop heureux de cette nouvelle manne financière. Un chiffre simplement : le seul club anglais de Manchester United a réalisé un chiffre d'affaires de près de 900 millions de francs l'an passé.

Piotr Smolar



Echanges et changes près du palais Brongniart

Le Mondial a la cote chez les cambistes

ICI, à deux pas du palais Brongniart, on peut parier sur le nombre de buts, de cartons jaunes, de corners et d'expulsions. Sur les écrans, les dernières cotes des équipes apparaissent entre l'indice Nikkei et le CAC 40. Une journée faussement tranquille pour les huit brokers (acheteurs, vendeurs d'actions) de cette petite société en Bourse, spécialisée dans l'investissement des fonds de pension américains et des pays nordiques.

Dag, de nationalité norvégienne, se demande comment il va aller à Marseille pour le match Brésil-Norvège le 23 juin. Il accompagne un client, un compatriote. *« Je réserve un train de nuit. Les hôtels sont complets. »* Brésil-Norvège : Dag redoute le match abattoir. Mais le client sera content : *« Y aura pas mal de Norvégiens, l'économie marche bien, les gens ont de l'argent. »*

Près de son écran, trône un gros paquet : des places pour le Mondial. « Attention, y en a pour 100 000 balles ! »

Près de son écran, entre les courbes et les cotes, trône un gros paquet : des places pour le Mondial. *« Attention, y en a pour 100 000 balles ! »* 13 heures : les brokers déjeunent de nems et de pastèques fraîches à côté des ordinateurs. La nouvelle tombe : « Goldman Sachs passe à l'achat d'Atos. » Goldman Sachs est une banque américaine. Atos, une société informatique française.

Sur le tableau « spécial Mondial », on a inscrit les mises des uns et des autres. Le Mexique est coté à 6 F, le Brésil à 208, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Argentine à 89. Dag choisit le Mexique. *« Je peux payer en tickets-restaurants ? »*, plaisante-t-il. Une femme plus âgée surgit, prévient : *« On a un contrôle fiscal cet après-midi, essayez de bien vous tenir, enfin... de parler moins fort. »* *« Pourquoi ? »*, demandent les autres. Ici, les mises sont amicales, elles n'excèdent pas les 300 F.

Depuis leurs bureaux climatisés, les brokers français ont senti monter la pression du Mondial. Au téléphone, leurs collègues de la City redoublent de sarcasmes. *« Ils nous chambrent sérieux*, raconte Gilles. *Pour eux, Jacquet c'est le franchouillard de base, avec le béret, la baguette. Ils en rajoutent sur Gascoigne qui se pochtronne, Lama et ses pétards. »* C'est d'ailleurs de Londres que l'agence Reuter diffuse les cotes des bookmakers qui servent de base aux paris parisiens. Là-bas, l'argent afflue pour estimer que le but le plus rapide oscillera entre 110 et 130 secondes.

Gilles attend l'événement qui *« n'arrive qu'une fois dans une vie »*. A tous les matches, il sera assis dans une des loges du Stade de France. La société de Bourse a acheté des places pour cinquante matches pour un total de 300 000 F. *« Pour nous, c'est cher, nous sommes petits, mais le Mondial est un bon produit d'appel »*, atteste Laurent, un des dirigeants. Certains clients invités réagissent violemment. *« Ce sont de vrais fans, ils nous mettent la pression pour faire venir cinq collaborateurs. »*

Pour un match prévu à 17 heures, les hommes d'affaires sont impérativement attendus à 13 heures par les hôtesses du stade. Champagne, déjeuner. *« Et après, qu'est-ce qu'on va faire ? Peut-être qu'ils feront monter quelques joueurs dans les loges ? »*, s'inquiète Laurent, en précisant : *« J'y connais rien et ça me gonfle. »*

La société a fait en sorte de déculpabiliser ses invités en organisant des séances de travail, une visite chez un constructeur automobile, un déjeuner chez un géant de l'informatique. *« Nos clients gèrent des fonds de retraite. Habituellement, ils ne rencontrent que des financiers. Là, ils verront les chaînes de production. »* Les Français prêtent attention au traitement des invités venus d'Europe du Nord. *« Ils poussent le sens de l'éthique très loin : pas le droit de leur payer l'hôtel ni l'avion, un repas offert ne doit pas être cher. »* En revanche, ils sont habitués à un *« comportement rustique »* à partir d'une certaine heure de la soirée. *« Cela arrive qu'on nous refuse l'entrée à la porte d'une boîte de nuit... »*, précise-t-on avec le sourire.

LA nouvelle génération des traders américains est aussi attendue : des jeunes, un peu grunge, en jeans/T-shirt, gérant les fonds sur des OPA et autres coups dans le monde entier. *« On a invité un type à une demi-finale. Il a moins de trente ans, il ne dort jamais, il a des connexions Internet dans tous les sens. Un violent : il peut s'abstenir de nous téléphoner pendant trois mois et appeler, un jour, toutes les dix minutes pour gagner 2-3 F par titre. Il joue sur des quantités énormes. »*

Gilles regarde les dernières cotes données par Reuter : l'option Brésil vainqueur peut être achetée à 94 livres, vendue à 88. *« Ça baisse un peu depuis la non-sélection de Romario. »*

Devant son écran, Eric, un Franco-Américain, peste une nouvelle fois sur la France et ses grèves, *« les* french strikes, *c'est devenu le nouveau mot aux Etats-Unis, comme les* french fried *(les frites) »*.

Gilles, lui, assure que les clients étrangers se sont habitués : *« Ils ne comprennent toujours pas mais ils se sont faits à notre image de bordéliques et d'emmerdeurs. »* Laurent est totalement étonné que la grève tienne aussi peu de place dans ses conversations avec les investisseurs. *« On a l'impression que l'environnement n'a plus aucune importance. L'optimisme est fort. Les fonds viennent, les volumes sont extraordinaires. Il y a encore un an, avec le mouvement des routiers, les mecs se demandaient s'il fallait se désengager. Parfois, ils essaient de se faire peur mais ils n'y croient pas. »*

Dehors, à la terrasse d'un café, des anciens agents de Bourse, au chômage depuis la fermeture récente du Matif, s'activent encore sur leur portable. *« Brésil, trois et demi contre un »*, *« L'Argentine remonte de dix à six contre un »*, *« Les Croates, je vais les vendre, un joueur* [Allen Boksic] *est forfait »*. Mais le cœur n'y est plus. *« Autrefois, on était huit cents. On mélangeait les ordres et les paris. C'était une ambiance, il y avait beaucoup de liquidités, ça marchait à la parole. Il y avait des défaillances, des gens qui ne payaient pas. Moi, j'ai toujours marché avec des gens que je connaissais »*, raconte Sylvain. Cette année, un copain de Tokyo l'a appelé en lui disant : *« Alors, qu'est-ce que tu nous organises pour le Mondial. »* Sylvain n'a rien fait. Comme tout le monde, il appelle à Londres. *« Maintenant que tout est électronisé... »*

Dominique Le Guilledoux



THOMAS COEX/AFP

Un ballon surgit, place de la Concorde, devant l'Arc de triomphe : Paris ouvre le Mondial

Deux mois de répétition sur les pistes d'un aéroport

LE COMITÉ français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde voulait *« une fête grandiose et universelle »* pour permettre aux touristes et aux Franciliens de redécouvrir Paris à la veille du premier match. Trois Français y travaillent depuis dix-huit mois.

Tout a commencé en septembre 1996. William Perkins, PDG de l'agence de communication Villa-dAlésia, Gad Weil, producteur remarqué de la moisson de blé organisée en 1990 sur les Champs-Elysées, et le metteur en scène Jean-Pascal Lévy-Trumet décident de s'associer en plein appel d'offres.

Après quatre mois d'aller-retour entre le CFO et la délégation interministérielle chargée de coordonner la Coupe du monde, MM. Perkins, Weil et Trumet reçoivent, le 23 décembre 1996, le « top départ » des présidents Fernand Sastre et Michel Platini. Ce *« cadeau de Noël »*, selon les heureux élus, donne le coup d'envoi d'une course contre la montre gigantesque et spectaculaire.

L'année 1997 est celle des premières ébauches. Jean-Pascal Lévy-Trumet conçoit les costumes, imagine les chorégraphies, pense couleurs, sons et mouvements. Gad Weil négocie laborieusement les autorisations auprès de différents ministères, obtient le soutien logistique de la Ville de Paris, convainc le Sénat et l'Evêché d'autoriser le passage des figurants à proximité de leurs bâtiments.

M. Weil obtient même l'aide de l'armée, qu'il mandate pour acheminer les « géants » de leur site de conception à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) vers Paris. William Perkins, lui, recrute plus de 200 intermittents du spectacle.

Il démarche les clubs de sport de la région parisienne pour attirer les bénévoles. Plus de 4 000 Français de tous âges ont répondu à l'appel diffusé en février sur TF 1 et France-Info, et 20 membres de l'organisation les reçoivent dans un centre de sélection installé porte Dauphine à Paris. Au final, 2 500 figurants sont retenus.

Un an après avoir été désigné, le trio boucle son schéma directeur. Début avril, les répétitions commencent. Le nombre de figurants, la taille des géants, les costumes – 20 000 mètres carrés sont nécessaires à leur stockage – nécessitent plusieurs hectares d'espace. Les organisateurs obtiennent d'Aéroports de Paris l'autorisation d'occuper les hangars et les pistes du Bourget-Dugny, au nord de Paris.

Chaque matin des bus attendent sportifs et artistes aux portes de la capitale pour les acheminer vers le lieu de répétition. Les itinéraires sont tracés au sol, les tronçons de parcours recréés, les déplacements faits et refaits par tâche et par costume. Fin mai, les répétitions sont terminées, cédant le pas aux dernières mises au point musicales et scénographiques finalisées sur ordinateur.

Les 300 personnes de la cellule WXP (créée par William Perkins et Gad Weil pour le J–1) ont travaillé d'arrache-pied quinze heures par jour pour être à la hauteur : leur création sera planétaire, retransmise par la totalité des caméras de télévision présentes. L'agence a été payée 50 millions de francs pour sa prestation, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires en 1997.

William Perkins *« ne pense pas gagner d'argent sur ce projet »*, mais il est fier de son association avec ses deux anciens concurrents : *« Seuls, nous n'aurions de toute façon pas été assez forts. »*

Florence Amalou

Le cérémonial d'ouverture

Paris, 18 heures : en sommeil depuis l'aube, quatre géants articulés et mobiles de 20 mètres de haut s'éveillent. Pablo l'Amérindien, sous l'arc de triomphe de la place de l'Etoile ; Moussa l'Africain, face aux pelouses du Champ-de-Mars ; Ho l'Asiatique, au Pont-Neuf ; Roméo, le « Caucasien », sur les marches de l'Opéra Garnier. Par quatre étapes-spectacles, ils convergent vers la place de la Concorde.

Place de la Concorde, 21 h 30 : autour de l'obélisque, orné d'une coupe du monde, un spectacle en sept tableaux pour 80 000 spectateurs invités. Une foule de figurants (4 500, dont 1 998 jeunes footballeurs) participeront aux cortèges, ainsi que de nombreux gymnastes, acrobates, contorsionnistes, musiciens, danseurs, et même des cerfs-volistes et des parachutistes...

Sécurité : neuf nouvelles interpellations dans les milieux islamistes

A DEUX JOURS du coup d'envoi de la Coupe du monde de football, la police française a procédé, lundi 8 juin, à une nouvelle série d'interpellations dans les milieux islamistes. Le coup de filet a visé neuf personnes, qui ont pour la plupart été appréhendées en région parisienne, ainsi qu'à Carpentras (Vaucluse) et à Roubaix (Nord).

Plusieurs des interpellations opérées dans la capitale et dans la petite couronne parisienne sont la conséquence directe de l'arrestation, le 3 juin, au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), de deux hommes trouvés en possession d'une arme de poing et de munitions à l'occasion d'un banal contrôle de police : l'un d'eux, de nationalité libanaise, était porteur d'un pistolet automatique, tandis que son complice, de nationalité algérienne, dissimulait des cartouches dans ses chaussettes.

L'interpellation fortuite de ces hommes, dans une commune proche du Stade de France à Saint-Denis, a ramené les enquêteurs sur la piste du réseau lié au GIA algérien démantelé lors de la vaste opération de police judiciaire conduite les 26 et 27 mai en France et dans plusieurs pays européens (*Le Monde* du 28 mai).

CHAMBRE D'ECHO

Les deux intéressés avaient en effet été repérés au gré des surveillances effectuées par les policiers autour d'un groupe islamiste animé par Abdelouahab Boukezouha, un Algérien âgé de quarante-neuf ans, qui a lui-même été interpellé lundi 8 juin à son domicile parisien. Or ce dernier groupe se trouvait en relations avec Omar Saïki qui, arrêté en Allemagne à la fin du mois de mai, est considéré par les policiers comme l'un des lieutenants d'Hassan Attab, un responsable du GIA entré en dissidence en Algérie. Soucieux d'affirmer son autorité sur les groupes armés actifs dans son pays, Hassan Attab pourrait, selon les analyses des services de police français, chercher à utiliser la Coupe du monde de football comme une chambre d'écho médiatique lui permettant de marquer son autorité par un coup d'éclat.

A l'appui de cette thèse, les services de police de plusieurs pays européens (Allemagne, Angleterre, France et Italie) avaient certes constaté, au cours des semaines précédentes, un regain d'activité entre les membres du réseau démantelé les 26 et 27 mai ; certains entretiens téléphoniques interceptés évoquaient une action programmée pour la fin du mois de juin. Au stade actuel des enquêtes judiciaires, les policiers ne disposent toutefois d'aucun élément précis indiquant que les islamistes interpellés préparaient un attentat contre la France et contre le Mondial.

Erich Inciyan

● **IDENTIFICATION : des supporteurs écossais qui sont arrivés à l'aéroport Roissy - Charles-de-Gaulle**, dimanche 7 juin, le visage maquillé de bleu et de blanc, couleurs de la croix de Saint-André, ont été priés par les douaniers de se nettoyer afin qu'on puisse les identifier avec leur passeport. Après discussions, les supporteurs de l'équipe, qui joue contre le Brésil mercredi 10 juin, en match d'ouverture, ont pu conserver leurs maquillages mais ont dû enlever leurs perruques, bonnets ou drapeaux, que certains utilisaient comme turbans.